27e Année N° 18 15 Septembre 1920

GENERAL LIBRARY
OCT 15 1920
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

DIRECTEURS

ERNEST LAVISSE
de l'Académie française

ANDRÉ CHAUMEIX

SOMMAIRE

		Pages
Ernest Renan	*Essai psychologique sur Jésus-Christ*	225
Comtesse de Noailles	*Poèmes*	262
Augustin Filon	*L'Impératrice Eugénie.* — III	270
Juliette Droz	*Un Village comme il y en a tant d'autres*	296
Francis Carco	*Le Souvenir*	320
Jehan d'Ivray	*En Égypte* (Notes)	339
Giraud-Mangin	*Ceux de jadis* (2e partie)	364
Fernand Vandérem	*Les Lettres et la Vie*	414
Félicien Challaye	*Les Ambitions coloniales de l'Impérialisme japonais*	434

Copyright 1920 *Revue de Paris*.

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 85bis FAUBOURG SAINT-HONORÉ

ADMINISTRATION, ABONNEMENTS ET VENTE : 3 RUE AUBER

1920

LIVRES NOUVEAUX

NOTRE LITTÉRATURE ÉTUDIÉE DANS LES TEXTES

(Tome Ier)

par **Marcel Braunschvig.**

Ce livre est un recueil de textes caractéristiques qui donnent l'idée la plus complète de la vie intellectuelle et littéraire de la France, particulièrement au XVIe et au XVIIe siècles. Ces textes ont été choisis non pour susciter comme dans les anciens recueils une admiration factice de « beautés », mais pour développer le sens historique. Ils proviennent non seulement des grands écrivains, mais des écrivains secondaires et oubliés; ils sont toujours précédés d'exposés généraux, de notices précises et de bibliographies. Ce livre remplace avantageusement à la fois le précis d'histoire littéraire et le recueil de morceaux choisis. Il est destiné spécialement aux élèves des lycées, mais il contient tant de choses, il est composé avec tant de goût et de science, qu'il mérite d'être connu du grand public et des lettrés.

BUCOLIQUES D'ÉTÉ

par **Amélie Murat.**

Mademoiselle Amélie Murat, dont nous avons lu il y a quelque temps des vers tout vibrants d'émotion généreuse, *Humblement... sur l'autel*, revient cette fois à la poésie rustique. Ses vers, on le sent, ont été écrits tout près de la nature ; ils ont la bonne odeur des champs et des vergers. Elle en parle avec cette espèce de tendresse familière qui dénote un commerce intime et prolongé. On appréciera hautement cette sincérité et cette justesse d'accent qui la distinguent tout à fait des poètes citadins fourvoyés dans la bucolique.

LA TÉMÉRAIRE

par **Pierre de Valrose.**

L'héroïne de ce roman est une jeune fille très moderne, peut-être trop, puisque, selon les promesses du titre, elle l'est jusqu'à la témérité. Mais ce ne sont là que des apparences, des dehors fantasques qui cachent une nature sincère, franche et affectueuse. M. Pierre de Valrose a su deviner et nous faire apprécier tout ce qu'il y a de délicatesse et de bonté native sous l'étourderie des jeunes filles de notre temps. Il y a de plus dans son livre une élégance mondaine et un parfum de bonne compagnie qui le rendent tout à fait agréable.

WILLIAM MORRIS

par **G. Vidalenc.**

Ce livre est intéressant et bon non seulement par l'exactitude et la valeur technique de la critique, mais surtout par ses conclusions; c'est que l'œuvre même du peintre étudié est précieuse moins peut-être en elle-même que par ses effets, moins en ce qu'elle a réalisé qu'en ce qu'elle a permis ; William Morris a appris à ne négliger aucun objet susceptible de se parer de beauté. — Admirons donc ses décorations, ses papiers peints, ses tapisseries, dont nous trouvons dans le volume de M. Vidalenc des reproductions si caractéristiques. Mais retenons surtout, de son enseignement et de son exemple, cette idée qu'il n'est guère de métier qui ne soit susceptible de perfectionnement artistique : sachons-lui gré de son probe effort vers la réalisation d'un art social.

L'INTERVENTION DÉCISIVE

par **Paul-Yves Sébillot.**

Le titre ne correspond qu'à une partie du livre. C'est ici l'histoire de la politique américaine pendant la guerre, non seulement depuis le 2 avril 1917, date de la déclaration de guerre des États-Unis à l'Allemagne, mais antérieurement, dès le début des hostilités. L'aide efficace a précédé l'intervention décisive. Les deux époques sont également retracées par l'auteur avec une abondance de faits qui ne laisse rien à désirer. Témoin, il a eu l'art de se déplacer avec le centre d'intérêt : nous sommes toujours au point où se décide l'action principale, au point, si l'on ose dire, d'application de la force : dans le cabinet de la Maison Blanche ou dans la boucle de Saint-Mihiel. Pour nous servir des termes de M. Sébillot, nous suivons la trace du stylographe de Wilson et du glaive de Pershing.

PRINCE OU PITRE

par **Maurice Dekobra.**

Le petit roman de M. Maurice Dekobra nous offre les mêmes surprises et les mêmes rebondissements qu'un film de cinéma bien agencé, mais l'auteur y ajoute une fantaisie littéraire dont les films se passent volontiers. A l'imprévu des situations, aux soubresauts d'une action trépidante à souhait, s'adjoignent les agréments de l'humour et d'un style très alerte. De cette combinaison résulte quelque chose de très amusant.

ESSAI PSYCHOLOGIQUE SUR JÉSUS-CHRIST[1]

Si ce travail tombe, à mon insu, entre les mains de quelqu'un, je le prie de ne pas me juger trop sévèrement, s'il est chrétien. Pour qu'il pût porter un tel jugement, il faudrait qu'il connût l'état actuel de mon âme et de ma pensée ; connaissance qu'il ne peut tirer de la lecture de cet Essai, qui n'est après tout qu'une série de notes sur des idées qui me travaillent l'esprit, et qu'il ne comprendrait que difficilement.

INTRODUCTION

Le premier pas de l'homme qui réfléchit est de se voir entouré de mystères et de voir surgir d'étonnants problèmes là où le vulgaire n'en conçoit pas la possibilité. L'homme ignorant passe indifférent à côté des faits qui absorbent le génie du savant. Aussi l'homme et le siècle le plus avancés sont ceux

1. Voir l'article intitulé : *Un opuscule inédit de Renan* paru dans le numéro de la *Revue* du 1er septembre 1920. — Si le lecteur trouve dans le texte quelques lacunes, des phrases elliptiques ou inachevées, qu'il ne s'en étonne pas. On a cru qu'il était préférable de conserver aussi scrupuleusement que possible le caractère de cet écrit. Toutefois, les passages vraiment trop peu rédigés ont été ou supprimés, ou résumés. La lecture du manuscrit a été très facilitée par une copie que madame N. Renan a bien voulu nous remettre. — J. P.

qui ont réussi à soulever le plus de problèmes, sauf à en donner ou à n'en donner pas la solution. — C'est surtout dans les objets qui ont pénétré dans les habitudes de la vie et sont devenus familiers, qu'on est exposé à laisser échapper inaperçus les plus étonnants problèmes et à laisser affadir par un point de vue vulgaire les sujets les plus dignes de la méditation du penseur.

Il n'est guère de problème historique qui n'ait été l'objet d'investigations sérieuses et profondes, pas d'homme éminent dans l'histoire de l'esprit humain, dont la pensée n'ait été analysée, appréciée sous toutes ses faces, confrontée avec l'histoire de son siècle. Une science a été fondée pour expliquer la génération des systèmes philosophiques, et montrer comment ils sortaient de la tige du passé.

Un seul homme, ou pour mieux dire, un seul fait, a été oublié. Cet homme, ce fait, c'est Jésus-Christ. Il ne faut ni science, ni réflexion bien profonde pour voir que le rôle de Jésus-Christ dans le monde a été le plus étonnant dont l'histoire ait conservé le souvenir. La révolution qu'il a opérée est comme le lien qui unit les deux feuillets de l'histoire. Et quelle que soit l'opinion qu'on adopte sur la religion, la force des faits s'impose à tous, et les oblige tous à le prendre pour point d'arrêt, et à compter de lui les années de l'ère nouvelle.

Eh bien ! cet homme... a été le moins étudié. Vous lirez des ouvrages entiers d'histoire et de philosophie où son nom ne se trouvera pas une fois. On passe à côté de lui avec une stupide et inexplicable indifférence, et cette science moderne, si large, si vaste, n'a pas encore compris que c'était là le plus beau et le plus étonnant de ses problèmes.

Quelle a pu être la cause de cette apathie? Jusqu'au moment où la philosophie voulut soumettre à la critique les dogmes du christianisme, le problème ne pouvait exister, ou plutôt la solution en était imposée d'avance. Jésus-Christ était déclaré Dieu dès d'abord, et tout était expliqué. Cette hypothèse, en faisant abstraction de la vérité, était bien plus philosophique que celle des modernes ; car enfin elle *expliquait* le fait, ou plutôt dispensait d'en chercher une explication. Mais du moment où la philosophie a cru devoir renoncer à cette hypothèse, elle aurait dû apercevoir le problème

qu'elle assumait sur elle. Jésus-Christ dès lors rentrait dans la série des problèmes historiques.

. . . . . .

Néanmoins, j'ose le dire, Jésus-Christ n'a pas encore été scientifiquement expliqué. Il semble même qu'une sorte de répulsion écarte de ce problème ; on craint de s'en approcher. Cela serait explicable si l'on était revenu à l'hypothèse ancienne ; mais non. Parcourez les ouvrages de M. Cousin, par exemple. Platon y apparaît à chaque page, et Jésus-Christ n'y est pas nommé une fois.

En vérité, que signifie ceci? Qui oserait pourtant comparer le rôle historique et philosophique de Platon avec celui de Jésus-Christ? La cause de ce fait est sans doute un reste de l'antique respect : Jésus-Christ est l'objet d'un culte ; il a des adorateurs qui sont prêts à venger son nom. Telle est, je n'en doute pas, la grande raison qui a fermé la bouche à la science ou plutôt qui a empêché les penseurs d'agiter ce problème avec toute la liberté possible.

Une des grandes raisons qui ont contribué à retarder l'explication scientifique de Jésus-Christ, c'est encore l'ignorance où l'on a été des vrais matériaux à consulter pour cette explication. Les écoles philosophiques françaises, pleines des auteurs grecs, ont voulu à toute force ne voir dans le christianisme primitif que de l'hellénisme. Que diraient-elles si nous affirmions que la lecture du Talmud et autres compositions orientales de cette époque, était mille fois plus utile pour expliquer Jésus-Christ et les apôtres que tous les auteurs grecs? Les Allemands l'ont bien senti et tous les auteurs orientaux de cette époque, le Testament des douze patriarches, le livre d'Hénoch, etc., ont été assidûment étudiés par eux.

Il est temps enfin que la science s'en empare ; c'est son domaine. J'entreprends d'analyser Jésus-Christ comme un fait psychologique et historique, de l'apprécier, de l'expliquer s'il est explicable, et s'il ne l'est pas, de tomber à ses genoux et de jeter tout entre les bras de Dieu. Je croirai avoir assez fait, si j'ai pu introduire dans le champ de la critique et de la science un problème qui depuis longtemps aurait dû y entrer.

Je pose le problème comme je le conçois. —La critique

que j'entreprends de Jésus-Christ n'est pas une critique historique, mais psychologique. Je n'entreprends pas de critiquer les faits de son histoire, de la réduire à son expression la plus exacte. Bien plus, je ne le prends pas comme un personnage ayant eu une existence réelle, quoique la chose soit incontestée... Jésus-Christ ne serait qu'un mythe, que ma critique aurait encore sa valeur. — Je prends Jésus-Christ comme un fait, comme la manifestation d'une idée qui a eu lieu incontestablement il y a environ dix-huit siècles, et dont les monuments les plus remarquables sont les quatre Évangiles. Jésus-Christ, pour moi, c'est le caractère moral et philosophique qui résulte de l'Évangile. Supposez si vous voulez que c'est un héros fabuleux auquel les auteurs de ces écrits ont attaché leur conception, peu m'importe ; il resterait toujours à expliquer comment ces conceptions ont pu surgir. Le seul changement qui surviendrait dans le problème serait dans la personne individuelle qui en serait l'objet. En un cas, il s'appellerait Jésus, fils de Marie; en l'autre, il serait multiple, et s'appellerait Matthieu, Marc, Luc et Jean.

Voici donc la plus simple expression de mon problème. — Expliquer s'il est possible par les lois psychologiques l'apparition de Jésus-Christ ou le rattacher aux temps et aux lieux où il a paru. — Quel que soit le résultat de cette recherche, elle ne peut être qu'utile ; si je l'explique, un grand problème scientifique sera résolu. — Si je n'y réussis pas, et que d'autres après moi n'y réussissent pas mieux, le résultat ne sera pas moins précieux. Ce sera la preuve la plus frappante du christianisme et ainsi sera résolue une question qui préoccupe à si juste titre tant d'esprits distingués. — Avant tout, il faut une science de bonne foi, qui se mette à genoux devant les faits, et se laisse traîner par eux, où ils pourront la mener.

Suit une revue des hypothèses relatives à Jésus. Ses contemporains le méconnurent ; les siècles qui vinrent ensuite adorèrent sa divinité (hypothèse théologique). Le XVIIIe siècle vit en lui un imposteur.

Il n'est personne qui ne reconnaisse maintenant dans ce siécle (le XVIIIe), d'inconcevables petitesses. Est-ce sa faute? Le temps fait tout, il n'est pas au pouvoir de l'homme de se grandir d'une coudée, et l'esprit humain

est fatalement attaché aux résultats acquis. Nos descendants nous jugeront aussi petits que nous le XVIIIe siècle. Ne faisons jamais un crime à nos pères d'avoir ignoré ce que nous savons.

Quoi qu'il en soit, il est sûr que rien n'est plus ridicule que les hypothèses du XVIIIe siècle sur Jésus-Christ. L'esprit général était de le regarder comme un habile imposteur, qui conçut le plan de se faire adorer. Le parallèle avec Mahomet était de règle. Et encore ce parallèle si inexact ne prouvait rien. Car enfin celui-là comprend bien peu l'esprit humain, qui s'imagine qu'une religion quelconque peut naître d'une imposture. Le mensonge n'est pas si fort. Non, non, toute religion a sa racine dans les profondeurs de la nature humaine; elle est le résultat des forces de l'humanité et de ce gouvernement supérieur qui la régit dans ses voies et la mène à sa fin, et non l'œuvre d'un misérable individu, qui un beau jour a rêvé qu'il était Dieu.

Quelques hommes pourtant, en ce siècle, s'élevèrent à un point de vue plus élevé. J.-J. Rousseau comprit merveilleusement son type moral, et ne put le résoudre qu'en le proclamant Dieu. Toutefois il était loin de l'hypothèse ancienne, et qui sait...

L'Allemagne devançait la France. Le rationalisme des sectes protestantes modifia considérablement l'ancienne hypothèse théologique qui avait été conservée intacte par les pères de la Réforme.

Mais le plus haut point de vue fut atteint par les écoles mythiques et panthéistes :

Jésus-Christ fut la forme la plus élevée de l'humanité, le produit de ses forces. Cette école comprit merveilleusement le type moral. Hegel, Gœthe, Richter, Herder, Stranss, Bauer, Ranke en furent dominés. Elle s'éloigne peut-être assez peu de la vérité.

Revenons en France. Le XIXe siècle ne fit d'abord que recueillir l'héritage du XVIIIe. Dupuis [1] (lacune) un pur mythe, sans concevoir que cela n'expliquait rien, et que dire que Jésus-

1. Dupuis (1742-1809), auteur de l'*Origine de tous les cultes, ou la Religion universelle.*

Christ était le soleil n'avançait guère pour son explication. L'éclectisme et les écoles parallèles signalèrent une ère nouvelle. — Jésus-Christ paraît avoir été dans leur conception un philosophe, un grand homme, semblable à Platon, mais sur d'autres proportions. Au moins ils le traitèrent avec respect, et on n'entendit plus l'horrible mot d'imposteur. — On fit même des efforts pour expliquer de plus près le christianisme. M. Pierre Leroux [1] et son école y déployèrent une attention et une étude remarquable. On s'accorda généralement à le faire dériver de l'hellénisme, et tel est encore le système à la mode... Cette hypothèse me semble renfermer une grave erreur... J'espère démontrer que la source a été pure de tout hellénisme, et qu'elle est toute juive. M. Pierre Leroux fut complet en combinant ensemble l'hellénisme, le judaïsme et l'Orient. Jésus-Christ alors eût été un éclectique. Mais cette hypothèse n'est ni suffisante, ni conforme aux faits, comme j'espère le montrer.

Il résulte de cette histoire des diverses explications que l'on a tentées de Jésus-Christ une conséquence bien frappante pour celui qui réfléchit. Quel homme que celui qui a eu une telle destinée ! Un seul homme qui est placé par les uns sur le trône de la divinité, à la droite de Dieu comme ils disent, en rapport d'égalité parfaite avec l'être parfait. Ce même homme (cette expression est juste en toute hypothèse. Que personne n'en soit choqué ; il faut que je l'appelle de quelque nom avant d'avoir résolu mon problème. Je consens à ce qu'on n'y attache aucun fonds) — après sa mort a été l'objet de la passion la plus effrénée qui fut jamais. Des milliers d'hommes, de femmes, d'enfants ont donné leur sang pour lui, en chantant et le remerciant. Des mystiques sont devenus fous d'amour pour lui, lui mort, lui tout spirituel. Lisez sainte Thérèse : elle est folle d'amour, jamais la plus brûlante [2] passion n'a enfanté de tels accents, c'est son époux, son bien-aimé, etc. Et rappelez-vous que c'est un homme mort depuis quinze siècles qu'elle appelle ainsi. D'autres se pâmaient, mouraient de langueur pour lui, tellement que nous (en) rions quelquefois. Malheur à celui qui en rit, il ne comprend

1. Dans son livre, *De l'humanité, de son principe et de son avenir.*
2. Dans l'interligne : Charnelle.

pas l'esprit humain, sa fière originalité; petits esprits, qui n'apprécient pas ce qui dépasse la vulgarité d'un salon, les étroites limites d'un bon sens vulgaire. Pour cet homme mort encore, d'autres ont mené un vie inconcevable, ont fait des sacrifices inouïs. Jésus, disaient-ils, demande cela de nous. — Ils se sont martyrisés eux-mêmes, parce que Jésus a porté une croix, ils se sont figuré qu'il fallait faire de même.

Pour ce même homme mort, il y a eu des conciles, on s'est battu, disputé dans le monde entier pour savoir s'il était ὁμοούσιος [1] ou ὁμοιοούσιος [2]. On a fait sur lui [3] une science tout entière; on s'est tué pour défendre telle ou telle proposition sur sa nature. Ici on brûlait des individus ; là-bas, à genoux devant son image, une jeune vierge s'excitait à tout ce que la vertu a de plus pur et de plus doux. Que d'affligés son image a consolés ! Rappelez-vous que c'est cet homme qui est attaché sur le crucifix. On le voyait à tous les coins de route, à la porte des maisons, dans les plus pauvres chaumières, sur les couronnes des empereurs. Les plus beaux chefs-d'œuvre de 'art lui ont été consacrés. Des dogmes incroyablement extraordinaires. On croit le manger.

Voilà comme les uns l'ont envisagé, et cela seul suffirait pour en faire le plus singulier des êtres. Mais je ne sais si les explications données par les autres n'ajoutent pas encore au miracle [4]. Cet homme égalé à Dieu par les uns, d'autres en ont fait un magicien, d'autres un imposteur, d'autres un théurge fanatique, d'autres un misérable juif encroûté des préjugés de sa nation. Et après cela, vous vous trompez. C'est le plus beau, le plus pur des philosophes, Platon à sa millième puissance. D'autres la personnification de l'humanité, la plus haute expression de sa puissance. D'autres un mythe, d'autres le soleil. Quel horrible intervalle : Dieu, un imposteur. Trouvez-moi donc un degré de l'humanité où on ne l'ait pas placé. Dieu, magicien, théurge, imposteur, philo-

1. De même essence.
2. D'essence semblable.
3. Dans l'interligne : des croisades.
4. Autre transition (en marge) : « Aimé jusqu'à la fureur, il a été attaqué jusqu'à la fureur : on l'a appelé infâme ! »

sophe, humanité, soleil[1]. En vérité, je ne sais si le problème de la destinée de cet être n'est pas plus étonnant encore que celui de son caractère intérieur, que j'ai entrepris d'étudier. Et comment tous les hommes pensants ne comprennent-ils pas qu'il faut à tout prix ou l'expliquer ou tomber à ses pieds ?

PRIÈRE A JÉSUS-CHRIST

Jésus, que tant d'hommes ont adoré, moi aussi je t'adore. Je ne veux entreprendre ta critique qu'en commençant par te rendre cet hommage. Tu m'es mille fois supérieur, tu es mon Dieu. J'adore le Dieu en toi, oui, il y en avait dans ce cœur céleste ; si tu n'étais qu'un homme, comment aurais-tu été si fort, si beau, si pur? Il n'y a rien eu en toi de notre boue. Jésus, dis-moi qui tu es, découvre-moi ta face : « *Abscondisti haec a sapientibus et prudentibus et revelasti ea parvulis. Quicumque non acceperit regnum Dei sicut parvulus non intrabit in illud*[2]. » Que ces paroles sont dures ! Néanmoins je ne puis croire que je te déplaise en appliquant ma raison à ta critique. Car enfin ma raison est une faculté légitime : tu me condamnerais si je n'y croyais pas. Tu ne peux aimer le scepticisme ; ta belle âme l'ignora toujours : tu étais si plein de foi, de conviction, de vérité. *Ego sum veritas*, disais-tu. Pourquoi croire plutôt telle faculté que ma raison? si je n'y crois pas, il faut n'en croire aucune. Or, pourrais-tu approuver ? Allons donc, au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, entrons en matière, au nom de Jésus !

1. Ce long développement a passé, avec quelques remaniements, dans l'article de la *Liberté de penser* du 15 avril 1849 (*Les Historiens critiques de Jésus*, ch. V.).

2. « Tu as caché cela aux savants et aux sages, et tu l'as révélé aux petits enfants... Quiconque ne recevra pas le royaume de Dieu comme un petit enfant n'y entrera pas. » *Matthieu*, XI, 25; *Luc*, X, 21.

PREMIÈRE PARTIE

Jésus-Christ est inexplicable par les lois psychologiques qui régissent actuellement l'humanité.

I

DES LOIS DE L'UNIVERS EN GÉNÉRAL

Le résultat de la vraie science, de celle qui prend les faits pour point de départ, est de découvrir que tous les êtres qui composent l'univers sont soumis à des lois constantes et invariables qui règlent leur action. Le résultat de la science n'est pas de connaître la cause efficiente : celle-ci se cache obstinément à l'esprit humain, et tout ce qu'il en sait, c'est qu'elle existe, et quand il a rattaché par une proposition simple et unique la cause de tous les phénomènes à cette cause unique, qui ne peut être que Dieu, il a épuisé la science des causes. Cette science se compose donc d'un seul théorème. Ses lois sont donc l'objet propre de la science, et c'est depuis qu'elle a placé là son but, qu'elle a suivi la voie du progrès et des recherches vraiment fécondes en résultats.

Le plus important de tous a été de reconnaître que tous les faits de l'univers ne sont pas des faits isolés, effets du hasard ou du caprice, mais qu'ils sont soumis à des manières d'action constantes, inflexibles, et non moins admirables par leur simplicité que par leur fécondité.

Trois ordres de faits se sont offerts aux investigations de la science, et lui ont montré trois séries de lois :

1° L'ordre physique a rattaché à des lois constantes les faits de la matière organisée ou inorganique. Son effort tend sans cesse à les simplifier, les généraliser, à y soumettre les faits qui semblent encore rebelles aux lois connues, mais qui seuls ne sauraient détruire l'induction tirée des faits connus.

2° L'ordre psychologique a montré aussi dans la succession et la production des faits de conscience une série de lois, moins frappantes au premier abord, mais au fond, ni moins

précises, ni moins belles que celles de l'ordre matériel. Honneur à l'école écossaise, qui la première a su faire de la philosophie la science des lois.

3° Un troisième ordre de faits s'est présenté dans les faits historiques. L'histoire en effet n'est que la psychologie de l'humanité ; sa marche est assujettie à des lois aussi rigoureuses. L'histoire est une géométrie inflexible. — Cette troisième série de lois, je l'avoue, a été moins approfondie que les deux autres ; je ne m'étonnerais même pas que plusieurs ne soupçonnassent même pas leur existence. La philosophie de l'histoire, en effet, qui est la science de ces lois, n'est pas encore entrée dans les voies de la vraie méthode. Elle en est où en étaient les sciences physiques avant Bacon, la science philosophique avant l'école écossaise, errant d'hypothèses en hypothèses sans marche délimitée, ne sachant sur quoi appuyer ses recherches, quelle forme donner à ses lois. Mais il viendra un temps où elle se mettra en possession de la pure méthode inductive, et où elle méritera de marcher de front avec les sciences psychologiques, comme celles-ci un jour égaleront, je l'espère, en précision et en netteté, les sciences naturelles. Mais sa forme, je l'avoue, est encore à créer. Car, bien que toutes les sciences doivent avoir une marche et une méthode uniques, elles doivent pourtant se différencier dans la forme. Les sciences psychologiques ne doivent pas se modeler trop rigoureusement sur les physiques, ni les psychologiques humanitaires sur les psychologiques individuelles. Donc trois séries de lois gouvernant le monde, et ne laissant rien à l'arbitraire [1].

Ce n'est pas ainsi que l'envisageait la simplicité primitive. L'homme à l'état spontané n'a pas l'idée des lois. Il transporte

1. Les deux dernières séries ont pourtant cette particularité qu'aux lois invariables et inflexibles qui les régissent vient s'ajouter l'action de la liberté. Oui, l'homme est libre dans les faits psychologiques. La liberté individuelle a aussi une grande part dans les faits de psychologie humanitaire. Concilier cette liberté avec l'inflexibilité des lois, beau problème, résoluble : mais quand il ne le serait pas, ce serait toujours un problème et non une impossibilité. Ce serait la faute de la science. Les lois ne sont pas moins inflexibles pour être entremêlées de liberté, ni la liberté moins...

...La liberté de l'homme a bien aussi le pouvoir de s'interposer dans le monde physique. Qui dira pourtant que ce monde n'est pas soumis à d'inflexibles lois? *(Texte de Renan.)*

le *moi* dans le non-moi, il le peint de ses couleurs, il le fait intentionnel et libre. (V. M. Cousin, cours de 1818, vers la leçon 10.) La nature est pour lui un ensemble de forces vivantes, qu'il prie, qu'il essaye de fléchir. Voyez le sauvage, il menace les vents...

Aussi le miracle entre-t-il avec une facilité incroyable dans leur conception. J'ai vu des personnes simples supposer avec une inconcevable facilité des renversements bizarres des lois de la nature, et cela ne leur faisait pas une ombre de difficulté.

L'ordre psychologique de même apparaissait comme une simple série de faits, sans lien, ou plutôt la réflexion s'applique si peu à cet ordre de choses, que les faits eux-mêmes demeurent complètement inaperçus.

Enfin l'histoire n'est qu'une série intéressante de récits, mais on ne soupçonne pas, au fond, une action régulière et constante. Le hasard fait tout, les hommes gouvernent les choses ; ou bien, si l'on a recours à une providence, ce qui sans doute est un grand progrès, on la fait tout intentionnelle, arbitraire, dégagée des lois, anthropomorphique. Sans doute qu'en toute hypothèse, l'idée d'une providence gouvernant le monde doit être conservée. Mais à la science seule appartenait de découvrir son caractère essentiel qui est d'agir suivant des lois qu'elle s'est imposées librement, en sorte que le calcul de tel événement qu'elle veut produire, n'est pas actuel, elle est nécessitée par ses lois, mais a existé lorsqu'elle a établi ses lois. Elle n'a pu, en effet, s'arrêter à tel ou tel système que parce qu'elle a vu que ce système était plus ou moins convenable à ses desseins. L'archer qui a lancé sa flèche n'est pas libre de la retenir, mais il a été libre de la diriger de tel ou tel côté. Du reste l'*a priori* conduit seul à ces théories, qui sont si bien confirmées par les faits. Nul n'a mieux apprécié ce mode de gouvernement du monde que Malebranche. (Voir *Méditations chrétiennes*, surtout.)

II

DES LOIS PSYCHOLOGIQUES HUMANITAIRES OU DE CELLES QUI RÉGISSENT LA MARCHE DES ESPRITS

Le plus grand service que l'éclectisme ait rendu à la philosophie a été de créer une branche d'études, éminemment féconde dans l'histoire de la philosophie, que l'on doit considérer comme le cœur de la philosophie de l'histoire, puisque la philosophie dans son acception large est la grande directrice des événements humains.

De l'étude approfondie de la succession des divers systèmes est résulté ce principe important qu'il n'y a rien d'arbitraire ni de livré au hasard dans le développement philosophique, que la marche des systèmes est strictement tracée, renfermée dans un cadre qu'elle ne saurait franchir, et que cette marche est celle même de la logique.

. . . . . .

Tout développement philosophique étant assujetti à ces lois rigoureuses qui gouvernent tous les faits, il s'ensuit que son apparition non plus que celle des faits physiques et psychologiques, ne saurait être l'effet du hasard, ni d'une volonté individuelle. Il faut qu'elle ait sa raison dans les faits qui précèdent. Un germe paraît d'abord : il se développe par une force cachée...

Toute idée émise dans le monde a donc sa racine dans le passé. Elle est greffée sur quelque chose d'antérieur ; la philosophie est un arbre, et non une collection de branches éparses.

Les temps et les lieux. M. Cousin ne pouvait pas plus naître au moyen âge que les glaces du pôle se former sous l'équateur. — Rien de plus désolant pour le penseur que de se voir ainsi enchaîné à son siècle par une force invincible, dans la plus absolue incapacité de s'élancer au delà des résultats qui dans la marche tracée des choses sont réservés à cette époque. Le temps seul est le grand maître de l'humanité ; on peut avancer, mais non anticiper.

Je n'hésite donc pas à poser ce théorème : toute idée qui fait son apparition dans le monde a sa raison dans l'état intellectuel et moral des temps et des lieux où elle apparaît. Il va sans dire que je n'entends parler que des lois psychologiques ordinaires...

III

JÉSUS-CHRIST N'EST POINT UN PRODUIT DE L'ESPRIT GREC

Quittons les principes généraux et entrons dans l'analyse.

Le christianisme appartient à Jésus-Christ.

Il y a dix-huit siècles environ qu'une idée profondément philosophique fit son apparition dans le monde. Le lieu où elle (apparut) fut la Judée. Les développements ultérieurs montrèrent la vaste compréhension de cette forme nouvelle de la pensée. Elle a été la sève de l'Europe moderne, à la fois religion, philosophie, science, morale, politique, empire, force extérieure. Celui qui enfanta ce développement fut un homme assez obscur d'ailleurs, et dont les historiens étrangers à ce développement n'ont conservé aucune trace, il se nommait Jéchoua, Jésus. Ses disciples y ajoutèrent celui de Maschiah[1] (d'une idée juive qui occupait fort les esprits à cette époque) ou en grec χριστ, et de là s'appelèrent chrétiens.

Tel est le fait simple et un de l'origine primitive du christianisme, fait incontesté, puisqu'on n'a jamais vu citer un autre nom pour fondateur du christianisme que celui de Jésus. Jamais développement n'appartint si exclusivement à un individu. Tous les autres ont été plus ou moins le résultat des besoins d'une époque, et l'œuvre des forces réunies d'une collection d'hommes. La gloire de la Réforme appartient sans doute à Luther ; mais était-il seul? et tout son siècle et son pays n'en était(-il) pas *(fetus)*[2] un mot français pour... Descartes, la philosophie moderne; Bacon, la science, mais que d'imperfections ! Quelques lueurs ont suffi pour proclamer

1. C'est-à-dire Messie en hébreu.
2. Gros.

Bacon le père des sciences modernes et cela à juste titre, mais pourtant !... Dans Jésus, au contraire, le christianisme est à sa plus haute puissance, j'entends le pur christianisme, sa morale sublime, son idéal de beau et de vertu. Tellement qu'après lui, il faut reconnaître une longue chute. Jamais en effet le christianisme dans ses nombreuses transformations n'a égalé la beauté qu'il possédait dans l'idée de son fondateur. Je le trouve moral et philosophique dans les premiers siècles, mais entaché de croyances mystiques. Il se montre sublime de gravité et de force moralisante à l'époque de l'invasion des barbares, mais rempli d'idées superstitieuses[1]; grandiose et moral au moyen âge, plein de vie mais dépouillé de ce type pur et sublime de philosophie calme et aimante. Voyez un Pie V, un saint Charles Borromée, quelle dureté, quelle ignorance du beau type moral ! O Jésus, où étais-tu, et ils méditaient des projets de sang au pied de ton crucifix ! Je le trouve enfin grave et ferme, majestueux et respectueux dans nos temps modernes : mais s'obstinant à rester fidèle à l'ἀκρισία [2] du vieux temps et à faire rétrograder les idées qui le dépassent.

Oui, l'Église a été dépassée et s'est dépassée elle-même, mais Jésus ne l'a pas été, ni en dehors ni au dedans de son Église. Quel prodige ! Celui qui veut tracer l'idéal de la vertu et (du) sublime ne peut encore emprunter ses traits qu'à Jésus.

De là, cette première singularité du christianisme et de Jésus-Christ. — La plus haute perfection du développement chrétien a été dans l'idée de son fondateur, et les siècles suivants, loin d'éliminer les scories (ce qui a toujours eu lieu dans les développements scientifique et philosophique), n'ont pu atteindre à sa hauteur.

D'où a pu sortir Jésus-Christ ?

Le christianisme appartenant donc éminemment à Jésus-Christ, cherchons quelles ont pu être les tiges sur lesquelles Jésus-Christ s'est implanté, les (*lacune*) d'où il a pu sortir. 1° doctrine grecque ; 2° judaïsme ; 3° orientalisme. Doc-

1. Siméon Stylite. Qu'à certaine époque on eût présenté au peuple Jésus et un stylite, il eût préféré le stylite. *(Texte de Renan.)*

2. Manque de critique.

trines qui, parties de Babylone et mêlées au magisme, occupaient alors l'Orient.

Rien de plus commun dans les écoles françaises, que cette assertion : que le christianisme est un développement de la philosophie grecque. — C'est, selon moi, une grave erreur, ou, si l'on veut, une grave confusion[1].

Il est vrai que vers le second siècle de l'ère chrétienne, il y eut entre la Grèce et l'Orient une fusion. Une sorte d'éclectisme s'empara de la philosophie. Le platonisme se mêla au magisme, au cabbalisme, aux doctrines juives, esséniennes, chrétiennes, d'où résulta d'un côté la forme platonique du christianisme, et de l'autre, dans le sein du paganisme, les doctrines de la vaste école d'Alexandrie...

Mais avant ce développement ultérieur du christianisme, qui ne fut proprement qu'une altération par mélange, le christianisme existait pur, intègre. Et je vais prouver qu'en cet état primitif, tel qu'il sortit de l'idée de son admirable fondateur, il ne contenait pas le plus léger élément d'hellénisme.

J'appuierai ma démonstration 1° sur l'histoire de cette époque ; 2° sur l'examen intrinsèque des doctrines, pour voir si réellement elles ont entre elles le moindre degré de parenté.

1° Je pose comme un fait historique qu'à l'époque de Jésus-Christ, presque aucun échange d'idées n'avait eu lieu entre la Grèce et le judaïsme et que si l'on en trouvait quelques traces, ces traces sont totalement insuffisantes pour expliquer Jésus-Christ. Je reconnais volontiers que, depuis l'époque d'Alexandre, les Grecs ont joué un grand rôle dans les affaires de l'Orient et spécialement de la Judée, mais cette influence est purement politique. Je reconnais même que sous les Ptolémées les Juifs d'Alexandrie échangèrent plusieurs idées avec les Grecs. Mais ce dernier fait ne paraît pas avoir exercé d'influence sur la Judée elle-même, puisque, au contraire, nous voyons la synagogue d'Alexandrie se mettre en schisme ouvert avec celle de Jésus. Il est vrai encore qu'à l'époque

1. Cette erreur provient de l'ignorance totale où ces Messieurs de l'Université, représentants de l'école éclectique, restent des sciences orientales (et des langues). L'Allemagne, où ces études sont si florissantes, a aussi beaucoup mieux réussi en cette étude critique du christianisme. *(Texte de Renan.)*

d'Antiochus Épiphane, il se forma chez les Juifs un parti qui chercha à se modeler sur l'hellénisme, à prendre les mœurs grecques, ce qui exerça une vive réaction de la part des races sacerdotales et des Juifs renforcés dans leur croyance. Bien plus, les historiens juifs de cette époque, les auteurs des livres des Macchabées, Philon, Josèphe, affichent la prétention ouverte de se modeler sur les Grecs pour le tour et la manière d'écrire. Ces deux derniers se rapprochent même de leur philosophie. Les langues orientales à cette époque se mêlent de grec : le syriaque lui emprunte ses particules ; le dialecte syro-chaldaïque paraît imprégné de grec, on parlait grec aussi bien que syro-chaldaïque en Judée. Mais, 1° tous les échanges d'idées qui ont pu avoir lieu me semblent n'avoir pas dépassé la sphère de quelques individus, Philon, Josèphe, car les écrits qui caractérisent la nation, qui sont le produit naturel, indigène, de la nation, n'offrent aucune trace d'hellénisme. Par exemple, le livre d'Hénoch, le Testament des douze patriarches. Or c'est à ces sources que s'est nourri le christianisme. Saint Paul est talmudiste (non que le Talmud existât en écrit) ; saint Jude cite le livre d'Hénoch ; saint Jacques est un type de rabbin parfait... un vrai Gamaliel[1]. — De plus, quel fut le résultat chez les Juifs de ce mélange de l'hellénisme? Il est incontestable qu'il aboutit uniquement à leur donner l'esprit sophistique et de la ridicule dispute. Oui, s'il y a dans le Talmud (que l'on peut regarder comme le tableau de cette époque) quelque trace d'hellénisme, c'est uniquement dans cette subtilité de dispute. Les écoles de Hillel[1] et Schammaï[1]. Or assurément si l'hellénisme a produit Jésus-Christ et les disputes du Talmud, il faut avouer que ce sont deux produits bien dissemblables.

D'ailleurs, où Jésus Christ aurait-il puisé ces idées, en supposant même qu'elles eussent pénétré dans une certaine classe de la nation? — Les seuls monuments qui nous restent sur sa vie nous le montrent totalement isolé des savants de sa nation. Le plus beau trait de son caractère est cette antipathie que l'on trouve toujours entre lui et les scribes, les docteurs de sa nation, dont les conceptions étaient si basses et si petites.

1. Rabbins célèbres ; les controverses des deux derniers se retrouvent à chaque instant dans le Talmud.

Unde hic litteras scit, quum non didicerit, nam est faber [1]? Il faut que cela soit vrai historiquement, car d'abord supposer une imposture ne serait plus de saison, et si les Évangélistes avaient composé un idéal, il semble qu'ils n'auraient pas dû lui donner ce trait, qui cadrait si mal avec l'esprit des Juifs d'alors, qui faisaient grand cas de la science traditionnelle, et qui, comme les Juifs de Pologne d'à présent, n'estiment les hommes que par là.

Supposer que Jésus-Christ ait eu un contact immédiat avec les Grecs, c'est choquer toute vraisemblance, et faire une hypothèse totalement gratuite.

Il est donc impossible historiquement qu'il y ait eu aucun échange entre Jésus-Christ et les Grecs. — Que si l'on élargit l'hypothèse, prétendant que la question ne doit pas être ramenée à cette précision historique, et que l'on soutienne que cet échange a été comme un pressentiment tacite entre l'un et l'autre, sans communication extérieure, on tombe dans ce vague que l'histoire n'admet pas. Et après tout la question que nous agitons en ce moment est une pure question historique. Gardons-nous donc de tomber dans des considérations en dehors des voies de la saine méthode.

2° Examen intrinsèque de la doctrine. Si ces emprunts avaient eu lieu, on en trouverait quelque trace dans la doctrine évangélique et le caractère de Jésus-Christ serait empreint de l'esprit grec. Non : qu'on montre un dogme, un trait de morale (en dehors de la morale universelle qui est de tous les temps et lieux). — Pas un. — Je le répète, je ne parle pas du christianisme du IIe et du IIIe siècle, je parle de Jésus-Christ et des apôtres ; qu'on me trouve dans tout le Nouveau Testament un hellénisme. Ici mon rôle est négatif, quand on m'en montrera un je le discuterai. Le type de Jésus par exemple. Y a-t-il un trait de Socrate? Deux types de vertu idéale sortis d'une même source (je parle dans l'hypothèse que je combats) devraient pourtant avoir quelque ressemblance. Non, Jésus est tout original. Il n'est ni grec, ni (lacune), mais tous l'ont admiré, l'ont adopté comme un produit

1. « Comment est-il si savant, lui qui n'a pas appris, car c'est un menuisier? » *Contaminatio* de *saint Jean* (VII, 15) et *saint Matthieu* (XIII, 54, 55).

national. Socrate n'eût guère été apprécié d'un Arabe, d'un Chinois, d'un sauvage de l'Amérique. Jésus-Christ a été adoré de tous. Quel est donc cet homme qui, tandis qu'il se plaçait si fort au-dessus de toutes les idées nationales de perfection morale, cependant n'empruntait rien du Grec, de l'Indien. Adoré des Juifs, Grecs, Romains, les nations barbares tombent à ses pieds, les sauvages émerveillés encore aujourd'hui, les modernes le désignent comme le type du sublime, le rationalisme le plus déclaré recule devant sa critique, et moi je ne consens à le regarder fermement qu'à genoux devant lui[1].

IV

JÉSUS-CHRIST A SURGI AU MILIEU DES DOCTRINES JUIVES ET ORIENTALES

L'étude historique de l'époque, l'examen des Évangiles, surtout le caractère du Talmud, l'attestent.

Pas une controverse de Jésus avec les Pharisiens qui ne se retrouve dans le Talmud. Même association d'idées, mêmes images. Par exemple, doctrines sur l'adultère. *Beati qui non viderunt et crediderunt*[2], etc.

Les premiers disciples se rapprochent du Talmud, non seulement pour la forme, mais aussi pour le fond. Jésus, dans ses discours, en paraît presque toujours pur, et si quelquefois il semble y tremper légèrement, on peut croire qu'il parlait simplement la langue de son siècle. Quand on renverse quelque chose, il faut nécessairement en prendre le ton. L'adversaire d'une doctrine subtile et basse sera obligé malgré lui de descendre à un ton subtil et bas. — Mais les apôtres se sont beaucoup moins tenus en garde contre ces doctrines.

. . . . . .

Donc l'atmosphère où a vécu Jésus est toute juive et orientale. Si on y trouve en quelques individus quelque lueur d'hellé-

1. Cette fin de paragraphe a été mise en forme par Renan en 1849 et a passé dans l'article susdit de la *Liberté de penser* (même chapitre que plus haut).

2. « Bien heureux ceux qui n'ont pas vu et ont cru. » *Jean*, xx, 29.

nisme, ces lueurs ne pénètrent pas le corps de la nation, et n'y produisent aucun fruit vraiment utile. La pensée morale des Grecs fut avant Jésus-Christ et quelque temps après lui totalement inconnue à l'Orient.

Remarquez que jusqu'ici je n'ai fait que constater un fait : que Jésus est sorti d'un pays et d'une époque où l'esprit juif et oriental dominaient seuls. C'est un pur synchronisme. Cet esprit dans lequel seul Jésus a pu puiser peut-il suffire pour expliquer comme cause sa production, c'est ce qu'il faut maintenant examiner.

V

JÉSUS-CHRIST N'A PU SORTIR DU JUDAISME ET DE L'ORIENTALISME D'APRÈS LES RÈGLES PSYCHOLOGIQUES ORDINAIRES.

Toute doctrine qui apparaît dans le monde a sa raison suffisante dans le passé. Une doctrine antérieure la détermine, soit par action (la doctrine produite prolonge, dépasse la première : Condillac après Locke, Malebranche après Descartes), soit par réaction (Locke à Descartes, Zénon à Epicure).

Or le judaïsme, combiné à l'orientalisme, n'a engendré Jésus ni de l'une ni de l'autre de ces manières.

A. — Il ne l'a pas engendré par *action*. Il suffit pour le montrer de comparer l'Évangile et le Talmud, qui retracent (quant aux mœurs) la même époque.

Ici tableau du Talmud.

Absence totale d'une idée morale, tellement que sa lecture effraie, trouble l'intelligence. J'invitai un jour quelqu'un à le lire, il ne put en supporter plus de ...[1] pages. C'était un poids qui pesait sur lui, et le remplissait d'une indicible tristesse. On dirait un pénible songe, où l'on voit de ces êtres mystérieux à forme humaine, un de ces êtres bizarres mêlés de l'homme et du monstre.

Doctrine basse, petite.

Citations.

Mais surtout pas une conception du pur idéal de vertu,

1. Illisible.

même à son degré le plus infime. La vertu dans des pratiques ridicules, des bains, des purifications. Nulle idée de la pureté du cœur. Nulle adoration en esprit et vérité.

2° Tableau de l'Évangile.

Esprit et vérité. Béatitudes. Ton de bonne éducation, de manières distinguées en Jésus. Et les rabbins ! Jésus et un rabbin en face. — Ne faites rien devant les hommes. —Lutte contre les Pharisiens. — Exécration de Jésus contre eux. — Doux envers les adultères, les publicains, mais furibond contre eux. Zachée, la femme adultère. O Dieu ! un rabbin concevoir de pareilles choses ! Mon Dieu ! pardonnez-leur, ils ne savent ce qu'ils font. — Enfin il suffit de dire que les hommes qui ont possédé au plus haut degré le sens du beau moral, ont toujours proclamé Jésus le sublime du type moral. — Morceau de Rousseau, plein de belle psychologie, le morceau le plus avancé du XVIIIe siècle [1]. Aujourd'hui les mythologues d'Allemagne, les ennemis du christanisme admirent Jésus, et si quelqu'un le blasphémait, tous s'élèveraient. MM. Michelet et Quinet [2], pas un mot, que je sache, contre lui.

Je demande maintenant à la critique de bonne foi, s'il est possible de regarder (ces) deux livres comme sortis d'une même source ; si le Talmud, tel que je l'ai présenté, tel qu'il est en vérité, était capable, je ne dis pas de produire Jésus, mais d'y donner la moindre cause occasionnelle. Autant vaudrait dire qu'au milieu d'une race abâtardie, avilie (et je mets en fait que nulle ne l'a jamais été à un degré tel et avec un caractère aussi déprimé que les Juifs à cette époque) naîtrait un génie. Descartes au sein du brahmisme. M. Cousin en Tartarie.

L'Évangile et le Talmud sont les deux jets parallèles d'un même tronc. Ce sont deux jumeaux sortis d'un même sein et d'une même portée, puisque, quoique l'un soit inférieur pour la date de sa *composition*, il ne fait que présenter le tableau de l'époque de Jésus. Or, qui dira pourtant qu'ils sont frères?

Je ne fais pas de style oratoire, j'énonce un fait matériellement vrai, quand je dis qu'il n'y a pas deux livres au monde

1. Sans doute le passage d'*Émile*. (Rousseau, O. o., 1851, II, p. 597.)
2. Allusion au cours et au livre (1843) de Michelet et Quinet (*Des Jésuites*).

plus dissemblables. Ils occupent les deux sommets de l'esprit humain, l'un le sublime idéal, l'autre la plus effroyable dépression intellectuelle et morale. — Il n'y a pas deux (livres) plus dissemblables. Or l'un était le produit naturel, légitime, l'enfant vrai de son époque. Donc l'autre ne l'était pas. Donc la portée pour l'un n'était pas naturelle. Or bien sûrement ce n'est pas le Talmud qui était surnaturel.

Détail des traits qui dans l'Évangile n'ont pu naître du judaïsme : par exemple, la tolérance de Jésus, la parabole du Samaritain, la Cananéenne, la femme adultère, il mange avec les pécheurs, Zachée, etc.

Il y a des endroits où il est tout plein de l'esprit pur moderne. Krummacher, Kant, etc. Esprit et vérité. Indifférence de la forme, le cœur est tout. Or jamais l'Église n'a atteint à cela, et de fait, cela lui était impossible, en tant que religion : elle a prêché le soupçon, cherché à semer la division et la haine entre les diverses formes du christianisme, leur préférant quelquefois le paganisme. O Jésus ! il les a tous devancés, même ceux qui sont venus dix-huit cents ans après. Or jamais une pareille idée ne fût venue à un Juif. Il ne tombait pas dans leur concept, qu'un non-juif, un Samaritain, etc., pût être vertueux. C'était une contradiction pour eux, comme maintenant (à un degré plus raisonnable) pour nos exaltés, Gottofrey[1], etc. Idiot, va ! Oui, voilà l'idée qui était la plus inaccessible à un Juif. Oh, Dieu ! qui me donnera de rendre ceci ? Toi, Jésus, qui l'a senti. Aide-moi à te venger,

B. — Le judaïsme et l'orientalisme n'ont pas engendré Jésus par réaction, car cette réaction n'était pas possible, et d'ailleurs elle ne suffirait pas pour expliquer l'Évangile.

Nul exemple dans l'histoire d'une réaction si vive, si complète. Dans toutes les réactions, en effet, on renverse les principes opposés, mais on conserve un fond d'esprit. Et puis (que cette hypothèse fourmille d'impossiblités !) comment ce pauvre Juif, ce Jésus obscur, étouffé sous les doctrines qu'on lui imposait, aurait-il pu arriver par sa seule force,

1. Le professeur de philosophie que Renan avait eu à Issy. Voir son portrait dans les *Souvenirs d'Enfance* (p. 233), et l'anecdote où il joue un rôle (*idem*, p. 259).

à cette idée de réaction? Jésus était évidemment du peuple ; que si l'on nie son existence, les auteurs des Évangiles étaient encore évidemment, saint Jean peut-être excepté, de ce qu'on appelait les *Idiots*[1] (dérision qu'on retrouve encore dans les écrits rabbiniques). Or, qui ne sait que cette classe d'hommes, incapables de s'élever à la critique des idées qu'on leur impose, en sont à la lettre étouffés, réduits à l'incapacité la plus totale de les soulever pour les secouer. Figurez-vous donc un pauvre Juif, fils d'un artisan, vivant dans le pays le plus méprisé et le plus obscur de la Palestine, n'entendant que ces doctrines ridicules et absurdes ; qu'il soit révolté de ces doctrines, soit ; encore le concevrait-on difficilement; c'est ce fait même qui est impossible. A-t-on vu un exemple d'un paysan révolté des superstitions qu'il doit pratiquer? Un Thibétain révolté des absurdités du lamaïsme? Les réactions ne naissent qu'en des hommes qui ont pu s'élever à des régions plus élevées, se mettre en contact avec d'autres idées. — Mais je l'accorde : ce Juif est révolté de l'avilissement des doctrines qu'on impose à sa nation : il veut la délivrer de ce joug ; mais en vérité arrivera-t-il à l'Évangile? Non, ce pas est trop brusque, rien d'analogue dans l'histoire. Tout se prépare, le germe est d'abord insensible, mais, au moins suivant les lois ordinaires (ce qui est toujours sous-entendu en cette critique), jamais sans préparation, sans transition, ne s'opère une aussi inconcevable (*inachevé*).

Je crois donc avoir démontré que le judaïsme mêlé à l'orientalisme était totalement incapable de produire Jésus, soit par action directe, soit par réaction.

1. L'expression *Idiots*, écrit ailleurs Renan, est consacrée chez les Juifs « pour désigner les ignorants, avec lesquels les plus savants ne lient pas communion. »

VI

IL Y A EN JÉSUS BIEN DES TRAITS QUI SONT DIFFICILEMENT EXPLICABLES PAR LES IDÉES PSYCHOLOGIQUES DE QUELQUE ÉPOQUE QUE CE SOIT.

Non seulement l'époque et le pays de Jésus étaient psychologiquement incapables de le produire, mais je crois pouvoirr ajouter encore, quoique y ajoutant un degré moindre de certitude critique, qu'il y a eu en lui plusieurs traits qui sortent tout à fait de l'humanité ordinaire, et sont inexplicables, à quelque époque et à quelque lieu du monde qu'on les place.

1° Traits particuliers. Ici les énumérer, chercher en Évangiles.

Par exemple : si quelqu'un n'abandonne pas son père et sa mère pour moi, il n'est pas digne de moi. Porter sa croix. Les béatitudes. Les enfances. J'explique Socrate, mais ceci difficilement.

2° Caractère général de Jésus, si beau, si pur. En ce temps et en ce lieu, c'est un prodige ; en tout temps et en tout lieu, encore. Les théologiens ont depuis longtemps donné cette preuve, et c'est la meilleure qu'ils aient de la vérité de leur point de vue.

COROLLAIRE

Donc ceux-là ont été excusables qui ont proclamé Jésus Dieu; ils l'ont mieux compris que tous ceux qui en ont fait un pur homme et surtout un imposteur. Donc le christianisme est raisonnable, mais est-il rationnel? La cause qu'ils assignent est suffisante. N'est-elle pas plus que suffisante, c'est ce qu'il s'agit d'examiner par les règles de la critique scientifique.

DEUXIÈME PARTIE

Explication de Jésus par les lois psychologiques extraordinaires, qui font à certaines époques leur apparition dans le monde.

I

DES LOIS EXTRAORDINAIRES EN GÉNÉRAL

Je demande une attention spéciale pour la théorie générale que je vais exposer, et que je crois neuve et importante, non seulement pour l'explication que j'ai entreprise, mais pour toutes les sciences qui s'occupent des lois de l'univers. Le seul écrivain où j'ai trouvé quelque trace de ces idées est le docteur Wiseman, dans ses *Conférences sur les rapports entre la science et la religion révélée*, ouvrage le plus avancé de l'école catholique.

Je crois que, outre la série des lois qui gouvernent actuellement l'univers, il y a comme une seconde série de lois, qui ne gouvernent pas habituellement le monde, mais qui y font leurs apparitions à certaines époques de révolution, soit dans la nature physique, soit dans la nature psychologique.

Dans l'ordre physique, par exemple, n'y a-t-il pas des faits, qu'il faut de force admettre, et qui n'ont pu être en aucune façon produits par les lois actuelles de la matière? Il est incontestable que l'homme a commencé à exister sur la terre : citer Cuvier ; notre globe récent, l'homme encore jeune. Or, comment a-t-il pu commencer? Les hypothèses de La Mettrie, etc., en les supposant possibles, ne le sont qu'en supposant alors des lois bien différentes de celles qui existent maintenant. Il est vrai que c'était mal leur répondre que de leur demander pourquoi la terre ne produit plus d'hommes[1], ce pouvait être une loi de ces époques qui n'existe plus.

1. Ils répondaient : De même qu'une vieille poule ne pond plus d'œufs. La forme était sotte et absurde, l'idée mal présentée, mais pas fort éloignée du vrai. (*Texte de Renan.*)

Le catholicisme voit là une action immédiate de Dieu ; en un sens c'est justement notre thèse. Mais il est plus scientifique et plus conforme au régime des lois qui gouverne le monde de supposer que la génération de l'homme, comme tous les autres faits inexplicables par nos lois actuelles, a été le produit de lois aussi stables que celles qui existent maintenant, aussi régulières, aussi inflexibles, aussi éloignées de toute idée de cause intentionnelle.

Une foule d'autres faits sont tout aussi inexplicables que celui que je viens de citer. Les différentes révolutions géologiques qui ont changé la face du monde sont totalement inexplicables par nos lois actuelles, surtout en ce qui concerne la production des races et d'un système végétal tout nouveau, puisque c'est un principe reconnu pour incontestable dans l'ordre actuel du globe que la matière ne s'organise pas elle-même. La construction anatomique des animaux de ces périodes reculées, les différents faits physiques qui paraissent y avoir eu lieu ne sortent pas moins de l'analogie de l'ordre actuel.

Passons à l'histoire de l'homme, c'est-à-dire au monde physiologique et psychologique. Il faut de même admettre dans l'histoire de l'humanité des faits psychologiques dont nous n'avons plus maintenant aucun analogue. La science la plus saine paraît démontrer l'unité de l'espèce humaine : or pourtant la différenciation des races n'est explicable par aucune des lois actuelles. — On cite des petits faits isolés, mais ils sont loin de supposer des causes capables de produire ces grands effets. Il faut supposer que l'humanité — à ces époques reculées, était soumise à des influences qui n'ont plus maintenant d'analogue, et qui ne sauraient plus produire les mêmes effets. C'est l'opinion de M. Wiseman. — La division des langues qui laisse néanmoins entrevoir leur unité, est trop nette pour pouvoir être expliquée dans son origine par une cause analogue à celles qui agissent dans le cours naturel des choses. — Mais le problème le plus inexplicable est celui de l'invention du langage. Une révélation au sens de M. de Bonald et de son école est inexplicable et n'a guère de sens. — Il faut, comme l'école allemande, voir là une de ces productions spontanées et soudaines. Or, cette hypothèse

n'est admissible qu'à la condition de ce sytème de lois...

Suivons le champ de la psychologie. Non seulement je crois que l'action de ces lois extraordinaires est indispensable pour expliquer les faits qui ont dû avoir lieu aux origines de l'humanité, mais je crois que leur action s'est prolongée bien au delà, et qu'à une époque encore peu éloignée de nous, elles ont fait leur apparition dans le monde.

Il ne faut pas envisager la psychologie comme une science ayant un objet stable et immuable comme les sciences physiques, la minéralogie par exemple. L'esprit humain en sa partie contingente (je ne parle pas ici de sa raison absolue qui aussi bien est peu importante à considérer dans l'histoire, si ce n'est comme condition de l'intelligence). Qui voudrait comparer, par exemple, l'esprit humain dans l'état où l'a mis la civilisation moderne avec l'état où il dut se trouver, à sa naissance dans le monde, et que le premier fait de conscience se passa en lui? Au milieu de cette nature jeune et forte, sortant d'entre les mains de la destruction et du chaos. Étudiez les peuples primitifs, vous y trouverez de ces lois singulières ou pour mieux dire, de ces facultés extraordinaires qui n'ont plus de sens dans notre état actuel. Pour n'en citer qu'un seul : l'inspiration. Oui, l'inspiration, l'enthousiasme a dû être autrefois une faculté, un fait psychologique aussi réel, aussi spécifiquement distinct que l'est pour nous tel autre fait.

L'expression spontanée de ces états d'âmes primitifs a été la poésie, plus précisément la poésie lyrique, qui n'est plus de nos jours qu'imitation froide, et disparaîtra sans doute.

Quoi qu'il en soit de cette dernière opinion, il n'en est pas moins incontestable qu'à des époques reculées de l'esprit humain et du monde, il a existé de ces lois que j'appellerai extraordinaires, lesquelles ont produit ces bizarres effets qui sortent si totalement de la capacité des lois actuelles, en sorte que, pour expliquer ces effets, il ne soit nécessaire de recourir à aucun effet immédiat, ou, pour mieux dire, en dehors des lois, ou comme on dit, au miracle de la force créatrice. En un mot qu'à aucun moment de l'existence de l'univers, la puissance qui l'a créé n'ait eu besoin de s'inter-

poser dans son gouvernement, laissant aux lois établies le soin de produire les effets pour lesquels elle les avait préordonnées. Telle serait ce que j'appelle une action libre et immédiate, dont l'existence choquerait, selon moi, les plus saines inductions de la science sur le gouvernement du monde, et les idées que donne la philosophie sur la nature de Dieu [1] (V. Malebranche, *Méditations chrétiennes*).

Je voudrais même que les catholiques se persuadassent que sans choquer l'orthodoxie, ils peuvent admettre cette hypothèse pour l'origine des choses ; sauf ce qu'ils appellent leurs miracles. Car s'il est dit dans leurs livres sacrés : *Dieu fit*, n'est-ce pas une locution parfaitement juste et poétique pour exprimer l'action de Dieu par les lois? Car enfin les lois ne sont pas des causes : c'était l'erreur de la vieille philosophie ; ce ne sont que des modes d'action qui supposent toujours une cause efficiente : or, on peut fort bien dire que cette cause efficiente, c'est Dieu, puisque, 1° c'est lui qui a établi ces lois, et par conséquent peut être dit faisant ce qu'elles font, et que, 2° il est plus que probable métaphysiquement que Dieu lui-même est cette cause universelle, qui agit suivant les lois de la nature.

Les causes occasionnelles sont en ce sens plus qu'une hypothèse, et au moins à titre de cause inconnue, il faut dire que c'est Dieu. Ce n'est qu'une définition de mots. Je leur ferai même observer que leur auteur sacré [2] emploie simultanément et dans la même ligne comme synonymes : *Producat terra, fecit Deus*. Dieu fait ce que fait ce qu'il a créé.

Oui, dans l'origine, Dieu créa la matière, et lui imposa ses lois, formes de son action, moule, règle. (Rappeler ici les hypothèses de Herschel et Laplace.) De cette matière en vertu de ces lois se formèrent des globes. Ces globes par suite de ces lois se développèrent suivant un progrès, lequel résultait

1. *A priori* ce système de gouvernement est bien plus beau. Car Dieu n'en fait pas moins bien ce qu'il veut, et il le fait par des lois. Comparaison de deux machines, l'une si parfaite, que l'ouvrier n'a qu'à la laisser marcher, pour faire ce qu'il veut ; l'autre, dans laquelle il faut que l'ouvrier s'interpose de temps en temps. La première plus parfaite sans doute, et dira-t-on que l'ouvrier n'y fait pas ce qu'il veut? On dira : Dieu ne peut donc plus contre ses lois. Non, mais songez que Dieu ne changera pas d'avis pour avoir besoin de changer ses lois. *(Texte de Renan.)*

2. L'auteur de la *Genèse*

lui-même de l'application de ces lois aux circonstances d'alors ; ce progrès couvrit notre globe d'une série de créations, dans lesquelles des systèmes d'êtres organisés en harmonie avec l'état du globe. Enfin l'homme, résultat de ces lois, surgit dans le monde.

Je n'ai encore exposé mon idée qu'à demi, et j'avoue que réduite à ces termes mon hypothèse serait difficile à admettre. En effet ce second système de lois venant comme se surajouter au système actuel ne semble-t-il pas contrarier la simplicité des voies de Dieu, et choquer les analogies du reste de la nature? Ne serait-ce pas ramener en d'autres termes cette action exceptionnelle et intentionnelle de la force productrice à telle et telle époque ; mode d'action que nous cherchons précisément à éliminer, comme en dehors du système ordinaire du gouvernement du monde? Sans doute ; car enfin Dieu serait toujours intervenu intentionnellement à cette époque de la nature pour changer l'ordre établi et y substituer le nouveau, et que dans le cours de cette intervention il ait continué à agir intentionnellement ou par des lois, l'avantage de cette deuxième hypothèse serait peu de chose.

Non, ces lois extraordinaires du monde physique et du monde psychologique ne sont pas des lois différentes de celles qui régissent actuellement ces deux mondes, qui s'ordonnent à celles-ci pour remplir leurs lacunes et suppléer à leur impuissance, espèces d'intérim, étouffés sitôt qu'on n'en eût plus eu besoin. — Ces lois extraordinaires existent encore, elles furent portées dès l'origine comme toutes les autres ; seulement elles ne durent trouver les causes occasionnelles de leur exercice qu'à tel ou tel état du monde, en sorte que, hors de ces états, elles étaient comme n'étant pas et si actuellement elles ne produisent pas leurs effets, c'est que ces causes occasionnelles leur manquent ! Quelle singulière combinaison de lois ne devait pas en effet amener un monde où tous les éléments encore mal harmonisés semblaient en guerre, où l'organisation n'enfantait que des monstres ; où une atmosphère chargée de gaz délétères pour les existences actuelles devait produire d'inconcevables effets sur tous les êtres organisés, où la diffusion des mers sur presque tout le globe devait...

Et quand l'homme naquit sur cette terre, à ce premier réveil de son intelligence, frappé pour la première fois par la vue de la nature, non allaité par le lait d'une femme, ni caressé par une mère, sans l'instruction d'un père, sans aïeux, ni patrie, songe-t-on aux faits étonnants qui durent alors se passer dans l'intelligence humaine? Et la vue de ces grands phénomènes de la nature, qui paraissent avoir formé l'état ordinaire des périodes primitives, quelle impression ne durent-ils pas faire sur cet enfant singulier de la nature, ou plus exactement de Dieu? On conçoit donc que des circonstances si différentes ont pu fournir des causes occasionnelles à des lois qui, en dehors de ces circonstances, ne pouvaient se manifester par des effets.

Je vais plus loin et je soupçonne même que les lois qui régissaient alors le monde ne différaient pas au fond non seulement de celles qui *existent*, je viens de le prouver, mais de celles qui *agissent* maintenant. En effet, ce qui caractérise l'état actuel du globe, c'est l'équilibre parfait des forces de la nature. Équilibre et stabilité du système planétaire. Les grands phénomènes réduits à des proportions modérées. Les éléments de l'air par exemple en proportion donnée : le mélange des terres et des mers sagement ménagé ; en un mot un monde combiné comme à souhait pour le bien-être de l'homme. Avant la période actuelle, au contraire, il parait que cet équilibre s'établissait, mais n'existait pas encore. C'était une oscillation perpétuelle qui tendait au repos, au parfait équilibre. Je me figure un pendule, dont les mouvements ne cessent qu'à l'équilibre parfait. Or, qu'on le remarque, les lois de la nature telles que les définissent les physiciens n'ont de sens qu'en cet état d'équilibre. La loi de Mariotte par exemple, expérience de M. Dulong[1] à la tour Sainte-Geneviève. Une foule de lois ne sont vraies qu'entre les limites extrêmes du chaud et du froid. Est-ce à dire que dans ces limites, la loi ne s'exerce plus? Non sans doute ; c'est la même loi qui agit, suivant toute sa rigueur ; mais c'est nous qui, ne saisissant que son milieu, la définissons par approximation sur cet état d'équilibre. Ainsi la condensation

1. Physicien et chimiste (1785-1838); vérifia la loi de Mariotte jusqu'à vingt-sept atmosphères.

ou dilatation de vapeur par l'élévation ou l'abaissement de température.

Ainsi donc les lois de la nature telles que nous les définissons s'appliquent à un état d'équilibre, mais si elles avaient à s'appliquer à des cas extrêmes, comme ceux qui devaient s'offrir à ces époques reculées, les lois ne changeraient pas, pas plus que la loi de la condensation des vapeurs ne change avec la température. Mais leurs effets changeraient et sortiraient de la proportion qu'ils suivent dans l'état d'équilibre.

C'est ainsi que les mêmes lois qui gouvernent actuellement le monde, s'exerçant dans des circonstances totalement différentes, produisirent aussi des effets totalement différents. Des lois par exemple qui maintenant sont réduites à une échelle presque imperceptible exerçaient une gigantesque influence. Concevez-le par un exemple. — La même loi qui produit le phénomène électrique insensible, pour lequel le physicien recueille toute l'attention de son esprit, est la même qui produit la foudre. De même une loi qui maintenant ne produit plus dans l'univers que des effets de l'ordre des infiniment petits produisait alors de grands effets. Ainsi par exemple, je suis persuadé que la loi de l'organisation spontanée de la matière existait alors dans le monde, que des êtres organisés sortaient sans germe antérieur du sein de la nature suivant des lois régnantes par l'action de Dieu. Cette loi a-t-elle disparu du monde? Je ne le pense pas ; mais elle est réduite à une échelle si petite qu'on peut dire qu'elle a au moins cessé de prendre part à son gouvernement. Les faits de la furculaire des toits, des vibrions du blé, des insectes particuliers à certaines substances artificielles (chocolat par exemple), des insectes de l'eau corrompue, etc., confirmeraient cette hypothèse.

Cela conforme à tout le reste de la nature : rien de brusque, pas de destruction, seulement réduction à l'infiniment petit. Organes se perdant peu à peu dans les différents échelons des races ; éléments des langues s'effaçant peu à peu dans les langues voisines l'une de l'autre

Je me résume : l'univers matériel et pensant est gouverné par une série de lois inflexibles, toujours identiques à elles-mêmes. Mais par suite de l'action de ces lois, il survient dans

la nature différentes époques où ces lois s'exercent sur des proportions toutes différentes, en vertu de causes occasionnelles différentes, et par là produisent des effets différents, effets qui, par leurs combinaisons aussi différentes, donnent lieu à des faces de la nature entièrement dissemblables.

L'état actuel paraît être un état d'équilibre parfait, où ces lois s'exercent comme dans un certain milieu : nous appelons les lois de cet état : lois ordinaires. Mais ces mêmes lois s'appliquant à des états non ainsi équilibrés, produiront des effets totalement différents, nous appelons cet autre régime de gouvernement lois extraordinaires. Expression qui ne sera pas inexacte, si l'on convient qu'on n'entend pas dire par là que les lois actuelles sont essentiellement quant au fond distinctes des lois primitives, mais que ce sont les mêmes en des circonstances différentes.

II

JÉSUS-CHRIST PEUT ÊTRE REGARDÉ COMME UN PRODUIT DES LOIS EXTRAORDINAIRES DE L'ORDRE PSYCHOLOGIQUE

Le gouvernement des lois extraordinaires paraît avoir cessé dans l'ordre physique à peu près vers l'époque de l'apparition de l'homme. Il est vrai que la Genèse, qui mérite beaucoup de foi sur ces temps primitifs, suppose depuis la création de l'homme un déluge, que l'on doit regarder comme un effet de ces lois extraordinaires. La science n'en a pas fourni de démonstration rigoureuse, néanmoins on peut considérer la chose comme fort probable. — Alors le règne de ces lois extraordinaires aurait cessé vers l'époque de la révolution géologique qui suivit la création de l'homme et qui a été dernière.

Le règne des facultés extraordinaires en psychologie n'a donc pas dû coïncider avec celui des lois extraordinaires en physique. En effet, nous les voyons se prolonger en psychologie à une époque beaucoup plus rapprochée de nous. De plus, comme la psychologie ne s'applique pas à un fonds toujours identique, comme de plus l'humanité n'est pas un

tout homogène, dont toutes les parties suivent harmoniquement le même développement, mais qu'au contraire l'une de ses parties se développe immensément, tandis que d'autres restent stationnaires, il s'ensuit que l'application de ces lois doit s'y faire encore plus largement, et que maintenant même, nous pourrons encore trouver chez les peuples dont l'état psychologique est analogue à celui des temps primitifs des faits analogues aussi à ceux de ces temps. Car ce n'est pas la succession des siècles qui fait varier les lois psychologiques, c'est la variation des esprits. Je crois en effet qu'il en est ainsi, et que certaines races de peuples sauvages nous présentent encore une image parfaite de l'état primitif de l'homme. J'ai même toujours été frappé de la ressemblance des mœurs antédiluviennes telles que les décrit Moïse avec celles des Océaniens par exemple, des Zélandais, etc. Ces mœurs en effet se résument en deux traits : brutalité de mœurs, meurtre, etc., et grand développement des idées de volupté.

De plus ces lois psychologiques extraordinaires ne peuvent-elles plus faire leur apparition dans le monde actuel, même civilisé? Je pense qu'elles le peuvent, quand des circonstances en amèneront la cause occasionnelle. Bien plus ; serions-nous bien loin d'une apparition de ces lois ? Plusieurs indices le feraient croire, plusieurs le croient, mais de peur de paraître conniver au mystère, je dis que je n'en sais rien, mais je ne dis pas non [1].

C'est par un effet de ces lois psychologiques extraordinaires que j'entreprends d'expliquer Jésus. En effet, s'il est un fait où il faille invoquer l'intervention de ces lois, c'est incon-

1. En ce point, Renan a, dans une note marginale, résumé son développement. Il y a dans l'histoire humaine des époques critiques, où se manifestent des lois psychologiques extraordinaires. Dans l'intervalle de ces époques critiques, tout se produit d'après les lois psychologiques ordinaires. Peut-être devrait-on admettre encore l'action des lois extraordinaires dans la genèse du christianisme (pour expliquer la vertu apostolique). « Mais au fond tout cela, Jésus même, si l'on comprend bien ceci, ne sont que les lois psychologiques ordinaires, seulement sur une plus large échelle. Aussi crois-je qu'il arrive encore dans des individus de ces sortes de faits dont on ne sait rien. »

« Modifier mon idée des lois psychologiques extraordinaires, montrer bien que ce ne sont que les lois actuelles dans des circonstances extraordinaires. Transition insensible de l'ordre ordinaire à l'extraordinaire. »

testablement le fait de l'apparition des religions. Malheur à ces esprits petits qui ne voient dans (ces) magnifiques pousses de l'humanité que de misérables produits de la supercherie et de la crédulité. Non, il y a dans les religions une sève spéciale, une force cachée ; en un sens même elles sont supérieures à la philosophie : car celle-ci est plus individuelle ; celles-là sont plutôt l'œuvre de l'humanité, et par là plus spontanées, plus énergiques, mille fois surtout plus fécondes en effet (en quoi est le faible de la philosophie). Celles-là ont la vie des peuples, elles les nourrissent des siècles entiers sans s'épuiser, elles servent de ressort à des mondes sans s'user. Quand enfin elles ont fait leur temps, il est facile de s'en moquer, mais la philosophie qui s'en moque oublie qu'elle tient d'elles ce qu'elle est, qu'avant d'être philosophie, elle a été théologie. — Oui, il y a dans les religions, dans la force plastique qui les fait germer, un élément vraiment divin, si l'on consent à n'entendre par ce mot que l'effet d'une action extraordinaire de Dieu, suivant une loi extraordinaire. Aussi est-il temps de faire rentrer leur étude dans le cadre des sciences comme une branche des plus importantes de la vraie philosophie, sous le nom de Psychologie des religions.

Un fait seul suffirait pour prouver ce génie énergique et *surnaturel* des religions. C'est l'impuissance, le ridicule des efforts humains pour en fonder. Tous ceux qui ont voulu s'en mêler et qui n'ont pas obéi à une impulsion surnaturelle ont été honnis avec raison : le culte de la Raison, Mickiewicz, etc. C'est comme si un paysan voulait remuer la terre avec son bâton sans point d'appui.

Ce qu'il faut dire de toutes les religions, il faut le dire spécialement du christianisme, qui est la religion par excellence, et en un sens, bien plus qu'une religion, quelque chose d'unique et à quoi il ne faut rien comparer, tellement que je crains qu'on ne comprenne mal ce que j'ai dit précédemment, semblant le mettre sur le pied des autres religions.

Non, il n'est pas né naturellement, ce christianisme sublime ! Cet admirable Jésus, qui d'après les lois psychologiques ordinaires était un mystère inexplicable, va dans cette hypothèse s'expliquer d'une manière digne de lui et de la science. En vertu de cette force cachée, qui veille à l'exalta-

tion de l'humanité, qui s'est chargée de son éducation, qui la conduit et dirige vers son but à travers les mille variétés de la vie, force, je le répète, non intentionnelle dans son action incessante, mais qui l'a été, quand elle a posé les lois d'où dérive l'ordre actuel, en vertu de cette force, à une certaine époque de l'histoire, époque qui offre à l'observation tous les caractères d'une époque extraordinaire et, comme l'on dit, d'une époque critique, dut naître dans le pays le plus singulier du monde un de ces produits étonnants, dont la génération échappe à l'observateur, qui ne la cherche pas au-dessus des données de l'expérience vulgaire. Ils ne se trompaient pas, ces grands interprètes du christianisme, qui le firent naître sans père sur la terre et attribuèrent sa génération non au vil commerce de la femme avec l'homme, non des passions vulgaires, mais d'un sein virginal par l'opération du Saint Esprit. Mythe magnifique, symbole admirable, cachant de ses voiles la véritable explication de Jésus[1]. — Analyser ce phénomène et l'expliquer dans ses détails dépasse encore le pouvoir de la science ; car elle a peu d'analogues certains de ces lois extraordinaires avec lesquelles elle puisse comparer ce fait. Ce qu'elle peut, c'est de constater le caractère singulier d'énergie qui caractérise ce (*lacune*) comme tous les autres produits de lois extraordinaires, c'est de constater encore le caractère étonnant de son époque qui semblait (*fetus*)[2] de quelque chose d'extraordinaire. C'est de montrer la possibilité de cette génération singulière par des analogies de la nature physique. J'envisage l'apparition de Jésus — des idées Jésus, non de la personne précisément, mais (des) idées qui ont été réunies à leur plus haute puissance en la personne, comme analogue à celle de l'homme sur la terre ; c'est une espèce de création nouvelle, toute spirituelle, incarnée pourtant : il le fallait pour se manifester à l'homme. Mais la chair ne paraît guère en lui. La fin de l'humanité est d'atteindre ou plutôt de marcher en cherchant à atteindre l'idéal de moralité et de science, c'est-à-dire Dieu. Jésus s'est trouvé là au milieu de sa course pour lui en offrir le type parfait.

1. Passage repris avec quelques modifications dans la *Liberté de Penser*.
2. Grosse.

C'est la collection de l'humanité, en lui est l'humanité et Dieu, comme dit saint Paul. — Composé de ces deux natures selon la théorie chrétienne, encore admirable symbole. Vous voudriez que je vous l'analyse ; non, je ne le ferai pas ; il me suffit de vous avoir montré la possibilité de le faire. Car je mets en fait : 1° que les théologiens ne démontreront jamais que cette explication est insuffisante ; 2° si elle n'est pas insuffisante, il faut l'admettre, car elle est plus scientifique, et plus conforme aux analogies du gouvernement du monde. En d'autres termes, une hypothèse est prouvée, suivant Newton, quand elle est nécessaire et suffisante pour expliquer ce qu'elle veut expliquer. Or, celle-ci jouit de ces deux qualités.

1° Elle est nécessaire. Je l'ai prouvé en ma première partie ; 2° elle est suffisante. En effet, si elle ne l'était pas, il faudrait admettre l'hypothèse théologique d'un miracle, d'une incarnation réelle de Dieu, etc. Or cette hypothèse, outre qu'elle est surabondante, souffre d'énormes difficultés de critique. Car ce Jésus si admirable, que dans son sublime il est totalement improductible par les lois ordinaires, a aussi son côté faible. Oh ! Jésus, pardonne-moi ce que je viens de dire. Non, tu n'avais pas de côté faible, ce sont les narrateurs de ta vie, ceux qui ont fait ton portrait, et qui en certains traits t'ont si bien représenté, qui en d'autres ont moins bien réussi. Oui, quelquefois ils t'ont fait Juif comme ils l'étaient ; ils ont voulu te charger de miracles, comme un théurge de ce temps, démons chassés, jeûnes au désert, etc. Que je leur pardonne de bon cœur ! ils étaient de bien bonne foi, et bien bonne intention, et croyaient te faire honneur. Qu'on fasse présent d'une belle statue d'or à une église de village, ils croieront l'embellir beaucoup en la chargeant de petits colifichets. Et puis cette hypothèse théologique oblige en certains cas de choquer la critique ; car rien de plus mauvais que la critique des religions, parvenues à leur état réflexe.

Car elles ont deux états, ces religions, comme l'homme et l'humanité (voir Cousin, 1818), l'état spontané où tout est vrai, beau, pur ; puis le réflexe, où on veut subtiliser sur ce qui n'est pas vraiment de l'essence. On prétend faire rentrer dans la religion un tas de faits...

Si pourtant, ô Jésus, l'hypothèse théologique était vraie, oh ! fais-le-moi connaître. Dis-moi donc ! Car, il faut le reconnaître, si cette hypothèse (est vraie), je suis bien malheureux, et bien loin du vrai. O Jésus, éclaire moi, toi vérité, toi vie. Je souffre, ô Jésus, d'avoir soulevé ton problème. Il est trop lourd pour moi, car je ne suis qu'un homme, et toi tu étais quelque chose de plus. Oh ! dis-moi donc ce que tu es. — Mon Dieu, suis-je de bonne foi? purifie-moi, et une bonne fois, dis-moi oui ou non !

Ici j'ai été à la chapelle prier Jésus, et il ne m'a rien dit.

CONCLUSION

La seconde partie de ce travail n'est qu'une hypothèse, et ne doit être prise que comme telle. Je ne dis pas de même de la première. Je la regarde comme une œuvre scientifique, un résultat acquis à la science, et qu'en toute hypothèse il faut conserver. Aussi je me réjouis d'avoir bâti à la gloire de Jésus un monument scientifique. Il est vrai qu'on lui en a élevé de bien plus beaux. Car c'est le propre des fondateurs de religion, d'avoir dans la postérité une part de gloire bien plus grande que tous les autres grands hommes, puisqu'ils ont l'adoration ou au moins le culte du respect religieux. Il est vrai aussi qu'ils sont exécrés et traités de la plus horrible manière par ceux qui ne sont pas de leur religion ; mais cela est bien compensé par le culte de leurs sectateurs. Jésus a donc vu élever à sa gloire bien des beaux monuments, empreints profondément de vertu, de poésie, de pitié, d'amour, d'art, de conception, mais peu au coin de la science. Puissé-je avoir prouvé à mon siècle qu'il est le premier des hommes, je ne dis pas le plus grand : car ce serait l'assimilier à nous.

Au reste, ne disputons pas sur les mots. Si on y réfléchit, on verra que mon hypothèse est à peu près identique à celle des rationalistes allemands. Elles ne diffèrent que par le point de vue où elles sont prises. — Et même est-elle si différente de celle des théologiens? Je ne le pense pas ; je regarde leurs locutions sur l'incarnation et sur Jésus-Christ comme fort exactes, seulement symboliques et pleines de

poésie. Si je chantais Jésus, je m'en servirais. Mais dans l'analyse scientifique, il faut aller au réel. — Il serait temps enfin que les théologiens consentissent à soumettre à des concepts rationnels quelques-uns de leurs dogmes anticritiques. Ce qu'il nous faut, c'est le christianisme rationalisé, le christianisme d'Allemagne. Mais nos vieux théologiens n'y arriveront pas vite. Au jour où M. Carrière, M. Gallet, M. Tresvaux [1] s'y mettront, l'humanité aura progressé.

Ici se place un court *Appendice sur l'islamisme*. La doctrine de Mahomet n'est pas originale dans ses éléments, et elle est moralement inférieure. A la rigueur, on se passerait ici de recourir à une loi extraordinaire, sauf peut-être pour expliquer la manière dont l'idée de sa mission a pu venir au prophète. Mais il faut ajouter aussitôt que Jésus et Mahomet ne sont pas comparables. « Mahomet n'est pas *le plus grand* homme et Jésus est *le premier* des hommes. »

J'ai fait ce travail durant la retraite d'ordination (mai 1845), à laquelle je devais participer comme sous-diacre. Mais je refusai. Dieu, qui voit le fond de mon cœur, sait l'état où je suis, et si je cherche la vérité du fond de mon âme. Qu'il me donne le courage de tout faire pour elle, et de lui sacrifier le bonheur de ma vie, tout ce que j'ai de plus cher, ma mère, ma pensée, ma culture intellectuelle même. C'est dans l'autre vie que j'attends ma récompense, s'il y en a une pour moi. O Dieu ! encore un doute sur mon unique consolation. Maudit soit le jour où je naquis à la pensée ! Heureux celui qui dormit toujours du sommeil de sa raison. *Nunc enim dormiens silerem, et somno meo requiescerem, cum pueris et simplicibus terrae, qui ædificant sibi somnia* [2]. N'importe, je marcherai, quelque part que j'arrive. Ce qui fait la grandeur de l'homme, dit M. Cousin, c'est qu'il préfère la vérité à lui-même.

ERNEST RENAN

1. Trois ecclésiastiques que Renan avait connus au Séminaire.

2. Adaptation de deux versets de *Job* (III, 13 et 59). « (Que ne suis-je mort dans le sein de ma mère !) Car maintenant je serais couché, je me reposerais, je dormirais dans une paix profonde, avec les enfants et les simples de la terre, qui forment des rêves à leur usage. » Le texte de Job porte (*traduction de Renan*), « avec les rois et les grands de la terre, qui se bâtissent des mausolées ».

POÈMES

VISITE A LA CATHÉDRALE DE REIMS

Le chemin qui t'approche et qui conduit vers toi
Est délié, penchant et noble,
On voit se mélanger au flot rose des toits
Les carrés bleus de tes vignobles ;

Et puis l'on t'aperçoit au centre du vallon,
Un peu petite dans l'abîme,
Toi dont la renommée est le chant le plus long
Que le sol ait voué aux cimes !

Ton nom et ta douleur ont dominé les cris
De ceux qui luttent et qui saignent ;
Les corps sentaient en toi le mal fait à l'esprit ;
Mais est-il sage qu'on te plaigne?

— Je t'ai vue, ô beauté que rien n'a pu flétrir,
Plus tourmentée et plus savante,
Sans doute fallait-il que tu saches souffrir
Pour que ta pierre fût vivante,

Vivante et délicate, et pareille à la chair,
Inspirant l'amour et les larmes
Quand le vol des oiseaux et l'azur d'un soir clair
Te traversent comme des armes.

On ne sait plus quel vent soufflant d'un ciel affreux
A pris ton noble corps pour cible,
A fané ton portail suave et rigoureux,
Et t'a faite enfin si sensible !

O face fatiguée et calme, grand témoin
Des sacres, des fléaux, des âges,
L'univers te louait, mais le cœur t'aimait moins
Quand tu n'avais pas ce visage,

Ce visage aplani, résistant, consentant,
Qui, montrant les os de sa face,
Sait bien que sa beauté, fille altière du temps,
A la profondeur pour surface !

O beau visage osseux où, dans l'emmêlement
De tout ce qu'on voulut détruire,
Flotte de pierre en pierre, indivisiblement,
Le charme illustre des sourires ;

Les anges, les beaux dieux, les madones, les rois
N'ont pas quitté leurs alvéoles;
Dans ce chaos tranquille et sans nul désarroi,
Leur songe se maintient et vole.

Cette antique assemblée aux doigts joints et brisés
A son logis dans ton désastre ;
Tu gardes sous ton air finement épuisé
La solide clarté des astres.

L'oubli, qui chaque jour mêle tout ce qui fut
Aux cendres légères des mondes,
Se heurte à ta vigueur qui dresse le refus
De sa présence sombre et blonde ;

— Qu'on cesse de te plaindre, ô roc, toi que l'on voit
Transpercé par des hirondelles,
Toi, gouffre de l'azur, et la muette voix
Qui dit les choses éternelles !...

LE SILENCE JOYEUX...

Le silence joyeux d'automne,
Où le froid net rit de plaisir,
Contient un pétillant désir
A la fois vif et monotone.
Le cri d'un canard se cantonne
Au bas d'un buisson déchiré
Par le vent clair. Les bois, les prés,
Qu'un gel mince et brillant peinture,
Semblent jouir et s'enivrer
De cette étreinte de froidure.
Le ciel pur est du bleu sacré
Des printemps d'Hellade ! O Nature,
Qu'il est beau ton désir mouvant !
Les silences, le froid, le vent,
Tout ce qui séduit ou harcèle,
Vient servir la vie éternelle
De l'univers gonflé d'ardeur !
— Nature sans repos ni peur,
Qu'il est beau le désir panique,
De la forêt chantant, tanguant,
Forte comme un voilier fringant
Qui fend les flots de l'Atlantique !
Rien ne meurt, tout va s'élancer
Bientôt, à nouveau, de la terre
Où les germes sont entassés
Comme une dormante panthère.
Car, quel que soit l'épuisement
De l'automne, et ses longues pauses,
Le printemps, en qui tout repose,
Se prépare éternellement !...

LE NOBLE ÉTHER DES NUITS...

Le noble éther des nuits, mon amour, condescend
A courber sur nous deux sa bonté qui se pâme ;
Nous rêvons, et pourtant ce n'est pas innocent,
Sans nous voir nous tremblons de nous sentir présents,
Tant la volupté vient de l'âme !

Toi prudent, moi gonflée d'un éclatant amour
Que la divine paix de t'approcher modère,
Nous regardons la sombre et ductile atmosphère
Où les astres brillants sont des fragments de jour;
J'écoute nos deux voix se taire tour à tour,
Comme on se tait quand on espère.

Le vent fait crépiter un arbre vert et brun.
Comme le blé léger rompu par la faucille,
Mes refus, dans tes bras, se défont un à un;
Il ne reste de moi, tant mon être vacille,
Que ce qui reste encor de l'encens qui grésille
Entre la flamme et le parfum !

— Mon amour, le désir qui déchire et dévoile,
Qui comble, qui saccage, et achève et détruit,
A-t-il mêlé nos corps jusqu'aux profondes moelles,
Mon âme est hors de moi, l'infini m'éblouit,
Me suis-je unie à toi, me suis-je unie à lui,
Je sens que mon cœur s'est, dans la fougueuse nuit,
Accordé avec les étoiles !

JE T'AIME ET JE TE HAIS...

Je t'aime et je te hais. Ces tristes mots renferment
La sombre passion qui ne peut s'assouvir;
Les nombreuses saisons mettront-elles un terme
A l'inimitié du désir?

Souhaiterai-je un jour que tu vives? Serai-je
Bonne pour toi autant que pour tous les humains,
Et faut-il que ma force en larmes te protège
Quand j'ai peur de tes lendemains !

SI LE CLAIR DE LUNE...

Si le clair de lune chantait,
Si l'eau parlait dans la fontaine,
Si quelque étoile consentait
A répondre au bruit des antennes,

Si le crissement langoureux
Des insectes dans les calices
Confiait à l'air vaporeux
Son mélancolique délice,

Si les aromes qui, le soir,
Gonflent la brise consentante,
Disaient leur ennui, leur espoir,
Et leur voluptueuse attente,

On entendrait une clameur
Exploser du sol à la nue,
Où tout soupirerait : « Je meurs,
Je vis, je suis, je continue ! »

Amour, fraternité brûlante,
Excès d'âme et de charité,
Qu'elle soit foudroyante ou lente
La grave et noble volupté !

— Quand ses hymnes se seront tues,
Quand son tumulte aura cessé,
Si mon cœur las et délaissé
Bat encor, je veux qu'on me tue.

— Je mets sous l'invocation
De vos Saintes désordonnées,
Ces extases de passion,
Mon Dieu ! que vous m'avez données !

VENT D'ÉTÉ

Le vent large et léger, moissonneur des aromes,
Les répand dans le pur désert des soirs d'été;
Les forêts et les lacs sont dans l'air transportés,
Il semble que le ciel et les astres embaument.
Et dans ce soir où rien n'est plus amer ni lourd,
Sous ce dôme étoilé qui rêve calmement,
J'ai comme un angélique et doux pressentiment
De bonheur sans amour !

QUAND L'AUTOMNE ARGENTÉ...

Quand l'automne argenté et froid comme un raisin
Souffle ses vents légers sur l'été qui s'épuise,
Quand la fraîche saison, à la fois claire et grise,
Comme un printemps plus vif a d'amoureux desseins,

Qu'il est doux de trouver dans des yeux qui fascinent
Ces vertiges puissants dont le cœur se repaît,
Et d'éprouver, tandis qu'une rêveuse paix
Sur la riche saison, moelleusement chemine,
La vivace fierté d'un bonheur stupéfait
Qu'enveloppe l'odeur d'un jardin qui bruine...

LORSQU'UN JOUR SONNERA...

Lorsqu'un jour sonnera l'heure immense où tu meurs,
Et que, servant ton vœu fidèle à tes ancêtres,
Tes amis, épiant ta rêveuse torpeur,
Vers ton lit guideront les prêtres,

Quand, les yeux retirés de l'espace et du temps,
Ton esprit résigné dédaignera de faire
Aucun signe d'espoir à l'ingrate atmosphère
Qui rejette son assistant,

O mon unique amour, quand ton intelligence
Où le chaos du monde avait trouvé des lois,
Ne s'accointera plus que du puissant silence,
Veuille encore penser à moi !

Veuille, dans la terrible et calme solitude
De cet instant dont nul ne prendra la moitié,
Rappeler à ton cœur la tendre quiétude
De mes pieds noués à tes pieds ;

Veuille te souvenir, — tandis que les prières
Bourdonneront sur toi en essaims assourdis, —
De ces grandes ardeurs, sombres et familières,
Où nos cœurs s'étaient enhardis !

Veuille te souvenir, cependant que l'on ôte
Avec l'huile funèbre et sainte tes péchés,
De cette indélébile et délectable faute
Des corps l'un sur l'autre penchés.

Songe à la nudité des membres et de l'âme
Que nous avons connue à l'heure où rien ne ment ;
Quel Dieu t'arracherait cette part de ma flamme?
Ma joie est dans tes ossements !

Il suffit de l'instant turbulent où s'enlace
Un corps à l'autre corps parmi des pleurs cuisants,
Pour qu'aucun baume humain ou céleste n'efface
Ce cachet qui va s'enfonçant !

Il serait plus facile à la sorcellerie
De séparer le sel d'avec toute la mer,
L'astre d'avec les cieux, l'herbe de la prairie,
Que mon sang de ton cœur amer !

— Ainsi, ô mort comblé, tout empli de la sorte
De celle qui te fut si tendre aux jours vivants,
Lorsque tu sembleras, sur les bras qui t'emportent,
Un noir fardeau d'ombre et de vent,

Tu garderas encor, parmi les vagues forces
Qui composent sans fin le sort mouvant des morts,
L'amoureuse résine incluse dans l'écorce,
Et le long plaisir sans remords !...

COMTESSE DE NOAILLES

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE[1]

LE QUATRE SEPTEMBRE[2]

Il était plus de huit heures — le 3 septembre — quand la séance du Conseil des ministres prit fin. L'Impératrice ne parut pas au dîner et je ne la vis qu'un instant. Elle semblait accablée, anéantie, frappée de stupeur; elle parlait à peine. Je sus seulement qu'elle avait fait mander le général Trochu et que celui-ci, prétextant sa fatigue à la suite d'une longue tournée d'inspection dans les forts, avait refusé de se rendre à cet appel et promis de venir le lendemain matin. J'appris aussi que M. Schneider, président de la Chambre, avait promis à l'Impératrice, « en pleurant » (c'est d'elle que je tiens ce détail), qu'il n'y aurait pas de séance de nuit.

A neuf heures, l'Impératrice rentra dans ses appartements. Les officiers et les dames de service se retirèrent. Je travaillai quelque temps dans le cabinet, où M. de Lézay-Marnésia vint me rejoindre. Il avait fait dresser deux lits de sangle, dans le salon du Premier Consul, pour lui et pour moi. Nous nous y jetâmes, tout habillés, vers minuit. La porte des appar-

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 août et du 1er septembre 1920.

2. Dans le volume de M. Filon, entre le chapitre *l'Impératrice chez elle* et celui que nous donnons aujourd'hui, se place l'histoire de la Régence que l'Impératrice exerça après que l'Empereur se fut rendu à l'armée, le 7 août 1870.

tements, qui ouvrait en haut du grand escalier et donnait accès dans le salon des huissiers, avait été fermée et verrouillée devant moi. Les salons étaient absolument vides et, après onze heures, nul n'y pénétra. J'ai lu ou entendu des récits extraordinaires sur les choses qui furent dites ou faites aux Tuileries cette nuit-là. A ma connaissance, huit personnes que je pourrais nommer, affirment s'y être présentées et avoir été reçues par différents officiers de la maison. Deux de ces personnes auraient eu, à deux heures du matin, une longue conférence avec l'Impératrice. Mon Dieu, cela est possible; un homme connaissant à fond les Tuileries a pu arriver à la porte de la chambre à coucher par le petit escalier de service, envoyer un message à la régente au moyen de la femme de chambre et obtenir ainsi une audience. Il est également possible, et même probable, que plusieurs officiers de la maison passèrent volontairement la nuit dans les salons du rez-de-chaussée et purent ainsi recevoir les visiteurs. Tout ce que je puis dire, c'est que, M. de Marnésia et moi, nous n'avons rien entendu, que nous n'avons vu personne et que rien ne troubla cette veillée suprême, rien que le tumulte lointain du dehors, précurseur de la Révolution.

On ne dormit guère à Paris, cette nuit-là. Tous les ennemis de l'Empire étaient debout et se préparaient à l'assaut final. Le gouverneur de Paris était déjà en pleine révolte. Il avait refusé de se rendre à l'appel de l'Impératrice ; il désobéit de même à l'ordre de son chef, le ministre de la Guerre, qui l'avait mandé auprès de lui. Il avait, de sa propre autorité, appelé à Paris le général Leflô, un revenant de 48, dont l'ardent républicanisme s'affirmait sans cesse par des paroles et ne demandait qu'à s'affirmer par des actes. Le gouverneur donnait audience à des émeutiers qui venaient se plaindre à lui des agissements de la police et les renvoyait avec ces mots : « Soyez tranquilles, le peuple fera bientôt sa police lui-même. » Il chargeait M. Steenackers, député de la gauche, d'un ordre qui convoquait les gardes nationaux de Neuilly pour le lendemain matin sur la place de la Concorde, et le journal *le Siècle*, son organe attitré, généralisait cet ordre en donnant rendez-vous, au même endroit, à tous les bataillons parisiens.

De son côté, M. Schneider, rentré à l'hôtel de la Présidence, adressait, en dépit de ses promesses, une convocation à domicile à tous les députés pour la séance nocturne qui s'ouvrit à minuit. Le banc ministériel était vide : les ministres protestaient par leur absence contre cette violation des engagements pris. Jules Favre proposait hardiment la déchéance et M. Pinard la repoussait avec beaucoup de courage et d'éloquence. M. Thiers, qui se flattait encore de dominer la situation, emmenait Jules Favre dans sa voiture, afin de lui expliquer que la majorité voulait la chose sans le mot. Le reste de la nuit se passait à préparer des bannières où l'on inscrivait, avec impudence, comme un fait accompli, le vote que l'on comptait arracher à la faiblesse des députés, avec le chiffre probable : 185 voix sur 200 ! M. de Kératry organisait de son mieux l'émeute du lendemain. Mais on a vu que le général Trochu lui avait laissé bien peu de chose à faire.

De minuit à deux heures, des foules immenses roulèrent sur la place de la Concorde et dans la rue de Rivoli en poussant le cri de « Déchéance ! ». Au milieu de ce Paris vibrant, enflammé, dont on n'aurait su dire s'il était en révolution ou en fête, le grand palais, entre le jardin fermé et la cour déserte, se dressait, noir et morne, avec ses fenêtres éteintes, comme un îlot d'ombre et de silence au milieu d'une mer de feu.

Bien des fois, j'ouvris la porte-fenêtre qui donnait accès, du salon des dames, sur un petit balcon d'où je découvrais tout le jardin des Tuileries ; j'écoutais les vagues clameurs qui traversaient la nuit, si menaçantes à certains moments qu'on eût pu croire toute proche l'heure du dernier assaut. Enfin les bruits se calmèrent. Lorsque, au-dessus des cheminées qui surmontaient, innombrables, les toits de la rue de Rivoli, s'annoncèrent les premières lueurs de l'aube, le silence était redevenu absolu. C'était un délicieux matin d'été, frais et pur, qui se levait. Au lieu des cris de « Déchéance ! » j'entendis un gazouillement d'oiseaux venant des grands marronniers qui commençaient à m'apparaître, baignés dans une brume bleuâtre.

Il me semblait que j'avais rêvé, que ces cris, ce tumulte,

n'étaient qu'un cauchemar fiévreux, que le jour qui commençait allait nous retrouver tous réconciliés et travaillant, en commun, au salut de la patrie. Mais l'homme n'écoute pas les leçons que lui donne la sereine et pacifique activité des choses : un doux et glorieux matin d'été lui est aussi bon pour une révolution qu'une nuit de tempête. Aussi innocente et aussi pure a dû se lever, sur les Tuileries assiégées, l'aube du 10 août 1792. Ce rapprochement me vint à l'esprit et, sachant que nous étions absolument sans défense, je me demandais si la fin de la journée verrait encore vivante la souveraine des Tuileries.

A sept heures, elle était debout. A sept heures et demie, elle entendait la messe dans son oratoire. Cinq ou six personnes, seulement, assistaient à cette messe : madame Aguado, madame Lebreton, l'amiral Jurien, Eugène Conneau et les femmes de chambre. Nous étions à genoux sur le parquet. Les femmes pleuraient silencieusement ; le recueillement était austère et profond.

Après la messe, je m'approchai de la Régente. J'osai lui dire :

— Madame, il n'y a plus rien à faire à Paris. Il faut sortir de cet enfer, transporter votre gouvernement dans une ville de la Loire et appeler autour de vous le Corps législatif[1]. Je me charge d'aller chercher le Prince impérial dans le Nord et de l'amener à Votre Majesté.

Elle me répondit :

— Ce serait la guerre civile. La force de résistance aux Prussiens serait brisée en deux. Et à quoi bon? Qui n'a plus Paris n'a rien. Je ne bougerai pas d'ici.

— Votre Majesté se défendra donc?

— Je ne bougerai pas, mais on ne tirera pas un coup de fusil.

Que voulait-elle? Tenir tête à l'émeute par son seul courage, défier, en quelque sorte, les Parisiens de commettre, sur sa

1. C'est précisément le conseil que M. Stephen Liégeard était venu, avant la séance de nuit, apporter aux Tuileries, en son propre nom et au nom d'un certain nombre de ses collègues. Il avait désigné Blois et le château récemment donné par la ville au Prince Impérial, comme une résidence tout indiquée. J'ignorais la démarche faite par M. Liégeard et qui coïncidait si bien avec mes propres sentiments.

personne, une grande et solennelle lâcheté historique, essayer sur eux l'ascendant magique qui avait enthousiasmé, fanatisé ses serviteurs et ses amis depuis un mois. Elle m'avait dit, quelques jours auparavant : « S'ils ne veulent plus de moi comme Impératrice, je leur demanderai de me garder comme infirmière [1]. »

A ce moment, on remit à l'Impératrice un message de Lesseps. Il me raconta lui-même ce jour-là qu'il était allé, à six heures du matin, éveiller son ami Girardin et qu'il l'avait trouvé faisant sa barbe.

— Émile, — lui avait-il dit, — ils vont faire une révolution.

Girardin avait répondu simplement :

— Tu vois, je suis déjà rasé.

Sur quoi ils avaient cherché ensemble un moyen de salut et l'apportaient à l'Impératrice. « Abdiquez tous vos pouvoirs entre les mains du Corps législatif. » Ainsi se résumait leur conseil. On aurait alors créé un Conseil de régence en dehors de l'Impératrice, mais Lesseps était persuadé que, si elle faisait mine de se retirer, on la prierait de rester [2]. L'Impératrice refusa de discuter cette idée : « On ne peut, dit-elle, céder que ce qu'on possède, jamais ce qu'on a reçu en dépôt. La souveraineté n'est pas à moi : je n'abdiquerai pas. »

Le Conseil se réunit à huit heures. Un de ses membres, Clément Duvernois, proposa qu'on se servît des pouvoirs de l'état de siège, qu'on mît en arrestation les chefs de la Gauche et qu'on terrifiât le parti révolutionnaire par des mesures de vigueur. Il oubliait que, pour se servir de la force, la première condition nécessaire est de l'avoir en mains. Or, de son siège, il aurait pu compter les défenseurs des Tuileries, ceux que

1. Plus tard, dans l'exil, parlant avec moi de cette journée, elle me dit : « Je n'avais pas peur de la mort. Tout ce que je craignais, c'était de tomber dans les mains de quelques mégères qui eussent mêlé à ma fin quelque épisode honteux ou ridicule, qui eussent essayé de me déshonorer en me massacrant. Je me figurais mes jupes relevées, j'entendais des rires féroces, car, voyez-vous, les *tricoteuses* ont laissé une postérité. »

2. Il m'a assuré depuis, que Barthélemy Saint-Hilaire l'avait confirmé dans cette idée. « Nous ne demandions qu'à garder l'Impératrice », aurait dit le secrétaire du gouvernement de M. Thiers. Je dois faire remarquer que cette phrase est en contradiction directe avec tout ce que nous savions des dispositions de Thiers et avec sa propre déposition devant le Conseil d'enquête.

nous pouvions opposer aux trois cent mille baïonnettes parisiennes : dans le parterre réservé, trois compagnies de voltigeurs; dans la cour, deux compagnies de grenadiers et un escadron de cuirassiers. Encore le général Mellinet n'était-il pas trop sûr que ces troupes obéiraient, s'il commandait le feu.

On ne s'arrêta pas à la proposition de Duvernois et l'on décida de soumettre au Corps législatif la création d'un Conseil de Régence armé de pouvoirs dictatoriaux, comme dans le plan Girardin-Lesseps. Mais, d'après le projet ministériel, l'Impératrice devait en être la Présidente. Il était absolument impossible que ce projet prévalût dans l'Assemblée. Il eût fallu, pour le rendre viable, que M. Thiers s'y ralliât et que le Corps législatif fût mis à l'abri des violences populaires. Or, nous sentions ces deux conditions irréalisables.

Pendant le Conseil, j'eus à expédier, sur l'ordre de l'Impératrice, une dépêche à Charles Duperré, qui était à Maubeuge auprès du Prince Impérial. Dans cette ville, arrivaient alors des instructions de Paris et de Bouillon, où l'Empereur avait été conduit; elles étaient contradictoires. Voici le texte de cette dépêche, où quelques mots seulement étaient chiffrés d'après le chiffre particulier, fabriqué par moi l'avant-veille :

« Reçu vos deux dépêches : aurez des ordres verbaux avant ce soir et une lettre de moi par l'homme que vous avez envoyé. L'Impératrice veut que vous ne teniez pas compte des communications de Bouillon. L'Empereur ne peut pas apprécier la situation.

» FILON »

A ce moment, arrivaient les officiers et les dames de la Maison, présents à Paris. Ils ne venaient pas offrir des conseils, mais affirmer leur dévouement par leur présence et partager le péril de la souveraine. Les salons du rez-de-chaussée et ceux du premier étage furent bientôt pleins et ne se vidèrent qu'après le départ de l'Impératrice. Je tiens à constater ce fait, si honorable pour les fidèles de la dernière heure. Je n'ai pas à défendre, contre le reproche d'inintelligence et de corruption, qui lui a été si légèrement adressé, cette cour où l'on rencontrait des hommes de grande valeur et des femmes d'une haute vertu. Mais j'ai le devoir de rappeler comment elle se

comporta au jour de l'adversité. Lord Rosebery remarqua avec raison l'effrayant abandon où furent laissés Napoléon Ier et sa famille quand vint l'heure du désastre final et il oppose à cet isolement l'empressement de la noblesse française à honorer les Bourbons tombés et à leur faire un rempart dans le danger, un cortège dans l'exil. La chute du second Empire ne justifierait pas le même parallèle. Le 4 septembre, les deux noblesses, que Napoléon III avait ralliées autour de lui, étaient très largement et très dignement représentées aux Tuileries. Plus de quarante noms me reviennent à la mémoire. Pourtant, je ne puis me souvenir que de ceux qui se trouvèrent sur mon chemin comme j'allais et venais dans le château et, même parmi ceux-là, j'en oublie beaucoup.

Dès le matin, la Régente avait envoyé l'amiral Jurien chez le gouverneur de Paris pour l'inviter à se rendre auprès d'elle, comme il s'y était engagé la veille. Quand l'amiral revint : « Hé bien, le général Trochu?... » demanda l'Impératrice. L'amiral, accablé, laissa tomber ses bras. Il venait de perdre l'illusion à laquelle il s'était si longtemps cramponné ; son invincible optimisme était vaincu. Le général, au lieu de venir en personne, envoya son chef d'état-major, le général Schmitz, qui n'alla pas plus loin que le guichet de l'Échelle. Trochu, qui se promena toute la journée dans les environs, a prétendu qu'il n'avait pu pénétrer jusqu'à la souveraine. Jusqu'à trois heures un quart, voitures et piétons entraient et sortaient sans difficulté, et le gouverneur de Paris, accompagné d'une cinquantaine d'officiers à cheval, le général Trochu, idole des Parisiens, devant qui les foules s'ouvraient respectueusement, n'a pu trouver l'entrée des Tuileries ! Que ne venait-il par les passages intérieurs que j'employai moi-même pour sortir? Mais ce qui fut vraiment un comble, c'est la dernière communication du général à la Régente, lorsque les Tuileries furent menacées et qu'il put la croire dans un réel péril. Il lui fit dire qu'il mettait à sa disposition un officier de mobiles « en uniforme ». Cet « en uniforme » me semble à la hauteur des mots les plus amèrement comiques que contiennent nos farces les plus célèbres. C'est le « tarte à la crème » du 4 septembre 1870. Le général s'apprêtait ainsi à « se faire tuer sur les marches du trône », par procuration !

Les nouvelles qui nous parvenaient étaient détestables et la situation devenait de plus en plus mauvaise d'heure en heure. La place de la Concorde était couverte d'hommes armés dont les intentions n'étaient pas douteuses. C'étaient les gardes nationaux convoqués par le général Trochu. Ils n'étaient pas tous entièrement équipés, mais tous avaient des fusils. On a vu quelles piètres forces nous pouvions opposer à la Grande-Armée de l'insurrection, et que ces troupes mêmes n'étaient pas sûres. D'ailleurs, nous ne devions pas faire l'épreuve de leur fidélité, car l'Impératrice avait, à plusieurs reprises, défendu au général Mellinet de faire tirer sur le peuple et elle lui renouvela devant moi cette défense. Aussi bien, l'ennemi était déjà dans la place. Les gardes nationaux, manifestement hostiles, partageaient, depuis plusieurs jours, la garde des Tuileries avec la troupe et ils nous regardaient avec un air moqueur qui semblait nous dire : « Vos minutes sont comptées. »

Vers midi ou midi et demi (je ne puis préciser l'heure exactement), arriva une députation du Corps législatif, dont les principaux membres étaient M. Buffet et le comte Daru. Ils furent introduits auprès de l'Impératrice par leurs collègues, MM. le comte d'Ayguesvives et le baron de Pierres qui, tous deux, avaient fait partie de la Maison, l'un comme chambellan de l'Empereur, l'autre comme écuyer de l'Impératrice. La Régente avait auprès d'elle l'amiral Jurien et la comtesse de la Poëze. Nous, nous allions et venions suivant les besoins du service. C'est pourquoi, bien que la physionomie de la scène soit encore présente à mon souvenir, beaucoup de détails m'échappèrent. Puis-je mieux faire, d'ailleurs, que de laisser parler MM. Buffet et Daru, deux témoins dont la véracité est, je pense, au-dessus du soupçon et que personne n'accusera de partialité envers les personnes impériales. M. Buffet a raconté les faits devant la commission d'enquête parlementaire, dont le comte Daru était président, et celui-ci a confirmé et complété, à plusieurs reprises, le témoignage de son ami. M. Buffet prit la parole le premier. Il exposa à l'Impératrice les raisons qui lui faisaient croire, à lui et à un très grand nombre de ses collègues, que la proposition, arrêtée le matin en conseil des ministres, n'avait aucune chance d'être acceptée. Donc, aucun moyen de faire échec à la proposition de déchéance, à

moins que l'Impératrice, par un acte spontané, ne remît le pouvoir exécutif entre les mains du Corps législatif. L'Assemblée nommerait alors une Commission de gouvernement, autour de laquelle se rallieraient tous les honnêtes gens et qui travaillerait uniquement au salut de la patrie, sans préjuger la question dynastique qui demeurerait intacte. C'était donc une abdication déguisée qu'on demanderait à l'Impératrice. Et à quoi bon? L'illusion parlementaire valait l'illusion ministérielle et l'heure des transactions ou des demi-mesures était passée. Mais nous ne savions pas encore jusqu'où allait l'impuissance du Corps législatif, et cette Assemblée elle-même n'avait pas encore conscience de sa faiblesse. L'Impératrice répondit avec beaucoup de calme et de dignité [1] :

« Ce que vous me proposez, messieurs, réserve, dites-vous, l'avenir, mais à la condition que j'abandonne dans le présent, et à l'heure du plus grand péril, le poste qui m'a été confié. Je ne puis, je ne dois pas y consentir... L'avenir est aujourd'hui ce qui me préoccupe le moins ; non pas, assurément, l'avenir de la France, mais l'avenir de notre dynastie. Croyez-moi, messieurs, les épreuves que je viens de subir ont été tellement douloureuses, tellement horribles, que dans ce moment la pensée de conserver cette couronne à l'Empereur et à mon fils me touche très peu. Mon unique souci, ma seule ambition est de remplir, dans toute leur étendue, les devoirs qui me sont imposés. Si vous croyez, si le Corps législatif croit, que je sois un obstacle, que le nom de l'Empereur soit un obstacle, et non une force, pour dominer la situation et organiser la résistance, que l'on prononce la déchéance, je ne me plaindrai pas. Je pourrai quitter mon poste avec honneur ; je ne l'aurai pas déserté. Mais je suis convaincue que la seule conduite sensée, patriotique, pour les représentants du pays, serait de se serrer autour de moi, autour de mon Gouvernement, de laisser de côté, quant à présent, toutes les questions intérieures, et d'unir étroitement nos efforts pour repousser l'invasion... Quant à moi, je suis prête à affronter tous les dangers et à suivre le Corps législatif, partout où il voudra organiser la résistance.

» Si cette résistance était reconnue impossible, je crois que

1. Ce sont les expressions employées par M. Buffet. Plus loin, il revient encore sur la « calme énergie » de l'Impératrice.

je serais encore utile pour obtenir des conditions de paix moins défavorables.

» Hier, le représentant d'une grande puissance m'a offert de proposer une médiation des États neutres sur ces deux bases : intégrité du territoire de la France, et maintien de la dynastie impériale.

» J'ai répondu que j'étais disposée à accepter une médiation sur le premier point ; mais je l'ai énergiquement repoussée sur le second.

» Le maintien de la dynastie est une question qui ne regarde que le pays et je ne souffrirai jamais que des puissances étrangères interviennent dans nos arrangements intérieurs... »

Alors plusieurs députés prirent successivement la parole, produisant de nouveaux arguments ou répétant, sous une forme différente, ceux dont s'était servi M. Buffet. Une sorte de conversation s'engagea, un peu confuse et incohérente.

Elle était interrompue, à de fréquents intervalles, par des messages de la Préfecture de police qui tenaient la souveraine au courant de l'émeute. Elle les tendait à M. Daru, qui les lisait tout haut. Ces messieurs étaient profondément émus, ils l'ont déclaré eux-mêmes à la commission d'enquête, et l'accent de leurs paroles, lorsqu'ils déposaient devant cette commission, indique assez que cette émotion les ressaisissait au souvenir de la scène. Il s'y mêlait un sentiment d'admiration qu'ils ne cherchaient pas à cacher. « L'Impératrice était-elle calme? » demanda le comte de Durfort de Civrac. Et M. Buffet répondit : « Elle était parfaitement calme. » Lorsque l'Impératrice dit aux députés qu'à son avis, le vrai, le seul moyen de faire face efficacement au danger était de se serrer autour d'elle et de son Gouvernement, M. Buffet s'écria, — et je suis convaincu qu'il était absolument sincère, — que, pour lui, il était tout prêt à le faire, si la chose eût été encore possible.

C'est M. Daru, si je ne me trompe, qui sut le mieux faire appel aux sentiments intimes de la souveraine : « Vous craignez, Madame, qu'on ne vous accuse d'avoir déserté votre poste; mais vous avez donné une bien plus grande preuve de courage en vous sacrifiant au bien public et en épargnant une révolution à la France, une révolution sous les yeux de l'en-

nemi. » Elle était ébranlée. Elle était restée inflexible quand on lui parlait de son intérêt ; elle écouta celui qui lui parlait de son devoir. Mais son respect de la légalité, — un des traits dominants de son caractère politique, — la faisait hésiter : « Hé bien, dit-elle, si mes ministres se rangent à votre opinion, j'y adhérerai. Je ne demanderai qu'une chose : qu'on m'assigne une résidence quelconque, qu'on me permette de partager jusqu'au bout les périls et les souffrances de la capitale assiégée. »

Les députés se retirèrent avec cette adhésion conditionnelle. Je les vois défiler lentement, la tête penchée, l'air recueilli, comme ceux qui viennent de jeter la dernière goutte d'eau bénite sur un catafalque. Ils trouvèrent, en arrivant au Corps législatif, que leur mission était inexécutable et nulle communication ne devait plus venir de ce côté.

La séance s'était ouverte par trois propositions dont l'Assemblée fut saisie : l'une, émanant de la gauche révolutionnaire et formulée par Jules Favre ; l'autre, présentée par M. Thiers au nom des centres ; la troisième, enfin, qui était la proposition du Gouvernement. La première proclamait la déchéance, la seconde la sous-entendait. Quant à celle des ministres, on sait déjà en quoi elle consistait. Les députés se retirèrent dans leurs bureaux pour délibérer. C'est à ce moment que M. Jacob, chef du service d'ordre, recevait du général Trochu l'ordre de retirer ses agents, qui barraient encore le quai : seule et unique circonstance où le gouverneur de Paris ait fait usage des droits que lui conférait l'état de siège et qui plaçaient les pouvoirs civils sous l'autorité du pouvoir militaire. Les grilles étaient ouvertes au peuple par les gardes nationaux du poste, commandés ce jour-là par Clément Laurier et Gabriel Ferry ; la salle des séances était envahie. La déchéance était « prononcée », comme allait l'apprendre à la France un télégramme de Gambetta. Ce qui eût été parfaitement vrai s'il eût ajouté que la déchéance avait été prononcée par lui à la tribune, aux applaudissements de cinq cents insurgés qui garnissaient les gradins. Aussitôt Jules Favre, accompagné d'une foule considérable, se mettait en route vers l'Hôtel de Ville ; il rencontrait, sur le quai des Tuileries, le gouverneur de Paris, à cheval, à la tête d'un nom-

breux état-major qui semblait (l'expression est de Jules Favre) « attendre les événements ».

— Nous allons à l'Hôtel de Ville, — dit Jules Favre, — venez avec nous, général.

Et Trochu répondit [1] :

— C'est bien, j'y vais.

Il y alla. On sait le reste. La conscience du général Trochu était tranquille. N'avait-il pas mis à la disposition de l'Impératrice un capitaine de mobiles « en uniforme » [2]?.

Ces choses se passaient tout près de nous et presque en vue des Tuileries. Cependant, nous les ignorions. Aucune nouvelle ne nous parvenait plus. Ceux qui avaient quitté le Palais pour s'informer de ce qui advenait au Corps législatif, — Lesseps était un de ceux-là, — n'étaient point encore revenus. Enfin, nous vîmes reparaître Henri Chevreau, Jérôme David et Busson Billault, venant du Palais-Bourbon qui était déjà au pouvoir de la foule. Ils annoncèrent l'invasion de l'enceinte législative comme un fait accompli : celle des Tuileries, déclarèrent-ils, allait suivre presque immédiatement. Rien à attendre de la troupe : un bataillon venait de mettre la crosse en l'air dans la cour du Corps législatif. Quand même, par impossible, on serait parvenu à dégager l'Assemblée et à lui rendre l'indépendance nécessaire pour délibérer, la démarche faite, une heure auparavant, par M. Buffet et ses collègues, indiquait clairement à l'Impératrice qu'elle ne pouvait plus compter sur l'appui de la majorité. Le gouverneur de Paris, qui avait refusé, à trois reprises, de se rendre à son appel, était, manifestement, du côté de l'insurrection. Paris était au pouvoir de la garde nationale et la garde nationale paraissait unanime pour accomplir ou accepter la révolution. Les ministres, persuadés que toute résistance était impossible,

1. Le fait est attesté par un de ceux qui accompagnaient Jules Favre, un républicain de la veille et du lendemain, dont le témoignage ne peut être révoqué en doute par personne, l'honorable M. Robinet, adjoint au maire d'un des arrondissements de Paris durant le premier siège.

2. La conscience du général Trochu lui suggéra encore autre chose. Son premier décret était ainsi conçu : « Art 1er : Les fonctionnaires de tout ordre sont délivés de leur serment envers le Gouvernement impérial. Art. 2 : Le serment politique est et demeure aboli. » C'était, sans nul doute, dans sa pensée, une légalisation rétrospective de sa propre conduite, une absolution qu'il se donnait à lui-même.

conseillaient donc à la souveraine de quitter le palais. Le prince de Metternich et le chevalier Nigra se joignaient à eux pour donner le même conseil, qui était appuyé, également, par l'amiral Jurien et par Conti. L'Impératrice était ébranlée, mais ne se rendait pas encore. Sa première pensée fut de mettre son fils en sûreté et elle voulut télégraphier à Charles Duperré, afin qu'il fît, sans retard, passer la frontière au Prince. J'expédiai donc la dépêche suivante : « Partez immédiatement pour Belgique. FILON —. »

Deux mots, seulement, étaient en clair, les deux derniers, le mot Belgique et ma propre signature ; le reste était traduit dans notre chiffre particulier. C'est cette dépêche qui fut travestie, dans les *Papiers trouvés aux Tuileries*, sous la forme d'un stupide calembour « Filons sur Belgique-Filon [1] ».

Après avoir expédié cette dépêche, je me dis que le dénouement du drame approchait et je courus jusque dans mon appartement pour prendre mon revolver. Toujours courant, je traversai le cabinet du Prince pour m'assurer que les objets précieux qui s'y trouvaient (les souvenirs de Sainte-Hélène, le chapeau, la redingote grise, la bibliothèque de voyage de Napoléon Ier) avaient bien été évacués. Je revins en toute hâte vers le cabinet de l'Impératrice, où je ne trouvai plus personne. J'avais été absent un quart d'heure.

Que s'était-il passé pendant ce quart d'heure? On avait continué à insister auprès de l'Impératrice pour la décider à partir. Quelqu'un avait dit : « Vous ne voulez pas abdiquer?... Hé bien, dans une heure, vous serez entre les mains de gens qui vous feront abdiquer de force et vous aurez ainsi sacrifié les droits dont vous êtes dépositaire. Si vous vous dérobez, où

1. Je crois inutile de revenir sur cette légende, déjà tant de fois réduite à néant. Je suppose que les employés du télégraphe remirent aux commissaires chargés du dépouillement des papiers, non pas le texte chiffré, mais une traduction dont ils étaient les auteurs et que la Commission eut le tort d'endosser. Tort d'autant plus grave que l'absurdité de cette invention n'aurait pas dû échapper à des hommes intelligents. La dépêche, avec le calembour qu'on y introduisait, devenait un pur non-sens. Signifiait-elle que nous (c'est-à-dire l'Impératrice et son entourage) allions passer en Belgique? Ou bien invitait-elle le commandant Duperré à franchir lui-même la frontière avec le Prince? Dans le premier cas, information fausse ; dans le second, ordre équivoque, qui eût laissé très perplexe l'officier auquel il était destiné. Le commandant Duperré attendait un ordre clair et précis : il le reçut et l'exécuta sans perdre un instant.

que vous alliez, vous emportez ces droits avec vous. » Je suis persuadé que c'est cet argument qui convainquit l'Impératrice. Brusquement, elle prit son parti. Rien n'avait été arrangé en vue de cette fuite. Madame Lebreton, dame d'honneur de S. M. avait dans sa poche la monnaie d'un billet de cinq cents francs que Lesseps était allé chercher dans la matinée. Il n'y eut pas d'autre préparatif. L'Impératrice mit son chapeau, dit adieu aux trois ministres, embrassa quelques dames et donna au général Mellinet l'ordre de faire retirer les troupes aussitôt que ses serviteurs auraient quitté le palais. Le vieux soldat lui baisa la main, les larmes aux yeux. Alors, elle sortit de chez elle par un couloir obscur, éclairé jour et nuit par des lampes, et qui régnait derrière sa chambre à coucher et son cabinet de toilette.

Tout cela fut l'affaire de quelques instants. J'étais stupéfait, après une si courte absence, de trouver l'appartement vide, Mais je n'eus guète le temps de m'étonner. On m'apporta une dépêche de l'Empereur pour l'Impératrice, la première qui nous fût parvenue depuis le matin du 31 août. Elle était datée de Bruxelles, 4 septembre, six heures. Évidemment, elle était, depuis plusieurs heures, entre les mains des employés du bureau télégraphique impérial. Ils ne se décidaient à me l'envoyer que parce qu'ils avaient vu le drapeau des Tuileries abaissé et ils espéraient que ce message n'arriverait pas à destination.

On devine avec quelle avidité je me mis à le déchiffrer. J'étais absorbé depuis quelques moments dans ma tâche lorsque le chef des huissiers de l'Impératrice accourut, très agité : « Mais, monsieur, vous ne savez donc pas ce qui se passe? L'Impératrice est partie, tout le monde est parti et voilà le peuple qui envahit les Tuileries. » Je replaçai à la hâte le chiffre dans sa boîte et la boîte dans le tiroir d'une petite table dont la clef ne me quittait jamais. Je mis dans ma poche la dépêche, à demi déchiffrée, et je courus à la salle des Maréchaux. Là, de la fenêtre centrale, je pus juger la situation. Une immense foule armée déferlait sur les grilles à hauteur d'appui qui séparaient le jardin public des parterres réservés ; elle emplissait la grande allée en débordant dans les massifs, se prolongeait en queue interminable au delà du grand bassin, sur la place de la Concorde et jusque dans les Champs-

Élysées. Du lieu où j'étais, on ne voyait que des baïonnettes et des têtes. Toutes ces têtes étaient tournées vers le palais. Les voltigeurs de Mellinet, alignés depuis le matin sur l'allée asphaltée qui courait du pont Royal à la rue des Pyramides, avaient déjà commencé leur mouvement de retraite. Je descendis sous la voûte, où se trouvaient encore quelques personnes de la Maison. Je n'avais plus rien à faire aux Tuileries et je sortis du palais avec le comte de Suarez, d'Aulan et Louis Conneau, par un couloir secret qui débouchait dans le corps de garde des voltigeurs.

Je n'ai donc pas assisté à l'envahissement final des Tuileries. Cette scène me fut racontée un peu plus tard par Lesseps.

Je donne ce récit caractéristique, tel que je l'ai écrit presque immédiatement après l'avoir recueilli de ses lèvres. Ceux qui ont connu l'homme l'y retrouveront sans peine. Je le crois vrai dans ses traits principaux, bien que Lesseps s'exagère un peu l'importance de son rôle.

« J'étais allé au Corps législatif, me dit Lesseps, avec un billet de la Maison pour rapporter des nouvelles. J'ai trouvé la Chambre envahie et les députés réunis dans les bureaux. Je suis revenu par le quai d'Orsay. La foule était attroupée devant les bureaux du *Journal officiel*. On brisait les armes de l'Empire. J'ai traversé le pont. Un énorme rassemblement me barrait la porte. Je leur ai dit : « Vous ne savez pas? On s'amuse joliment là-bas : on brise les armes de l'Empereur devant les bureaux du *Journal officiel*. » La foule a couru de l'autre côté de l'eau, et la porte s'est trouvée dégagée. En pénétrant dans les Tuileries, j'ai rencontré Jurien, qui avait quitté l'Impératrice pour haranguer le peuple et qui, ne retrouvant ni le peuple ni l'Impératrice, perdait la tête. Je suis allé vers l'Horloge : il n'y avait là personne. J'ai vu le général de Montebello qui était en bourgeois. Je lui ai dit : « Je vais parler à ces gens-là. » J'ai sauté par-dessus la grille et je suis allé vers les insurgés, qui étaient de l'autre côté du bassin. Un mobile du bataillon de mon fils a crié : « Tiens ! c'est Lesseps ! » J'ai dit : « Les mobiles au premier rang ! » On a laissé les mobiles s'approcher. Vous savez, ils étaient très populaires ces jeunes gens !... Je leur ai dit :

» — Hé bien, oui, je suis M. de Lesseps, le cousin de l'Impé-

ratrice. Elle est partie, l'Impératrice. Que voulez-vous faire aux Tuileries?

» Un grand diable s'approcha de moi et me dit :

» — Monsieur de Lesseps, je suis venu pour empêcher qu'il y ait du désordre.

» — Et vous êtes?

» — Victorien Sardou.

» — Ah ! très bien ! — Je lui tends la main.

» Je gagne du temps ; je saute de nouveau la grille. Je vais chercher Mellinet, je le fais monter sur une chaise. Pendant ce temps-là, j'envoie Gardonne s'assurer si l'Impératrice est partie. Il revient, il me dit qu'elle est partie. Alors, je dis au peuple : « Vous voulez passer par les Tuileries pour aller à l'Hôtel de Ville. Qu'est-ce que ça vous fait de passer par les grilles latérales au lieu de passer par la voûte de l'Horloge? » Ces gens insistent : ils tenaient à leur idée. Je renvoie la garde impériale et je remets le poste à la garde nationale. Alors, voyant qu'il n'y avait pas moyen de les convaincre, je dis aux gardes nationaux : « Messieurs, nous allons laisser couler le torrent, mais nous allons faire une berge. C'est mon métier, vous savez, de faire des berges. » Et nous avons fait une berge. Je suis resté là une heure et demie. Il y eut un grand rougeaud qui me dit, en me mettant le poing sous le nez :

» — Té ! tu n'as pas l'air content, citoyen !

» Je lui répondis :

» — Té ! Fous-moi la paix, citoyen ! »

Pendant que le peuple défilait sous la voûte de l'Horloge, entre les berges improvisées par Lesseps, j'avais reconduit le jeune Conneau chez lui. Ensuite, j'avais mis mes papiers en sûreté ; puis, j'étais allé rassurer les miens qui étaient fort en peine. Je n'avais que deux pensées : retrouver l'Impératrice et reprendre possession du chiffre que j'avais oublié au moment de mon départ. La Régente était partie, m'avait-on affirmé, avec le prince de Metternich et le chevalier Nigra. A sept heures et demie, j'étais à l'ambassade d'Autriche. Là, on me dit que le prince avait dîné avec le chevalier Nigra et je me fis conduire immédiatement à l'ambassade d'Italie, située au rond-point des Champs-Élysées. Je fis passer ma carte. Ces messieurs se levè-

rent de table et vinrent au-devant de moi. En montant l'escalier, je les vis sur le palier du premier étage qui me regardaient venir avec anxiété.

— Hé bien ! — me dirent-ils, — où est-elle?

— Mais, c'est ce que je viens vous demander.

Ils me racontèrent alors les circonstances du départ de l'Impératrice, que l'on va bientôt lire, et m'expliquèrent comment ils l'avaient perdue de vue. Navré de ne pouvoir rejoindre l'Impératrice, je leur dis l'autre sujet d'angoisse que j'avais : le chiffre oublié. Je leur confiai que j'étais décidé à tout tenter pour le recouvrer : à quoi ils m'encouragèrent fort. Je retournai donc aux Tuileries. Après plusieurs heures d'efforts et deux essais infructueux, je réussis à pénétrer dans les appartements de l'Impératrice. Au lieu des nobles et courageuses femmes que j'y avais vues cette même après-midi, je les trouvai occupés par des gardes nationaux qui bivouaquaient. Une cruche au large ventre sur la table du salon des dames d'honneur, de gros verres brisés, quelques chaises renversées, des traces de pieds poudreux sur les parquets, voilà tout ce qui annonçait le passage d'une révolution. Malgré la présence d'un grand nombre de témoins, je pus reprendre le chiffre de la correspondance impériale sans que personne soupçonnât qui j'étais ni ce que j'étais venu faire.

Il était plus de minuit lorsque, dans mon appartement de la rue Saint-Placide, j'achevai enfin de déchiffrer le télégramme de Napoléon III.

A cette heure, la révolution était consommée. Trochu qui s'était levé gouverneur de Paris au nom de l'Empereur, se couchait, dans le même lit, président de la République, ou peut s'en faut, après avoir détruit le Gouvernement dont il faisait partie et servi de chef à l'insurrection qu'il devait combattre. La souveraine, pour laquelle il avait juré de mourir, chassée de son palais, séparée de ses serviteurs, essayait de prendre quelques heures de repos, que la fatigue disputait à l'angoisse, et, au lever du jour, commençait pour elle la première étape de l'exil. On va en suivre toutes les péripéties.

DES TUILERIES A HASTINGS [1].

Lorsqu'on eut décidé l'Impératrice à quitter les Tuileries, Sa Majesté sortit de ses appartements par la galerie de Diane. Elle était accompagnée de madame Lebreton, du prince de Metternich, du chevalier Nigra, de l'amiral Jurien de la Gravière, de M. Conti et de M. Eugène Conneau. Il était trois heures et demie. Sa Majesté, arrivée à l'extrémité de la galerie de Diane qui touche au pavillon de Flore, tourna à gauche, suivit la galerie qui règne dans les bâtiments neufs, traversa la nouvelle salle des États et arriva devant la petite porte qui donne accès dans la grande galerie du Louvre. Cette petite porte était fermée. Il fallut rebrousser chemin. On regagna la pavillon de Flore. De là, on pouvait descendre dans le souterrain des cuisines, qui communiquait avec la berge de la Seine. Mais, au moment où l'Impératrice et les personnes qui l'accompagnaient étaient engagées dans l'escalier, elles virent un mouvement se produire dans la cour des Tuileries et un certain nombre d'individus accourir en désordre. Elles crurent le palais envahi et remontèrent au premier étage, tandis que l'amiral Jurien de la Gravière, se détachant du petit groupe qui entourait Sa Majesté, allait reconnaître l'état des choses et parlementer, s'il le pouvait, avec la foule. Instinctivement, on reprit le chemin déjà parcouru et, de temps en temps, on s'arrêtait pour se rendre compte de la situation. Sur le quai, le tumulte grossissait de minute en minute et des cris furieux montaient jusqu'à l'auguste fugitive. Dans la cour des Tuileries, des mouvements de troupes avaient lieu. La cavalerie se replia derrière l'infanterie : ce qui fit croire un instant à la foule répandue sur le Carrousel que celle-ci allait se servir de ses

1. Quelques jours après notre installation à Chislehurst, madame Lebreton, sur le désir de l'Impératrice, me raconta tout ce qui s'était passé depuis le moment où l'Impératrice avait quitté ses appartements jusqu'à celui où elle avait mis le pied sur le sol anglais. J'écrivis, en quelque sorte, sous sa dictée ; puis je lui fis relire mon travail pour m'assurer que je n'avais rien omis ni rien altéré. C'est ce récit que je reproduis sans y changer un seul mot.

armes, tandis que, en réalité, le château était sur le point d'être abandonné. Le général Mellinet parlementait avec la principale colonne insurgée, qui envahissait le palais du côté des jardins. Déjà le drapeau était abaissé ; le bruit s'était répandu partout que l'Impératrice était partie et ceux de ses serviteurs qui étaient restés derrière elle, rassurés sur le sort de leur maîtresse, avisaient à leur propre départ.

Cependant, la petite troupe était revenue devant la porte de la galerie du Louvre et cette porte se trouva ouverte. L'Impératrice pénétra donc dans le musée, alors privé par ses ordres de presque toutes ses toiles qui allaient être expédiées à Brest et mises ainsi à l'abri du siège. On traversa successivement la grande Galerie, le grand salon Carré, la galerie d'Apollon. Un gardien du musée marchait à quelques pas en avant de l'Impératrice pour montrer le chemin. Dans le salon des Sept-Cheminées, devant la grande toile de Géricault qui représente le naufrage de la *Méduse*, Sa Majesté s'arrêta. Elle était inquiète du sort des personnes qu'elle avait laissées dans les Tuileries et qui n'étaient point, croyait-elle, prévenues de son départ. Elle voulut bien ordonner à M. Conneau d'aller les informer à cet égard et de veiller à ce qu'elles sortissent sans danger. M. Conneau obéit et prit congé de Sa Majesté en lui baisant la main. Le gardien, présent à cette scène, se découvrit, comme s'il eût compris pour la première fois quelle était la personne dont il guidait la fuite. Puis, il se remit à marcher devant l'Impératrice. Au bout de cette succession de galeries, qu'occupaient autrefois les tableaux de l'École française, s'ouvre un palier qui communique avec la colonnade. De là, descend un large escalier droit au bas duquel se trouve la galerie qui renferme les antiquités égyptiennes. C'est au bout de cet escalier que la petite troupe se diminua encore de M. Conti, par la volonté expresse de l'Impératrice. Sa Majesté embrassa M. Conti et lui dit au revoir, sans pouvoir lui donner rendez-vous nulle part, car elle ignorait ce que le hasard déciderait de sa route au sortir des Tuileries.

On se trouva enfin sous la voûte qui fait communiquer la cour du Louvre avec la place Saint-Germain-l'Auxerrois. Les grilles étaient fermées. On essaya en vain d'ouvrir une

des grilles latérales. Il fallut que le concierge ouvrît, toute grande, la porte du milieu. L'Impératrice prit le bras du chevalier Nigra et madame Lebreton celui du prince de Metternich. Ils s'avancèrent ainsi dans l'espace vide qui sépare les deux parterres appelés les « Jardins de l'Infante », Deux flots de peuple, débordant l'un du quai, l'autre de la rue de Rivoli, venaient se heurter et se confondre sur la petite place plantée d'arbres qui s'étend devant Saint-Germain-l'Auxerrois et devant la mairie qui lui est symétrique. Les étroites rues qui débouchent au fond de la place fournissaient aussi, de minute en minute, un contingent à la foule.

A ce moment, un gamin de dix-huit à vingt ans aperçut les deux femmes, courut vers elles, reconnut, selon toute vraisemblance, l'Impératrice, la menaça un instant du poing et retourna vers la foule en courant et en criant comme pour donner l'éveil. Mais sa voix ne se fit pas entendre au milieu du tumulte assourdissant qui régnait sur la place, et l'Impératrice put atteindre en quelques instants les voitures de place qui stationnent le long du trottoir. Elle monta dans la première, qui était un fiacre fermé; madame Lebreton prit place auprès d'elle. Elle donna au cocher l'adresse d'un de ses amis qui, par sa nationalité, devait être, plus que tout autre, à l'abri du soupçon et du danger et qui, le matin même, était venu lui offrir son dévouement.

Au moment où le fiacre s'ébranlait, le gamin reparut, allongeant le poing dans la voiture jusque sous le visage de Sa Majesté et proférant des menaces inintelligibles. Le chevalier Nigra le saisit et le retint jusqu'à ce que la voiture se fût perdue dans la foule. Quant au prince de Metternich, il s'était éloigné un instant auparavant dans la direction du quai, cherchant, sans doute, une voiture qu'il savait stationnée à peu de distance et qu'il voulait mettre à la disposition de l'Impératrice.

Le fiacre descendait au pas la rue de Rivoli, où se pressait une immense multitude. Les uns se rendaient déjà à l'Hôtel de Ville pour acclamer le nouveau Gouvernement ; les autres voulaient assister à la chute des Tuileries et voir encore une fois la demeure des souverains livrée au peuple. Les cris de

Vive la République ! Vive la nation ! et de *Déchéance !* se croisaient de tous côtés. Aux fenêtres de la caserne du Louvre, des soldats, portant les uniformes de la garde impériale, regardaient passer l'émeute. Quelques-uns, — les plus jeunes, — s'unissaient aux cris populaires ; les autres, plus âgés, tordaient silencieusement leur moustache. L'Impératrice, le voile baissé, la main devant la bouche, ne perdait aucun trait de ce spectacle. Ceux qui passaient jetaient un regard dans la voiture. Un homme du peuple avança la tête par la portière opposée à l'Impératrice et hurla : « Vive la nation ! » A la hauteur de la rue du 29-Juillet, madame Lebreton engagea le cocher à quitter la rue de Rivoli : « Nous sommes un peu pressées, lui dit-elle, vous devriez prendre une route moins encombrée. » Le cocher obéit et fit prendre à ses chevaux une allure plus rapide. Au coin de la rue Caumartin et du boulevard des Capucines, l'Impératrice vit un groupe arrêté devant une boutique. On renversait et on brisait l'écusson impérial, accroché au-dessus de la porte : « Déjà ! », dit Sa Majesté à madame Lebreton.

Le fiacre s'arrêta devant le numéro *** du boulevard Malesherbes. Là, on apprit du concierge que la personne chez laquelle on se rendait était absente et que l'appartement était désert. On avait congédié le cocher : il fallut envoyer chercher une autre voiture. L'Impératrice y monta et se fit conduire chez M. de Piennes, qui habitait à l'avenue de Wagram. Il n'était pas chez lui. Un seul domestique se trouvait dans l'intérieur de l'appartement. Il répondit à travers la porte aux questions qu'on lui adressa. Par un hasard singulier, il était enfermé et ne put faire entrer les étrangères.

L'Impératrice songea alors à la Légation américaine, mais ni elle, ni madame Lebreton ne savaient l'adresse du ministre des États-Unis, M. Washburne. Cependant, cette idée lui en suggéra une autre. Elle se rappela qu'une personne très dévouée et qui lui appartenait en quelque sorte, le docteur Evans, habitait à l'avenue de l'Impératrice. Sa nationalité américaine et sa position indépendante lui permettraient de donner asile à la souveraine sans être compromis ni inquiété.

On arriva chez le docteur. Les deux femmes furent introduites dans son cabinet et l'Impératrice s'assit, le dos tourné

à la porte, afin d'éviter qu'une exclamation du docteur, en l'apercevant, ne trahît sa présence aux domestiques. Le docteur Evans, dès qu'il eut reconnu Sa Majesté, avisa aussitôt aux moyens de combiner son départ. Il avait, ce jour-là, à dîner un de ses amis intimes, Américain comme lui, M. K... Il demanda à Sa Majesté la permission de le mettre dans la confidence, assurant que son sang-froid, son intelligence et son énergie, seraient certainement utiles à l'entreprise qu'on allait tenter. L'Impératrice y consentit aussitôt. M. Evans se rendit d'abord dans l'intérieur de la ville afin de constater le progrès de la révolution. Il revint, raconta à Sa Majesté que les Tuileries avaient été envahies, puis évacuées, qu'elles étaient actuellement occupées par la garde nationale, que la République avait été proclamée et qu'un Gouvernement était en train de se constituer à l'Hôtel de Ville. Les ministres avaient quitté leurs ministères ; les pouvoirs établis par la Régente n'existaient plus.

Le docteur Evans et M. K... voulurent s'assurer par eux-mêmes que la sortie de Paris était libre. Ils se rendirent aux fortifications : les portes n'étaient point gardées. La voiture put sortir et rentrer sans être l'objet d'aucun examen.

L'Impératrice prit quelque repos. A cinq heures, elle montait en voiture avec madame Lebreton, le docteur Evans et M. K... Quelques mobiles étaient en faction à la porte de Neuilly ; mais ils n'arrêtèrent qu'un instant les voyageurs, et la voiture s'éloigna rapidement par l'avenue de la Grande-Armée.

On se dirigea sur Saint-Germain-en-Laye et on traversa les rues de la petite ville, remplies de tumulte. De Saint-Germain on prit la route de Mantes. A Mantes, le docteur Evans remisa ses chevaux et sa voiture chez un ami. Il se procura une autre voiture qui conduisit Sa Majesté jusqu'à quelques lieues d'Évreux. Vers le milieu de la nuit, on changea encore de voiture. On traversa Évreux dans la matinée du 5 septembre. La grande place était couverte de mobiles qui venaient recevoir des armes à l'Hôtel de Ville. Leur commandant, le comte d'Arjuzon, chambellan de l'Empereur, sortait de la mairie en habits bourgeois. Ses yeux rencontrèrent ceux de madame

Lebreton ; on ignore s'il a reconnu l'Impératrice ou sa compagne.

Au sortir de la ville, il fallut faire une halte. On s'arrêta devant une auberge ; on fit manger les chevaux sans les dételer. Un grand nombre de mobiles affluaient dans cet endroit. Ils retournaient dans leurs villages, après avoir reçu leur équipement. Ils passaient et repassaient auprès de la voiture, regardant avec curiosité les deux femmes qui n'étaient pas descendues. Le docteur Evans entra dans l'auberge et rapporta des vivres. L'Impératrice fit un léger repas dans la voiture.

Dans le courant de cette même journée, une nouvelle station fut nécessaire pour changer encore une fois de voiture. On suivait la route d'Évreux à Bernay pour gagner, de là, Lisieux et le bord de la mer.

Le docteur Evans et M. K... montaient, de temps à autre, sur le siège, en apparence, pour fumer un cigare, mais, en réalité, pour connaître les sentiments du cocher et s'assurer s'il ne soupçonnait rien. Le dernier voiturier, qu'on avait pris après avoir dépassé Évreux, se réjouissait de la révolution parisienne et manifestait l'espoir qu'on « ferait leur affaire à tous les bourgeois ». Néanmoins, il était loin de deviner qui il conduisait. Vers le soir, se trouvant assez éloigné de son point de départ, cet homme refusa de conduire plus loin les quatre voyageurs et les déposa devant une auberge (madame Lebreton n'a pu se rappeler le nom). On dut traverser la grande salle de l'auberge qui servait, en même temps, de cuisine et où plusieurs buveurs étaient installés. Tandis que Sa Majesté se reposait dans la seule chambre qui fût disponible, les fugitifs eurent un moment de vive inquiétude en apprenant qu'un homme, venant de Paris, était descendu à l'auberge après eux et s'était informé du nom des voyageurs de passage. Ils se croyaient déjà découverts. On avertit Sa Majesté, mais l'homme, qui n'avait ni intention, ni soupçon, se contenta de savoir que quatre Anglais étaient arrivés un moment avant lui et s'éloigna après avoir satisfait sa curiosité.

Il eût été possible à Sa Majesté, pour éviter le danger continuel d'être reconnue, de déguiser un peu cette physionomie dont les traits, grâce à la photographie, sont gravés dans toutes les imaginations et ne peuvent plus, dès qu'on les connaît, être

confondus avec d'autres. Il lui eût été possible de se vieillir par un changement de coiffure ou par quelque autre négligence calculée. Madame Lebreton, avec cette liberté que la situation exigeait et qu'autorisait son dévouement, reprocha à l'Impératrice de se refuser à ces utiles précautions et accusait la « coquetterie » de Sa Majesté[1]. Mais ce n'était point une coquetterie vulgaire. L'Impératrice redoutait, avec raison, le ridicule auquel l'exposerait un déguisement, au cas où, par malheur, elle serait découverte. Elle voulait, dans cette circonstance, retrouver son prestige de femme et de souveraine ; elle avait conscience de l'impression profonde qu'elle produirait alors sur ceux qui essaieraient de l'arrêter. C'était là sa seule défense, sa seule chance de salut et, en tout cas, le dernier moyen qui lui restât de tomber en Impératrice.

La nuit du 5 au 6 septembre se passa paisiblement dans cette auberge de campagne. Le matin, une voiture conduisit l'Impératrice et ses compagnons à une station de chemin de fer. Mais les heures n'avaient pas été bien calculées. On dut attendre longtemps dans la gare l'arrivée du train. Son voile baissé, l'Impératrice lisait. A Lisieux, on quitta le chemin de fer. Là encore, la gare et la ville étaient encombrées de mobiles. Une voiture emmena les voyageurs à Deauville et les déposa devant un vaste hôtel où était logée, en ce moment, la femme du docteur Evans. Tandis que M. K... et madame Lebreton entraient par la grande porte, se donnant pour un couple en voyage, on introduisit l'Impératrice chez madame Evans, à laquelle elle était censée faire une simple visite.

Restait la grande difficulté : trouver les moyens de sortir de France. M. Evans s'en occupa immédiatement. En flânant sur le quai, il avisa un tout petit yacht aux allures élégantes. Il questionna ; il apprit que le yacht était la propriété de sir John Burgoyne, officier dans l'armée anglaise, et que ce gentleman se trouvait, en ce moment, à Deauville. Le docteur alla trouver sir John Burgoyne ; il s'ouvrit à lui. Sir John demanda seulement le temps de consulter sa femme et la

1. Madame Lebreton voulait parler de cette ligne au crayon noir dont l'Impératrice soulignait sa paupière inférieure, comme je l'ai expliqué au premier chapitre.

journée n'était pas finie que sa réponse affirmative parvenait au docteur Evans.

Vers minuit, l'Impératrice sortit de l'hôtel où elle s'était tenue cachée jusque-là ; elle traversa les pelouses de Deauville, éclairées par la lune. Tout était désert et silencieux. Quelques douaniers se promenaient au bord de la mer près de l'endroit où était amarré le yacht. Sir John Burgoyne attendait Sa Majesté. Il la salua d'un *shake-hands* familier, comme une personne qu'il eût connue de longue date, et l'introduisit sur son bateau. Quand il fut arrivé dans la cabine, changeant tout à coup d'attitude, il prit la main de l'Impératrice et la baisa. A ce moment, la ville endormie était réveillée par des cris et des chants. Les passagers du yacht prêtèrent l'oreille, ils distinguèrent le son de *la Marseillaise*, mêlée à ces cris qui les poursuivaient depuis les Tuileries : « Vive la République ! Vive la nation ! » L'Impératrice crut un moment qu'on avait retrouvé sa trace. Mais on fut bientôt rassuré. C'était l'arrivée du train de Paris qui causait cette émotion nocturne. Les voyageurs, après avoir crié et chanté, se répandirent dans les hôtels ; tout rentra dans le silence.

A cinq heures du matin, le yacht appareilla et l'Impératrice perdit de vue les côtes de France. Lady Burgoyne l'avait installée dans sa propre cabine et l'avait, ensuite, laissée seule avec madame Lebreton. Les premières heures de la traversée furent paisibles ; la brise fraîchit avant que le yacht fût entré dans les eaux de l'Angleterre et devint tellement forte sur le soir que Sir John Burgoyne se sentit inquiet. Ces inquiétudes n'étaient que trop justifiées, puisque le coup de vent de cette même nuit fit périr corps et biens, dans les même parages, un petit yacht à peu près semblable à celui qui portait l'Impératrice. Un peu plus loin, dans la Manche, se perdait le vaisseau de guerre anglais le *Captain*, dont le commandant, par une étrange coïncidence, portait aussi le nom de Burgoyne et dont le naufrage produisit en Angleterre une vive émotion.

Sir John se garda de communiquer ses appréhensions à son auguste passagère, mais, à travers les minces cloisons du bateau, elle l'entendit se consulter avec lady Burgoyne, femme de tête et de courage, dont il ne dédaignait pas l'expé-

rience. En réalité, il n'était pas plus marin qu'elle-même et c'était sur lui, cependant, que reposait le salut et la direction du bateau. Fallait-il courir devant le vent? Fallait-il tenir à la cape? Lady Burgoyne conseilla cette dernière manœuvre et l'on se rangea à son avis.

Il vint un moment, pendant cette longue nuit, où il sembla à l'Impératrice que la frêle carcasse du yacht se brisait et où elle entendit une exclamation sinistre : « *We are ashore.* »

— Que disent-ils? — demanda madame Lebreton qui n'avait plus la force de prier, mais qui crispait ses doigts autour de son chapelet.

— Ils disent, — répondit l'Impératrice, — que nous sommes à terre !

Et madame Lebreton, rassurée par cette traduction optimiste, de s'écrier :

— Ah ! Dieu soit loué !

Elle n'apprit que plus tard dans quelle extrémité s'était crue l'Impératrice. En effet, ce n'était qu'une fausse alarme et, après cette terrible lutte, quand le jour parut, le vent se calma et le bateau put reprendre sa route. Il déposa enfin l'Impératrice dans le petit port de Cowes (île de Wight) De là, Sa Majesté se rembarqua pour la terre ferme et toucha l'Angleterre peu d'heures après. Le soir de ce jour (c'était le jeudi 8 septembre), l'Impératrice avait rejoint son fils à Hastings.

(La fin prochainement.)

AUGUSTIN FILON

UN VILLAGE

COMME IL Y EN A TANT D'AUTRES

A la sortie de Saint-Quentin, la route que suit l'auto s'est enfoncée au creux d'une dépression de terrain ; de droite et de gauche ont paru, marquées à fleur de sol par un lacis de lignes crayeuses, les seules traces qui subsistent des défenses Hindenburg.

« Ce sont des prisonniers boches, — me dit ma camarade, — qui ont comblé ces tranchées.

Ma camarade est au volant ; du fond du fossé où nous sommes descendues, elle lance sa voiture à l'assaut de la crête que dominent de longues rangées de croix. Cimetières anglais et français, cimetières allemands se succèdent ou se confondent au bord de ce qui, en 1917, était resté le gouffre infranchissable entre nos armées de poursuite et la ville déchiquetée. Ensuite, le déroulement recommence des paysages monotones qui me sont apparus, dès ce matin, quand le train de Paris a eu franchi Noyon : il y a les larges étendues de bled où l'herbe vivante et le chiendent flétri mêlent leurs touffes suivant de telles alternances qu'on croit reconnaître les ocellures vertes et jaunes d'une toile de camouflage ; il y a les décombres, plâtras et morceaux de briques, qu'un déblaiement sommaire a tant bien que mal tassés, et près

desquels campent des hommes, sous des abris de tôle, qui semblent les garder ; il y a, immense dans ces plaines désertiques, l'arbre qu'a épargné la dévastation, et qui dresse contre le ciel ses ramures écartées, seul témoin d'un passé où là commençait un bois, un parc, un verger. Serait-il bien vrai, toutefois, de dire qu'entre cette région-ci et d'autres, que les bombardements ont broyées, aucune différence n'existe et que toutes soient meurtries de la même manière et au même degré? Des deux côtés de la route, par exemple, voici que surgissent des souches de hauteurs égales, aux coupures aussi nettes que si un geste chirurgical les avait sectionnées : comment, en les voyant, ne pas évoquer par contraste les troncs auxquels la mitraille a arraché leurs branches comme à un jeu de massacre, et dont les silhouettes dissemblables sont celles de tragiques fantômes?

Roulant entre ces deux rangées de souches, si propres et si bien alignées, il faut donc se rappeler que ce pays-ci ne fut pas celui des longues préparations d'artillerie, ni des attaques furieuses, ni des contre-attaques répétées ; son signe particulier, ce fut d'être ravagé méthodiquement, soigneusement, à l'allemande. Le mot ne serait pas désavoué par les historiens d'outre-Rhin qui, déjà, ont fait l'apologie de l'implacable système suivant lequel tout s'enchaîne : la création artificielle de cette zone de mort, le recul des armées impériales en 1917, et la ruée sur Amiens en 1918, si foudroyante que le monde entier, pendant quelques jours, put croire qu'elles tenaient la victoire. Chez nous, cependant, à mesure que les preuves des destructions volontaires s'imposent à notre vue, l'écho des indignations françaises se réveille dans nos cœurs. Comme en 1917, nous voilà prêtes à clamer que, cette entreprise si froidement calculée, ce fut, de la part de nos ennemis, le crime imbécile, inhumain, inexpiable — celui que leur défaite même et leur humiliation finale ne sauraient assez payer... Mais, en bordure de ce champ, quelle est donc la merveille que je découvre et que j'admire au point que, tout à coup, les paroles de haine sont mortes sur mes lèvres? Je demande à ma camarade :

— Alors, quoi? On replante?

Elle sourit, comme moi, à la ligne des arbrisseaux graciles

arrivés tout fraîchement de chez le pépiniériste, à peine acclimatés à la glèbe rude, aux grands vents et aux larges espaces. Puis, son regard guide le mien, par delà cette plantation nouvelle, vers un point du champ que domine le groupe composé de l'homme au labour, de la charrue, des chevaux.

— On replante, — me dit-elle, — et on cultive aussi. *Ils* ont eu beau faire : ici, ils n'ont pas pu empoisonner la terre...

C'est vrai que, depuis quelque temps, le bled vert et jaune est coupé, de place en place, par de longs rectangles bruns, modelés en énormes mottes que divisent des sillons. Or, plus l'auto avance, et plus diminue la surface du bled, couleur de guerre ; plus augmente celle de la terre féconde, travaillée pour les futures moissons. Jadis, à peine si, étant donnés mes goûts de promeneuse citadine, il y aurait eu là de quoi, pendant quelques secondes, retenir mon attention; mais cinq années de rapports fraternels avec des soldats de toutes origines et de toutes conditions, en développant mes facultés de sympathie, m'ont enrichie de bien des joies. Avec un respect attendri, et tel que l'éprouverait un paysan, je contemple donc ces étendues plates, sans beauté de couleur ni de relief, où germe le grain nourricier ; puis, encore, voilà que s'installe en moi la prescience d'une autre joie qui va se rattacher à la première, mais qui sera plus aiguë, plus intime, et que ma camarade m'aide enfin à reconnaître quand elle m'annonce :

— Au prochain tournant, nous verrons le clocher du Village!

Ainsi, ces terrains cultivés, ces champs où paraissent des promesses de prospérité, il m'est permis de les situer dans la proximité immédiate du Village; non pas d'un village quelconque, dont le nom me serait indifférent, mais celui entre les villages martyrs dont j'ai le plus désiré qu'il revive, ayant le mieux connu l'histoire de sa passion. Aux espérances que j'exprime, ma camarade, d'ailleurs, donne cette confirmation :

— Oui, nous ne sommes pas trop en retard ! A l'avant-garde, disent même les gens officiels, de la reconstitution !

Elle pourrait en ressentir de l'orgueil, s'étant mise l'an dernier au service du village, et lui ayant donné depuis lors

tout son travail, tout son temps, tout son cœur. Seulement, ma camarade n'est pas une orgueilleuse ; elle ne se repaît pas de satisfactions solitaires, mais d'émotions qui se partagent. M'ayant rejointe aujourd'hui, elle revit mieux en ma présence les souvenirs qui nous sont communs : pour elle comme pour moi, donc, la confrontation se fait entre l'existence actuelle du village, encore précaire mais tournée vers l'avenir comme celle des convalescents, et la chronique lamentable que nous récitaient les habitants échappés de ses ruines, il y a trois ans, aux derniers jours de mars, après que les camions britanniques les avaient déposés à notre hôpital d'Amiens.

*
* *

Naturellement, aux flancs de la vaste caserne qui avait logé déjà jusqu'à trois mille blessés, il y avait place pour bien d'autres rapatriés que ceux du Village. En fait, pendant trois jours de suite, les Anglais tirèrent de leurs voitures les vieillards moribonds, les femmes épuisées, les enfants rachitiques, tout le pauvre troupeau humain que les armées en retraite nous avaient laissé, dédaignant de l'emmener. Médecins et infirmières, il nous fallait sans relâche improviser des secours ; à peine avions-nous le temps de recueillir par bribes les cent récits pareils où s'unifiait la plainte, semblait-il, de la France envahie. Et peu à peu, cependant, parmi tant de souffrances, chacune prit un nom, une figure ; à toutes, nous donnions nos soins ; mais certaines étaient celles qui, aujourd'hui, encore, réveillent notre peine, ou notre tendresse, ou notre vénération. Le Village, ainsi, nous est demeuré si cher : car du Village étaient venus Lucien, Jeannot et Marie Bernard.

Qu'elle semblait anormale, la présence de Lucien dans une salle qu'occupaient, à part lui, de très vieux catarrheux ! Ces vieux, pourtant, étaient pour l'enfant d'anciens compagnons de misère ; et ce furent eux qui, promptement, pitoyablement, me guidèrent vers son lit. Il avait treize ans, un beau regard ; ses prunelles étaient saillantes et ses gencives décollées comme celles des tuberculeux ; et il fallait panser son dos, tout lacéré de plaies, dont les vertèbres perçaient la

peau. Il était un terrible accusateur contre les Allemands ; car, d'après son témoignage et celui de ses vieux amis, il avait été frappé, enfermé, privé de nourriture quand, par faiblesse ou mauvais vouloir, il refusait de travailler. Il était aussi un petit garçon comme on en rencontre dans les contes, qui prêtait une existence merveilleuse aux objets inanimés. On le voyait faire les yeux doux au pot de tisane, à la chemise blanche, à la montre de l'infirmière ; cette montre lui ayant inspiré le désir passionné d'en posséder une, lui aussi, on avait pu, grâce à la complaisance d'un horloger charitable, la lui procurer. Il était mort, trois jours après ; mais, pendant les heures obscures de l'agonie, la montre, au creux de sa main, avait été plus qu'un fétiche, plus qu'une relique ; près de lui, pour écarter les fantômes d'épouvante, elle avait joué le rôle d'une maman, d'un ange gardien, d'une marraine-fée.

Jeannot, pour se défendre contre une broncho-pneumonie qui menaçait de l'étouffer, avait plus de ressources dans son petit corps râblé. Seulement, en ce qui le concernait, la question était : « Fallait-il qu'il vive? Devait-on le souhaiter? » Le docteur, en même temps qu'il l'élevait sur ses paumes et le troussait comme un lapin pour ausculter sa poitrine ronflante, nous avait averties : « Vous savez, c'est un bébé *boche* ! La mère est là. Et il paraît qu'elle a un mari au front. » Naturellement, devant cet enfant sur qui pesait une malédiction, le docteur conservait tout son sang-froid professionnel ; il ordonnait les soins qui, en son âme et conscience, lui paraissaient le plus urgents; et, ces soins, nous, les infirmières, nous les exécutions.

Mon Dieu ! un bébé de dix mois, bien en chair, auréolé de cheveux dorés, dont les bras nerveux savent déjà se défendre, dont les mains potelées savent déjà caresser, cela représente, pour l'avoir amené là depuis sa naissance, tant de veilles et de peines, tant de victoires quotidiennes sur les hasards destructeurs ! Il était naturel que la mère, quelle qu'eût été l'histoire de séduction ou de violence qui avait précédé la conception du petit, n'eût plus aujourd'hui que la volonté exaltée de le garder ! Ce fut ainsi, qu'un soir, elle écrivit à son mari pour lui confesser son malheur ou sa faute, — aussi,

pour repousser d'avance un pardon qui ne s'adresserait qu'à elle et dont serait exclu Jeannot. La lettre partie, pendant quelques jours il arriva que l'enfant fut mieux, que nous crûmes l'avoir guéri. Follement, la mère s'en réjouissait et nous en remerciait. Et nous, qui n'étions guère plus sages, nous étant attachées à ce beau petit pour tout ce qu'il avait de grâce et pour ce, qu'en le soignant, nous l'avions manié, fâché, amusé, calmé, nous nous félicitions bien haut qu'il fût hors de danger.

Une rechute l'emporta ; le même jour, le mari arrivait. Cet homme avait réfléchi ; il avait pris aussi conseil de son capitaine ; il savait que, dès lors qu'il venait, il ne devait pas se poser en justicier. Quand il apprit la mort du petit, il fut convenable ; il ne dit rien de cruel : quand même, pour lui, les choses s'arrangeaient. Chez nous, un chagrin naissait de la pensée amère que, dans le monde bouleversé par tant et tant de morts que rien ne pouvait empêcher, celle d'un enfant, qui s'ajoutait aux autres, fût un bien pour quelqu'un.

Pour nous défendre, toutefois, de l'amertume stérile et du découragement, l'exemple de Marie Bernard s'offrait splendide à nous. Ma première rencontre avec Marie, deux heures après son arrivée, avait été devant le poêle où elle avait mis les langes d'une nourrisson à sécher ; et ce nourrisson, qui n'était pas à elle, l'ayant lavé, torché, changé, elle venait de le pendre au sein de la vraie mère, stupide, qui n'était bonne qu'à l'allaiter. Naturellement, quand on croise un regard comme celui de Marie, on sait à qui on a affaire ; pour surveiller la salle et empêcher les bêtises, pour se relever la nuit et faire boire les potions, pour aider à la manœuvre des thermomètres, des bocks et des ventouses, elle était devenue tout de suite ma femme de confiance. Puis, à mesure seulement que le travail lui en laissait le temps, elle m'avait parlé de sa fille Angèle, qui avait été emmenée prisonnière en colonne avec son mari ; de Paul, son petit infirme, que les Allemands lui avaient laissé, mais qui avait succombé dans le trajet entre le village et Amiens ; de sa maison, au village, qui était brûlée, dont il ne restait rien ; et de son aîné, Marcel, dont elle n'avait pas de nouvelles depuis qu'il avait fui en 1914

pour s'abriter en France libre, mais qui devait être soldat puisqu'il avait vingt ans.

Or, Marcel était devenu en effet un de ces sveltes et graves petits soldats, classe 17, qui savaient si bien enrouler leurs molletières, qui ne s'engonçaient plus comme leurs aînés en des tricots disparates, à qui le casque seyait comme à de jeunes athlètes. Il vint, sa mère le vit ; pendant quatre jours, il ne la quitta pas ; et puis il repartit ; et deux semaines plus tard, au Chemin des Dames, une balle errante le tua.

Ce fut, cette fois, le coup dont Marie pensa mourir aussi ; elle se coucha, elle cracha le sang ; dans sa figure rétrécie, ses yeux, derrière les verres de ses lunettes, perdirent cette lueur qui annonçait l'action comme l'éclair de la faux annonce l'épi coupé, la moisson bientôt faite. Cependant, elle se releva, elle sortit de l'hôpital ; elle chercha du travail ; comme de juste, elle en trouva. Sou à sou, elle amassa l'argent que lui donnaient des bourgeois pour frotter leurs parquets, monter leur charbon, lessiver leur linge, faire toutes les dures besognes devant lesquelles sa vigueur paysanne ne renâclait pas. Au bout de tant d'efforts, elle apercevait qu'elle retrouverait sa fille, qu'elle rebâtirait sa maison ; pour cela, il fallait, à vrai dire, la victoire de la France : mais elle n'en doutait pas.

A Paris, pendant les bombardements de 1918, au moment des pires angoisses de l'offensive de mars et de l'offensive de mai, elle continua son patient labeur de fourmi économe. Puis ce fut la déroute de l'ennemi, l'armistice, la France couverte de gloire ; et Marie nous dit, toujours travaillant : « Enfin nos fils ne sont pas morts pour rien ! » Après cela, Angèle lui fut rendue, comme elle y avait compté ; mais la petite, débarquant à Paris, rapporta que son père avait voulu retourner au Village ; une dizaine d'entêtés, comme lui, essayaient d'y revivre, avec un ravitaillement de hasard, sans meubles et sans feu, couchant sur la terre nue, mais commençant quand même à déblayer un peu dans le tas des vieilles ferrailles, des vieilles boîtes de conserves, des débris de toutes sortes parmi lesquels, peut-être, il restait quelque chose à sauver. Marie, sitôt qu'elle sut cela, dit qu'elle allait partir, que sa place était là-bas. En vain, nous tentâmes de la retenir,

lui parlant d'Angèle, lui montrant qu'il serait trop dur d'imposer une pareille épreuve à une jeune fille qui venait de pâtir de deux ans de captivité ; mais elle nous répondit :

— Pour la petite, oui, bien sûr, ce ne serait pas à faire ! Alors, je vous la laisse ! Vous me la soignerez bien !

Et nous insistions, encore, tentant de lui prouver qu'elle-même n'était pas si forte qu'elle en avait l'air, qu'il ne fallait pas qu'elle mourût d'une congestion.

— Ah ! écoutez, — nous déclara-t-elle en manière d'adieu, — ce qu'il faut, et tout de suite, c'est que je nettoie mon jardin !

*
* *

Une première fois, je suis venue au Village au printemps dernier. Deux mois plus tôt, et alors que la neige de mars confondait sous ses épaisseurs ouatées les champs incultes et les routes défoncées, ma camarade y était arrivée. Par suite d'un malentendu, personne ne l'ayant attendue à la gare la plus proche, elle avait marché pendant douze kilomètres, se guidant sur la silhouette du clocher, dont elle savait, par chance, qu'il était le seul debout dans toute la contrée. Cependant, l'embarras était de distinguer, parmi les maisons écroulées, celles à l'abri desquelles des êtres vivants pouvaient bien camper. Un peu à l'aventure, elle avait toqué à une porte, qui s'était ouverte ; un homme était sorti ; d'autres hommes, — une trentaine, que Marie Bernard guidait, — étaient accourus au bruit. Ils s'émerveillaient :

— Quoi? C'est donc vous, la demoiselle qui vient habiter avec nous dans nos ruines?

Elle, avec son voile flottant et son manteau bleu, et eux, les pauvres gens haillonneux, grelottants, ils devaient assez bien représenter une scène de la Vie des Saints, comme l'eût peinte en tons plats ou l'eût sculptée en haut-relief un artiste du XIIIe siècle. Mais, en un temps où existent des chemins de fer, des autos, de grands services publics et de puissantes organisations privées dont le seul défaut est de ne pas toujours coordonner leurs activités variées, ma camarade, évidemment, n'allait pas s'immobiliser dans cette attitude

des bras qui s'ouvrent, des mains qui étreignent, de l'amour qui ne crée pas et qui sourit seulement.

Dès le lendemain, elle découvrit dans les environs un centre automobile que régissait un adjudant qu'elle avait soigné naguère ; dès lors, ayant emprunté la camionnette qui lui faisait défaut, elle s'en fut chez le préfet, à l'évêché, à la Croix-Rouge américaine ; elle visita les hôpitaux dont elle connaissait les médecins-chefs et dont le matériel n'était pas dispersé : partout, elle fit son butin, usant de cette souple politique qui, aux infirmières du temps de guerre, a tenu lieu de système D. Tout le monde sait en quoi, pour les poilus, a consisté ce système trop fameux : prendre ce qu'on n'aurait pas eu autrement, ne pas se faire pincer, telle était la règle d'un jeu peu honnête, mais qui était le seul, peut-être, que des hommes commandés par des hommes eussent le moyen de jouer. Sans nous en glorifier, constatons que les femmes, en se faisant permettre ce qui était défendu, avec moins de risques, atteignaient aux mêmes buts.

L'excellent système, une fois de plus appliqué, remplit la camionnette de lits et de matelas, d'ustensiles et de linge, de couvertures et de poêles. Naturellement, ce fut cause, au Village, d'un grand ébahissement ; mais, comme le lendemain la voiture retournait à Amiens, et qu'elle rentrait le soir avec un pareil chargement, les esprits s'habituèrent à l'idée que, maintenant, la demoiselle étant là, on ne manquerait plus de rien. Bien vite, les hommes écrivirent à leurs femmes, réfugiées au loin, qu'ils les attendaient, ainsi que les enfants. Et, pour ma camarade, cet afflux de population nouvelle représentait plus de malades à soigner, une classe à faire aux petits faute qu'il y eût d'école, tout un surcroît de tracas ; mais elle ne s'effrayait pas, comptant qu'il s'établirait une manière d'équilibre entre les secours plus généreux et les besoins plus grands. Elle n'avait pas tort, puisque, de Paris, les administrations toujours un peu lentes se mirent enfin en branle, lui votèrent des crédits; dans le pays même, un major anglais, courtois et diligent, lui offrait ses services, lui construisait un baraquement; et, plus près encore, entre elle et M. le maire, la vie municipale se rétablissant dans cette commune de France comme il fallait le souhaiter, une solide alliance se nouait.

Vers le milieu de mai, je reçus cet appel :

« Venez. Nous avons maintenant quelque chose à vous montrer. »

Or, ce que je vis d'abord, ce fut, entre la gare et le Village, l'éblouissant printemps tout en ciel d'azur, tout en landes fleuries ; plus tard, paraît-il, aux environs du 14 juillet, la terre redevenue sauvage se pavoisa de coquelicots, de bleuets, de marguerites au point qu'aucune estrade officielle, aucun balcon situés sur le parcours du défilé triomphal n'atteignirent à un tel luxe de tricolore ; au moment dont je parle, il n'avait poussé encore que des pissenlits, de la moutarde, des boutons d'or : et cela faisait une ample draperie moirée de toutes les nuances du jaune, un somptueux manteau de sacre qui enveloppait le pays et cachait ses plaies.

Puis, dans le Village même, il me sembla reconnaître certaines supercheries similaires, — encore qu'elles vinssent, celles-là, d'un parti pris humain, d'une volonté courageuse de parader, de plastronner, de ne donner en spectacle que le meilleur aspect des choses.

— Ici, — m'avait dit ma camarade en m'arrêtant devant sa baraque, — vous allez visiter le dispensaire, le magasin, l'école et la chapelle !

La baraque unique servait bien à ces multiples services ; et, ce qui me frappait, moi, la nouvelle arrivante, était que les marchandises, les bancs et le tableau noir, l'autel improvisé, le lavabo à pédales fussent installés dans une promiscuité si étroite. Mais ma camarade, ravie de tant de conquêtes récentes, se dissimulait à elle-même et niait dans tous ses propos l'insuffisance des locaux.

Sans doute, ils sentaient de même, les paroissiens fidèles que, le lendemain, à l'heure de la messe, je vis sortir de leurs maisons sans toits, dégringolantes et ajourées comme celles de Cadet-Roussel ; car, pour affirmer leur dignité persistante de campagnards cossus, ils s'étaient vêtus de leurs meilleurs habits, de leurs robes du dimanche, et des frisures moutonnaient sur le front des petites filles sages. Quel symbole d'illusion héroïque, enfin, un poète eût-il pu inventer, qui valût le rosier de Marie Bernard?

Dès le premier soir, naturellement, Marie avait tenu à me

montrer le jardin qu'elle avait mis quatre mois à débarrasser de ses détritus, de ses immondices, de ses engins meurtriers, puis qu'elle avait bêché, fumé, ensemencé ; maintenant, on y admirait des fraisiers et des pois ramés. Seulement, pour y parvenir de la route, il fallait franchir l'espace où se dressait autrefois la solide demeure construite en briques neuves, bien aménagée, bien meublée, à la façade de laquelle grimpait un rosier. L'espace était béant ; les débris de briques, eux-mêmes éclatés, s'étaient dispersés ; mais, dans tout ce bouleversement, la sève du rosier ne s'était pas desséchée. Marie avait donné pour support à l'arbuste un treillis fait de fils de fer barbelés ; il s'y était accroché, il y avait tendu son réseau de branches, il masquait le vide et semblait de faction pour signifier que l'avenir continuerait le passé.

— Cependant, — ne pouvais-je me tenir d'objecter, — quand l'hiver viendra, sera-t-il bien possible de continuer à vivre, quasiment en plein air, de provisoire et de vaillance?

A quoi M. le maire lui-même, optimiste comme tout le monde, ripostait qu'un service officiel, dit des Travaux de Première Urgence, s'organisait à ce moment ; à la pénurie de main-d'œuvre, il savait que, bientôt, remédierait le travail des prisonniers de guerre ; et puis, maintenant et toujours, ne devait-on pas compter sur l'aide infatigable de nos alliés ?

— L'hiver prochain, d'ailleurs, — m'avait-il dit, cordialement, — vous pourrez vous rendre compte... Car, n'est-ce pas, vous reviendrez?

*
* *

Je reviens en février. L'hiver, jusqu'à présent, n'a pas eu de ces rigueurs, comparables à celles de 1917 ou de 1919, qui aggravent subitement le sort des sans-logis. J'observe que c'est là une grande chance quand je découvre, en traversant le Village, que les maisons du style Cadet-Roussel sont toujours étayées par des moyens de fortune, qu'elles restent inhabitables, qu'elles seront irréparables pour peu que cette situation se prolonge. Qu'a donc fait, depuis huit mois, ce service des Travaux de Première Urgence?

— Ah! — soupire ma camarade, — les T. P. U.! Ou plutôt, le District, comme cela s'appelle maintenant...

Elle soupire ; mais, chez elles comme chez les habitants que j'interroge au passage, il est clair que la déception causée par l'inertie des services publics n'engendre ni le découragement ni la résignation ; en vrais Français qu'ils sont, ces Picards blagueraient plutôt autour du thème éternel, dont certaines variations en patois ont vraiment beaucoup de sel : « C'est la faute au Gouvernement ! » Cependant, il s'agit de me prouver que, pour avoir été négligés par les puissants de ce monde, on n'en a pas moins su se tirer d'affaire, à soi seul, sur le coin de sol dont on était le maître. Ainsi, j'apprends à m'y reconnaître parmi des constructions qui, par défaut d'alignement et à cause de la variété des types, prêtent au village une physionomie un peu barbare.

La baraque de bois, ou la maison en « aggloméré », blanc-de-sucre, qui est accusée de moisir assez vite, ce sont les habitations pour gens riches, que livre à forfait un entrepreneur, mais qu'il est difficile d'obtenir même en les payant fort cher : certaines baraques de six mille francs, commandées en avril, n'ont pas encore été livrées ; un constructeur qui proposait des maisons blanches à onze mille, toutes posées, a fait faillite et n'a plus reparu. En somme, au Village, « l'aggloméré » est représenté par une seule villa, fantaisie que s'est passée une vieille dame ; le bois n'a été employé, de façon rationnelle, que dans les solides baraques de la mairie, de l'école, du poste de la Croix-Rouge ; partout ailleurs, c'est la tôle qui, ne coûtant rien, a servi aux rafistolages suivant les conceptions de chacun.

Extérieurement, la tôle n'est pas belle ; et, quand on revoit aujourd'hui ses plaques mangées de rouille, piquetées de trous qui vont s'élargir rapidement, on frémit de penser combien sont fragiles les garanties qu'elle offre. Cependant, les artisans d'occasion qui en ont fait usage lui ont de la gratitude et vantent ses mérites. Ici, par exemple, tel d'entre eux a blindé les murs de sa maison branlante de sorte que les briques disjointes et les tôles percées se prêtent mutuellement appui comme feraient deux paires de gants, l'une sur l'autre enfilées. Ailleurs, un propriétaire qui n'a retrouvé intacts

que son étable ou son poulailler s'en est fait des chambres pour lui et sa famille ; mais, pour y mettre ses bêtes ou serrer ses outils, il a bâti en tôle plusieurs petites cahutes qui entourent les communs, devenus le principal logis. Le plus souvent, toutefois, la demeure d'un ménage est le « tube » qui jadis constituait l'élément, répété en séries, des campements britanniques. Le tube ou le métro, comme l'a nommé un réfugié de Paris qui avait le sens des analogies, se divise en deux pièces ; il faut prendre l'habitude de ne pas se cogner le front contre sa toiture, ce que rend trop facile sa courbure convexe ; mais on peut s'y plaire pourvu qu'on n'ait pas négligé d'y introduire ces divers raffinements : un doublage soigneux, du lait de chaux à la voûte, un carrelage sur le sol, les rideaux de cretonne demandés à la Croix-Rouge et taillés à la mesure des étroites fenêtres.

Que vois-je encore? Chez Marie Bernard, la belle chambre aux lits neufs, dont elle a fait le musée de tous les cadeaux qu'on lui a donnés, qu'elle-même n'habiterait pas, mais qu'elle est fière d'offrir aux hôtes de passage. Plus loin, ma camarade me montre le tube du garage, celui du magasin, celui de l'infirmerie, toute la cité nouvelle qui a poussé autour de sa première baraque. De cette inspection, vraiment, il devrait résulter des sécurités qui me satisfassent ; mais j'ai beau constater que, grâce à leur ingénieuse industrie, les braves gens d'ici se sont procuré plus d'aise et de confort, je reste peinée encore par la ressemblance de leurs installations avec celles du temps de guerre. Moi-même, en ce dur temps-là, j'ai pu goûter dans des « cagnas » de deux mètres une élégance spéciale qui était faite de quelques bouts d'étoffe plaqués contre de minces cloisons en papier goudronné ; mais j'ai retrouvé, aujourd'hui, mon chez moi véritable, entre des murs de pierre, où le culte des chers souvenirs se perpétue devant le vase fleuri, le bureau, la bergère, et la flamme qui s'est rallumée, qui danse et qui pétille contre les vieux chenets. Eux, mes amis du Village, jadis, à l'écart des grand'routes et des trafics modernes, groupés autour de l'église dont le clocher roman atteste par delà l'explosion l'antiquité massive, ils entretenaient aussi dans leurs maisons bien closes tout un trésor d'intimités précieuses et de traditions familiales ;

mais, de ces traditions, que subsistera-t-il quand, pendant des années, ils auront subi les influences déformantes d'une existence qui n'est pas seulement moins douillette et moins large, mais qui est aussi moins secrète, qui se défend moins bien contre les emprises étrangères et les curiosités du voisinage?

En somme, sous une autre forme, je reconnais le souci qui m'étreignait déjà sur la route de Saint-Quentin, celui du mal sans remède, du désastre irréparable ; mais, le long des champs, une vision soudaine l'avait écartée, celle de la charrue au travail et de la ligne d'arbres fraîchement replantés. Or, ici même, jusqu'à l'intérieur du village, il m'est rappelé maintenant comment, dans ce pays rural, l'asservissement à la terre est la doctrine qui prime tout au point que, s'il le faut, elle se suffit et devient obligation, amour, plaisir. C'est qu'à cette heure où le jour décline, les bêtes qui rentrent à l'étable ou à l'écurie défilent entre les cahutes barbares ; au pas de leurs portes, les ménagères sont accourues pour voir, n'étant pas rassasiées d'un spectacle qui, depuis l'âge pastoral, se répète tous les soirs d'un bout du monde à l'autre, mais dont elles étaient privées il y a quelques semaines encore. Ces vaches à la mamelle lourde, au ventre crotté de boue, ces forts chevaux qui portent le haut collier de labour, il a fallu, en effet, les amener de loin, les acquérir à des prix fabuleux : enfin, les voilà, on les a ; et, chez les pauvres ou les riches qui les suivent du regard, je distingue cette sérénité qu'engendre la satisfaction d'un désir essentiel, celle qui permet d'attendre presque indéfiniment la réalisation d'autres espoirs qu'on a, mais qu'on n'a que par surcroît...

*
* *

Depuis que je suis ici, une pensée m'effleure, me quitte, revient, me taquine, et à la fin m'obsède : quatre jours avant mon arrivée, les prisonniers qui dépendaient du camp de H... et qui travaillaient au Village ont été rapatriés en Allemagne : je ne les ai donc pas vus ; mais je sais que, six mois durant, ils furent associés à toutes les besognes quotidiennes, dans

les fermes et dans les maisons. Sans doute, on les commandait ; mais aussi, ne fût-ce que pour tirer d'eux un meilleur rendement, on tenait compte de leurs aptitudes, de leurs capacités, on demandait leur avis si on le croyait bon ; à la longue, une familiarité s'était établie entre ces serviteurs et la patronne qui leur faisait manger de bonne soupe, ou qui versait du café dans leurs quarts. Or, gardant le souvenir si intense de la haine qu'avaient soulevée contre eux les oppresseurs de 1917, je n'arrive pas à me bien représenter qu'un rapprochement ait pu s'opérer entre des Allemands quelconques et les opprimés de ce temps-là.

Ce matin, un cycliste, avant l'aube, est venu chercher ma camarade pour qu'elle assiste un malade à quelque distance du village. Je suis donc seule, à la baraque de la Croix-Rouge, avec Marie Bernard. Comme toujours, Marie fourbit, astique, et n'interrompt son tapage de balais et de brosses que pour s'assurer que mon feu marche et que je ne manque de rien. Voulant causer, je lui dis :

— Elle tire bien, la cheminée !

— Oui, — me répond Marie, — ce Hans, qui l'a construite, n'était pas maladroit.

Alors, j'admire, un peu intentionnellement, la crédence dont les planches, passées au brou de noix, sont évidées de façon à imiter un modèle « art moderne ».

— Eh bien ! vous ne croiriez pas, — me dit encore Marie, — les deux P. G. de mademoiselle n'ont mis que six jours à la faire !

Pour le coup, je me décide à demander :

— Vos P. G., en somme, vous vous entendiez bien avec eux?

— Ah ! écoutez, — réplique-t-elle, — ils avaient leurs qualités ! Par exemple, ils pensaient d'avance aux choses ! Avec eux, on ne manquait jamais de bois...

— Alors, vous les regrettez?

Marie réfléchit, tâche de dégager la pensée un peu confuse qu'elle garde à ce sujet ; et, pour finir, c'est une parole de miséricorde qui s'échappe de ses lèvres :

— Tout de même, ils avaient bien gagné, après si longtemps, de rentrer chez eux !

Il ne faudrait pas s'imaginer que Marie a dit cela onctueusement, comme une prédicante, ni de la manière agressive que prennent les pacifistes notoires pour traiter des droits du vaincu. De toutes les vertus de Marie, un ferme bon sens est la dominante, qui s'allie à beaucoup de saveur ou même, à l'occasion, de verdeur dans le langage. Puisque ce genre d'histoires m'intéresse, elle m'en conte, à propos de Hans et de Heinrich, où les deux bonshommes commencent à m'apparaître, — l'un, ancien normalien, l'autre, manœuvre illettré, — tous deux façonnés par la captivité en hommes à tout faire, leurs facultés tendues vers ce qui améliorerait leur bien-être. Marie s'amuse franchement de telle ruse qui leur valut de quitter leurs vieux uniformes verts, d'endosser les vêtements neufs que mademoiselle voulut bien leur offrir ; et je devine, à travers un récit où figurent un lapin et des restes de pâté, leur voracité ingénue ainsi que la malice de Marie à leur faire attendre les bons morceaux que, d'avance, elle leur avait gardés. A mesure que je l'écoute, une comparaison surgit dans mon esprit : cette bienveillance, mélangée d'ironie, c'est à peu près l'attitude que, mes compagnes et moi, nous prenions vis-à-vis des Sénégalais qui nous servaient dans nos ambulances d'Orient. Eux aussi étaient complaisants et gourmands ; nous riions également de leurs balourdises ; et ce qui, peut-être, rendait notre indulgence plus facile était que nous les sentions dans notre dépendance, amenés par leur situation militaire à nous devoir la soumission. Faudrait-il donc conclure que, chez ces Boches, la condition de prisonnier a effacé la tare originelle, celle d'avoir été les soldats d'une armée qui a défiguré tout ce pays ?

Je ne sais plus à quoi tendait la question que j'ai voulu poser à Marie :

— Dites-moi, quand les *Boches* étaient ici...

Car, l'évidence qui ressort de ce qu'elle m'a répondu est qu'elle n'a même pas compris qui je lui désignais ainsi. Je pensais, quant à moi, à Hans, à Heinrich et à leurs camarades du camp ; mais Marie, voulant nommer ceux-là, aurait dit les P. G. ; donc, décidément, pour elle, ils n'ont rien de commun avec les pillards, les incendiaires, et les bourreaux d'enfants

dont elle croit que je parle, et dont elle va me redire les forfaits sans nombre...

— Eh ! oui, — ajoute-t-elle alors, — c'est vrai qu'on a vu ça !

On l'a vu ; ce fut le passé terrible ; Marie s'en souvient ; mais on sent à son ton que le passé lui-même ne crie plus vengeance ; plutôt, à cette conteuse modeste, inspirerait-il maintenant un sentiment d'orgueil : « J'en étais ! C'est moi qui ai tant souffert ! » Surtout, le présent est là, exerçant son emprise, imposant ses soucis qui sont peut-être plus chétifs, mais qui sont tissés à la trame de chaque heure. Je quitte Marie, pressée de terminer son ménage ; et, a l'appui des vérités qu'elle vient de me découvrir, voici que va s'ajouter un décisif témoignage : celui de M. G... que j'ai l'heureuse fortune de rencontrer au camp de H..., une heure plus tard.

Avant la guerre, propriétaire d'une grande ferme aux environs de Cléry ; en 1914, mobilisé comme sous-officier, fait prisonnier à l'Yser, et interné dans un camp d'Allemagne d'où il ne revint qu'après l'armistice : tels furent les titres de M. G... à être chargé, comme agent du district, de diriger le travail des prisonniers de H... Naturellement, la première question que je lui pose est :

— Et alors? Et ces *Boches* ?

Et, vraiment, n'étais-je pas fondée à croire que, par une phrase, par un mot, cet homme instituerait une comparaison entre le temps où il les avait pour maîtres et celui où il eût pu les traiter en esclaves? Cependant, il me dit, comme Marie :

— Ah ! ils étaient prévoyants...

Dans les dortoirs vides, où s'aligne la longue suite des poêles de fortune, M. G... explique :

— Nous étions de bonne foi, l'an dernier, en leur disant qu'ils seraient probablement rapatriés à l'automne. Cependant, dès septembre, ils ont commencé à se fabriquer ces poêles...

Sur la qualité de leur travail, il énonce, également, des appréciations modérées, sans parti pris en aucun sens : évidemment, quand on les employait en équipes, on ne tirait pas d'eux autant que s'ils étaient prêtés, isolément, à des fermiers qui

les nourrissaient ; quant à ce qui regarde l'entreprise dont il avait la charge, néanmoins, M. G... n'a pas eu trop à se plaindre : elle est terminée, n'ayant consisté, aussi bien, qu'à boucher les trous dans les champs, à faire éclater les obus, et à permettre aux charrues des tracteurs de labourer sans danger...

Ah ! Je n'oublierai jamais comment cette question des tracteurs, que j'avais mal comprise à travers les réticences de certains de mes amis du Village, me fut éclaircie, devant le camp de H..., face aux plaines que trempait de lumière blonde le magique soleil de février ! Soudain, M. G... avait perdu cet air de nonchalance et d'impartialité avec lequel chacun de nous traite un sujet dont l'intérêt, à la longue, s'est par trop émoussé. Les *Boches* ? Oui, jadis, ils avaient été ses ennemis redoutés, détestés ; ensuite, ils étaient devenus les ouvriers d'un service public dont lui-même était responsable, de sorte qu'il les jugeait en relation avec les tâches accomplies ; maintenant, ils étaient partis ; vraisemblablement, de sa vie entière, il n'aurait plus affaire à eux. Au contraire, toute sa vie était suspendue à ce problème non encore résolu : chez lui, à Cléry, là où le pilonnage de la bataille de la Somme s'est fait le plus durement sentir, en associant à la motoculture toutes les ressources de la chimie agricole, réussirait-on à rendre à ses terres la même jeunesse qu'aux plaines, fraîchement remuées, dont les blondeurs s'étalaient en ce moment à nos pieds?

Pour achever de m'instruire, alors, j'ai voulu savoir d'où venait que les tracteurs, au Village, eussent des adversaires ; et, supplémentairement, j'ai donc emporté de H... quelques aperçus, évidemment exacts, sur la psychologie paysanne.

— Oui, — m'a dit M. G..., — héréditairement, ces gens d'ici sont honnêtes, laborieux, économes ; mais aussi, et en conséquence de leurs qualités mêmes, ils sont individualistes et entêtés. L'emploi normal des tracteurs est d'être associés en batterie ; un petit cultivateur, donc, ne peut en accaparer un pour lui. Il faudrait, dans l'avenir, arriver au travail en liaison, réaliser la formule de la coopérative ; mais, déjà, à l'heure actuelle, et bien que, provisoirement, l'État assume tous les risques, on se plaint de la batterie tout en s'en servant.

Pourquoi? C'est qu'au bout du village, la batterie, avec son régisseur, ses ouvriers techniques, ses conducteurs qui sont payés quinze francs, c'est déjà quelque chose qui ressemble à une industrie urbaine. Et ce prix de quinze francs, surtout, révolte des fermiers qui, avant la guerre, payaient un ouvrier trois francs, une ouvrière trente-cinq sous... Pourtant, ici comme ailleurs, il faudra que les choses se tassent ; le progrès, d'un point qu'il a gagné, en gagne un autre ensuite ; et d'ailleurs, comme gage des transformations futures, il y a que, dès maintenant, la batterie n'embauche guère que des gars du pays...

J'ai pris congé de M. G..., tâchant de faire mienne son espérance : l'avenir, — non pas seulement, pour la France meurtrie, une tradition qui se renoue, — mais un passé meilleur, évolué, transformé. Seulement, à cent mètres du village, j'ai aperçu le vieil Ovide qui gardait ses vaches. Coiffé de son vieux feutre, drapé de sa vieille houppelande, le regard perdu au loin, le vieil Ovide semblait incarner la figure du berger sorti du fond des âges, du berger en lequel nous sommes accoutumés à respecter un sage. Assez à la légère, je lui ai, pourtant, lancé cette question :

— Que regardez-vous, par là? Serait-ce que le tracteur travaille sur un de vos champs?

— El'tracteur! — m'a-t-il répondu. — Avec leur charrue qui n'a cheulement point ed' rasette !

Et, sur la rasette, qui serait une lame chargée de couper l'herbe avant que le soc enfonce en terre, le vieil Ovide m'a fait une leçon que j'ai moins bien comprise que celle de M. G..., car les expressions locales et le chuintement picard contribuaient à beaucoup l'obscurcir. Ce que je démêlais, pourtant, était qu'il niait, de toutes ses forces et de toute sa mauvaise foi, que le tracteur eût les vertus que l'autre lui attribuait. Et le résultat, quant à moi, était que, mesurant l'erreur que j'avais commise en différant de connaître l'ensorceleuse machine, une préoccupation nouvelle se substituait à celle qui me tracassait depuis le matin, de sorte que je me disais, inquiète :

« Ai-je vécu plusieurs jours au Village, allais-je en repartir, sans avoir rien compris de ce qui, autour de moi, soulevait le plus de passion? »

***

Je devais partir hier ; mais, à l'heure où il aurait fallu monter dans l'auto, Georgina, la femme de Théodule, qu'on ne croyait pas si près d'accoucher, a été prise des premières douleurs. Requise comme sage-femme, ma camarade n'a pu, en tant que chauffeur, me conduire à la gare : je suis restée. Au hasard, je dois la série d'images nettes qui ont fixé en moi, au cours de cette journée, les impressions multiples, que, sans choix ni méthode, j'avais auparavant glanées.

D'abord, à travers champs, le régisseur des tracteurs me guidant, nous avons marché, lui et moi, à la rencontre de l'engin merveilleux. Dans sa silhouette, un seul détail pourrait choquer : le dais qui abrite de la pluie le réservoir d'essence et qui ressemble à celui d'une voiture de place dans une ville du Midi. A part cela, une splendide transposition du tank de guerre ; quand un trou se présente, surtout, et que les chenilles s'engagent dans la déclivité qu'aussitôt elles remontent, on admire que le monstre creuse et bombe du dos comme s'il allait charger. Cependant, on l'approche, on l'examine ; à le voir de profil au lieu qu'il se présente de face, il paraît moins terrible ; et on découvre qu'il traîne, au bout d'une laisse pacifique, l'éblouissante charrue à cinq socs sur le passage de laquelle la terre se rebrousse en volutes, comme l'eau sous l'étrave d'un navire.

Autour du tracteur, j'ai vu aussi des hommes : le régisseur, dont c'était la fonction de faire valoir son labourage ; le maître du champ, un silencieux, qui hochait de la tête, et dont on ne pouvait deviner s'il était satisfait ou non ; et puis le maigre garçon en cotte bleue qui, avec tant d'attention, écoutait le bruit du moteur, croyant y reconnaître une note hors du juste accord ; en fait, il ne se trompait pas, de sorte que le tracteur s'arrêta, que le conducteur dut procéder à un nouveau réglage. Et je sus que ce garçon était un enfant du village ; et je compris que, question de salaire à part, il était conquis à la machine, — au progrès, aurait dit M. G..., — en tout cas, à d'autres conceptions de l'utile, du beau, du vrai, que celles qu'on lui enseignait quand il était gamin.

Une autre image, charmante, enveloppée de la douceur de toutes les Nativités, fut celle qui m'accueillit quand je fus admise dans le « tube », voûté comme une chapelle, au centre duquel ma camarade tenait sur ses genoux une petite fille gigotante. A gauche, Théodule, le père, un peu déconfit que « ça ne soit pas un fieu », souriait quand même à cette petite tard-venue, qui suivait ses aînés à douze ans de distance. A droite, Georgina, la mère, couchée dans un grand lit, gardait sur sa face hâlée de paysanne vieillie une expression de tendresse et de délivrance. Et moi, la visiteuse, en apportant suivant l'usage mes souhaits et mes félicitations, je m'émerveillais que, venant au monde dans un village en ruines, l'enfant rose, encore nue, trouvât tout prêts pour son usage le bain tiède, la poudre de talc et le coton stérile, les langes de laine, et le rideau à fleurettes abritant le berceau.

Comme grâce dernière, enfin, au cours de cette journée d'adieux, j'ai demandé à retourner dans toutes les maisons où, depuis quelques mois, il est né d'autres petits enfants. Or, au Village, qui n'a jamais compté plus de deux cents habitants, il en est né dix, en ce court laps de temps. Dix fois, donc, j'ai vu se répéter le touchant prodige : après qu'était franchie la façade rouillée de la cahute de tôle, la découverte de l'humble intérieur dont toutes les blancheurs et toute la parure se concentraient autour d'un nourrisson. Cependant, après que nous avions complimenté, partout, le père qui a rebâti son foyer et la mère qui allaite son enfant, ma camarade m'a dit :

— Nous avons encore une visite à faire !

Et elle m'a entraînée au cimetière.

Là, j'ai revu le cartouche, au pied du calvaire, où sont inscrits les noms des soldats tombés au champ d'honneur. Dix-neuf noms se suivent parmi lesquels le même, précédé de six prénoms différents, rappelle que trois frères et leurs trois cousins, l'un après l'autre, furent tués. Et sans doute pourrait-on dire qu'un si atroce malheur n'a pas épargné non plus, en d'autres régions de la France, certaines familles que le sort, plus particulièrement, semblait avoir marquées.

— Seulement, — m'a dit ma camarade, — venez donc voir ce qu'il advient, ici, des parents qui ne gardent plus de fils...

Et, dans une écurie à demi écroulée, chez le père Benoni et la mère Régina, j'ai vu, en effet, la détresse sans remède de deux vieux dont le grabat pourrit, contre la terre battue, entre des murs fendus, puisque leurs forces usées ne leur permettent plus que d'attendre, serrés l'un contre l'autre, une mort qui tarde beaucoup pour eux.

*
* *

Entre le village et Amiens, la route est longue de cinquante kilomètres. C'est la route dont le tracé sur les cartes tordait nos cœurs d'angoisse quand nous suivions en 1918 l'avance des armées ennemies qui ne put être arrêtée qu'à Villers-Bretonneux. Aujourd'hui, quand l'auto a enfilé sa ligne droite, elle jette à la face des voyageurs qui brûlent les étapes le spectacle de vingt villages détruits.

Ce spectacle, mené dans un rythme trop rapide, et tel que l'enregistrerait l'écran d'un cinématographe, n'est pas tonique en soi ; plutôt, il accablerait l'esprit en lui présentant l'immensité de la tâche qui reste à accomplir et qui décourage l'effort. Cependant, cette route-ci, entre toutes, parle son langage propre, qu'il faut savoir entendre.

Elle rappelle d'abord que, là ou la pire menace se fit jamais sentir, là se firent aussi l'accord de toutes les volontés et l'union de tous les sacrifices qui en eurent raison. Actuellement, prétend la sagesse commune, l'accord est rompu et, dans le monde entier, l'égoïsme règne en maître : donc, pour hâter la résurrection des provinces qui ont tant besoin d'aide, il serait vain de compter sur une nouvelle croisade, sur un nouveau miracle. A la sagesse commune, il ne faut jamais opposer de négations brutales ; mais la route m'a suggéré pourtant quelques raisons de confiance, qui sont peut-être bonnes à dire.

A mi-chemin entre Villiers-Carbonnel et Villers-Bretonneux, j'ai vu un camp britannique qui reste peuplé de soldats, j'ai demandé :

— Que font-ils là encore?

On m'a répondu :

— Ce sont des *grave-diggers*. Ils enterrent leurs morts.

Et, comme je méditais sur les liens, mystérieux et profonds, qui ont dû se nouer entre la terre de France et des hommes qui, depuis seize mois, y creusent des tombes pour les leurs, ma camarade m'a dit :

— Oui, ils sont toujours bien gentils. Ils nous prêtent leurs voitures. Chaque fois qu'on est dans l'embarras, on peut leur demander secours.

Sur l'aide persévérante qui vient de la Croix-Rouge américaine, j'étais instruite déjà. Sans doute, l'heure était passée de l'invasion torrentielle des médecins et des nurses qui, pendant quinze mois, apportèrent chez nous leur dévouement, leurs méthodes, et toutes les ressources matérielles dont leur pays, par enthousiasme pour le nôtre, les faisait les pourvoyeurs. Cependant, rappelés aux États-Unis, ou envoyés ailleurs, ces missionnaires nous avaient laissé quelques-uns d'entre eux, les plus proches de notre esprit, les plus avertis de nos malheurs. Chaque matin, au Village, tandis que j'aidais ma camarade à débiter la satinette, la flanelle, les lessiveuses, les lampes, et tous les humbles biens sans quoi la vie ne serait pas possible, j'admirais que notre ravitaillement se fît si complètement, si vite ; et j'apprenais que tout l'honneur en revenait à la femme éminente qui, en travaillant pour nous dans son petit bureau d'Amiens, continuait à montrer de quelle manière sensée, efficace et cordiale elle aimait les Français.

Pour témoigner de l'abnégation totale qui, parmi nous, en France, reste la règle de tant de mes grandes camarades, ne voyais-je pas, enfin, assise à mes côtés, ma chauffeuse voilée de bleu, enveloppée de sa vieille cape? Au nom de celles qui ne quittent jamais leurs postes, — résidentes diverses, infirmières scolaires ou de la Croix-Rouge — ne forçait-elle pas au respect ceux qui, trop volontiers, prétendent que toutes les Françaises ne s'occupent qu'à la danse et sont affolées de plaisirs?

Au pays des ruines, donc, il faut le dire, l'aide existe ; elle est de qualité magnifique ; mais, pour qu'elle suffise, il faudrait qu'elle fût renforcée de nouveaux dévouements et qu'elle pût s'appuyer sur des générosités inlassables. Ne peut-on concevoir, toutefois, comment s'éveillerait chez des

indifférents le besoin de donner ou la vocation d'agir? S'ils trouvaient des guides comme j'en eus au Village et s'ils découvraient enfin, derrière les aspects immuables du décor tragique, le vieillard obstiné, le couple courageux, l'adolescent passionné pour sa besogne, les tout petits qui foisonnent, tous les personnages variés d'une humanité qui veut vivre et qui lutte, n'arriverait-il pas qu'ils se sentent engagés, à leur tour, par des impressions personnelles et des élans de sympathie?

Il y a des choses en ce monde qui n'existent que parce qu'on ne les connaît pas : la formule fut lancée, au siècle des philosophes, par un idéologue optimiste ; on voudrait en faire une excuse et un encouragement pour ceux qui semblent se désintéresser de la France dévastée. Par le journal, le livre, l'illustré, l'affiche, on a tenté de les instruire. Si cela n'a pas suffi, qu'on n'en conclue pas qu'ils ont le cœur dur, — mais que, patiemment, il faut les instruire encore pour compenser ce qu'il leur manque d'imagination.

Mars 1920.

JULIETTE DROZ[1]

1. Madame Juliette Droz a écrit un *Printemps serbe à Corfou*, paru dans les numéros du 15 avril et du 1er mai 1918, sans nom d'auteur. — N. D. L. D.

LE SOUVENIR

I

Voici, par ce matin plus frais qu'un jeune visage, sous un ciel où de beaux nuages arrondis voguent avec lenteur, la Seine qui s'ouvre en deux bras dissemblables : l'un d'eau courante et mouvementée, l'autre tout uni, qui donne l'impression d'aimer les jours pour leur durée. De ma chambre où je vois des ponts étagés dans la perspective (deux ponts à gauche, deux ponts à droite) l'île Saint-Louis a l'air d'être à l'amarre et ma chambre coupe la Seine qu'elle partage, comme l'avant d'un navire.

Il n'en faut pas plus pour compliquer la vie. Un moteur bat à coups têtus. Des fumées grises, ou noires, ou blanches comme des yeux d'aveugle, se lèvent et brouillent le paysage ; mais les petits remorqueurs qui jettent, sous mes fenêtres, un cri brusque et baroque n'ont pas besoin d'insister davantage, car l'enfant que j'étais à bord d'un paquebot des Messageries Maritimes, s'étonne aussitôt de ne point sentir le plancher se creuser sous un imperceptible remous.

Je veux parler de cet enfant dont je ne sais point contenir l'impatience lorsqu'il entend absolument savoir « quelle ville qu'on est »... Il regarde les maisons serrées comme une ruche, du quai de l'Hôtel-de-Ville, les arbres secs et noirs, l'eau calme et l'eau rapide. Ce n'est pas un enfant commode à satisfaire. Ce n'est pas non plus un de ces jolis enfants des villes, qui conservent en grandissant je ne sais quel étonnement ni quelle fragile coquetterie ; mais un enfant quelconque, aux cheveux coupés ras et sans aucune tenue. Qu'ai-je besoin d'en chérir

un autre? Et puis, de ce pays chaud dont je contemplais plus tard, en France, dans mon atlas, la forme déchiquetée, il me vient un si persistant appel qu'il ne m'est point du tout nécessaire de m'attendrir sur l'enfant sage que je n'ai pas été. C'est à peine si je distingue encore de lui, dans l'éloignement des voyages, sur une petite photographie dont il s'est évadé, des traits qui ne sont plus les miens et ce costume de coutil bleu à raies, mangé par le soleil. Je préfère mon atlas d'écolier, les noms de la Dombéa, la rivière desséchée qui débordait à la saison des pluies, Bourrail dont j'ignore aujourd'hui si c'est une île ou un comptoir, la baie des Dames au sable fin, noms familiers que j'inscrivais avec application sur la carte pour être sûr de ne jamais les oublier.

Pourtant, en perdant l'habitude de ne plus entendre Bourrail prêter à la conversation comme un jacassement d'oiseau trop rouge, je n'ai pas souffert et peu m'importe vraiment d'être né à Nouméa plutôt qu'ailleurs. Il faut naître quelque part ; les grandes personnes ne l'ignorent pas et l'on ne comprend qu'à leur âge cet arrachement au pays natal que je n'ai jamais tant éprouvé qu'aujourd'hui. Pour un enfant, un pays, c'est une rue. La rue de la République, à Nouméa, partait d'une jetée en bois sur la mer et gagnait, après le palais blanc du gouverneur, une autre rue que des maisons, semblables à celles qu'on voit dans les faubourgs européens, flanquaient à droite. De petites gens, des domestiques habitaient ces demeures et si j'en fais ici la différence avec les maisons basses des fonctionnaires c'est que celles-ci possédaient un jardin et des apparences de construction à bon marché. J'ai perdu la vision précise de ces maisons sans étage, avec leur véranda de bois, et bâties toutes sur le même plan; mais derrière la nôtre il y avait, donnant sur un terrain brûlé et des plantations de manioc, quatre murs blêmes, un toit, des volets verts et une porte, au-dessus de laquelle on lisait en capitales d'imprimerie :

CONSERVATOIRE

J'avoue que ces murs, tels qu'en offre à la vue le plus banal logement de banlieue, sont pour moi chargés d'exotisme et qu'avec la façade du pénitencier, les cubes immenses de l'hôpi-

tal qui dominaient la mer, ils me font toujours souvenir du ciel gris de chaleur, de la poussière qui portait l'empreinte de pieds nus et des touffes immobiles des hauts papayers lisses qui émergeaient d'une étonnante végétation... La rue déserte, une torpeur à mon retour de classe, de longues minutes où, sous la véranda, mon canaque Arona chantait dans sa guimbarde pour célébrer « Moussié Papa », la trompette du crieur public, la bonne blanche qui aidait ma mère à préparer ses confitures de goyaves, mes jouets cassés, l'odeur de térébenthine qu'exhalait, au soir, le manguier du jardin, me laissent aujourd'hui le regret de n'avoir retenu de ces impressions que ce qu'il reste, vers la fin de l'année, de soldats intacts dans la boîte d'un enfant. Mais c'est assez pour moi car, si les survivants du désastre, au moment où l'on veut s'amuser avec eux, ne parviennent qu'à vous décevoir, du moins vous donnent-ils l'occasion de désirer, pour la nouvelle année, d'autres jouets qui vous feront un égal plaisir.

II

Où donc sont ces soldats de plomb, dont l'odeur, quand j'ouvrais leur boîte, était tenace et rêche après mes doigts... et ces deux clairons d'infanterie de marine qui, durant ma première maladie d'enfant, sonnaient dans le jardin, sous ma fenêtre, des airs et les refrains du bataillon? Je ne les voyais pas... ni ces hommes habillés de blanc et coiffés d'un calot de toile, qui ébranlaient la rue deux fois par jour d'un bruit de pas enchevêtrés...

Quelquefois les pas étaient moins nombreux, car cela dépendait de l'endroit de la ville où allaient travailler les forçats. Par contre, il était des jours et des jours où la colonne en marche formait une immense et compacte rumeur. Les forçats, qu'escortaient les gardiens, n'avaient pas cet aspect ténébreux qu'on leur prête dans les récits. Ils n'étaient pas pressés. Certains même à qui des gens disaient bonjour, répondaient par un sourire ou par un coup d'œil serein et personne n'en était indigné.

J'ai grandi dans cette atmosphère. Le soir, les forçats

regagnaient l'Ile Nou, qui était en face, dans la baie, et les soldats sortaient de la caserne : si bien qu'il y avait toujours quelque chose de curieux à regarder, dehors, pour un enfant. Mais je ne courais pas les rues à cause des nègres qui se faisaient parfois la guerre. Alors, les boutiques se fermaient brusquement et la vie reprenait, quand la bataille était finie, avec sa placidité coutumière. Il y avait aussi, durant la saison des pluies, de vrais déluges et de grands vents qui arrachaient les toitures plates des maisons avec des arbres et des pierres. L'eau roulait dans les rues un torrent noir et je pensais que la Dombéa sortait de son lit raviné et se répandait dans les plaines. Jours étranges !... Arona me faisait traverser la rue que nous habitions et me conduisait au collège. Il tombait des fenêtres une lumière jaune et triste que nous regardions. Derrière la chaire du professeur, un drapeau français décorait le mur..., mais nous attendions tous la fin de la classe pour raconter à nos parents quels désastres nous avions surpris en route, en rentrant.

Mes parents ne m'écoutaient guère et c'est sur Maria, la bonne blanche, que j'exerçais les premiers effets de mon imagination. Or cette Maria connaissait de plus belles histoires que les miennes et elle me les répétait invariablement dans la cuisine, tandis que le cyclone cognait les arbres du jardin et bouleversait les palmes basses des bananiers. Ah ! les belles histoires, les atroces histoires de Maria ! Elle n'en était jamais à court. Ou bien c'était le naufrage de l'*Alcyon* auquel elle avait assisté, quand elle s'était mis dans la tête de suivre à la Nouvelle son mari qu'on avait condamné à neuf ans de « travaux »... ou bien, elle me décrivait les horreurs commises par les noirs, l'année de la révolte. Je tremblais à l'entendre. Elle ne s'en apercevait pas et sa voix monotone me narrait, avec une complaisance affreuse, la mort, dans le souterrain du palais du gouverneur, de plusieurs familles et d'une ribambelle d'enfants.

— Et ils les ont tous mangés? — demandai-je.

— Tous.

— Raconte, Maria !

Arona écoutait, pensif, ce drame épouvantable et, près du fourneau qui brûlait mal à cause du vent, dans cette

cuisine, j'étais par moments pris de frayeur quand le vilain rire de mon nègre faisait étinceler ses dents.

— Pourquoi ris-tu? — lui criait Maria. — Sur la tête de mon premier mari, je jure qu'ils ont mangé tout le monde.

Arona murmurait :

— Manzé? tous manzé?... Bono kaïkaï.

— Oh ! le misérable ! — éclatait de colère la bonne blanche. — Et il rit?... Va-t'en, mon petit !... Ce n'est pas des histoires pour ton âge.

En effet. Mais il arrivait encore à mes parents, malgré tout le soin qu'ils prenaient pour m'élever correctement, d'oublier que j'étais à table et, à plusieurs reprises, j'entendis mon père s'indigner des traitements odieux auxquels étaient quelquefois soumis les forçats.

Les forçats ne boivent pas de vin. Pourtant on avait toléré, dans le pénitencier de l'île Nou, qu'un gardien établît une buvette dans laquelle sa femme vendait à boire aux gens de l'île qui possédaient une autorisation. On en était ainsi arrivé à des demi-mesures scandaleuses dont le gardien tirait son bénéfice. Ce gardien se postait dans une baraque du pénitencier et attendait. Les forçats le craignaient, car c'était un méchant homme contre lequel aucun recours n'était possible. Je ne saurais point faire ici le portrait de cet individu, mais j'imagine très bien, flanquant un très haut mur, la buvette que les forçats regardaient de loin dans la cour, sans oser en approcher et les désirs qu'éprouvaient ces hommes en contemplant cette buvette où le personnel du bagne allait boire en plein jour, tandis qu'il leur fallait attendre la nuit pour tenter d'apitoyer un surveillant quelconque et le payer pour qu'il leur passât, en cachette, une mesure de vin. Le gardien tolérait à certains ces abus, mais, quand il arrivait à un malheureux d'emporter sous sa blouse un litre qu'il avait acheté quelquefois dix et douze francs, il lui prenait ce litre en le menaçant sans vergogne de le faire mettre aux fers.

Il advint qu'un forçat, poussé à bout par ces vexations continuelles et incapable de tuer l'homme qu'il haïssait le plus au monde, en tua un autre qui n'était pas meilleur, mais qui venait dans sa cellule apporter du travail. Il le tua

comme il put, à l'aide d'un morceau de fer. Le forçat fut condamné à mort et mon père, qui était fonctionnaire dans l'île, dut assister à cette exécution.

Voici ce que je me rappelle. Dans une cour à demi couverte, sur une espèce d'estrade, se dressaient les bois de la guillotine et, devant, les forçats se tenaient à genoux. Sur les côtés, les soldats de la coloniale, prêts à tirer au premier geste, encadraient ces hommes qui attendaient leur camarade. Celui-ci monta sur l'estrade : on lui demanda s'il voulait parler. L'homme s'approcha le plus qu'il put des malheureux agenouillés devant lui et leur fit ses adieux. Il reconnut sa faute. Il n'avait pas peur de mourir et tous écoutaient en silence. Puis il raconta comment il avait tué le surveillant, dans sa cellule et voulut expliquer pourquoi il l'avait tué. Cela le conduisit à parler de la buvette, du gardien dont la femme tenait la buvette et de tout le mal que lui avait fait cet homme. On ne le laissa pas poursuivre. Les tambours roulèrent pour étouffer sa voix et on le repoussa rudement vers la guillotine.

III

Qu'on imagine sur un enfant l'effet de pareilles narrations! J'en étais troublé jusqu'aux larmes et il m'arrivait de me réveiller, la nuit, au milieu d'un cauchemar où les poteaux sinistres et le blême tranchet de la guillotine semblaient attendre que mon tour arrivât de faire connaissance avec eux. J'ai toujours eu depuis pour cette horrible machine une peur affreuse en même temps qu'une sorte de goût tourmenté et bizarre que j'expliquerais fort mal, si j'avais à le faire. Mais j'ai collectionné bien des souvenirs de cet ordre et je possède encore dans le tiroir d'un meuble une photographie que mon ami Jean-Marc Bernard m'envoya lors de l'exécution capitale, à Valence, des chauffeurs de la Drôme.

On se souvient sans doute des exploits qu'avaient à se reprocher ces messieurs et de l'attitude assez courageuse qu'ils eurent au matin de leur mort. Sur la photographie presque effacée que je regarde parfois, je vois à gauche, à quelques pas du mur de la prison, l'échafaud vers lequel se

dirige un homme nu jusqu'à la ceinture. Des soldats font la haie. Un prêtre marche près du condamné et des gendarmes sabre au clair se tiennent debout et attentifs. Il y a deux haies de soldats : l'une face à l'échafaud, l'autre tournée vers les curieux. Le fourgon qui attend, attelé d'un cheval blanc, son chargement funèbre est arrêté sous les arbres. Des passants peu nombreux, répandus dans la rue, cherchent à voir quelque chose, mais, aux fenêtres des maisons, des gens se penchent et sur les toits, ceux qui regardent et se repaissent silencieusement du spectacle qu'ils ont sous les yeux, ont ôté leurs casquettes et ne font pas un mouvement.

Plus tard, lorsqu'il m'arriva d'être *reporter* dans un journal, on m'envoya visiter à la Toussaint les cimetières de Paris afin d'évoquer dans un style décent la douleur des familles et le pieux amour des vivants pour leurs morts. Je n'aime guère les cimetières où le grotesque n'a pas de retenue et où les noms les plus comiques prennent dans le marbre des allures solennelles. Et puis, quelle attitude avoir parmi ces tombes, ces chapelles sans excuse, ces urnes, ces piètres monuments, lorsqu'on n'a pas heureusement dessous un être cher? J'accomplis pourtant ma besogne, ce jour-là. Triste besogne de journaliste, besogne sans conviction, mal payée et bien faite pour vous guérir à tout jamais de l'ambition d'écrire dans les journaux. Or, n'ayant à pleurer personne à Paris, sur le soir, j'eus l'idée d'aller au moins jusqu'à Bagneux visiter la tombe d'un poète que tous ces gens que j'avais vus dans la journée, et que je vomissais, ne devaient pas connaître. A la porte d'Orléans, une voiture où l'on payait chacun sa place m'emporta. Des affiches de leçons de danse, tango, maxixe brésilienne (ô temps lointains d'avant la guerre !) s'étalaient sur les murs. Puis j'arrivai sur une petite place d'où je descendis vers le cimetière que bordent, le long d'une piste, d'infâmes gargotes aux odeurs de friture et de funèbre humidité.

Ah ! Deubel, qui t'es si mal suicidé, quelle attirance avaient, sous terre, ton corps pourri et dans mon être l'écho douloureux de tes vers? Poète du désespoir, c'est sans espoir que j'ai cherché ta tombe parmi tant d'autres qui doivent lui ressembler, entre les mouvants rideaux de cyprès que le vent du soir emplissait de soupirs. Je voyais ces tragiques cyprès,

entre lesquels des croix blanches et leurs couronnes de perles claires répandaient comme des reflets d'eau stagnante et, de secteur en secteur, cherchant en vain l'endroit où tu reposes, je suis arrivé jusqu'à l'étroite tranchée où deux hommes bâtissaient, contre le dernier cercueil de la journée, un mur de chaux et de ciment. J'ai demandé où tu étais... Je suis revenu sur mes pas et, comme je m'obstinais à te chercher, j'ai découvert, sans le vouloir, sous une herbe qu'on eût dit des fortifs, l'emplacement où dort Bonnot avec ses camarades d'anarchie.

IV

Il n'y a rien sur la tombe de Bonnot. Pourtant une autre tombe, celle d'un enfant, touche la sienne et le père n'en est point indigné. Les criminels ont, pour la plupart, un respect singulier de l'enfance. J'ai vu des forçats, qui passaient enchaînés dans les rues de Nouméa, regarder si humblement de petites filles qu'elles en éprouvaient une terreur affreuse. Quant à ceux qui finissaient, après dix ans, par s'installer dans l'île, sans pouvoir en sortir, ils s'asseyaient parfois dans les jardins publics et observaient, avec une espèce d'innocence, les enfants qui jouaient près d'eux.

Nous avions pour jardinier un ancien forçat que sa bonne conduite au bagne avait racheté de ses fautes. C'était un homme plein d'attention pour mon jeune frère et moi, mais un homme taciturne, qui n'aimait pas les noirs et les traitait durement. On le trouvait toujours dans un coin du jardin, taillant les arbres et fumant le cigare. Il ne s'enivrait pas. Le dimanche, il sortait seul, s'asseyait dans un café du voisinage, buvait et regardait passer les promeneurs.

J'ai, depuis, connu d'autres cafés et il me suffit encore de bien peu de choses pour retrouver à sa place notre jardinier bourru du dimanche et découvrir, aux moindres objets qui l'entourent, un aspect mensonger. Où pouvons-nous d'ailleurs n'être nulle part, comme dans un café? Voici des chaises, un comptoir, deux glaces en vis-à-vis... des tables. Voici la fumée d'un cigare et, au travers de cette fumée, la lumière éblouie de la rue. C'était la nôtre : une rue large, à peu près déserte

aux heures de grande chaleur, coloniale, banale à souhait. Rue de province, avec de grands silences subits et l'aveuglant éclat du mur blanc d'en face, avec des odeurs d'herbes qui brûlent dans un jardin, avec des bruits de pas, parfois, ou le roulement net et le grincement des roues d'une voiture... Province ou colonie?... Même à Paris, dans les faubourgs que l'exotisme grelottant et fané des souvenirs de « la coloniale » décore, à l'intérieur, d'un casque poussiéreux, des épaulettes du fils et de sa photo, il est d'étranges débits où rien n'empêche le visiteur de se plonger, hors du temps, en lui-même, pour y pénétrer plus avant...

De ces voyages silencieux, sans écueils ni récifs, le retour laisse un vide immense et comme une machinale détresse et ce n'est point dehors, dans la rue triste aux devantures éclaboussées de boue, les lettres jaunes de l'*Hôtel des Colonies* ou de l'*Hôtel de la Louisiane* qui aideraient le voyageur à regretter son rêve.

***

Qui dira jamais la secrète et profonde blessure du regret que chaque être fait saigner à plaisir par ces jours blancs comme engourdis, où tout ce qui peut vivre semble frappé d'étonnement? La rue promène un flot d'errants sur ses trottoirs, les éparpille, les laisse aller... Pourquoi sortir? La chambre elle-même paraît trop vaste. O souvenirs ! J'interrogeais dans un miroir sans netteté mon regard dur, mon blême visage et le démon qui vous répond alors, me poussait à lui confier mes flottantes rêveries. La vie, la mort s'unissent étrangement dans ces moments qu'on dirait suspendus sur un gouffre vague d'où rien ne monte que la durée d'un jour sans étendue. Ce n'est pourtant qu'un jour, mais si long, mais si privé de sens qu'on épuise à lutter contre lui jusqu'à l'espoir qu'il peut finir. Hélas ! j'aime ces jours : je les pare ensuite, pour les décrire, de mots et d'images qui naissent d'eux comme du jet lumineux, qui s'écrase sur l'écran, surgissent de miraculeuses aventures. Ce n'est point de vivre qu'il s'agit ni d'assembler les éléments d'une vie possible. Il me semble plutôt que je me réveille d'entre les vivants et que tout ce qui me fut cher m'est rendu, pour que j'en garde une conscience fidèle et sans défaut.

V

L'hôtel de la Louisiane est situé rue de Seine, à Paris, à l'angle de la fameuse rue de Buci que je découvris vers 1910, un soir, pour ne plus l'oublier. Les bars et les petits hôtels sont nombreux dans cette rue. Ils restaient alors ouverts toute la nuit, mais leurs lumières qui se croisaient d'un bord à l'autre, sont toujours allumées pour moi. C'est là que j'ai rencontré les poètes de ma génération, que nous nous sommes compris, que nous n'avons plus douté de rien. Si je parle de la rue de Buci et de l'hôtel de la Louisiane, où je ne suis jamais entré, c'est qu'en plus de son nom cet hôtel avait parfois à l'aube, avec sa façade d'angle, la coupe sévère et nostalgique d'un steamer en cale sèche. Je regardais vers les étages... O ma jeunesse ! Lointains élans que je n'ai plus, plaisirs sans joie, illusions perdues, combien je vous regrette ! Il m'a suffi d'évoquer un nom de rue et un nom d'hôtel pour vous chercher dans cette rue ou devant cet hôtel, les yeux levés sur lui, sans argent, comme tant d'autres et sans mensonges, le cœur pur. Mâts, cordages, mer mouvante, derniers adieux, c'est vous aussi que je retrouve au pied de cet hôtel. Je n'en ai nul chagrin. Au contraire, car maintenant qu'il m'est permis de mettre un peu d'ordre en moi-même et de ne plus rien compliquer par habitude, il me reste assez de tendresse pour tout aimer de ce que fut ma vie.

J'avais neuf ans et j'attrapais avec mon frère des sauterelles que nous faisions griller dans le jardin pour les manger. Non, nous ne pensions point aux romans d'aventures. Arona n'était point Vendredi pour nous. C'était un gentil domestique et, lorsqu'il me prenait sur ses épaules et me conduisait dans la brousse, je n'avais peur ni des sauvages ni des serpents. Arona chantait des airs saugrenus pour nous amuser. Il était notre ami et nous ne pensions pas qu'il pût avoir dans une île quelconque des parents à qui le marchand l'avait acheté. Rien dans la vie n'est simple que l'on n'a pas vécu... ni les voyages, ni les plus belles histoires. Comment pourrais-je mentir?... Je me souviens du chemin caillouteux qui montait, derrière la maison et conduisait à une sorte de plateau

où certains soirs dansaient des nègres. Nous étions cachés par des branches. Des feux d'herbes rougeoyaient. Arona me montrait, balayant le terrain de sauts brusques et troublant l'air de sifflements, une vingtaine de danseurs revêtus d'ornements guerriers. Ils sautaient ensemble sur une jambe, se balançaient, tendaient la lance d'une main et de l'autre agitaient des casse-têtes. Parfois, un de ces hommes exécutait devant les autres d'effrayantes contorsions. La danse générale reprenait. Drôle de danse qui oscillait dans un hérissement de pointes et de moulinets, qui se détendait d'un coup, qui partageait en deux camps ennemis les danseurs et les précipitait l'un contre l'autre au cri magique de l'un d'entre eux. Toute la nuit, sous une lune fiévreuse dont il me reste le souvenir, les canaques accomplirent ainsi des figures en l'honneur d'une hideuse idole fichée au bout d'une pique, entre les feux.

Imaginez encore, leur temps fini chez un planteur ou chez un fonctionnaire, le départ des noirs. C'était une animation soudaine dans les rues, des appels gutturaux, un défilé d'hommes libres, pieds nus et munis de valises dans lesquelles ils n'emportaient rien. Les soldats de la coloniale les regardaient passer, d'un œil sérieux et net... Mais les autres noirs qui ne partaient point par ce bateau attendaient dans les cuisines que leurs camarades fussent embarqués pour oser sortir.

Je me suis réfugié, moi aussi, dans les cuisines à Briançon, le jour où les hommes de la classe qui prenaient le train, me laissèrent avec quelques autres achever mon temps. Nous avions beau crier : « *Honneur aux rabioteurs !* » Ce jour-là, les « rabioteurs » montèrent sur le plateau du fort et regardèrent les fumées de la gare avec un sentiment qu'ils n'avouaient pas et qu'ils s'étonnaient d'éprouver. Nous étions sans liens entre nous, chacun de nous hostile à l'autre et misérablement fiers cependant de ne point nous mêler au troupeau ivre qui franchit par rangs de quatre le pont-levis en emportant son baluchon... J'ai savouré trois mois plus tard ma minute de liberté, par un matin de neige où je descendis seul du fort, sans capote, vers la gare, dans des vêtements militaires. Je grelottais de froid. Les camarades qui n'avaient point fini leur peine m'avaient chargé de saluer

pour eux leurs femmes qui vivaient à Paris, dans les bars... Naturellement je ne fis pas la commission.

VI

Qu'on me fasse grâce de ne point insister ici sur les relations que je pus nouer dans les bars de la rue de Buci avec des gentlemen sans profession et leurs libres compagnes. Mais il n'est qu'à Paris et encore dans cette rue qu'il est possible pour un poète de s'affranchir de tout servage et de se faire une opinion qui compte sur la valeur des choses, des gens, des plaisirs, du confort. Cela m'a beaucoup servi dans la vie. Peut-être est-ce à cause de mes origines bourgeoises et du soin que je prenais de les faire oublier. Peut-être à cause du goût que j'ai toujours pour ces endroits qui ne sont à personne et qui me font penser à l'entrepont du navire où l'on se rencontre durant une traversée. N'allez pas demander à ce voyageur où il va. S'il vous quitte brusquement, au moment qu'on s'habituait à l'avoir à sa table, c'est qu'il a ses raisons. Bonne chance, ami ! Les uns ont disparu. D'autres reviennent. C'est leur droit. Mais jamais aucun n'a raconté publiquement ces histoires étonnantes qu'il arrive parfois d'apprendre par une femme dans un bar, à l'heure où, l'ivresse aidant, l'illusion est parfaite de donner quelquefois de la bande sur une mer inconnue.

Je me souviens de la petite fille qui jouait avec nous aux palets sur le pont et qui me prenait la main pour aller voir tuer les bœufs à l'avant du bateau. C'était une enfant douce et sage. Elle écoutait la gouvernante sentimentale éparpiller des valses au piano, dans le salon des premières où nous attendions l'heure du dîner. Nous mangions avant nos parents. Puis nous revenions au salon où la soirée s'achevait à neuf heures par une embrassade générale. J'ignore comment les jours passaient. A Sidney où nous descendîmes, un dimanche, visiter le jardin d'acclimatation, mon père nous montra, fiché sur une patte, l'oiseau stupide qui n'a pas d'ailes. Cela m'est resté dans la tête. Ou bien le commandant nous faisait voir, au bout de sa lorgnette, une baleine égarée. Ou bien encore, ma mère nous protégeait, mon frère et moi, des escar-

billes épaisses qui tombaient sur le pont, à Aden, par une chaleur torride et nous éventait en chantant.

Il arrivait parfois qu'un poisson volant entrât dans la cabine par le hublot, en cours de route. Nous le rejetions aussitôt à la mer, assurés chaque fois que c'était le même et qu'il venait nous dire bonjour. J'étais très fier de ce poisson et j'en parlais à la petite fille qui m'attendait sur le pont. Je lui donnais des nouvelles du poisson. Mais il ne venait qu'à ses heures et je finis par ne plus trop compter sur lui. Aussi j'allais, dans une cabine d'arrière qui était vide, rendre visite à un petit bengali rouge que l'on m'avait donné presque mort et que j'avais guéri. Je lui parlais. Il voletait autour de moi, mangeait les miettes que je lui apportais. Ce bengali était mon grand ami. Personne que moi n'allait le voir et quand il m'arriva de ramasser près d'un cordage une caille qui s'y était laissé tomber de fatigue, entre Aden et Port-Saïd, j'eus une immense joie, car j'enfermais la caille avec le bengali dans la cabine et je me sentis doublement charge d'âmes.

Je ne pense pas que les voyageurs de la rue de Buci aient une opinion plus haute des jeunes personnes qu'ils enferment eux aussi, dans des cabines d'où elles ne sortent que pour se montrer soumises à leur maître. Cela n'a pas grande importance ; mais enfin, dans les bars où nous échangions des saluts discrets, il n'était pas invraisemblable d'admettre, sur l'apparence des choses, qu'il n'en allait pas autrement qu'à bord, durant les longues heures où je me plaisais dans la compagnie du petit bengali cocasse et de ma caille qui courait comme un rat.

J'eus par la suite un singe dont ma grand'mère me fit don à Marseille et beaucoup plus tard toutes sortes d'animaux qui me suivaient en classe, dans le méchant collège où notre professeur buvait du rhum devant nous et nous contait ses aventures de chasse. On comprendra que nous n'apprenions pas grand'chose dans ce collège, mais quand j'y pense, je ne regrette rien, car j'en sais bien assez comme cela pour aimer la vie, sans le secours d'aucun système et pour m'en délecter. Mon père n'entendait goutte à cette éducation. A l'en croire il m'eût fallu savoir plus de latin et de grec que de

français et plus d'histoire, de géographie, d'algèbre et de dessin que feu M. Sébilette lui-même, le notaire que personne au café n'avait pu « coller » une seule fois sur n'importe quelle question. Je laissais dire mon père et M. Sébilette à leur aise et je courais les champs, je dénichais des nids de pie, j'élevais des lézards et des merles, j'apprivoisais un jeune corbeau et tout à mon amour des bêtes j'élevais au biberon, dans l'armoire à linge où je le cachai quelques jours, un agneau qu'un berger m'avait donné pour s'en défaire. L'agneau grandit sans que j'apprisse le moindre mot de grec ou de latin, et c'est alors que nous quittâmes la petite ville où mon père s'était fait donner un poste à son retour des colonies pour une nouvelle ville qu'il avait demandée.

VII

Je ne sais rien de plus pénible pour un enfant, surtout quand il a fait trois fois durant des traversées de quarante jours, que d'abandonner une fois encore la maison où il a grandi, ses animaux, ses petits camarades et de partir à l'aventure. Déjà, quand il nous arrivait au retour des vacances de trouver un jardin sans ressemblance avec celui que nous avions laissé, l'émotion m'empêchait de dormir et je vivais ensuite des jours immenses à tout aimer, des herbes folles, des dahlias pourris et lourds, des feuillages assombris par l'été, des buis noirs... Il me semblait ne rien connaître à tant de choses; mais la porte du jardin grinçait, le grenier plein de poussière avait sa chaude odeur, l'escalier gémissait la même plainte, nos lits d'enfants étaient rangés dans la même chambre... O découvertes! Premières pluies de fin septembre... Grande et calme maison, des feux de bois saluaient tes hôtes et je me sentais seul à te comprendre, car avant tous j'étais allé te respirer dans les placards, t'interroger près des échos où tu me répondais, te visiter de haut en bas et t'apporter l'étrange nouvelle que loin de toi je ne pensais qu'à toi.

— Cet enfant est insupportable, — disait toujours ma mère. — Veux-tu rester tranquille !

Le pouvais-je? Il me fallait tout sortir aussitôt des tiroirs,

vérifier tous mes trésors : jouets cassés, lance-pierres, cartables, livres de prix, images, sacs de billes, les laisser là pour courir aux armoires, déranger mille objets et me lasser enfin de tout. Je n'oublierai jamais la pluie qui tombait dehors ces jours-là ni l'étonnant pays dont je faisais alors l'exploration, sous les branches du jardin, dans une demi-lumière mouillée, tamisée par les feuilles. J'en revenais trempé, crotté, barbouillé de mousse verte, émerveillé de ce que j'avais vu, les mains sales, les yeux brillants et gorgé de je ne sais encore quelle sorte d'ivresse amère et végétale. Ah! ces retours des grandes vacances ! mais voilà bien quinze ans qu'elles sont finies pour moi, les grandes vacances, et que jamais je n'en connaîtrai plus.

... Je me demande parfois quelle vie aurait été la mienne si l'on ne m'avait pas sans cesse arraché d'un pays pour me mener dans un autre et si j'avais grandi au même endroit. Je me le demande sans regret, mais il m'arrive alors d'éprouver cette indéfinissable et soudaine sensation de malaise dont mon enfance fut presque toujours assombrie. Je ne savais pas m'en défendre. Même à présent, il ne faudrait pas grand'-chose pour me sentir privé des belles journées d'octobre où je cueillais, le long des haies, les prunelles et les fruits sauvages que les premières gelées flétrissent et parfument d'une odeur de forêt. C'est déjà trop que le décrire. Je vois ces haies bordant la route. La route menait au bois. O chemins, pistes tracées entre les arbres, inoubliable souffle qui montais de la terre, appels lointains, rumeurs, grands moments attentifs au silence des choses, cri d'un geai quelque part, invisible présence du mystère, plus je marchais et plus il me semblait apprendre et retenir d'exemples et de leçons, plus il me semblait naturel de vivre comme je le faisais parmi vous. L'été, je ne vous quittais plus. Je me couchais dans l'herbe fraîche, sans désirer rien qui ne fût vos cimes légères, vos larges branches, vos buissons où chantaient les oiseaux, vos lichens, vos murmures. Vous ai-je donc perdus ! J'ai beau chercher en moi, j'ai beau tenter de me ressouvenir...

Allons, adieu... mon enfance ! Il faut m'y résigner et c'est en vain que je m'obstine à vous imaginer courant sur les routes

après l'heure où, m'ayant attendu, mes parents se mettaient à table... La nuit est tombée. Je ne vous vois plus. Adieu ! encore une fois... puissiez-vous reconnaître à mon geste combien j'ai de peine à ne plus pouvoir me dépêcher avec vous de rentrer !

VIII

Cependant, ces rentrées ne se passaient pas toujours bien pour moi. J'ouvrais la double porte de la salle à manger. Je regardais mes parents, ma jeune sœur, mes deux frères assis à table et, lançant sur une chaise mon béret, je m'approchais sournoisement des miens et prenais place à côté d'eux.

— D'où viens-tu? — commençait mon père.

O ma lâcheté devant cette question ! J'allais répondre.

— Tu parleras plus tard, — disait alors ma mère ; mange !

J'obéissais, mais il suffisait qu'on ne me laissât pas le temps de trouver un mensonge pour abominer aussitôt la vie qui m'était faite. Je haïssais ma soupe froide, mon attitude soumise, la suspension, mes frères si ponctuels aux habitudes bourgeoises et mes parents qui semblaient chaque jour moins résignés à me sentir si différent des autres. Puis ce sentiment faisait place à celui d'un absolu détachement du milieu dans lequel j'étais. Je pensais aux découvertes possibles du lendemain, au chant inconnu d'un oiseau, à son plumage couleur de feuilles ou de bois mort, à la robe délicate d'une bête sauvage, aux bruits vivants de la forêt. Savais-je alors ce qu'étaient des bourgeois? Je n'en avais point encore souffert, car les entraves que l'on mettait à ma précoce indépendance n'étaient dictées que par des principes excellents.

— Je ne connais pas d'enfant qui ait été plus battu que toi, — m'a déclaré plus tard mon père.

Bah ! Je n'en suis point mort et je dois reconnaître qu'il était fort probablement nécessaire de me corriger lorsqu'il me passait, par exemple, par la tête d'aller au lit, en affirmant que je ne souhaiterais le bonsoir à personne. C'étaient de belles séances, mais je ne démordais pas de mon idée et j'avais à la fin gain de cause.

Les coups ne m'ont jamais rien fait. Au contraire, je leur

dois de m'être créé tout jeune une philosophie qui me permet aujourd'hui d'apprécier tout de suite et sans arrière-pensée les bons et les mauvais moments. Ce n'est pas toujours les bons que je préfère. Les mauvais ont leur charme et je ne cache pas qu'à tout prendre ces derniers ont un goût si particulier qu'il m'est parfois amer de ne plus les connaître.

Petite et misérable gargote de la rue Sainte-Geneviève, où je me nourrissais jadis si mal que j'en ai — quand j'y pense — encore faim, je ne vous oublie pas, ni vous, grand réfectoire des pauvres de la place des Deux-Ponts à Lyon, ni vous, cinquième étage de Montmartre où sur le papillon du gaz de l'escalier je rôtissais un bifteck sans épaisseur. La paix soit avec vous... et les sourires de ma jeunesse ! Je ne pourrais point m'attendrir et je ne le veux pas, car je n'ai point encore l'âge ni le goût des récits larmoyants.

D'ailleurs, qui n'a été battu? Je ne me souviens pas que cela fasse si mal lorsqu'on en a pris l'habitude. A une heure près, je savais quelles corrections m'attendaient. Je ne m'y dérobais point, car, ensuite, la moindre branche basse dérangée par un souffle, le moindre mouvement des feuilles au bout des arbres, le moindre instant de liberté dans le jardin m'étaient plus doux qu'aucune espèce de récompense. Plus tard, dans les cafés où mes camarades de collège m'entraînaient, j'appris qu'il était d'autres joies que celles d'épier sous un arbre l'approche d'un ramier ou de placer le soir sur un passage dans les taillis d'invisibles lacets. Nous buvions des absinthes au café des Colonnes et quand j'arrivais en retard, comme toujours, pour dîner, je me souviens de l'immense effort que je devais faire pour ne point donner libre cours à des propos incohérents. Mais alors la vie casanière des miens m'était insupportable et j'avais beau refréner mon premier mouvement de révolte, tout aussitôt en moi le dénonçait.

IX

Je suis encore l'enfant qui a ouvert la double porte de la salle à manger et qui attend, gêné par son mensonge, l'accueil qu'on lui fera. C'est une habitude. L'impression n'en peut plus changer. Est-ce de me sentir étranger à ma famille que

je n'y pense jamais sans chercher à m'excuser auprès d'elle des sentiments qui sont les miens et qu'elle ne saurait concevoir? Ou bien me méfierais-je de moi-même et de cette ferveur passionnée qui m'empêche, chaque fois, de parler comme je le voudrais aux êtres que je chéris le plus? Je l'ignore ; mais il m'est arrivé bien souvent, quand j'étais seul, de découvrir à quel point je pouvais aimer mes parents à l'idée qu'il me faudra les perdre, avant qu'ils aient pu se douter de ma tendresse pour eux. Nous n'y pouvons rien ; c'est le cas, du reste de bien des gens capables d'un retour sur eux-mêmes, et d'une certaine franchise. Je n'insisterai pas. D'ailleurs, cet heureux temps est passé où mon père, quand j'étais en retard, me demandait : « D'où viens-tu? » Que pourrais-je lui répondre aujourd'hui? Mais de Montmartre, du Quartier, de la chambre d'un ami qui s'enivre d'éther, du bar où boivent debout tout espèce de ratés, de la rue qui m'a pris et qui me garde... de là-bas... est-ce que je sais? Voici des années que vous ne m'avez posé cette question! Ah ! certes, je reviens de loin parfois, de beaucoup plus loin que les bois où j'allais jadis, de plus loin même que vous ne pensez et que je ne croyais aussi. Je ne vais pas entrer dans les détails. Ne m'obligez donc pas à parler ou, si vous l'exigez, je vous décrirai le porche dont Hubert a fait son débit, dans une ruelle humide. J'y suis resté jusqu'au matin avec Jacques le poète et plusieurs malheureuses qui baissaient la voix pour nous conter, par le menu, la mort édifiante de celle qui les tenait en face enfermées dans un lieu de plaisir. Vous ne savez pas qui est Jacques, ni Hubert, ni ce bizarre personnage que j'ai longtemps pris pour un maudit parce qu'il va toujours errant et n'a point de lignes dans la main. Voilà que je vous raconte des histoires insensées. Non. Je ne suis pas ivre. La pluie m'a dégrisé. Voyez, mes vêtements sont humides, je suis crotté jusqu'aux cheveux... je suis las... je n'ai pas mangé de deux jours. Un soir, je me suis assis sur un banc et une femme, dont je ne vous fais pas la description, a eu pitié de moi et m'a donné du pain. J'ai rencontré plus tard la même femme ou celle qui lui ressemble, dans des circonstances où je jouais ma vie et je l'ai obligée à prendre tout l'argent que j'avais. Cela m'a porté bonheur. Je jure qu'on l'avait envoyée

à dessein à l'heure précise où la chance ne dépendait plus que d'un bon mouvement. Qu'allez-vous donc penser de moi? Je suis superstitieux comme une fille. Est-ce que vous me reconnaissez? J'ai honte de vous parler ainsi. Laissez-moi m'en aller. Les phonographes des bars m'appellent. Je reconnais à l'air qu'ils reprennent qu'un *copain* dont j'ignore les « moyens d'existence », est en bas, car il fait toujours jouer cet air-là plusieurs fois de suite pour annoncer qu'il nous attend. Qui est-ce ? Vous m'en demandez trop. Où il habite? L'hôtel... le même hôtel que moi. Je l'entends rentrer à des heures invraisemblables. C'est un gentil garçon. Avec lui, j'ai appris des quantités de choses qui me serviront à écrire des livres. Vous n'imaginez pas comme c'est curieux. Et puis, il y avait, dans le même hôtel, une jeune fille qui s'était échappée de sa famille et qui m'a quitté pour épouser un jeune homme tout à fait très bien qui l'aimait et qui est venu la chercher, parce que je lui faisais une vie impossible. J'ai oublié son nom. Cela remonte à mon arrivée à Paris. J'étais alors d'une candeur stupéfiante et d'une délicatesse de sentiment si raffinée que, pour recevoir galamment une « femme mariée » qui me venait voir j'avais allumé toutes les bougies de mes deux candélabres. Cette femme m'a dit : « Éteins-donc. C'est pas l'mois d'Marie ! » Pensiez-vous que je pouvais être sot à ce point? Je crois que cette femme avait été mal mariée. Il y a tant de femmes mal mariées. Cela les regarde. J'en ai pris mon parti. Qu'est-ce que vous voulez que ça me fasse? Enfin, ne vous frappez pas trop de tout ce que je vous raconte. Je n'ai guère changé... Demain soir, vous pourrez encore, quand je pousserai derrière moi la porte, en tirant ma casquette, me dire de votre voix qui m'est restée dans l'oreille :

— D'où viens-tu ?

J'aurai l'air soumis que j'avais enfant. J'essaierai de trouver quelque chose à répondre mais maman, grâce à Dieu, me coupera tous mes effets, en déclarant :

— Allons, mange ta soupe... et tais-toi.

FRANCIS CARCO

EN ÉGYPTE

(NOTES)

Le 11 juin 1882, les partisans d'Arabi-Pacha, exaspérés de voir leurs réclamations repoussées, portèrent leur fureur sur les Européens qui n'étaient pour rien dans l'affaire.

Pour être équitable, il faut expliquer que la rixe terrible, dont les suites devaient exercer une si prodigieuse influence sur les destinées de l'Égypte, commença par une altercation entre un cocher indigène et un Européen, Maltais d'origine, frère d'un valet de chambre du consul d'Angleterre, M. Cockson. Le cocher, qui depuis plusieurs heures voiturait son client, se vit allouer pour la peine la somme dérisoire d'une piastre: vingt-cinq centimes. Le Maltais, par prudence, s'était fait déposer devant le café *Gawat-el-Gézaz*, situé rue des Sœurs. Ce café, appelé par les Européens « le café vitré », était tenu par un compatriote du promeneur peu généreux. Le cocher, furieux de se voir si mal payé, protesta, puis, devant le mutisme de son client, le suivit dans l'intérieur du café en l'accablant d'injures violentes.

Par ce beau dimanche d'été, l'établissement regorgeait de monde. La chose ne traîna pas. Le Maltais, probablement ivre, se rua sur le malheureux automédon et, arrachant du comptoir le large couteau qui y demeurait suspendu à l'aide d'une

ficelle, il en frappa si violemment l'indigène que la mort fut instantanée.

En quelques minutes, Grecs, Maltais, Égyptiens, se jetant les uns sur les autres, livrèrent une véritable bataille. Du café, l'émeute gagna aussitôt la rue. Bientôt, la ville entière sembla peuplée d'hommes en folie. Les Musulmans, surgissant de toutes parts avec cette rapidité stupéfiante propre aux heures des grandes catastrophes, lançaient leur terrible cri de ralliement :

— *Gay yâ mosslemine ! Gay ! Beycktelou Ekhwatna*[1] *!*

L'appel fatidique ne fut que trop entendu. Les yeux hors des orbites, la face convulsée, ils accouraient armés de pieds de tables, de débris de chaises, de broches et de fer de lits, tous objets dérobés aux cafés européens et aux rez-de-chaussée du voisinage. Bientôt ces armes légères ne suffirent plus. Comme pris du même furieux délire, ils firent irruption dans un grand dépôt du *Souk-el-Gedid* (marché neuf), et s'emparèrent des *nabouts* qui s'y trouvaient en abondance. Le nabout, long bâton de cormier, est demeuré depuis la plus haute antiquité l'arme préférée du paysan égyptien. Entre ses mains il n'en est pas de plus redoutable. Entre temps, les Grecs s'empressaient de charger leurs revolvers.

Et la tuerie commença. Ceux qui, comme moi, ont entendu les cris d'angoisse, les hurlements des femmes du peuple et les râles d'agonie des blessés, ne sauraient oublier les affres épouvantables de ce jour-là. Durant la nuit, les plaintes des victimes qne l'on égorgeait presque sous nos fenêtres arrivaient jusqu'à nous accompagnées par le rythme lugubre des flots battant les pilotis du théâtre Rossini que nous dominions.

L'historique des heures qui suivirent nous entraînerait trop loin. Mais il est impossible de passer sous silence le bombardement d'Alexandrie par l'escadre anglaise sous les ordres de l'amiral Sir Beauchamp Seymour. Cet acte inattendu, et exécuté sans déclaration de guerre préalable, eut lieu le 11 juillet. Il détruisit pour plusieurs millions de propriétés et tua un grand nombre d'habitants.

L'artillerie égyptienne était incapable de riposter. La plu-

1. *Venez, musulmans, venez, on tue nos frères !*

part des pièces en batterie, à âme lisse, de courte portée, calibre 12, 22 et 32, n'avaient pas bougé de leur place depuis environ 38 ans, époque à laquelle le général Galice-bey, au service de Mohamed-Aly, les avait mises en position. Sur 101 canons Armstrong de 9 à 10 pouces, 64 seulement étaient montés. Les 37 autres gisaient hors des plates-formes où les Anglais ont dû les trouver côte à côte et loin de leurs affûts. Quant à leurs projectiles, ils ne quittèrent jamais les magasins de l'Arsenal. La veille de l'action, pas un canon n'avait ses munitions au poste de guerre.

Pendant le bombardement, toutes les autorités locales ayant disparu, la ville se trouva complètement abandonnée aux pillards et aux incendiaires, ramassis de toute la lie de la population alexandrine. Les bédouins, campés à Ramleh[1], avaient reçu ordre de faire la police de la ville. Ils se contentèrent de piller les magasins après avoir défoncé les devantures et, leur convoitise satisfaite, ils mirent le feu à ce qui restait. Les prisons, ouvertes par force, avaient aussi vomi sur la voie publique tout leur lot de malfaiteurs qui se ruèrent au sac des habitations et des boutiques.

Les rues, où gisaient pêle-mêle les cadavres des victimes et les restes calcinés des meubles et des charpentes, livraient passage à d'innombrables charrettes sur lesquelles des familles apeurées avaient pris place, fuyant la cité maudite. Durant trois jours, l'exode continua. Le vice-roi s'était enfermé dans son palais de Ramleh. Les grands harems, depuis longtemps, avaient fui au Caire.

Les Européens, sagement conseillés par leurs consuls, recevaient l'hospitalité à bord des grands paquebots ancrés au large, où les compagnies leur faisaient payer un franc un modeste verre d'eau. Mais le plus grand nombre avait cherché des rives plus clémentes. Sur ordre, la flotte française, qui, d'abord, avait mouillé dans la rade, était partie pour Beyrouth, au grand désespoir des rares Français qui avaient mis en elle tout leur espoir. Cette poignée de Français demeurée à Alexandrie malgré toutes les menaces, constituait une réunion d'hommes résolus. Si les autres colons avaient suivi leur exemple, la ville eût sans doute échappé au désastre.

1. Faubourg d'Alexandrie, sur l'emplacement du camp de César.

Il suffit de quelques bras énergiques, tenant en main les armes dont ils n'eurent pas à faire usage, pour sauver le Crédit Lyonnais dont la porte ne fut même pas forcée. Il est regrettable qu'à ce moment, les consuls et les fonctionnaires, sur les injonctions de leurs Gouvernements respectifs, aient cru devoir donner l'exemple de l'exode.

Cependant l'Europe, au reçu de la nouvelle de ces événements mémorables pour l'Égypte, demeurait indifférente.

Quelques semaines plus tard, Arabi-Pacha, embarqué sur l'ordre des Anglais, faisait route vers Ceylan. On lui accordait une pension généreuse pour l'époque (12.000 francs), avec faculté de jouir de ses rentes personnelles et d'emmener une partie de son harem et de ses serviteurs.

Cependant les naïfs, dont le seul crime avait été de le soutenir dans sa révolte, recevaient comme prix de leur complaisance le châtiment suprême. Les émeutiers d'Alexandrie furent punis les premiers. Ces malheureux furent obligés de creuser eux-mêmes leur propre tombe sur la place des Consuls, tandis que sur leurs têtes horrifiées se dressaient les innombrables potences.

Depuis, la place funèbre a été transformée en jardin public. Des pelouses vertes, des arbres touffus où s'ébattent des milliers d'oiseaux, mettent la joie de la nature en ce coin charmant dont toutes les rues du côté est aboutissent à la mer. Cette mer que l'azur immuable du ciel égyptien rend éternellement bleue, ajoute au décor un charme nouveau, dont les touristes ne se lassent point. Les hauts immeubles, de construction moderne, bordant la place, achèvent de donner à cet endroit de la ville un cachet d'élégance dont les Alexandrins se montrent très fiers. Pour moi, dont la jeunesse fut frappée si abominablement par le terrible spectacle des jours sanglants, la place des Consuls demeurera toujours « le cimetière des premiers révolutionnaires ».

C'est un lieu commun de répéter aujourd'hui, après tant d'autres, qu'un seul homme en France comprit alors l'extrême portée de la tragédie qui se déroulait en Égypte. J'ai nommé Gambetta. Il ne cessa pas de lutter contre ce qu'il appelait une abdication. Mais ceux qui par leurs connaissances ou leur intention personnelle pouvaient prévoir l'avenir, sacri-

fièrent leur conviction à leur popularité. Gambetta vit son ministère tomber peu après et ne récolta que des quolibets pour s'être prononcé avec tant de chaleur sur des actes qui s'accomplissaient si loin de Paris.

En attendant, l'Angleterre commençait tout tranquillement en Égypte son œuvre de colonisation.

***

Quoi qu'on ait pu dire, la tranquillité de l'Égypte, depuis ce moment, n'a jamais été que relative. En réalité, tout ce que la révolution de cette année a pu accomplir date des journées de 1882, avec cette différence que les émeutiers de ma jeunesse ont passé la main à une génération tout autre. Alors, la révolte partait de l'armée et du peuple. D'ailleurs pas plus l'un que l'autre ne se montraient bien conscients de leurs droits. Ils réclamaient une constitution, sans savoir au juste en quoi elle consistait. A l'heure actuelle, le mouvement dirigé par des hommes de haute culture a cela de redoutable, qu'il englobe la population tout entière.

Les misérables soldats, les âniers faméliques, les fellahs sauvages de 1882 composant la milice d'Arabi-Pacha tuaient pour tuer et s'attaquaient aux têtes coiffées du *bornett* (chapeau). Pour eux, le chapeau représentait l'insigne du chrétien. Quelques-uns même, armés du terrible *nabout*, frappaient sans pitié tout homme dont le teint clair, les cheveux blonds ou châtains semblaient désigner un étranger. C'est ainsi qu'à l'hôpital indigène où on avait transporté les cadavres des victimes, on put reconnaître les corps de plusieurs Turcs qui avaient en vain répété à leurs bourreaux la formule de foi musulmane. La foule ivre de sang, trompée par la blancheur de leur peau, voyait en eux les fils d'une autre race.

Les Égyptiens d'aujourd'hui n'ont avec ceux-là qu'une lointaine parenté. Un sentiment, inconnu jusque-là, est né sur l'antique terre, le patriotisme ; j'entends inconnu à l'Égypte musulmane. Les hommes nouveaux qui réclament leur indépendace ne souhaitent pas retourner au fanatisme ni fermer leurs portes aux lumières, ni aux concours des autres peuples de confessions différentes. Ils demandent qu'on leur fasse

confiance et que les étrangers reviennent en foule apporter aux rives du Nil l'animation de leur présence et l'or de leurs banques. Mais ils veulent surtout être les maîtres chez eux, ambition naturelle à tout peuple conscient de sa force et de ses droits.

Ces droits, le premier Égyptien qui ait eu le courage d'y faire appel, c'est le jeune Mustapha Kamel, patriote convaincu et incomparable orateur. Dans le célèbre discours prononcé par lui à Alexandrie le 3 mars 1896, en pleine occupation anglaise, après avoir exposé avec une clarté remarquable la situation créée au pays par la politique britannique, il s'exprimait ainsi au milieu d'une foule enthousiaste :

— Pourrons-nous un jour être fiers, nous aussi, de notre patrie? Pourrons-nous jamais être un peuple fort et respecté?... J'en fais le vœu le plus ardent. Nous ne pouvons arriver au bonheur rêvé, à la réalisation de nos espoirs patriotiques que par un accord de tous et l'amour unanime de l'Égypte. Laissons de côté nos querelles et nos passions personnelles : soyons unis de cœur et d'action. Ne donnons pas au monde le spectacle d'une famille qui se querelle pour le partage des biens et des meubles que contient sa maison, tandis qu'un incendie la dévore. Le jour où l'union de tous les Égyptiens sera un fait accompli, nos espoirs deviendront des réalités. Ce jour-là nous pourrons nous écrier fièrement : « Nous sommes les enfants libres de l'Égypte libre ! »

Je ne puis m'empêcher de citer encore ce passage d'un autre discours du jeune orateur :

La civilisation égyptienne ne pourra durer dans l'avenir que si elle est fondée par le peuple lui-même, que si le fellah, l'ouvrier, le commerçant, l'instituteur, l'élève et tout Égyptien savent que l'homme a des droits sacrés auxquels il ne faut jamais toucher, qu'il n'est pas créé pour être un instrument, mais pour mener une vie intelligente et digne, que l'amour de la patrie est le plus beau sentiment qui puisse ennoblir une âme et qu'une nation sans indépendance est une nation sans existence ! C'est par le patriotisme qu'un peuple barbare arrive en peu d'années à la civilisation, à la grandeur et à la puissance. C'est de lui qu'est formé le sang qui coule dans les veines des nations viriles et c'est de lui que découle la vie pour chaque être vivant.

Cependant, et c'est là encore que se marque la différence entre les hommes d'il y a vingt-cinq ans et ceux d'au-

jourd'hui, ce même Mustapha Kamel n'est pas seulement Égyptien, il est musulman et c'est ce qui fait sa force parmi le peuple. Nous trouvons un peu de sa profession de foi dans cette dernière phrase. Parlant de l'influence immense exercée par Mohamed-Aly sur l'Égypte, il s'écrie :

Le grand homme qui a changé les destinées de l'Égypte et l'a comblée de tant d'honneurs et de prestige a su concilier dans son œuvre les principes de la civilisation moderne et les dogmes de l'Islamisme. Il a trouvé dans notre admirable religion la matière vitale de la plus haute civilisation que les hommes puissent rêver, et il a eu la certitude que par l'Islamisme on peut atteindre le plus vaste ensemble des félicités dans la vie. Si nous imitons son exemple en nous appuyant sur l'Islamisme, en prenant à la civilisation occidentale ce qu'elle a de bon et d'utile, en méditant l'histoire et en échappant à cette division qui a tant nui à l'Égypte et à l'Islam, nous arriverons certainement à acquérir la grandeur et la place marquée que nous ambitionnons [1].

On juge avec quelle ferveur la masse des Égyptiens demeurés strictement fidèles à la loi du prophète accueillirent les paroles de ce leader du parti nationaliste. Il n'était pour l'instant aucunement question d'étendre ce nationalisme aux divers habitants de l'Égypte. Mustapha Kamel, que j'ai personnellement connu, avec lequel j'ai eu de nombreux entretiens, s'intéressait uniquement à l'Égypte musulmane.

Sous ce rapport, son inconstestable talent a fait plus de tort que de bien à la nation qu'il voulait défendre. Le peuple, qui ne raisonne point ses sensations, l'a suivi par fanatisme et l'a dépassé dans ses ambitions. L'assassinat du premier ministre Botros Pacha Gali, le 13 février 1910, par l'étudiant Wardani, n'eut pas d'autre cause. Botros ne fut point frappé comme ami de l'Angleterre, mais uniquement parce que, pour beaucoup, le choix d'un chrétien dans le ministère froissait les sentiments religieux.

Qu'il me soit permis de noter ici une remarque strictement personnelle, basée sur la plus consciencieuse, la plus constante observation. N'est-il pas curieux de reconnaître que parmi ceux qui essayèrent de secouer le joug anglais en terre d'Égypte, depuis le précurseur Mustapha Kamel jusqu'aux émeutiers si

1. Extrait du discours prononcé par Mustapha Kamel à Alexandrie, le 21 mai 1902, à l'occasion du centenaire *lunaire* de l'élection de Mohamed-Aly.

tenaces d'aujourd'hui, le mouvement a été surtout suivi par les étudiants et par les élèves des écoles secondaires, c'est-à-dire par ceux-là mêmes qui, placés longtemps sous la direction des professeurs anglais, auraient dû les premiers courber la tête et, mieux que les autres, subir le joug sous lequel on les entraînait.

Et c'est là que j'arrive au point délicat de ces notes que je voudrais surtout impartiales.

***

Je ne parlerai ni des écoles militaires autrefois florissantes, tombées maintenant au-dessous des écoles primaires de la moindre capitale d'Europe, ni de l'école de médecine, ni de l'école de droit, toutes trois créées par des Français dévoués à l'Égypte et parvenues, grâce à leurs efforts, à un degré permettant tous les espoirs. Qu'il me suffise de citer simplement les écoles proprement dites, celles qui, de par leurs fonctions mêmes, forment les futurs hommes d'une nation.

Quand j'arrivai en Égypte, le Gouvernement commençait à peine à créer quelques collèges, dont la direction supérieure était confiée, pour la majeure partie, à des Français ou à des Suisses. L'instruction publique était elle-même entre les mains d'un Genevois de grande valeur dont il m'a été donné plus d'une fois d'apprécier la vaste érudition et la grande autorité. Il se nommait Dore-bey. Ces écoles, faibles balbutiements d'un pays qui s'éveille, commençaient de prendre leur essor quand survinrent les événements déjà cités.

Mais, bien avant, la France avait apporté en Égypte, sur l'aile de ses missions, la bonne parole de la science et les premiers principes de la civilisation moderne. Les Lazaristes, les Frères des écoles chrétiennes, puis les Pères des Missions africaines de Lyon, enfin les Jésuites, s'efforçaient à donner aux garçons l'instruction que les élèves de France recevaient dans leurs collèges. Les filles n'étaient pas non plus oubliées. Les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, les Dames de Sion, de la Mère de Dieu, les Sœurs de Saint-Joseph, de la Délivrance et enfin les Dames du Sacré-Cœur répandaient sur les jeunes âmes fémi-

nines orientales, les bienfaits d'une éducation jusque-là confiée à des institutrices particulières ; les familles assez riches pouvaient seules se permettre ce luxe onéreux. Et que l'on ne se figure point que religieux et religieuses exerçassent la moindre pression sur l'esprit des enfants confiés à leur garde. Musulmans, israélites et chrétiens travaillaient ensemble, sous le regard des Pères et des Sœurs, sans que jamais aucune des différentes confessions pût être froissée. L'instruction religieuse était donnée à chaque groupe par les prêtres de son culte.

Quelques années plus tard, le bagage se trouva augmenté par l'institution de deux lycées français, l'un au Caire, l'autre à Alexandrie, et par les écoles de l'Alliance israélite.

Dans tous ces collèges sans exception, les enfants recevaient et reçoivent encore une instruction assez complète pour que le gouvernement français ait cru nécessaire de déléguer chaque année des professeurs, qui viennent faire subir aux élèves les épreuves du brevet simple et supérieur, et celles du baccalauréat.

Ces écoles, qui n'ont cessé de prospérer, avaient atteint au 10 mars 1919 le chiffre respectable de 27 000 élèves appartenant à toutes les races, professant tous les dogmes, mais unis fraternellement dans le double amour de l'Égypte qui les a vus naître et de la France qui les instruit. Non seulement la langue du pays, l'arabe, n'était pas négligée, mais les plus savants ulémahs du Caire et d'Alexandrie étaient appelés à parfaire sur ce point l'érudition des Musulmans attachés à l'école.

Je ne serai contredite par personne, en disant que les hommes les plus remarquables parmi les Égyptiens de ces vingt dernières années sont d'anciens élèves des Frères ou des Pères des Missions africaines. Ces hommes, demeurés d'excellents patriotes, gardent à la France un amour qui ne se démentit jamais. Innombrables sont aujourd'hui les négociants et les employés qui doivent leur instruction aux écoles de l'Alliance israélite. Là aussi, on fait aimer notre patrie et je demeurai confondue d'admiration pendant la guerre, au cours d'une visite que je faisais à l'école israélite de Tantah, en entendant des fillettes de douze à quatorze ans réciter, —

avec quel enthousiasme ! — des actes entiers de nos poètes, choisis au hasard sur ma demande.

Il y a mieux. Au printemps dernier, à Alexandrie, notre consul, M. Lucien Bonzon, me demanda d'assister à la séance de cinéma offerte ce jour-là aux élèves des Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul. Dans la loge où nous prîmes place, je ne vis rien d'abord qu'une masse confuse de têtes brunes parmi lesquelles de rares nattes blondes ou châtain faisaient tache. De-ci, de-là, les blanches cornettes des sœurs semblaient de grands papillons protecteurs.

— Il y a là douze cents petites filles, — me dit le consul, — et toutes ne sont pas présentes. La salle n'est pas assez vaste.

Il s'interrompit. L'orchestre attaquait les premières mesures de *Sambre et Meuse*. Alors je pus voir cette chose étonnante qui mit des larmes dans mes yeux : tandis que sur l'écran se profilait la vision magnifique de nos soldats entrant à Colmar, toutes ces enfants, élèves de nos écoles, entonner de leurs voix claires le chant célèbre que jouaient les musiciens... Et ce fut ainsi jusqu'au bout. Depuis *la Marseillaise* jusqu'à *la Marche Lorraine*, ces petites savaient tous les airs, tous les couplets, et rien ne me sembla plus touchant que le spectacle qui me fut donné ce jour-là. Les Françaises pourtant se montraient rares. Nombreuses, bien plus nombreuses se trouvaient les Égyptiennes, les Grecques et autres étrangères de tous pays confiées à nos sœurs. Cependant leurs cœurs enfantins battaient de la même joie que j'avais vue quelques mois plus tôt dans les yeux des jeunes Parisiennes au matin fameux de l'armistice... Et notre victoire semblait leur victoire ! Et nos chants sur leurs lèvres innocentes devenaient leurs chants...

Comme j'exprimais mon étonnement et aussi ma reconnaissance à notre consul, il me dit gaiement :

— Oui, je crois que c'est une bonne idée de montrer un peu de la France à ces enfants qui l'aiment tant ! Et vous n'en voyez qu'une partie. Chaque jour une école différente vient ici : hier c'était l'Alliance israélite, demain ce sera le Lycée français, après-demain les Frères des écoles chrétiennes. Ainsi tous et toutes auront vu l'entrée glorieuse de nos troupes ; j'espère bien leur montrer de même les fêtes solennelles

du grand jour, le passage des poilus sous l'Arc de Triomphe.

Dans la soirée, et toujours en compagnie du consul, je visitai le collège des Frères. Là aussi, ma surprise fut profonde en constatant la surprenante organisation de cet établissement. Par pouvoir spécial, les Frères, qui chez nous bornent leurs efforts à l'enseignement primaire, ont en Égypte la mission de pousser leurs élèves jusqu'au baccalaureat. Mais tandis que les Jésuites préparent surtout aux lettres, en Égypte les Frères orientent les enfants vers les études pratiques : Centrale, Arts et Métiers, écoles d'électricité, commerce. Ce qui surtout m'a frappée dans l'inspection trop rapide que je fis des classes, des salles de conférences et du musée, véritable pépinière de documents, ce fut la belle collection des produits locaux. Le coton, roi incontesté du pays par la richesse qu'il y apporte, est représenté sous toutes ses formes, depuis la graine bénie d'où la plante précieuse va sortir, jusqu'à l'étoffe tissée avec les fils de ses flocons. Et toutes les espèces de coton sont là. Il en est de même pour le lin et le chanvre indigènes. Les minéraux occupent aussi une large place, ainsi que les plantes tinctoriales. L'Égyptien qui sort de ce collège connaît déjà à fond les matières premières de l'industrie locale, dont un stage dans nos grandes écoles lui permettra de tirer le parti le meilleur pour le développement économique de la nation. Si j'ajoute que les frères comptent deux mille élèves pour la seule ville d'Alexandrie, il est facile de se rendre compte du service qu'un tel enseignement peut rendre à l'Égypte. Les Jésuites ont surtout formé des avocats, des magistrats, des médecins qui, après de solides études secondaires sur les bancs des collèges du Caire et d'Alexandrie, sont allés parfaire en France leur instruction et prendre leur diplôme. Il en est de même pour les Pères des Missions africaines, qui sont établis particulièrement dans les provinces. Le collège de Tantah a donné à l'Égypte des hommes de la plus haute valeur.

Le lycée français, excellente institution, est surtout fréquenté par les enfants appartenant aux colonies européennes; de création récente relativement aux autres collèges, il a vu rapidement ses bancs se peupler et les classes sont devenues trop étroites. Tant au Caire qu'à Alexandrie les profes-

seurs chargés de propager l'enseignement universitaire français ont reçu le plus chaleureux accueil.

Autrefois, à l'heure où notre influence s'affirmait en Égypte, l'éducation des jeunes gens était complétée par cinq années passées dans notre pays à la mission égyptienne instituée par le sage Mohamed-Aly. Ces jeunes gens, une fois chez nous, recevaient une pension mensuelle variant de deux à trois cents francs. Ils touchaient aussi les sommes nécessaires aux frais d'inscription aux différentes facultés, leçons particulières, achat de livres, etc. Le temps révolu, les diplômes pris, les élèves rentraient en Égypte où ils trouvaient aussitôt des postes suivant leurs différentes carrières.

La mission égyptienne a été l'une des premières œuvres d'Égypte sacrifiées au régime de l'occupation. Vers 1902, Mustapha Kamel, déjà cité, appelait sur ce fait l'attention du public :

> La mission égyptienne est une institution chargée de compléter à Paris l'instruction des meilleurs étudiants égyptiens, qui a donné à l'Égypte ses hommes les plus distingués ; fort importante autrefois, elle n'est plus composée, à l'heure actuelle, que d'une dizaine d'étudiants, pour la moitié Arméniens. On empêche maintenant les étudiants de venir en France; on les force à se rendre à Londres où ils avouent pourtant ne pouvoir faire de bonnes études.

Ce qui était vrai en 1902 l'est devenu plus encore aujourd'hui. La mission égyptienne en France est morte à jamais.

Les raisons invoquées par les occupants sont que le français cesse d'être utile, puisque tout se fait désormais en anglais. Et c'est pourquoi nous voyons un peu chaque jour disparaître notre langue et s'éteindre notre prestige, en ce pays où la France, si longtemps, demeura la nation reine, aimée et admirée de tous. Insensiblement, les enseignes des quartiers européens, presque toutes rédigées en français, sont devenues des enseignes anglaises. Les magasins, du plus grand au plus petit, n'acceptent plus un employé qui ne parle l'anglais. Même dans les métiers les plus obscurs et les moins estimés, tels que bourriquiers et *boyaguis* (cireurs de bottes), ce n'est plus en français que le boy accoste le passant ou le consommateur assis à la table des cafés. Le : — *Cirez Missié?* est devenu *Shoes?*...

L'ânier, le fameux ânier du Caire, célèbre depuis l'Exposition de 1889, ne nous parle plus de son baudet, mais son geste, qu'il essaie de rendre noble, désigne la bête qu'il vous offre, en prononçant du bout des lèvres : — *Donkey, Sir?* Et tout est à l'avenant. Malheureusement pour nous comme pour les Anglais, l'adaptation n'est qu'apparente. Le peuple d'Orient, j'entends le bas peuple, qui vit de l'étranger et surtout du touriste, s'est de tout temps assimilé avec une extraordinaire facilité à ceux qui lui faisaient gagner son pain. Il eût été facile à l'Angleterre de conquérir des âmes qu'un penchant naturel pousse vers leur intérêt, mais qui souhaiteraient pourtant que cet intérêt s'accordât avec leur sympathie. Au contraire, il semble que l'Anglais, si parfaitement correct, si digne, si généreux avec les égaux qu'il estime, ait pris à tâche de s'aliéner les cœurs égyptiens, en nous les aliénant du même coup. Tandis que les hommes cultivés ont gardé à la France toute leur affection, le peuple, qui ne raisonne point ses sensations, s'est pris tout à coup d'une sorte de xénophobie.

Le tort en est, à mon avis, à la façon dont les occupants ont agi avec lui. Dans nos écoles, les professeurs n'ont pas craint de s'adresser au cœur des élèves. Ils sont descendus jusque vers ces petits êtres souvent incultes, les ont élevés jusqu'à eux, leur ont appris à chérir la France dans ses humbles représentants. Les écoles du gouvernement, devenues purement anglaises, ont produit surtout des joueurs de tennis et de jeunes dandys donnant beaucoup plus de temps aux sports qu'à l'étude et quittant les classes avec la même indifférence qu'ils y sont entrés, aussi ignorants de l'âme anglaise que celle-ci est loin de la leur. Les professeurs ont donné strictement, aux heures réglementaires, les leçons inscrites au programme. Le cours terminé, l'infranchissable barrière s'est dressée entre eux. Résultat : ces élèves sont aujourd'hui mués en ennemis révoltés.

L'éducation donnée aux jeunes Égyptiens, en ces dernières années, ne représente qu'une demi-culture. Et c'est là, je pense, l'origine du mal.

Différentes maladresses sont venues, en vingt ans, mettre le comble à l'exaspération du peuple égyptien. Ce fut, parmi tant d'autres, l'ingérance des juges anglais dans les tribunaux

locaux appelés à examiner uniquement des causes indigènes... Puis l'arrêt arbitraire qui déclarait passible de la loi martiale tout Égyptien se livrant à la moindre voie de fait contre un soldat de Sa Majesté. Si l'on sait que ces soldats, souvent pris de boisson, se promènent par les villes le stick à la main dans les quartiers mal famés, ne se privant pas d'injurier ni de frapper qui bon leur semble, fût-ce en manière de plaisanterie, on comprendra facilement la colère des indigènes. Inutile de dire que, dans les rixes fréquentes entre soldats anglais et indigènes, ces derniers ont constamment tort. Pour eux, la peine capitale est appliquée avec une fréquence bien faite pour décourager les plus téméraires.

Pourtant, ils ne se découragent point. Les événements qui, récemment, se sont déroulés en Égypte, en sont la meilleure preuve. A voir chez eux la force constamment primer le droit, les plus soumis se sont révoltés.

Une autre cause est venue encore ajouter un mécontentement. Quelques mois avant la mobilisation, le quartier général avait fait circuler une formule écrite, demandant aux officiers qui désiraient prendre un emploi en Égypte, une fois leur service militaire révolu, de vouloir bien se faire connaître.

Le nombre des officiers qui se sont présentés s'est élevé, pour les seules villes du Caire et d'Alexandrie, à trois mille cinq cents. Ces emplois se trouvaient dans les différents ministères et les administrations du gouvernement, et les émoluments qui y étaient attachés étaient de beaucoup supérieurs à ceux touchés jusque-là par les titulaires. De ce fait, les indigènes coptes ou musulmans se sont vus frustrés d'une situation péniblement acquise.

Comme toute nation longtemps avilie par la domination étrangère, le jour où le peuple égyptien s'est enfin décidé à secouer le joug qui pesait sur lui, il a dépassé les bornes.

J'ai montré plus haut combien notre influence est en train de diminuer en Égypte, en attendant qu'elle soit éteinte. Je n'ajouterai que quelques lignes à cette constatation.

Le gouvernement égyptien ne fait rien pour empêcher le succès de nos écoles françaises, à quelque confession qu'elles

appartiennent. Mais le jour où l'élève doit gagner sa vie, il voit toutes les portes se fermer devant lui s'il ne peut exhiber un diplôme gagné aux écoles gouvernementales, c'est-à-dire anglaises. Les parents les plus désireux de confier leurs enfants à des professeurs français, reculent avec raison devant l'incertitude de leur avenir. A quoi bon une science qui ne pourra servir à rien? Plus qu'ailleurs, la passion du fonctionnarisme sévit en Égypte ; si alléchantes que semblent les carrières libérales, bien peu sont ceux qui poussent le courage jusqu'à s'y abandonner complètement. L'amour du *poste* est plus fort que tout.

Et c'est ainsi que, peu à peu, notre douce langue française, si chère en Orient musulman, disparaîtra des programmes de l'Égypte, à moins que nos écoles n'obtiennent du gouvernement français le moyen de continuer la lutte. Il n'est pas question de politique, mais de simple tradition. Quelle autre terre peut, comme l'Égypte, revendiquer l'influence française?... De Mohamed-Aly, le grand souverain, jusqu'à Ismaïl, qui donc rendit l'Égypte florissante? N'est-ce pas à nos ingénieurs, à nos financiers, à nos officiers, que les vice-rois firent constamment appel pour le plus grand bien et la plus grande gloire de leur pays?... N'est-il pas permis de répéter, après tant d'autres, que l'égyptologie est une science française?

Alors, ne fût-ce qu'en souvenir des illustres compatriotes qui vinrent, au prix de mille dangers, de difficultés sans nombre, porter au delà des mers les lumières de notre pays, il serait simplement équitable de ne pas laisser tomber de nos mains paresseuses, le flambeau que d'autres tinrent si superbement.

Chez nous, personne ne s'inquiète des derniers événements survenus en Égypte ; pourtant là-bas nos écoles, comme les écoles indigènes, en ont subi le douloureux contre-coup. Depuis le mois de mars 1919, les scènes regrettables qui se sont déroulées ont obligé bien souvent les directeurs à fermer les portes de leurs établissements[1].

Voici en principe la genèse de ces troubles, qui viennent d'aboutir à un changement si profond dans le statut politique du pays.

1. A Alexandrie, le collège des Jésuites, établissement de premier ordre, a définitivement licencié ses élèves.

***

Durant le cours de l'avant-dernier hiver, Saad Zagloul-Pacha, ancien ministre, vice-président de l'Assemblée législative et chef du parti nationaliste, organisa une sorte de referendum : Quels sont les sentiments de l'Égypte nouvelle ? Le peuple accepte-t-il le protectorat anglais, ou demande-t-il à reprendre son indépendance ?

Les réponses sont unanimes : les Égyptiens veulent être libres. Les listes innombrables envoyées un peu partout, dans les villes et villages de l'intérieur, reviennent au Caire chargées de signatures. Il ne reste donc plus qu'à agir.

Ayant essayé en vain de faire entendre sa voix par ceux-là mêmes qui disposent à ce moment des destinées de l'Égypte, le chef du parti réclame pour lui et quelques-uns de ses collègues, choisis au hasard de leurs mérites, le droit d'aller en Europe présenter leurs revendications au Congrès de la Paix.

Un premier refus est opposé à leur demande. Zagloul s'adresse alors à l'Angleterre, à la France, à l'Amérique. Aucune de ces protestations ne parvient aux intéressés. Les réunions publiques, entre temps, se sont faites plus nombreuses. Un vent d'orage gronde sur les villes. Le ministère, d'un commun accord, présente sa démission au Sultan, qu'une indisposition opportune retient toute une semaine en son palais.

Et c'est alors que circule l'étrange nouvelle : Zagloul Pacha et ses amis ont été appréhendés chez eux et emmenés on ne sait où...

Le samedi 8 mars 1919, je me trouvais à Alexandrie où je venais de faire une conférence pour la propagande. Passant par les bureaux de *la Réforme*, journal français que dirige Raoul Canivet, M. Edmond Dumani, rédacteur en chef avec lequel je venais de m'entretenir, reçut devant moi l'annonce de l'incarcération des ministres. La chose fut tout de suite démentie ; personne d'ailleurs ne voulait y croire.

Mais le lendemain dimanche, dans les rues du Caire où je revenais, rien qu'à voir l'agitation de la foule, je devinais que des événements graves allaient s'accomplir. L'après-midi se passa sans incident. Dans la soirée seulement la nouvelle se

répandit, véritable traînée de poudre : Zagloul Pacha et ses compagnons, après une nuit passée à la caserne de Kassr-el-Nil, venaient d'être embarqués pour l'île de Malte.

Le lundi matin, je devais me rendre au consulat pour y faire viser mes passeports, mais à peine sortie il me fallut rebrousser chemin. La rue El-Manak, soudainement obstruée par une foule en délire, offrait le coup d'œil le plus bizarre.

A la suite des étudiants de la mosquée d'El-Azhar rêvant une manifestation imposante, tous les barbarins, tous les fellahs, tous les loqueteux de la ville, profitant de l'occasion, se ruaient sur les devantures des magasins, pillaient la caisse et brisaient les vitres. En quelques heures, les dégâts de cette matinée atteignirent vingt mille livres (cinq cent mille francs). On se contenta de faire fonctionner les pompes et d'arroser la foule.

L'après-midi, la police à cheval commença de circuler par la ville. Le mardi, nouvelle manifestation. Cette fois, la cavalerie fit marcher ses bêtes contre la foule qui se dispersa. Les rues El-Manack et Moghraby et la légendaire avenue de Boulac présentaient un spectacle extraordinaire. Devant les monceaux de verre et de glaces brisées gisant sur les trottoirs, les boutiquiers consternés surveillaient la pose des planches qu'ils faisaient clouer contre leurs vitrines. On m'a assuré que les menuisiers et charpentiers ont fait en trois jours de véritables petites fortunes. Le soir, les soldats anglais se sont montrés. Les ponts, gardés militairement, étaient pourvus de mitrailleuses sur tout le parcours du fleuve. Sur la place de l'Opéra, se tenaient les autos blindées chargées de troupes.

Dans l'après-midi du 13, me trouvant au quartier indigène devant la belle mosquée Barkouk que je souhaitais revoir avant de quitter l'Égypte, le vieux gardien me fit signe doucement de le suivre. Quand je fus arrivée devant le tombeau, il me dit avec simplicité :

— Écoute, madame, je peux bien te laisser entrer, je te connais et je sais que tu nous aimes, mais il va y avoir du tapage dans la rue. Si tu sors maintenant, je ne réponds de rien; il vaut mieux que tu restes ici !

Et cet homme dont l'âme simple a sans doute conservé sur notre sexe les idées de ses ancêtres ajouta :

— Les femmes, vois-tu, ce n'est pas fait pour la poudre ni pour les balles...

Et il m'enferma. Je dois dire que jamais comme ce jour-là je ne goûtai si profondément le charme de la vieille mosquée que les Arabes nomment El-Barkoukya.

Cependant je pus assister par une petite fenêtre grillagée de bois — vrai croisillon du moyen âge — à la plus vive bataille. Dans la rue, soudainement, les corbeilles de fruits et de légumes s'écroulaient sous la poussée formidable du peuple. En hâte, les vendeurs prudents s'étaient enfuis, tandis que les boutiquiers brisaient leurs ongles dans leur hâte à pousser les volets à l'ancienne mode.

De nouveau, je voyais se lever sur les têtes les terribles *nabouts* dont la vue avait épouvanté ma jeunesse. Au coin des rues, sur les terrasses et derrière quelques fenêtres, les balles traîtresses pleuvaient, tandis qu'aux carrefours les mitrailleuses jusque-là invisibles, déroulaient leur ruban de mort sur la foule soudain terrorisée.

Quand le gardien de la mosquée vint me délivrer, il était très pâle et une grande tristesse emplissait ses yeux.

Je lui demandais son avis sur le drame.

— Al Allah ! — me répondit-il avec cette philosophie fataliste propre au véritable sage de l'Orient, — rien sur la terre ne se fait sans sa volonté puissante... Pourtant, j'estime que toutes ces tueries sont bien inutiles. Pourquoi se soulever contre les plus forts? En agissant avec calme, nos frères feraient bien plus pour la cause de l'Égypte...

Et tandis que je glissais dans sa main le pourboire d'usage, il conclut :

— D'ailleurs, ce ne sont jamais les vrais coupables qui sont punis.

Durant le cours de la semaine, les émeutes se succédèrent avec une décevante régularité. Chaque quartier eut son tour. Les morts se chiffrèrent par centaines.

Et tous les soirs, une autre rue voyait ses devantures se couvrir de prudents remparts de planches. De loin en loin, dans les quartiers européens, les rideaux métalliques se soule-

vaient à demi et propriétaires et employés osaient risquer une tête curieuse sur l'avenue. Au moindre bruit, le rideau retombait, mettant sa barrière de fer entre les émeutiers et les marchands.

Maintenant la révolte gagnait la province : Tantah, Mansourah, Zagazig, Assiout...

Le jour où je quittai le Caire, nous dûmes attendre près de cinq heures dans nos wagons le départ du train. Le bruit du canon et des mitrailleuses parvenait à nos oreilles sans que nous puissions être renseignés. Quelques voyageurs découragés, descendirent. Enfin, vers deux heures, une compagnie d'Australiens monta dans les voitures, tandis que les soldats prenaient place sur la locomotive, à côté du mécanicien. Le convoi s'ébranla. Le long de la route, les hommes postés aux fenêtres, tiraient des coups de feu en traversant la campagne, à seule fin d'effrayer les fellahs. On pouvait voir ces derniers fuir, épouvantés, sautant les talus, courant dans les champs sur leurs jambes ou à quatre pattes, selon que l'arme leur semblait plus ou moins à portée de leurs personnes. Quand le train arriva en gare de Kalioub, nous connûmes la raison du retard apporté à l'horaire : ce petit pays, si paisible d'ordinaire, s'était soulevé, et depuis le matin on massacrait autour de la station du chemin de fer. Maintenant, de la jolie gare, si connue des habitués du barrage, il ne restait que des ruines : bâtiments, becs de gaz, fontaines, tout se mêlait dans l'inextricable fouillis auquel les régions dévastées ont accoutumé nos yeux. Mais ici, la guerre était toute fraîche, et les larges flaques de sang qui formaient de véritables mares marquaient sinistrement la place de la lutte. Le soleil de ce radieux printemps n'avait pas eu le temps de sécher l'horrible trace.

Sur tout le parcours, les fils du télégraphe et du téléphone traînaient leurs petites cordes lamentables. Pour arrêter la révolte, les Anglais étaient venus en aéroplane bombarder la ville...

Arrivés à Port-Saïd où nous devions embarquer le soir, nous apprîmes que le train avait été le dernier à quitter le Caire. Les émeutiers avaient coupé les ponts. Durant près de deux mois, le service des postes se fit en avion.

Au mois de juin, après la révolte de Bédrechine, on comptait en Égypte quatre mille morts...

Et les émeutes ont continué. Aux manifestations du premier jour, sont venues s'ajouter les complications des grèves. Les tramways ont dû interrompre leur circulation du 20 août dernier au 14 octobre, arrêtant ainsi toute la vie de la banlieue. Récemment encore, on osait à peine faire sortir les voitures, les indigènes de la basse classe les prenant d'assaut sans payer, molestant les contrôleurs, brisant vitres et matériel sitôt qu'on faisait mine de leur résister.

Les négociants européens ne sont pas non plus à l'abri des attaques ; plusieurs magasins ont été pillés. Et souvent, trop souvent encore, la force militaire a dû sévir, faisant de nombreuses victimes.

Pourtant la cause en elle-même demeure franchement intéressante. On a vu cette chose surprenante en un pays trop souvent partagé, déchiré par les luttes de croyance et de partis, des prêtres coptes aller prêcher dans les mosquées, des ulémas élever la voix dans les églises chrétiennes ; étudiants syriens, maronites ou musulmans, écoliers de tous rites, femmes turques d'Égypte ou purement égyptiennes, unis dans la même fièvre et dans le même ardent désir : voir se lever sur la vieille terre l'aube radieuse de l'indépendance.

« Il y a quelque chose de changé », écrivait un journaliste local vers la fin du printemps dernier ; ce « quelque chose, c'est l'élan aussi soudain qu'inattendu qui pousse les femmes vers la politique. Les hommes eux-mêmes en demeurent étonnés et accueillent avec joie la collaboration imprévue qui leur est offerte ; aussi ne ménagent-ils pas leur enthousiasme. Quelle que soit la façon dont le troupeau encore voilé, mais agissant, lui vient en aide, ils l'encouragent, et tandis que matrones et jeunes filles, grandes dames et marchandes poussent sur les places publiques le cri fatidique « *Yahia el Watan !* » (Vive la Patrie), les Égyptiens transportés lancent à leur tour de chaleureux : « *Vive la Femme !* » rènovant sans le savoir les exclamations poussées il y a quatre-vingt-sept ans par les disciples de la famille saint-simonienne.

Mais alors l'acclamation restait un appel, bien plus qu'une approbation. Les belles odalisques, aïeules des manifestantes d'aujourd'hui, eussent été bien surprises si on leur eût prédi que leurs petites-filles descendraient dans la rue et se mêleraient au peuple pour réclamer l'indépendance de leur pays. Pour elles, nonchalamment étendues sur les chiltas ancestrales, elles se contentaient d'être belles et, tandis que Suzanne Voilquin et Clorinde Nogé prêchaient l'émancipation à leurs oreilles distraites, elles regardaient les taches claires du soleil jouer sur les ongles teints de leurs pieds nus.

Maintenant, les descendantes de ces mêmes créatures ont secoué leurs entraves : le harem n'est plus qu'un appartement un peu plus fermé que les nôtres, mais d'où l'on s'évade sans difficultés.

Pour ceux qui comme moi ont connu l'Égypte de Tervifck, l'attitude des femmes en ces deux dernières années constitue la transformation la plus surprenante survenue dans la vallée du Nil. Il faut avoir contemplé la vie nonchalante, l'indifférence à peu près complète de l'élément féminin touchant la politique pour se rendre compte de l'énorme pas franchi en quelques mois. Une des manifestations les plus imposantes fut certainement celle organisée par les femmes du Caire dans le courant de l'été 1919 sous la conduite de madame Aly Charawoni Pacha, vice-présidente de la délégation égyptienne.

Pendant que les manifestantes étaient entourées de deux haies de soldats qui les visaient, baïonnette au canon, et les empêchaient de marcher ou de regagner leurs demeures, l'une d'elles s'avança, exposa « *sa poitrine à un soldat qui l'avait menacée eu lui disant : « Tuez-moi donc, pour qu'il y ait une autre miss Cavell. » Ce ne fut que grâce à l'intervention des consulats américain et italien que les dames purent regagner leurs demeures, après avoir été gardées deux heures durant sous un soleil de feu* [1] *!* »

Une jeune fille égyptienne n'a pas craint quelques jours plus tard de prononcer en français un émouvant discours devant l'hôtel *Shephend*, et ce discours se terminait ainsi : « Je ne

1. Sabry. *La Révolution égyptienne.*

me marierai pas, afin de ne pas donner le jour à un enfant qui deviendra l'esclave des Anglais. »

Autre exemple que je m'en voudrais de ne point citer : une femme Tellaha, assise auprès du corps de son fils victime des mitrailleuses anglaises, reçoit ainsi les consolations qu'un passant charitable se croit obligé de lui donner : « Il faut plutôt m'envier que me plaindre, j'ai donné le jour à un martyr. »

La fièvre héroïque de la capitale s'est étendue peu à peu ; elle a gagné les provinces. On voit maintenant cette chose inouïe : des femmes indigènes s'arracher les journaux locaux, se griser elles aussi des paroles ardentes prononcées par les leaders du parti.

Bien plus, non contentes de les comprendre et de les approuver, elles souhaitent entrer elles aussi dans la lice, mêler leurs voix à celles de leurs frères opprimés. Il existe au Caire parmi l'inextricable fouillis des venelles bordant le quartier de l'Estekieh une église copte renommée, c'est la basilique de Saint-Marc. Il y a peu de temps cette église eût impitoyablement fermé ses portes à tout musulman assez audacieux pour tenter d'en franchir le seuil, et voici que s'accomplit le miracle. Ses lourds vantaux s'écartent un beau jour pour livrer passage non pas aux pieux pèlerins d'une lointaine Abyssinie ou à quelque confrérie chrétienne de Palestine, mais à tout un peuple de femmes en délire ; elles viennent là non point seulement pour prier (car elles prieront ensemble une fois la séance terminée), mais surtout pour discuter des intérêts et des aspirations de l'Égypte, leur commune patrie. C'est à l'issue du meeting fameux dont les murs de la basilique résonnent encore, que les Égyptiennes réunies sans distinction de culte ni d'origine rédigèrent l'acte de protestation adressé à la commission Milner.

Cet acte d'une fière allure et tel que plus d'une société européenne eût pu le signer, débute par la déclaration suivante :

Le mouvement nationaliste égyptien est un mouvement purement et profondément patriotique pur de tout alliage de sectarisme ou de toute influence turque. Il est également fort loin de toute doctrine bolcheviste, et c'est une erreur de chercher sa source dans

l'accroissement du prix de la vie, comme on a prétendu le faire. En effet, l'Égypte est dans une situation financière excellente et peut soulager elle-même la misère de ses pauvres.

Après un énoncé suffisamment clair des différentes revendications, les plaignantes ne craignent point d'en arriver aux menaces :

Il faudra des feux de salve pour faire taire nos protestations ainsi que cela s'est passé sous nos yeux. L'Angleterre a assez de puissance, son armée, sa marine, son aviation sont assez fortes pour le faire ; mais, sans cesse, nous protesterons. Nous combattrons sans armes : notre sang trempera la terre de nos pères, et nous mourrons heureuses.

Pour finir, les Égyptiennes font appel aux souvenirs du passé :

N'oubliez pas, honorables gentlemen, les cent mille martyrs du temps de Dioclétien, et n'oubliez pas, surtout, que les Égyptiens qui ont écrit cette page d'histoire sont les pères de ceux qui écriront la page nouvelle : le même sang coule dans leurs veines.

Si originale que puisse paraître l'attitude des femmes égyptiennes à ceux qui les voient encore sous les couleurs du siècle dernier, il est parmi les innombrables surprises que nous a réservées la révolution présente une chose non moins caractéristique, c'est la fusion spontanée des trois cultes, musulman, chrétien et israélite. Il n'est pas rare de voir en ce moment dans les rues du Caire et d'Alexandrie un rabbin, un prêtre copte et un uléma, fraternellement pressés les uns contre les autres dans le fond d'un torpédo de louage et parcourant les voies principales de la ville en une touchante et pacifique protestation.

Cependant, jugeant sans doute que plus le grade est haut, plus claire doit s'élever la plainte, le R. P. Morcos Georgios, patriarche copte, a voulu prendre une part active à la lutte.

Dès les premiers jours de la révolution, il s'est déclaré le champion des idées nouvelles et, au mépris de tous les conseils, il s'est jeté dans la mêlée ne ménageant ni ses forces, ni ses discours.

Doué d'une éloquence magnifique, il a pris la parole un peu partout, sur les carrefours comme dans les églises, aussi bien dans les mosquées qu'à la synagogue. Orateur infatigable, prêchant constamment l'action, il a contribué à exalter le courage des faibles et à parfaire la résolution des forts.

C'est lui qui fit au chef militaire anglais qui l'excitait à une plus juste prudence, la réponse demeurée fameuse.

— Père, — lui dit l'officier, — nous supportons péniblement, depuis quarante jours, vos discours ; gardez le silence ou vous serez expulsé.

Et le patriarche, simplement répliqua :

— Sir, la nation égyptienne supporte votre tyrannie depuis quarante ans. Ne pensez-vous pas qu'elle doit être encore plus lasse que vous...

Résultat, on lui ordonna de passer la frontière. Cependant les innombrables réclamations du peuple tout entier vainquirent la résistance des gouvernants. On rappela le R. P. Morcos Georgios.

Pourtant sans parler de l'état des finances, il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur le pays pour se convaincre des améliorations sans nombre que l'Angleterre y a apportées : routes agricoles, chemins de fer d'intérêts locaux, embellissement des villes, desséchement des marais et des canaux pestilentiels, formations sanitaires multiples. Toutes choses essentiellement coûteuses et pour lesquelles les Anglais n'ont plaint ni leurs peines, ni leur temps. S'ils sont les premiers à en profiter, ils ne manquent point de rendre service à la population indigène qui s'y est très vite accoutumée. Une œuvre aussi considérable s'est trouvée, de par la maladresse de certains chefs, sensiblement amoindrie aux yeux de la nation qui devait en bénéficier. Il est indéniable que le Gouvernement britannique n'a pas su se faire aimer en terre égyptienne; les aspirations patriotiques, ravalées au niveau de simples émeutes, ont surtout pris leur source dans la sévérité des mesures de répression. Et je pense que ceci est regrettable pour tout le monde.

Les Anglais qui, pour des raisons que j'ignore, ont laissé paisiblement germer les premiers éléments de la révolution,

pour sévir ensuite avec une rigueur impitoyable, ont mesuré la gravité de la situation. L'enquête de lord Milner semble avoir donné raison aux vœux des nationalistes. Le libéral octroi d'une large autonomie à l'Égypte semble ouvrir une période nouvelle et rénovatrice. Ce serait être injuste que de nier l'immense effort accompli par l'Angleterre en Égypte. Ce serait l'être plus encore, que de ne pas rendre hommage au sens politique et à la perspicacité dont elle vient de faire preuve.

JEHAN D'IVRAY

CEUX DE JADIS[1]

I

Sortant du café Molière où il passait la moitié de sa vie, M. Harviot s'avançait, satisfait de lui-même et congestionné par l'alcool comme à l'ordinaire. Le teint brique entre les épais favoris roux, la carrure massive, l'air brutal, il ne démentait pas ses origines. L'énorme fortune, — une quinzaine de millions au moins, — recueillie par lui, avait tout entière été acquise par son père et son aïeul dans le trafic des esclaves. Cet imposant édifice pécuniaire était du haut en bas cimenté par le sang humain.

Cela ne gênait nullement M. Harviot. Il parlait avec complaisance de ses ancêtres qu'il qualifiait d'*armateurs*, sans autrement préciser le genre des cargaisons portées par leurs navires. La répression de la traite sous la monarchie de Juillet l'avait seule empêché de continuer lui-même un négoce devenu trop hasardeux. Il se contentait de recourir, quand une occasion sûre s'offrait, à des opérations de Bourse et, en tout temps, à de savants placements, — d'un caractère parfois usuraire, — pour grossir âprement son tas d'or.

La proclamation de la République, suivie de l'affranchissement des esclaves dans les colonies françaises et de la baisse de la rente, lui était apparue comme une offense à ses plus

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er septembre 1920.

respectables traditions de famille et comme un attentat direct contre son coffre-fort. Frémissant de colère et de crainte, il avait assisté aux premières manifestations démocratiques et concouru, par prudence, à la plantation d' « arbres de la liberté ». Il apporta même au Bonhomme un billet de mille francs pour une souscription ouverte par le *Libéral* en faveur des ouvriers sans travail. Avec quelle rage sourde cet argent fut donné !...

L'issue des fatales journées de Juin mit bientôt fin à la comédie jouée par le millionnaire. Ayant hâte de se venger des contraintes que sa seule lâcheté lui avait imposées, il se fit le disciple de maître Guillaumin et l'un des principaux partisans nantais de Louis Napoléon. Endoctriné par l'avocat, il se résigna même, après de multiples hésitations, à un nouveau et important sacrifice pécuniaire. Une cinquantaine de mille francs fut versée par lui dans la caisse électorale du prétendant. Placement de père de famille ! suivant la prédiction vite réalisée de l'avocat. L'élection du prince à la présidence eut, d'abord, pour conséquence de faire gagner à son créancier, fortement « engagé à la hausse », des sommes considérables sur la rente. Quelques mois plus tard, Louis Napoléon fleurit de rouge la boutonnière de M. Harviot, « ancien armateur », pour « services exceptionnels ».

— Toujours ces conspirateurs ! — fit, d'un ton railleur, le personnage en arrivant auprès du docteur Valmot, pour lequel il professait une certaine estime, le célèbre praticien gagnant beaucoup d'argent. — De quoi diable pouvez-vous ainsi parler tous les soirs?

— Des événements et même des racontars du jour, — dit avec tranquillité M. Valmot. — Nous nous demandions tout à l'heure pourquoi le général de Saint-Arnaud aurait refusé de s'associer à un coup de force préparé par monsieur Carlier.

— Comment savez-vous cela? — balbutia M. Harviot interdit. — Comment avez-vous pu l'apprendre?...

Puis, se ressaisissant :

— Ce sont là des contes de bonne femme ! D'où vient cette ridicule histoire?

— De Paris, mais nous pensions bien qu'elle n'avait aucune base sérieuse.

— Aucune, absolument aucune ! — proclama M. Harviot solennel. — Mais de qui la teniez-vous?

Le docteur répondit, narquois, que c'était d'un ami qu'il avait à la préfecture de police et s'en tint à cette affirmation, malgré l'insistance curieuse de son interlocuteur.

Le Bonhomme, reprenant sa thèse, déclara que si, cette fois encore, il n'était point de fumée sans feu, Saint-Arnaud avait montré une très sage prudence, mère de la sûreté. Ayant peine à contenir son irritation, M. Harviot répliqua qu'un temps viendrait peut-être où cette prudence ferait place à une action énergique. Puis, excité par les railleries du père Malgon, il ajouta que l'on saurait bien mettre un frein à l'audace des « rouges ». Ceux-ci se féliciteraient alors d'avoir parmi eux des chirurgiens aussi habiles que le docteur Valmot pour leur raccommoder bras et jambes.

— Et quand cela?... — dit, provocant, le Bonhomme que cette lourde ironie exaspérait à son tour.

— Quand l'ordre sera définitivement fondé en France, qu'on aura supprimé les mauvais journaux comme le vôtre, rétabli, dans leurs légitimes privilèges, l'autorité, la religion...

— L'esclavage et la traite des noirs ! — coupa le père Malgon avec un rire.

Comme cinglé d'un coup de fouet, M. Harviot, après un geste de menace, s'éloigna à grands pas, en criant que rirait bien qui rirait le dernier !

Marin et Rameau félicitèrent le père Malgon d'avoir mis l'ennemi en fuite, mais le docteur restait grave. De la surprise manifestée par le millionnaire, il résultait que les renseignements de maître Bois-Leroux étaient exacts. Un coup de force avait été tout récemment médité par la préfecture de police. Pour des raisons inconnues, il n'avait reçu aucun commencement d'exécution. N'était-ce que partie remise? l'avenir seul le dirait.

Le Bonhomme considérait la bataille gagnée. Louis Bonaparte et son Saint-Arnaud n'avaient point osé franchir le Rubicon. Au mois de mai, le prince, arrivé au terme de son mandat, ne serait plus rééligible. Le pays choisirait un

autre chef, peut-être un vrai républicain, en tous les cas un homme moins dangereux que le Bonaparte.

Dans un grand bruit de roues sonnant sur le pavé, le dernier omnibus allant de la Bourse à Grillaud, déboucha de la rue Jean-Jacques et traversa la place. M. Marin regarda longuement le lourd véhicule peint en rouge et en vert et surmonté d'une impériale. Il rappela avec émotion à ses compagnons que, le 26 février 1848, juché sur une voiture semblable, brandissant deux petits drapeaux, il avait traversé Nantes, en criant, de toute la force de ses poumons, la proclamation de la République.

Quelle belle journée avaient vécue là les démocrates nantais ! Accourus aux nouvelles dans les bureaux du *Libéral*, ils apprirent la victoire de la Révolution. Pleurant de joie devant le triomphe soudain et inespéré de la cause à laquelle était vouée sa vie, le Bonhomme leur donna lecture du court et vibrant commentaire qui, dans le numéro du soir, précéderait le récit détaillé des événements de Paris. « Un grand acte de justice national s'est accompli, — écrivait-il. Un roi que n'avait pas instruit le grand exemple de Charles X, est tombé sous le souffle du peuple ou plutôt a disparu comme une ombre. Un peuple glorieux a repris la conduite de ses destinées. Enseigné, lui, par le passé, il a suivi les conseils d'une longue et pénible expérience. Il a secoué le joug monarchique pour fonder un nouveau régime sous le seul auspice du droit, de l'égalité et de la liberté. Deux jours seulement ont suffi pour accomplir ce prodige. »

Avec quelle foi profonde et aveugle dans l'avenir, tous ces démocrates sincères et désintéressés accueillaient la grande nouvelle ! La République proclamée, c'était pour eux le triomphe assuré et définitif de la fraternité, de l'honnêteté publique, de la justice sociale. Dans un seul mot, ils voyaient tout cela et ils le voyaient aisément réalisable, ces honnêtes gens prêts les premiers aux sacrifices qu'ils réclameraient à autrui au nom du bien général.

Étonnés et indignés que le monde officiel s'obstinât à ignorer les faits accomplis, ils décidèrent d'envoyer au préfet une délégation de neuf membres. Le haut fonc-

tionnaire reçut dédaigneusement ces « citoyens »... dans sa salle de billard. Sévèrement, il les invita, non à s'asseoir, mais à décliner leurs noms et qualités, les menaçant ainsi d'éventuelles représailles, au cas d'un retour de fortune en faveur du « parti de l'ordre ».

Sans se laisser intimider, le Bonhomme prenait la parole pour demander la proclamation officielle de la République. Le préfet répondait sèchement qu'il attendrait pour cela les ordres « du Gouvernement », sans préciser duquel.

A la mairie, l'accueil était le même. Alors les délégués s'étaient constitués en « Commission démocratique nantaise ». Sous leur responsabilité personnelle, ils avaient proclamé la République dans une affiche signée de tous leurs noms, parmi lesquels figurait celui de Clemenceau que le fils de l'un d'entre eux devait plus tard immortaliser.

L'ère des désillusions était vite venue. Ce fut d'abord l'élection des représentants à l'Assemblée Constituante. Naïvement, les démocrates nantais avaient cru le seul établissement du suffrage universel susceptible de provoquer une évolution complète de l'opinion locale. Trois des neuf candidats qui composaient leur liste étaient des ouvriers vivant du travail manuel. Pourtant, la masse électorale, — surtout dans les campagnes, — avait continué à suivre le mot d'ordre des comités réactionnaires ; les candidats légitimistes furent élus par le département à une écrasante majorité.

Puis, la crise économique arriva. Ce fut l'énorme baisse de la rente, la cherté du crédit, le port de Nantes vide de navires, la Bourse, autrefois si active, presque sans vie. Les denrées coloniales qui formaient le principal élément du commerce local ne trouvaient plus d'acquéreurs. Dès mai 1848, la crise battait son plein.

Vainement le *Libéral* s'efforçait de relever les courages. Avouant que les transactions commerciales étaient « dénuées d'intérêt », le Bonhomme toujours optimiste ajoutait qu'il était « *probable* qu'avant *une quinzaine* elles reprendraient leur cours habituel, *car la confiance semblait renaître sur la place* ». Quinze jours après, se produisait la terrible insurrection de Juin, suivie d'une sanglante répression !

De nombreux amis parisiens du *Libéral* en furent les victimes. « Punis sans avoir été jugés », — comme le devait dire plus tard, à la tribune de l'Assemblée Législative, un Bonaparte cousin du Prince-Président, — les plus ardents républicains étaient frappés impitoyablement par des tribunaux d'exception. D'autres ne réussissaient à éviter une condamnation qu'en prenant le chemin de l'exil. Ledru-Rollin, Arago étaient de ceux-là et rédigeaient, au nom des prévenus réunis à Londres, la déclaration par laquelle ils refusaient de comparaître devant des juges qui étaient « ceux ou les serviteurs de ceux qu'ils avaient dénoncés au pays comme convaincus d'avoir violé la Constitution ».

D'autres déceptions résultaient pour le Bonhomme et ses amis de la politique extérieure. Un moment, le bruit avait couru du passage des Alpes par l'armée française marchant au secours des États lombardo-vénitiens soulevés contre l'odieux joug autrichien. Escomptant l'exactitude de la nouvelle, n'envisageant comme toujours la question qu'au point de vue de l'équité et de l'humanité, le *Libéral* voyait déjà la « France entrée dans la politique naturelle tracée par les événements et la guerre de principes commencée ».

« Nous disons *la guerre de principes*, — expliquait le journal avec son habituel souci de bonne foi, — parce que la guerre de conquête n'est plus possible aujourd'hui. L'esprit de conquête est incompatible avec l'esprit de liberté. » Quelques mois plus tard, une armée française entrait bien en Italie, mais c'était pour détruire la République romaine.

Dans l'intervalle, le mouvement bonapartiste s'était dessiné. En vain, certains démocrates, signalant le péril, s'opposèrent à la création d'une présidence plébiscitaire.

« Nous redoutons, — déclarait prophétiquement le *Libéral*, — *ce pouvoir d'un seul opposé aux pouvoirs de tous.* » Rien n'empêchait plus la vague napoléonienne de déferler sur le pays. Après l'élection du 10 décembre, le Bonhomme en était réduit, pour apaiser les craintes des républicains nantais, à représenter la Constitution comme « l'égide légale de la République contre toute téméraire entreprise ».

Derrière cette « égide », le père Malgon continuait, après trois ans de lutte, à abriter sincèrement ses tenaces espoirs.

Faible rempart pourtant que cette Constitution dont la garde était confiée à l'homme même qui avait intérêt à la détruire !

De la République gouvernée par le Prince-Président et une assemblée réactionnaire, il ne restait plus que l'étiquette, — cette étiquette que maître Bois-Leroux voulait tenter de conserver au prix des plus pénibles sacrifices. Les libertés proclamées par la Constitution avaient disparu sous les coups des lois draconiennes dirigées contre la presse et le droit de réunion.

Ne vit-on pas le parquet de Nantes perquisitionner dans les bureaux du *Libéral* et au domicile privé du père Malgon, parce que le journal avait publié des lettres du comte Molé à Louis-Philippe, trouvées aux Tuileries pendant les journées de Février ? Ce n'était plus seulement le pouvoir actuel, mais la monarchie tombée, que la magistrature prétendait défendre contre les attaques du journal « rouge » !

A la suite d'une de ses nombreuses et sévères condamnations, le Bonhomme rappelait à ses lecteurs, sans pouvoir être accusé d'exagération, que, « doyen des journalistes démocrates des départements », il avait été condamné, sous la Restauration et « la royauté dite citoyenne », pour les mêmes opinions qu'il professait aujourd'hui. — « Si je ne savais pas, — concluait-il avec mélancolie, — que la République est gouvernée par des gens qui la prennent à la gorge sans pouvoir l'étrangler, si je ne savais pas que ce n'est point une République démocratique, telle que le veut la Constitution, je demanderais sous quel gouvernement je dois vivre pour n'être pas poursuivi ! »

Beaucoup de journaux de Paris et des départements n'avaient pas la force de résistance du *Libéral* et succombaient sous les amendes. Le temps était loin où le Bonhomme constatait fièrement qu'avant le 24 février l'idée républicaine n'était défendue à Paris que par deux organes quotidiens, le *National* et la *Réforme* et, qu'après la Révolution, une douzaine de feuilles répandaient chaque jour sur la capitale « la double lumière de l'idée démocratique et sociale ». En province surtout, l'arbitraire administratif ne connaissait plus de limites contre la presse. Le préfet de Nantes interdisait parfois la vente, la criée et la distribution du *Libéral*, sans autre raison que son bon plaisir.

Lointaine l'époque où le Bonhomme, voulant devancer de trente ans les événements, déclarait : « *L'enseignement primaire doit être* GRATUIT, OBLIGATOIRE ET LAIQUE ! » M. de Falloux avait passé par là, soufflant sur ce rêve.

Loin, bien loin, ces premiers jours de 48 où le *Libéral* s'étonnait candidement que, dans une lettre annonçant une subvention de quarante mille francs pour les travaux d'agrandissement de la cathédrale de Nantes, le ministre de l'Instruction publique appelât l'évêque *Monsieur* et non pas *Citoyen*. « Ne se sert-on pas du mot citoyen pour écrire au ministre? Pourquoi ne pas l'employer quand on s'adressait à un évêque? Pourquoi aussi ne pas terminer tout simplement la lettre par *salut et fraternité*, au lieu de se servir de l'antique formule? » A présent, les ministres se faisaient traiter d' « Excellence » et les évêques eussent considéré comme une injure d'être appelés « Monsieur » et non pas « Monseigneur » !

Loin, le temps où les démocrates nantais se réunissaient librement. Au début de la présente année, ils avaient voulu fêter par un banquet, donné dans la salle des Variétés, le troisième anniversaire de la proclamation de la République. Le nombre des souscripteurs était limité à deux mille, « vu l'exiguïté du local ». Pour être à la portée de toutes les bourses, le prix des cartes était fixé à un franc cinquante. Le maire avait accordé l'autorisation demandée, mais, au dernier moment, le préfet interdit le banquet, « considérant » hypocritement qu'il était « de son devoir de prévenir des désordres afin de n'être pas placé dans la cruelle nécessité de les réprimer ». Les républicains ne pouvaient plus fêter à table l'anniversaire de la République, gouvernement légal du pays !...

Le petit omnibus vert et rouge, lentement traîné par ses chevaux blancs, avait, depuis longtemps, disparu dans la rue Voltaire que le Bonhomme et ses compagnons continuaient ainsi à évoquer les souvenirs mis en éveil par le passage de la voiture publique. Le père Malgon conclut par un acte de foi démocratique en rappelant le mot de Napoléon à Sainte-Hélène : « Les lumières et les siècles ne reculeront pas ! »

— Non ! — dit le docteur Valmot toujours soucieux. —

Non ! mais il peut y avoir des éclipses ! et il me semble que nous entrons déjà dans la pénombre...

Comme ils allaient se séparer, ils virent venir, d'une des rues latérales au théâtre, un couple d'amoureux. C'était Paul Malgon donnant le bras à Clara Gavris qui sortait d'une représentation et qu'il allait reconduire jusque chez elle. Les jeunes gens, trop occupés d'eux-mêmes, passèrent sans y prêter attention auprès du petit groupe politique.

— Mais, c'est votre fils?... — interrogea M. Marin.

— Oui, — fit gaiement le Bonhomme, — et il m'a tout l'air d'être en bonne fortune. C'est, je crois, l'étoile de la troupe, la belle Clara Gavris à qui il offre le bras.

— Ce n'est pas d'un républicain de mener cette vie scandaleuse ! — dit gravement le professeur.

Le docteur Valmot se mit à rire, mais M. Marin insista :

— Nous devons en tout le bon exemple !

— La République n'a rien à voir avec l'amour.

— La démocratie doit rétablir l'austérité des mœurs. La corruption du Directoire perdit la première République. Le régime démocratique n'est pas un mode quelconque de gouvernement; il repose, avant tout, sur l'observation des grandes règles morales aussi bien dans la vie privée que dans la vie publique.

Le ton du professeur laissait voir la sincérité de son intransigeant sectarisme. Le Bonhomme, interdit à la pensée que la conduite de son fils pût nuire à la cause républicaine, commençait à invoquer les circonstances atténuantes. M. Valmot haussa les épaules, déclarant qu'un célibataire n'était pas forcé de devenir un muet du sérail, ni même de vivre en ermite, pour rester républicain.

— La plus libre démocratie qui fût jamais, celle d'Athènes, ne se piquait point, — il s'en faut, — d'austérité et savait honorer Éros. Les Français sont très Athéniens à ce dernier point de vue. Ils continueront à courtiser les femmes, même et surtout pour le mauvais motif, sous quelque régime politique que ce soit...

Rameau approuvait en riant le docteur, cependant que le Bonhomme, pour éviter d'être remis sur la sellette, s'esquivait d'un pas rapide vers la rue Colbert où il demeurait.

Paul Malgon n'était pas aussi coupable que le supposait le sévère professeur Marin, mais il n'y avait point de sa faute. Depuis six semaines qu'il faisait à Clara une cour assidue, la belle contralto s'obstinait à ne pas lui accorder l'essentiel. Non certes qu'elle se piquât de vertu républicaine : un raffineur nantais, qui l'entretenait richement, en savait quelque chose, et aussi, — à en croire les bonnes langues des coulisses, — deux ou trois de ses meilleurs amis qu'il avait eu l'imprudence de présenter à sa maîtresse. Flattée par une passion sincère, qui la changeait agréablement de ses faciles intrigues de théâtre, Clara prenait plaisir à prolonger, bien au delà des limites qu'elle-même prévoyait tout d'abord, son *flirt* (encore que le mot soit ici un anachronisme) avec Paul Malgon. Peu à peu, l'idée lui était venue que son « poète » méritait mieux qu'une simple place de coadjuteur amoureux. Elle s'informa s'il ne pourrait en décembre passer une quinzaine de jours à Paris et, sur l'imprudente réponse de Paul que cela lui serait aisé, elle décida d'ajourner jusque-là ses dernières faveurs.

Elle comptait s'installer, à la fin de novembre, dans le petit appartement qu'elle avait loué rue Médicis, en face du Luxembourg. Elle serait là chez elle et n'aurait à craindre la jalousie d'aucun raffineur importun. Paul viendrait la rejoindre sitôt l'emménagement terminé, dès les premiers jours de décembre. Pendant deux semaines, en attendant de commencer ses répétitions à l'Opéra, elle vivrait dans la retraite, comme une grisette amoureuse de son étudiant. La fantaisie lui semblait exquise de mener un moment l'existence de Mimi Pinson, pour reprendre ensuite celle d'une Manon Lescaut à qui les fermiers généraux prodigueraient les hommages dorés.

A tout prendre, Paul n'était point à plaindre. Il savait que cette belle fille, intelligente et passionnée, serait tout entière à lui seul pendant une bienheureuse quinzaine.

C'est pourquoi, après avoir reconduit Clara jusqu'au petit hôtel qu'elle habitait rue Saint-Clément, à l'autre bout de la ville, Paul Malgon, regagnant dans le grand silence de la cité endormie le domicile paternel, ne songeait guère à ce que le *Libéral* appelait les « Mystères Élyséens », ni aux plans ténébreux de M. Bonaparte, mais trouvait bonne la vie.

V

LA « CUISINE » D'UN JOURNAL EN 1851

Dans sa salle à manger de style Empire, — comme tout le mobilier hérité de son père, — le Bonhomme, d'une lèvre gourmande, achevait de boire un chocolat qu'il proclama ne ressembler en rien aux médiocres breuvages dont il avait dû se contenter pendant l'absence de sa femme. Celle-ci était revenue la veille de Paris avec sa fille et Robert, apportant d'excellentes nouvelles. Mathilde avait su très vite faire oublier à son oncle sa première hostilité au mariage projeté. S'il continuait de proclamer insensée la ligne suivie par le *Libéral*, il se réjouissait, maintenant, que sa nièce dût bientôt échapper à ce « déplorable milieu » et il était tout heureux à la pensée que le jeune ménage habiterait Paris.

Il avait comblé Mathilde de cadeaux, s'était montré affectueusement empressé à lui plaire. Finalement, à l'heure du départ, il lui avait recommandé d'embrasser « tout de même » pour lui « son vieux fou de frère », qui ne méritait assurément pas d'avoir une aussi charmante fille.

Robert avait mis à profit l'intérêt que lui portait le général de Saint-Arnaud, — devenu, vers la fin d'octobre, ministre de la guerre dans le cabinet, formé par le Président d'hommes entièrement dévoués à sa personne. La constitution de ce nouveau ministère se liait étroitement, — ainsi que les événements le démontrèrent vite, — à l'ajournement du coup d'État projeté par M. Carlier durant les vacances parlementaires et à sa préparation sur des bases différentes. Sans se soucier de toutes ces intrigues et manœuvres, Robert s'était borné à solliciter du général, au cours d'une audience personnelle, une nouvelle permission de quinze jours qu'il comptait employer à Nantes auprès de sa fiancée. Son colonel ne pouvait la lui accorder de sa propre autorité. Des instructions récentes prescrivaient, aux chefs de corps en garnison à Paris, de maintenir au complet leur cadre d'officiers.

Après s'être enquis du motif, le ministre accueillit la demande du capitaine et, très aimablement, le questionna sur

l'union projetée. Il se rembrunit un peu en apprenant que Robert allait être le gendre d'un journaliste républicain. Puis, levant les épaules, il déclara que l'amour, après tout, soufflait où il voulait. La carrière du jeune homme, qui s'annonçait brillante, ne serait pas, — il l'en assurait, — entravée par les opinions de son beau-père, d'autant que ce dernier serait sans doute amené, « par la force des choses », à devenir plus raisonnable.

Cela fut dit avec un ironique sourire qui ne laissa pas d'intriguer Robert, mais Saint-Arnaud ne s'était pas expliqué davantage. Au moment où le jeune officier prenait congé, le ministre avait seulement noté son adresse à Nantes, l'avertissant que sa permission pourrait être écourtée par un rappel télégraphique, « si les besoins du service l'exigeaient ».

De cette conversation, dont il éprouvait au souvenir un vague malaise, Robert n'avait rien dit au Bonhomme. L'eût-il fait que la confiance dans l'avenir du père Malgon n'en aurait guère été ébranlée. Il ne prenait plus au sérieux l'hypothèse d'un coup de force. Le mois d'octobre et la première moitié de novembre s'étaient écoulés sans le moindre incident alarmant. L'Assemblée nationale avait repris ses travaux à l'heure dite. Dans son « message », le Président avait renouvelé ses promesses solennelles de fidélité à la Constitution. Il avait même proposé le rétablissement intégral du suffrage universel par l'abrogation de la loi du 31 mai. Cette abrogation venait d'être repoussée par la droite de l'Assemblée à une majorité infime de six voix, ce qui promettait le succès à une nouvelle tentative.

Aucun nuage n'altérait, ce matin, la belle humeur du Bonhomme assis à table entre sa femme et sa fille et tout heureux de les revoir. Paul et Jean Malgon étaient déjà au travail dans les bureaux du *Libéral*. Le capitaine, descendu à l'hôtel, n'arriverait qu'à l'heure du déjeuner. Le Bonhomme jouissait de son doux voisinage féminin et ne se hâtait point de rejoindre ses fils au journal.

Il fallut que la pendule, surmontée d'une Victoire aux ailes déployées, sonnât neuf heures, pour le décider à interrompre le récit des impressions de voyage de sa fille. Celle-ci l'aida à passer son pardessus, pendant que madame Malgon

lui enveloppait le cou d'un foulard de soie. Le Bonhomme tendit une dernière fois les mains vers le feu de bois qui flambait dans la cheminée. Il renouvela la déclaration, souvent faite depuis quelques mois, qu'il se sentait devenir paresseux. Quand M. Bonaparte serait sorti de l'Élysée, il laisserait le journal à ses fils et prendrait sa retraite.

Dehors, il faisait un beau temps d'hiver sec et froid, rare à Nantes-la-Grise, que la pluie et le brouillard enveloppent pendant des semaines. Des marchandes de poisson lançaient à travers les rues leur cri aigu de : « *A la vive ! à la vive !...* » Puis, ce fut un « raccommodeur de faïence et de porcelaine » qui, s'accompagnant sur une sorte de fifre, chantait son bizarre refrain :

On rac-com-mo-de... avec pro-pre-té et so-li-di-té
Tous les objets d'utilité...

Ailleurs, un grand tonneau d'un jaune clair était roulé sur une charrette, à l'arrière de laquelle pendaient deux seaux cerclés de cuivre. « *A l'eau !... à l'eau fraîche !* » criait le conducteur.

Un lourd panier sur la tête, les marchandes ambulantes de pommes et de poires cuites vantaient les « pattes de loup » savoureuses.

Le Bonhomme, souriant, prêtait l'oreille à tous ces bruits familiers de la vie provinciale.

Au coin de la rue Voltaire, le « père Carilès », à la barbe blanche vénérable, au nez tuméfié d'ivrogne, raclait son violon. Un crasseux chapeau haut de forme, placé devant lui sur le trottoir, quêtait les offrandes. Le Bonhomme jeta deux sous au vieux mendiant, — figure non moins connue de tout Nantes que les « demoiselles Amadou », petites vieilles falotes qui donnaient, elles aussi, des concerts en plein vent.

Arrivé rue de l'Héronnière, le père Malgon éprouva lui-même les avantages de la célébrité. Des ouvriers, juchés sur l'échafaudage d'une maison qu'on était en train de crépir, le reconnurent et l'acclamèrent :

— Voilà le Bonhomme ! Vive le Bonhomme ! vive le *Libéral de l'Ouest* !

Le père Malgon répondit : « Vive la République ! » et

s'éloigna en criant un amical : « Bonjour, citoyens ! » Dans un temps où la grève était considérée comme un délit entraînant des sanctions pénales, il avait trouvé le moyen de faire triompher pacifiquement, à plusieurs reprises, certaines revendications ouvrières exposées et défendues par son journal. Les *prolétaires*, — comme l'on commençait à dire à l'époque — ne l'oubliaient point et savaient que toute réclamation juste des humbles trouverait au *Libéral* un appui désintéressé.

Rue Neuve-des-Capucins, le Bonhomme entra dans le bureau réservé à l'administration du journal. Rapidement, il prit connaissance de la correspondance des « dépositaires », dont les comptes de quinzaine venaient d'être classés, — nota quelques observations à transmettre à la poste pour des retards de courrier, puis, d'un pas allègre, descendit l'escalier de bois qui menait à l'atelier.

Honoré l'arrêta au passage pour lui montrer les caractères neufs sortis d'une grande caisse arrivée le matin. C'était du « huit » et du « dix » destinés à l'impression du journal. Le père Malgon alla chercher ses fils pour les faire assister à la vérification de la commande. Il n'omettait l'occasion d'aucune de ces utiles leçons de choses.

Devant eux, il rappela que l'imprimeur doit s'assurer, en rompant quelques lettres prises au hasard et en examinant le « grain », si le métal est dur à point. Trop mou, il s'écraserait sous la presse et les lettres seraient bientôt hors d'usage ; s'il était, au contraire, trop « aigre », les « déliés » se briseraient. Depuis quelques années, à l'ancien alliage de soixante-dix pour cent de plomb et de trente pour cent de régule d'antimoine, on ajoutait du fer-blanc mêlé d'étain, surtout pour les caractères servant à l'impression des journaux, — ce qui en triplait la durée.

Il convenait d'examiner, à l'aide du « typomètre », si les lettres étaient bien de la hauteur voulue. Trop basses, elles s'imprimeraient mal ; trop longues, elles abîmeraient le papier et empêcheraient leurs voisines de « marquer » suffisamment.

Il fallait voir si les « cadrats » et les « espaces » étaient en nombre convenable. La proportion normale était de vingt pour cent sur l'ensemble des caractères. Enfin, les lettres

devaient être entre elles dans un rapport proportionné à l'usage plus ou moins fréquent qu'on faisait de chacune. En français, par exemple, l'*e* dominait, tandis que pour les compositions de textes latins, c'était *m*, *n* et *u*.

Ayant constaté avec l'aide d'Honoré et de ses fils que tout était en règle, le Bonhomme déclara que, sur du papier bien fabriqué et exempt de gravier, les nouveaux caractères feraient merveille. Puis il gagna son bureau où il se mit à lire les journaux apportés par le courrier du matin et les quelques dépêches télégraphiques qu'une agence parisienne nouvellement créée commençait à transmettre aux feuilles provinciales.

Dans la salle voisine, Paul Malgon achevait la partie la plus ennuyeuse de sa tâche quotidienne, la rédaction du *Bulletin commercial*. L'unique reporter du journal, — qu'on n'appelait encore que le « rédacteur local », — un ancien petit fonctionnaire de la préfecture révoqué pour ses opinions républicaines, relevait chaque matin les cours de la veille à la Bourse du commerce et prenait, au « bureau du port », la liste des arrivées et des départs de navires. A l'aide de ces notes et en découpant dans les journaux de Paris les renseignements intéressants, Paul arrivait à donner un certain développement à son « bulletin ».

La besogne nécessitait une attention minutieuse et il avait fallu renoncer à la partager entre les deux frères, — Jean, dans son indolence, n'y apportant pas le soin voulu. Plusieurs fois, les erreurs de chiffres et les omissions commises par lui avaient provoqué les véhémentes réclamations des négociants intéressés. Paul se sacrifiait donc pour ne pas compromettre la prospérité du journal, ne se faisant remplacer par son frère qu'en cas d'absence. A cette tâche ingrate, il consacrait un temps qu'il eût souhaité d'employer à des travaux plus littéraires.

Sur sa table s'étalait tout imprimée la mercuriale qui figurait, chaque soir, au bas de la troisième page du journal. Dans les colonnes, laissées en blanc, le jeune homme inscrivait, d'une plume nerveuse, les cours cotés la veille à la Bourse.

« *Prix courant général des marchandises sur la place de*

Nantes. Abréviations : N, nouveau — PD, prix demandé — SC, sans cours — R, rare — M, manque — NP, nouvelle pêche — VP, vieille pêche », — disait l'en-tête du tableau.

Et, à mi-voix, Paul, écrivant à mesure les cours en regard, énumère : « *Amidon de Rennes, — anis étoilé, — cacao Réunion, — camphre, — coton Louis et Mob, Géorgie, Floride, Virginie, Cayenne, — cannelle de Chine, — cires jaunes d'Afrique, — cochenille, — crins courts de Russie.*

Quand il lit la provenance exotique de la plupart de ces marchandises, dont le trafic enrichit les négociants nantais, son esprit d'imaginatif songe, parfois, à toutes les terres lointaines qu'il aimerait connaître autrement que par des récits de voyage. La plume, un moment, s'arrête de courir. Paul Malgon est à Java à la végétation splendide, dans l'Inde aux fantastiques richesses ou dans la libre Amérique. Bien vite, il interrompt courageusement son rêve et ne voit plus que de l'indigo, du riz ou des cotons.

C'est ensuite le *mouvement du port* et les *nouvelles de mer*. « Nous avons reçu trois navires du large : la *Bellone*, capitaine Legal, venue de la Réunion avec un chargement de sucre ; — le *Duguesclin*, capitaine Durieu, venu de Saint-Louis (Sénégal) avec un chargement de cires jaunes, et le *Phalanstère*, capitaine Bertrand, venu de Macao avec un chargement de cannelle. Ce dernier long-courrier a éprouvé dans le golfe de Gascogne, un fort coup de vent qui lui a causé des avaries mineures. Parmi les caboteurs, ont, en outre, *donné en rivière de Loire* cinq navires du Nord chargés de bois et trois d'Angleterre chargés de houille. »

Puis c'est l'énumération des départs : « Ont pris la mer : le *Pionnier*, pour Cayenne, — *Marie-Aglaé*, pour Gorée... » Viennent enfin les nouvelles transmises par les navires nantais, en cours de route : « Le *Juste*, capitaine Simon, est en rade de Calcutta... La *Jeanne d'Arc*, capitaine Boulle, venant d'Espagne, a mouillé en rivière de Gironde et débarque ses mules ; on pense que le prix de ces animaux s'élèvera aux environs de 180 piastres... »

Un dernier tableau, vite rempli, donne les cours des principales valeurs mobilières cotées à la Bourse de Paris. « *3 p. 100, jouissance du 22 décembre, 5 p. 100 jouissance du*

22 septembre, — Actions de la Banque de France, jouissance de janvier. — Chemins de fer : Tours à Angers, Paris à Orléans, Paris à Rouen, Avignon à Marseille, Strasbourg à Bâle, Orléans à Bordeaux, Paris à Lyon, Rouen au Havre... » Chaque année s'allonge le réseau ferré qui court, en tous sens, à travers la France.

Paul pousse un soupir de satisfaction en notant le dernier cours, tire le cordon de la sonnette qui retentit dans l'atelier et lance, joyeusement, à l'apprenti accouru toutes les odieuses paperasses.

Son frère finit, à la table voisine, de mettre en ordre les annonces à insérer le soir. « 40 centimes la ligne, la première fois, 30 centimes les suivantes, remise du quart aux abonnés », — tel est le tarif inscrit en tête du *Libéral*. Le prix des « réclames » est fixé à un franc la ligne.

Paul parcourt la feuille :

« *Bateaux à vapeur de la Loire*. Départ tous les deux jours pour Belle-Ile et Lorient. A 8 heures du matin, les jours pairs. » — « Perdu un parapluie de soie brune demi-usé, à manche de buis, poignée d'ivoire. » — « Le sieur Bœuf, propriétaire d'une *Lanterne Magique mécanisée*, avec feux diamantaux. se rend à domicile où on lui fait l'honneur de le demander. »

— Quel style ! — dit Paul en riant.

« *Au rocher de Cancale*, rue Belle-Image, au pied de l'horloge du Bouffay. Grand dépôt d'huîtres en gros et en détail à 1 fr. 30 le cent. Ces huîtres, quoique à bon marché, sont toujours très fraîches. Les huîtres parquées sont bonnes en toute saison. » « Il a été laissé au corps de garde une redingote en peau de chat. La réclamer chez M. Moreau, fourreur. »

— Quel peut être ce mystère?... Ce garde national manque de sérieux !

« *Cubeur juré*. Laurent Charrier continue sa profession. Il offre ses services au public pour toute espèce de cubage. Sa demeure est rue Kervégan, 26, île Feydeau. » — « *Au Minaret*, magasin de jouets, rue Crébillon. » — « *La Bienfaitrice*, assurance mutuelle contre les risques de tirage au sort. Moyennant la mise unique de 600 francs pour le tirage prochain, la société garantit une somme de 1 600 à 1 800 francs, à chaque personne désignée par le sort. »

Deniaud, le « rédacteur local », entre dans le bureau. Il apporte les menus faits du jour, recueillis au cours d'une « tournée » dans les commissariats de police. Il se borne à les résumer brièvement, sans le « délayage » qui, plus tard, deviendra de mode. Il n'y a pas de place à perdre dans le *Libéral*. Les faits divers, les comptes rendus judiciaires ne font point déborder encore les colonnes des journaux de province. On n'y cite pas *in extenso* les discours prononcés après boire par les présidents d'orphéons et l'on n'emploie pas cent lignes à narrer un accident de voiture ou la condamnation d'un brutal en police correctionnelle.

Deniaud conte qu'à la suite d'une querelle au café Molière, deux jeunes gens, connus à Nantes dans le monde où l'on s'amuse, ont échangé le matin deux balles « sans résultat ». Désignant les personnages par de simples initiales, Jean improvise un petit « écho » amusant, en rappelant les conclusions identiques du fameux duel Thiers-Bixio, deux années auparavant. Le grave M. Thiers démentait avoir dit que « la présidence de M. Louis Bonaparte serait humiliante pour la France ». Le *Charivari* publia alors les vers satiriques et pleins de verve que Jean s'apprête à citer :

Quand Bixio dit oui, Thiers dit non. En ce cas,
On sait ce que l'honneur prescrit à chaque membre.
Quatre amis vont au Bois mesurer vingt-cinq pas.
L'on tire, l'on se manque et l'on rentre à... la Chambre.
Soyons francs, ce duel que vient-il prouver? — Rien !
... Sinon que ces messieurs ne tirent pas très bien !

— As-tu fait le compte rendu de la soirée théâtrale d'hier aux Variétés? — demande Paul à son frère.

— Oui, en quelques lignes. Le spectacle manquait d'imprévu : on jouait *les Enfants d'Édouard* et *la Corde sensible*.

— Eh bien ! ajoute donc qu'à Graslin avait lieu la répétition générale de *la Muette* et que la manière dont Clara Gavris interpréta son rôle fut de tous points remarquable.

Jean se met à rire et griffonne aussitôt le post-scriptum réclamé, affirmant qu'il doit bien cela à sa « belle-sœur » de l'heure présente. Il aime beaucoup ses fonctions de chroniqueur théâtral, quoique la scène nantaise n'ait pas encore

reconquis la renommée dont elle jouissait dans tout l'Ouest, avant 48. Cette année-là, le directeur fit faillite aussitôt la révolution accomplie. En vain, le *Libéral* déclara que « maintenir le théâtre était une œuvre à la fois artistique et d'utilité publique ». Faute de troupe d'opéra, dont l'entretien était trop onéreux, le journal encouragea les artistes à fonder, pour la troupe de comédie, « une association vraiment républicaine », mais les spectateurs s'obstinèrent à faire grève. Les années suivantes, le théâtre vécut péniblement. Peu soucieux des contingences économiques, le Bonhomme persistait à n'y voir d'autre cause que l'esprit rétrograde de la bourgeoisie nantaise.

Paul se hâta de terminer l'article qui devait « passer » en tête du journal, immédiatement après les « actes officiels ». Il était consacré à l'attitude s'imposant à l'extrême gauche dans les prochains débats parlementaires. D'un style moins fleuri et plus serré que ne l'eût écrit le Bonhomme, il aboutissait aux conclusions chères à ce dernier. C'est dire qu'il recommandait aux représentants républicains une hostilité irréductible à l'égard du pouvoir. « La Montagne n'aura garde d'offrir un contingent de *satisfaits* au ministère », — écrivit Paul avant d'apposer, au bas de sa « copie », la signature rendue obligatoire par la loi de 1850.

Il alla lire l'article à son père qui le trouva excellent. Le Bonhomme donna à son tour lecture d'une longue étude envoyée par le professeur Marin et dont le *Libéral* entreprendrait bientôt la publication. Cela s'intitulait : *le Socialisme démontré. — Dialogues entre un catholique et un socialiste.* Avec une gravité de prophète, M. Marin commençait par cette profession de foi : « Nous *croyons* à la liberté, à l'égalité, à la fraternité parce que ce dogme évangélique est devenu le dogme de la France, qui, après plus d'un demi-siècle d'héroïques combats, en a fait la base de sa Constitution. Nous *croyons* à l'avènement de la démocratie, à l'abolition des privilèges de caste, parce que nous croyons à l'avènement du Christ. Nous *croyons* au devoir imposé à chacun de nous de hâter, de tous ses moyens, l'arrivée de ce règne où toute gloire sera pour le plus dévoué, toute honte pour le plus égoïste. »

— On dirait la Confession des Apôtres ! — fit ironiquement Paul.

Mais le père Malgon protesta. Il ne convenait pas de plaisanter avec les choses sérieuses. Selon lui, l'étude du citoyen Marin fourmillait d'idées justes et d'arguments probants. Dans une annexe à son travail, le professeur prétendait régler du coup la question financière et l'organisation du crédit.

Le Bonhomme montra encore un entrefilet écrit par lui en réponse à une attaque d'un journal réactionnaire de Nantes contre Eugène Sue. On avait raillé « les vingt paires de souliers, les mille deux cent quarante-huit pains de quatre kilos, les vingt-quatre complets pour hommes », donnés l'an dernier aux pauvres par l'écrivain populaire. « Eugène Sue, répliquait le père Malgon, n'a pas pris dans la bourse d'autrui, mais dans la sienne seulement, le montant de ces dépenses. Y a-t-il un seul évêque, un seul prince de l'Église qui en puisse dire autant? » Et, défendant les idées politiques du romancier : « Les écrivains de la rue de Poitiers, — concluait-il, — et leurs sous-ordres ne demandent plus ironiquement ce que c'est que le socialisme, mais *un délai* au nom du vieux monde qui ne veut pas encore rentrer dans le néant. »

L'article de Paul et l'entrefilet du Bonhomme furent envoyés à la « composition ». Le feuilleton, ce « délassement de l'esprit », — comme le définissait jadis le père Malgon, — rendu impossible par les taxes fiscales, était remplacé, en ce moment, par des *Souvenirs militaires et maritimes de la première République* non assujettis à l'impôt et occupant le « rez-de-chaussée » de la première page. Pour compléter celle-ci, il fallait attendre le courrier de la capitale, qui arriverait vers trois heures de l'après-midi.

Alors, on découperait en hâte dans les feuilles parisiennes, avec de grands ciseaux, — armes des « corsaires du journalisme », suivant le mot de Paul Malgon, — le compte rendu de l'Assemblée nationale, les nouvelles étrangères, les informations politiques cadrant avec la ligne du *Libéral*. On les classerait, en les précédant parfois de quelques lignes d'alertes commentaires, — de « chapeaux » en argot professionnel, — sous des rubriques de ce genre, susceptibles d'éveiller l'attention du lecteur : « *Piège tendu à la démocratie. — Un dossier*

du parti de l'ordre. — Le seigneur Capital. — Persécutions contre la presse. — Tolérance religieuse... du Grand-Turc. — Capital et usure. » C'était la petite guerre de chaque jour, menée de vive manière par Paul et son frère.

Le Bonhomme s'apprêtait à aller déjeuner quand apparut M. de Marvéjolle. Il s'invitait sans façon ainsi qu'à l'ordinaire, désireux de revoir, sans plus tarder, madame Malgon et Mathilde. Il portait un paquet contenant de ces crevettes de Loire pêchées dans l'estuaire, en face de Paimbœuf, et qui se nuancent à peine de rose après la cuisson. M. de Marvéjolle en proclamait la chair plus fine et délicate que celle du vulgaire « bouquet » marin, — lequel « cardinalise à la cuite », selon la pittoresque formule de Rabelais. Il avait joint à cette offrande un pâté de perdreaux en croûte, chef-d'œuvre de Pulchérie.

On passa prendre Jean dans son bureau et les quatre hommes, devisant gaîment, se dirigèrent vers la rue Colbert.

VI

LE DESTIN EN MARCHE

Le soir du 29 novembre, toute la famille du Bonhomme revenait du théâtre Graslin. Paul lui-même était là. Il n'avait plus à reconduire chez elle Clara Gavris, depuis trois jours partie pour Paris, après avoir fixé au 6 décembre l'échéance amoureuse si impatiemment attendue par le jeune homme. Celui-ci comptait voyager en compagnie du capitaine dont le congé expirait à la même date.

Mathilde, tendrement appuyée au bras de son fiancé, portait pour la première fois un riche mantelet de fourrure envoyé par son futur beau-père. Sa jolie figure de blonde était encadrée par une capeline de velours, nouée au cou par un large ruban de soie et dont les bords intérieurs étaient garnis de bluets. C'était la coquette mode nouvelle, moins bien inspirée en ce qui concernait la forme des robes. Ces dernières avaient déjà l'ampleur menaçante présageant les crinolines prochaines. Les deux jeunes gens causaient à mi-voix de ces mille riens

confidentiels qui sont la menue monnaie des heureuses amours.

Le père Malgon fredonnait, — malgré d'abondantes fausses notes, — des airs de l'opéra qu'il venait d'entendre, cependant que Paul et Jean discutaient avec leur mère les mérites divers des interprètes.

Comme on allait arriver à la maison de la rue Colbert, on aperçut un gendarme, en tenue de service, la jugulaire passée sous le menton, arrêté devant la porte d'entrée.

— Monsieur Bonaparte s'est décidé à faire un coup d'État et l'on vient me coffrer ! — plaisanta le Bonhomme. — Je crierai aux armes et...

— Et nous dépaverons la rue Colbert pour faire une barricade, — continua Jean en riant.

Le gendarme s'avança vers le petit groupe, fit le salut militaire et s'informa si Robert était bien le capitaine Malgon. Il lui remit un télégramme parvenu à « la Place ». Depuis deux heures, le pauvre soldat attendait que l'officier regagnât le domicile de son oncle dont il avait donné l'adresse à Saint-Arnaud.

Robert signa un reçu avec le crayon tendu par le gendarme qui, après un nouveau salut et un correct demi-tour, s'éloigna d'un pas cadencé.

A la lueur d'un réverbère voisin, le capitaine put déchiffrer la dépêche. C'était un ordre de Saint-Arnaud l'invitant à rejoindre, sans aucun délai, son régiment, pour « les besoins du service ».

Comme le Bonhomme demandait les raisons de ce rappel inattendu, Robert fit un geste d'ignorance. Puis, voyant Mathilde inquiète et triste, il expliqua, avec un entrain factice, qu'un coup de pied de cheval reçu par l'un de ses camarades et contraignant celui-ci à interrompre son service, ou quelque autre menu incident analogue, était une raison suffisante pour qu'on interrompît ses vacances.

— Souhaitons-le ! — dit Paul, la voix dure et la figure devenue soucieuse.

Mais il se reprit à sourire quand Mathilde lui demanda ce qu'il croyait donc. Que voulait-elle qu'il crût? C'était là, comme le disait Robert, événement banal dans la vie militaire, où l'on était soumis aux volontés et même aux caprices de

ses chefs. Dès son retour à Paris, le capitaine leur ferait connaître la cause, probablement minuscule, de ce fâcheux contretemps. Doctrinal, le Bonhomme se mit à vanter les avantages de la vie civile et les joies de la liberté, mais, comme Mathilde pleurait doucement, il la serra contre lui et, véhémentement, envoya au diable « ce cabotin de Saint-Arnaud ».

Le souper qui, dans la petite salle à manger, attendait les convives, manqua de l'entrain habituel. Vainement, le Bonhomme s'efforça de réagir, disant que Robert ne partait point pour la Chine, ni même pour l'Algérie. Son congé prenait fin quelques jours plus tôt, voilà tout ! Il suffirait d'avancer d'autant la date du mariage pour que la séparation des fiancés ne fût pas prolongée.

Il s'attendait à voir l'offre accueillie d'enthousiasme ; elle ne ramena que pour un instant le sourire sur les lèvres de Mathilde. Un malaise indéfini, une angoisse pénible devant un inconnu pressenti redoutable, pesaient sur la famille, si heureuse quelques instants avant.

Robert devait prendre à cinq heures du matin la diligence qui l'amènerait à Angers à temps pour monter dans l'express de Paris. Après le souper, on le laissa seul un moment, au salon, avec Mathilde. Lui tenant les mains, il s'assit près d'elle sur le canapé aux bras en forme de col de cygne, au velours d'Utrecht inusable mais dont les nuances étaient effacées par le temps. Il songea que son père avait dû s'asseoir sur ce même siège lorsque, entre deux campagnes, il revenait à Nantes pour embrasser ses parents. Sans doute, avant de rejoindre son régiment et de marcher à l'ennemi, avait-il fait là ses adieux aux siens. Sa mère était à côté de lui, retenant ses larmes, comme aujourd'hui Mathilde auprès de son fiancé. Ah ! si d'analogues circonstances le contraignaient au départ ! si c'était au delà des frontières qu'il devrait demain conduire sa batterie ! Comme vaillamment il saurait réconforter Mathilde, lui faire accepter le sacrifice réclamé par le pays !...

Il entendit la voix chère le questionner doucement sur ses pensées. Taisant ses appréhensions et ses regrets, il se borna à évoquer la silhouette de son père, lieutenant de la Garde, revenant prendre place au foyer familial, au retour d'Espagne ou de Russie.

— Ce fut un brave soldat, resté un homme de grand cœur, — fit Mathilde émue. — Je l'aime bien et serai heureuse de vivre avec toi auprès de lui !...

Touché, il la serra dans ses bras, et, pour la première fois, prit sa bouche en un long baiser d'adieu.

Quand il fut parti, madame Malgon accompagna Mathilde dans sa chambre pour la consoler et la contraindre à prendre du repos. Paul resté avec son père et Jean ne dissimula plus tout ce qu'il trouvait d'anormal et d'inquiétant dans le brusque rappel du capitaine. L'intérêt que Saint-Arnaud portait à Robert ne permettait pas de croire que, pour une bagatelle de service, on interrompît un congé directement accordé par le ministre.

Sur la cheminée de la salle à manger, les derniers numéros du *Libéral* formaient une petite pile. Paul rechercha l'exemplaire paru quatre jours auparavant. Il se mit à lire la fin d'un discours officiel dont l'allure mystique et menaçante l'avait déjà frappé : « Un gouvernement qui n'a d'autre mobile que le bien public et qu'anime cette foi ardente qui vous guide sûrement, même à travers un espace où il n'y a pas de route tracée, ce gouvernement saura remplir sa mission, car il y a en lui et le droit qui vient du peuple et la force qui vient de Dieu ! »

Cela avait été dit une semaine après la fameuse séance où l'Assemblée rejeta le projet de loi présenté par les questeurs et tendant à remettre à son président le droit de réquisition *directe* de la force armée. La gauche tenait le sort de la proposition entre ses mains, mais le bloc des deux cent trente républicains se divisa lamentablement. Cent cinquante représentants démocrates, fermant les yeux sur le péril proche, votèrent contre la loi sous prétexte qu'elle était en opposition avec le principe de la séparation des pouvoirs !

— Monsieur Bonaparte, — dit Paul Malgon, — s'apprête sans doute à user de la force « qui vient de Dieu ». Robert fait partie de cette force et Saint-Arnaud le rappelle à Paris !

Comme son fils, le Bonhomme déplorait l'échec de la proposition des questeurs, mais de là à reparler de l'immi-

nence d'un coup d'État, il y avait loin, selon lui ! Au début du mois, le Président n'avait-il pas déclaré dans son message, qu'avant tout il fallait s'entendre pour que « *ce ne soit jamais la passion, la surprise ou la* VIOLENCE *qui décide du sort d'une grande nation* ». L'engagement était tout de même un peu récent pour qu'on pensât déjà à y manquer !

— Tu rêves debout, mon cher Paul ! — conclut le père Malgon. — Allons nous coucher !...

Les informations du lendemain affermirent le Bonhomme dans sa sécurité d'esprit. Michel (de Bourges), dont la sincérité républicaine n'était point suspecte, fréquentait cependant l'Élysée. Or, il venait de conter l'anecdote suivante. Le *28 novembre*, le Président lui avait dit : « Je voudrais le mal que je ne le pourrais pas. Hier, j'ai invité à ma table cinq des colonels de la garnison de Paris ; je me suis passé la fantaisie de les interroger chacun à part. Tous les cinq m'ont déclaré que jamais l'armée ne se prêterait à un coup de force et n'attenterait à l'inviolabilité de l'Assemblée. Vous pouvez le dire à vos amis ! »

« Il souriait, — ajoutait Michel (de Bourges), — et moi aussi j'ai souri ! » Et le député de gauche, convaincu de la loyauté du Prince, déclarait hautement : « C'est mon homme ! » Plus que jamais, il voyait en lui la *sentinelle invisible* prête à défendre la République contre les entreprises royalistes.

On contait encore que le ministre de l'intérieur, de Thorigny, avait dit devant le Président qu'un dépositaire du pouvoir ne pouvait violer la loi sans être... — *Un malhonnête homme !* » — avait achevé Louis Bonaparte.

Le 1er décembre, Mathilde reçut une lettre de son fiancé. Le capitaine lui prodiguait les déclarations tendres et affirmait son regret d'avoir été si brusquement séparé d'elle. De la cause de son rappel, il ne disait mot. Il l'ignorait d'ailleurs, tout en la pressentant.

Le 2, le Bonhomme se rendit à son bureau à l'heure habituelle. Jean achevait de portraicturer, avec une minutieuse exactitude, un beau carpeau que son frère levé de bon matin avait pêché à la ligne, auprès du pont de la Bourse.

— Qu'on dise après cela, — s'écria le père Malgon, — que la ligne est un instrument qui commence par un hameçon et finit par un imbécile !

Une telle capture était déjà fort rare en Loire et Jean prétendit en immortaliser le souvenir. Au verso du papier sur lequel il venait de terminer son dessin, il inscrivit : « Portrait grandeur nature du carpeau pêché à la ligne par M. Paul Malgon, le 2 décembre 1851. » Puis, de sa plume alerte, il improvisa ce quatrain :

Si j'avais été ce carpeau
Je n'aurais pas été si bête;
Je n'eusse de l'achais avalé que la tête
Et je serais encor dans l'eau !

Après réflexions convenables, le Bonhomme fit porter par un apprenti le poisson à madame Malgon, en la priant de le cuire au four et de vouloir bien l'escorter d'une généreuse sauce « genevoise ». Il se mit ensuite à écrire un article destiné à prouver « la culpabilité de Louis XVI ». C'était une réplique à un manifeste rédigé par les comités royalistes de Nantes qui se proposaient de commémorer solennellement, quelques semaines plus tard, le lugubre anniversaire du 21 janvier.

Les dépêches qu'envoyait à l'ordinaire l'agence parisienne, ne parvinrent pas, ce matin-là, au journal. Le père Malgon ne s'en étonna point. Le fait était assez fréquent, par suite de l'organisation rudimentaire encore du télégraphe ; le moindre accident aux fils provoquait une longue interruption des communications.

Après le déjeuner, — le dernier gai repas qu'il dût faire de sa vie ! — le Bonhomme revint à son bureau. Il y devisait paisiblement avec le docteur Valmot, quand, vers trois heures, Deniaud, le « rédacteur local », entra tout essoufflé. Il tenait à la main une affiche blanche encore humide de colle.

— Monsieur Malgon !... ah ! monsieur Malgon ! — gémit-il, en se laissant tomber sur une chaise.

Le docteur Valmot se précipitait pour lui donner des soins, mais il aperçut en tête de l'affiche ces lignes tracées en gros caractères : « *Dissolution de l'Assemblée nationale. — Proclamation du Président de la République.* »

C'était le compte rendu sommaire des décrets de Louis Bonaparte que M. de Morny, installé dans la nuit au ministère de l'Intérieur où il remplaçait le trop confiant M. de Thorigny, avait télégraphié à toutes les préfectures de France.

La voix tremblante, le docteur lut le résumé officiel que l'on affichait en ce moment dans les rues de Nantes. Par *décret* du président de la République, l'Assemblée était dissoute, la loi du 31 mai abrogée, le suffrage universel rétabli, le peuple français « convoqué dans ses comices » à partir du 14 décembre. Il aurait à se prononcer sur « les bases fondamentales d'une constitution que les Assemblées développeraient plus tard ». « Un chef responsable nommé pour dix ans, — des ministres dépendant du pouvoir exécutif seul, — un corps législatif élu sans scrutin de liste qui fausse l'élection », — tel était le système proposé par le président à l'approbation des électeurs.

Une autre proclamation, — ajoutait le résumé préfectoral, — avait été adressée à l'armée, sur le dévouement absolu de laquelle on pouvait compter pour assurer le maintien de l'ordre et réprimer toute tentative « factieuse ».

— Vite ! vite ! il faut donner cet odieux papier à la composition. Je vais l'accompagner des commentaires nécessaires. Ah ! les misérables !...

Déjà le Bonhomme trempait sa plume dans l'encrier, quand la porte de son cabinet livra passage au commissaire central de Nantes. Celui-ci entr'ouvrit son pardessus et, touchant solennellement l'écharpe qui lui ceignait le ventre, déclara qu'en vertu « d'ordres supérieurs », il devait prendre connaissance du numéro du jour avant d'en autoriser l'impression. Aucune exégèse sur les dépêches officielles qu'on venait d'afficher ne serait permise.

— Et de quel droit, monsieur, cette censure préalable? — interrogea, d'une voix nerveuse, Paul Malgon que le docteur était allé prévenir, en deux mots, de ce qui se passait.

Le commissaire exhiba un ordre préfectoral lui enjoignant de veiller à ce que le *Libéral de l'Ouest* se bornât à enregistrer, sans commentaires, les télégrammes reçus de Paris.

— Le préfet ne peut, de sa seule autorité, modifier la législation de la presse. La nullité et l'illégalité d'un pareil ordre sautent aux yeux. Le journal n'a pas à en tenir compte !

Les ouvriers qui avaient quitté l'atelier et entouraient le jeune homme commençaient à huer le policier. Des mains se crispaient menaçantes.

— Oui, monsieur ! — dit à son tour le Bonhomme, — de quel droit prétendez-vous commander chez moi?...

Le commissaire ouvrit brusquement la fenêtre auprès de laquelle il se tenait et lança un coup de sifflet.

— Du droit du plus fort ! monsieur Malgon ! — fit-il, ironique, en montrant une douzaine de gendarmes qu'il avait laissés dans le long couloir menant au quai de la Fosse et qui venaient d'accourir à son appel. — Je vous arrêterai immédiatement, si vous tentez la moindre résistance, et votre journal ne paraîtra point, si vous n'acceptez pas mon contrôle !

M. Valmot se pencha à l'oreille du Bonhomme pour lui conseiller de céder. Avant tout, il importait que les républicains du département fussent avertis des événements, afin de pouvoir se concerter sur la conduite à tenir.

La sagesse de l'avis était évidente.

— Soit, monsieur ! — dit le père Malgon au commissaire. — Puisqu'on traite à présent les honnêtes gens en malfaiteurs, je cède à la force, mais je garde l'illégal mandat auquel vous me contraignez d'obéir. Quand l'ordre sera rétabli, que le droit aura triomphé, le préfet et vous-même devrez rendre compte d'un pareil abus de pouvoir !

Un insolent sourire marqua que le policier ne s'émouvait pas de la menace. Il entra dans l'atelier, suivi de ses gendarmes, et les plaça en faction autour de la presse où se tirait le journal. Dans la grande cage vitrée où Honoré se tenait d'habitude, il prit une chaise, et, sous l'œil rageur du prote, s'assit tranquillement en allumant une cigarette.

Un petit groupe, sans cesse accru, d'amis politiques qui, après avoir lu les affiches, étaient accourus au *Libéral* comme à leur centre naturel de ralliement, entouraient maintenant le Bonhomme et ses fils. La première stupeur passée, l'angoissante question se posait : que fallait-il faire?

D'instinct, le père Malgon, enragé de voir son obstiné optimisme si cruellement démenti par les événements, se sentait porté aux solutions les plus violentes. Il aurait souhaité un immédiat appel à l'insurrection, l'envahissement de la pré-

fecture par le peuple qui proclamerait la déchéance de Louis Bonaparte. Une fois le tirage du journal terminé, les policiers éloignés, on pourrait imprimer de courtes affiches invitant les démocrates nantais à prendre les armes.

Dans ce département encore enseveli sous les voiles du passé, la cité nantaise comptait pourtant une phalange républicaine ardente et résolue. En 1830, on avait su tenir tête aux soldats de Charles X ; allait-on reculer devant les prétoriens de M. Bonaparte? Savait-on même si la garnison oserait se solidariser avec le coup d'État? si tous les officiers se feraient les complices d'un tel attentat? si les soldats suivraient leurs chefs?

Le professeur Marin approuva chaleureusement cette façon de voir. Quand le peuple de Paris courait aux armes, quand le combat s'engageait là-bas qui aboutirait au châtiment des traîtres, les démocrates nantais devaient prouver par des actes la sincérité de leur foi républicaine.

— Aux armes ! — cria M. Marin, dressant sa petite taille, ses yeux bleus illuminés par la vision radieuse de la définitive victoire de la démocratie.

Les applaudissements éclatèrent, mais une voix froide s'éleva. Maître Bois-Leroux déclarait insensé un appel insurrectionnel. L'occupation de la préfecture était impossible. Derrière les hautes grilles de l'ancienne Cour des Comptes de Bretagne, il venait de voir massé tout un bataillon d'infanterie. Des patrouilles parcouraient les rues, fusils chargés. La moindre tentative d'émeute aboutirait à un échec immédiat et sanglant. En admettant l'impossible, en supposant que la troupe refusât d'obéir à ses chefs, à quoi serviraient les mesures violentes qu'on venait de préconiser? Quel effet la proclamation à Nantes de la déchéance de M. Bonaparte pourrait-elle avoir sur ce qui se passait et se passerait à Paris? Tant que le coup d'État n'aurait pas succombé devant une insurrection victorieuse de la capitale, s'imaginait-on le nouveau ministre de l'intérieur, M. de Morny, s'amusant à faire connaître aux républicains de Paris les nouvelles télégraphiques reçues de province et de nature à encourager leur résistance? Ainsi, une émeute nantaise n'aurait pas même le caractère d'exemple qui seul l'eût pu justifier !

Sans se laisser intimider par les quelques protestations que soulevait son impitoyable dialectique, le grand avocat conclut :

— La guerre civile est toujours une horrible chose, mais faire couler le sang français sans raison sérieuse, sans objectif précis et important, serait un crime presque aussi grand que celui de M. Bonaparte. Pour ma part, je refuse de prendre pareille responsabilité.

— Vous avez cent fois raison ! — dit le docteur Valmot d'une voix grave.

Un long silence suivit accablé et morne. Une aide inattendue fut apportée à la thèse soutenue par maître Bois-Leroux.

L'ouvrier Rameau venait d'entrer dans le cabinet du Bonhomme. Espérant trouver en lui un partisan de l'action à tout prix, M. Marin l'interrogea sur le sentiment populaire. Rameau conta tristement que les quelques ouvriers, avec qui il avait déjà pu s'entretenir, semblaient apprendre sans déplaisir la nouvelle du coup d'État. Ils étaient séduits par l'habile manœuvre du Président, rétablissant, de sa propre autorité, le suffrage universel aboli par la majorité réactionnaire de l'Assemblée. Ils accueillaient par des plaisanteries railleuses et des brocards insultants la dissolution de ce parlement hostile à la classe ouvrière. Si les chefs du parti républicain à Paris ne parvenaient point à dissiper l'équivoque, les faubourgs ne se lèveraient pas et le succès du coup d'État serait assuré.

La tristesse s'accrut. Qu'espérer si les ouvriers parisiens refusaient d'opposer la force à la force?

— Voyons, — dit enfin Paul Malgon, — ne nous abandonnons pas au découragement. Le parti constitutionnel a, dans la capitale, des chefs illustres. Ils sauront parler au peuple, s'en faire écouter, l'entraîner à la lutte. Quand un Le Flô, un Charras, un Bedeau, — c'est-à-dire l'épée, — s'uniront à un Victor Hugo, un Edgar Quinet, — c'est-à-dire la plume, — pour lancer un appel aux armes, les ouvriers ne seront ni aveugles, ni sourds. La première surprise dissipée, le peuple comprendra son devoir et engagera la bataille.

— Oui, s'il a encore des chefs !... — répliqua maître Bois-Leroux, — mais il est à craindre que ceux-ci n'aient été arrêtés dès la première heure. Nous le saurons demain... si les journaux nous arrivent...

— Que faire en attendant? — insista le Bonhomme. — Nous ne pouvons laisser sans protestation le crime commis. Notre silence paraîtrait une adhésion tacite...

Maître Bois-Leroux réfléchit un moment, puis proposa la convocation d'urgence du conseil municipal par les républicains qui en étaient membres. L'assemblée communale aurait toutes qualités pour s'élever au nom de la population nantaise contre le coup d'État. Une manifestation de ce genre, si on pouvait l'obtenir, aurait infiniment plus de poids que des protestations isolées et non officielles. On verrait ensuite.

Dans l'impossibilité d'indiquer une meilleure solution, tout le monde dut se rallier à cet avis. On se donna rendez-vous à l'Hôtel de Ville où seraient aussitôt convoqués les élus républicains. Sur la recommandation de maître Bois-Leroux, on décida même d'avertir de cette réunion les conseillers municipaux de la Droite. Il s'agissait de défendre la représentation nationale; tous les élus du peuple, quelles que fussent leurs opinions, se trouvaient atteints par le coup de force de l'Élysée.

Le Bonhomme, resté seul avec ses fils, en attendant le tirage du journal et le départ des policiers, s'abandonna à sa douleur. La tête dans les mains, accoudé sur le vieux bureau où tant d'articles avaient été écrits pour célébrer la République « désormais indestructible », — il pleurait silencieusement. C'était à cela qu'aboutissaient tant de vaillants efforts ! On en était réduit à souhaiter de voir couler à nouveau le généreux sang plébéien et les rues de Paris se hérisser encore de barricades.

— Quelle tristesse, — gémit-il, — d'être trop vieux, d'être trop loin pour pouvoir prendre part à la lutte !

— Père, — fit Paul, — je partirai demain pour Paris !

— Moi aussi ! — affirma Jean. — Le devoir est là !

Mais son frère protesta. L'un d'entre eux devait rester à Nantes pour assurer la publication du *Libéral*, leur père n'y pouvant suffire. Le journal, lui aussi, était une arme ; il ne fallait pas la rendre inutile.

Et comme Jean ne voulait pas se laisser convaincre et refusait de s'effacer devant son aîné, celui-ci d'un mot le rappela à la réalité.

— Tu ne sais pas seulement charger un fusil, mon pauvre Jean. Que ferais-tu derrière une barricade?

— Un fusil, une barricade?... — interrogea M. de Marvéjolle, arrivant brusquement, à son habitude. — Croyez-vous les Nantais capables de remuer les pavés? à quoi d'ailleurs cela servirait-il ?...

Mis au courant de la décision de Paul, il protesta avec véhémence. C'était fou ce que le jeune homme voulait faire là ! Si une insurrection éclatait dans Paris, elle serait écrasée sans peine par les soixante mille hommes de la garnison.

Paul objecta les émeutes victorieuses de 1830 et de 1848.

— Le résultat en eût été tout différent si l'on n'avait pas laissé la troupe, éparpillée çà et là, en contact avec le peuple, au lieu de la garder en réserve pour une action vigoureuse, le moment venu. J'ai entendu expliquer cela, voilà deux ans, dans un salon parisien, par monsieur de Morny. Soyez sûrs qu'il ne commettra pas les mêmes fautes. C'est un homme de froide énergie qui ne laissera rien au hasard et se souciera peu du sang versé. Il n'y a rien à faire !...

— Je le verrai par moi-même, — dit Paul.

M. de Marvéjolle regarda le jeune homme dont le visage marquait une résolution arrêtée.

— Quand pars-tu?

— Demain soir.

Le gentilhomme demeura un instant pensif, puis, avec la même simplicité que s'il se fût agi de quelque rendez-vous de chasse ou de pêche :

— Eh bien, soit ! je t'accompagnerai... Ce n'est point beau la guerre civile et je ne ferai pas le coup de fusil avec toi, mais je veux pouvoir t'empêcher de faire trop de sottises...

Et, s'approchant du Bonhomme toujours accablé, indifférent à ce qu'on disait près de lui, M. de Marvéjolle lui frappa l'épaule.

— Tu dois être bien malheureux, mon pauvre vieux, de l'écroulement de tes rêves. C'est pour cela que j'ai voulu te voir...

Ému, le père Malgon ouvrit les bras. Le « vieux chouan » et le « vieux jacobin » s'étreignirent. Mais, comme le Bonhomme s'efforçait de lui faire partager son indignation,

M. de Marvéjolle se mit à rire. Tout cela, c'était de la politique et ne l'intéressait point. Il n'avait aucun souci de la République. Ce qui l'écœurait un peu, c'était la multiplicité des inutiles mensonges dont l'action du Prince avait été précédée. Manquer à un serment politique, cela s'était vu déjà et se verrait encore, mais à quoi bon les lyriques déclarations supplémentaires, protestant contre toute hypothèse de violence, proclamant la pureté des intentions présidentielles? Quand le premier Bonaparte fit le 18 Brumaire, ce fut après avoir flétri le régime « pourri » du Directoire et non après avoir juré vingt fois de demeurer fidèle à la Constitution qu'il voulait jeter à bas. La méthode avait plus d'allure...

Ainsi philosophe paisiblement M. de Marvéjolle, quand on frappe à la porte. Le commissaire central reparaît. L'impression du journal achevée, il a fait desserrer les « formes » et, d'un geste brutal, il a bouleversé la « composition », afin qu'on ne puisse penser à l'utiliser, après son départ, pour un nouveau tirage. Il félicite M. Malgon d'avoir congédié ses compromettants amis politiques et lui conseille ironiquement de continuer à être « bien sage ».

Sans un mot, sans lui rendre son salut, sans le regarder même, le Bonhomme laisse partir le policier, auquel son escorte de gendarmes emboîte le pas. Puis, suivi de ses fils et de M. de Marvéjolle, il se dirige vers l'Hôtel de Ville. La nuit précoce de décembre enveloppe déjà la cité ; un calme absolu règne dans les rues. De petits attroupements silencieux se forment devant les affiches officielles, là où la proximité d'un réverbère en permet la lecture. Un gendarme stationne auprès de chaque affiche pour empêcher qu'elle ne soit lacérée. Place Royale, une patrouille passe, monte la rue Crébillon. Les soldats ont mis la baïonnette au canon et la menace semble ridicule devant la tranquillité générale.

Dans la cour de l'Hôtel de Ville, une centaine de curieux sont réunis qui n'ont pu trouver place en la galerie de la salle des séances où l'on admet le public. Le Bonhomme et ses compagnons s'asseyent sur les bancs réservés à la presse.

La discussion s'achève, confuse au point qu'on ne sait si une protestation « contre l'illégalité des mesures qui viennent d'être communiquées à l'assemblée communale » est ou non adoptée.

Le seul point acquis, c'est que le conseil déclare « devoir rester en fonctions pour le maintien énergique de l'ordre public qui lui a été confié par ses électeurs ».

C'est peu de chose. Au premier rang du public, le Bonhomme aperçoit le professeur Marin qui lève les épaules et a un rire méprisant.

Le maintien de l'ordre ! Le Bonhomme reconnaît la principale préoccupation des négociants nantais, pendant les grandes crises politiques. En 1830, en 1848, la Chambre de commerce a fait afficher des proclamations pour prêcher le calme. Elle a recommandé aux Nantais de suivre, sans émoi, les événements de la capitale et de s'incliner ensuite devant les faits accomplis. En 1830 pourtant, ces conseils jugés trop sages ne furent point écoutés et le sang coula dans la ville.

Le maintien de l'ordre ! qui donc trouble l'ordre à cette heure, sinon les artisans du coup de force dirigé contre la représentation nationale?...

Au sortir de la salle des séances, le Bonhomme retrouve, dans la cour de la mairie, la plupart de ses amis politiques, — comme lui déçus par l'hésitante attitude du conseil municipal. L'entretien est aussitôt interrompu par le commissaire central qui leur ordonne de « se disperser ». Les groupes de plus de quatre personnes sont désormais interdits. On *prie* en outre M. Malgon et ses fils de regagner leur domicile et de n'en point sortir jusqu'au lendemain. Des agents les suivront à distance, afin de s'assurer de l'observation de l'ordre donné. Ils se relayeront ensuite, pour veiller, devant la maison habitée par le Bonhomme, à ce qu'aucun étranger ne pénètre chez lui.

— Mais de quel droit? de quel droit?... — s'écrie le père Malgon, exaspéré.

— Je vous l'ai déjà dit, — réplique le policier. — Si vous ne vous soumettez point de bonne grâce, je n'hésiterai pas à employer la force.

M. de Marvéjolle prend doucement le Bonhomme par le bras et gagne avec lui la rue. Paul et Jean les suivent et, à quelques mètres derrière eux, trois ou quatre agents se mettent également en marche.

— Et nous sommes au dix-neuvième siècle ! et nous habitons la France qui donna au monde entier le dogme de la

liberté politique ! J'ai trop vécu ! — gémissait le Bonhomme.

M. de Marvéjolle, souriant en silence, pensait à 1830, aux « Trois Glorieuses » qui étaient censées avoir mis fin à tout arbitraire. Qu'étaient les « ordonnances » de Charles X auprès du coup d'État actuel? S'il compatissait à la douleur de son ami, il s'étonnait de la candeur de ses croyances. L'homme n'est-il pas toujours le même, malgré les progrès matériels réalisés? N'y aura-t-il point toujours des ambitieux, des dupeurs et des dupés, et des bouleversements politiques? Et de quelle importance est tout cela devant l'immuable et impassible nature?

VII

COURAGE CIVIQUE

En arrivant le matin au *Libéral*, le Bonhomme redoutait d'y trouver installé le policier de la veille. Il n'en fut rien. La préfecture était rassurée par les dépêches officielles reçues de Paris. La journée du 2 et la nuit dernière s'étaient écoulées sans aucune tentative d'insurrection. A Nantes même, les patrouilles qui avaient parcouru les rues ne signalaient aucun incident. Le préfet jugea donc inutile de surveiller plus longtemps le *Libéral*.

La matinée s'écoula au journal dans une énervante angoisse et un va-et-vient incessant de gens accourus aux renseignements, à qui l'on n'en pouvait donner. D'étranges rumeurs, dont il était impossible de retrouver l'origine, commençaient à circuler. A Nantes, comme ailleurs, certains prenaient leurs espoirs ou leurs craintes pour des réalités. Tantôt Louis Bonaparte venait d'être arrêté, sans qu'on pût dire par qui, — tantôt le général Bedeau, originaire de la banlieue nantaise, avait été transpercé par les baïonnettes des soldats qu'il exhortait à rentrer dans le devoir. Le général Neumayer marchait sur Paris avec sa division lyonnaise. La garnison d'Angers s'était révoltée. Tous ces on-dit fantastiques fortifiaient et décourageaient, tour à tour, les espérances républicaines.

A trois heures arriva enfin le courrier tant attendu. Aucun

exemplaire des journaux républicains, avec qui le *Libéral* « faisait l'échange », ne s'y trouvait. Seuls le *Constitutionnel* (dont le titre, en ce moment, semblait étrange) et la *Patrie* avaient paru dans la capitale. Ces feuilles élyséennes, favorables au coup de force qu'elles préconisaient depuis longtemps, s'étendaient avec complaisance sur les événements de la veille.

Le cœur gonflé d'une rage impuissante, les démocrates nantais, réunis à nouveau autour du père Malgon, connurent toute l'étendue du désastre. En lisant dans leur entier les proclamations de Louis Bonaparte, ils mesurèrent mieux encore l'habileté de leur auteur.

A première vue, le coup d'État ne paraissait dirigé que contre les royalistes, contre les hommes qui avaient « déjà perdu deux monarchies » et voulaient « lier les mains » au Président, « afin de renverser la République ». Louis Bonaparte déclarait audacieusement que « son devoir » était de déjouer ces coupables projets, de « *maintenir la République* et de sauver le pays, en invoquant le jugement solennel du seul souverain qu'il reconnaissait en France, le peuple ». De ce peuple, il fallait « satisfaire les besoins légitimes », afin de « clore l'ère des révolutions ». Comme corollaire de ces affirmations et comme gage de ces promesses, le Président abrogeait la loi du 31 mai et rétablissait le suffrage universel. Son 2 décembre prenait ainsi l'apparence d'un 18 fructidor, plutôt que d'un 18 brumaire. La proclamation à l'armée était, il est vrai, d'un ton bien différent. Le mot de République n'y était pas prononcé et la tendance en apparaissait nettement impérialiste. Un imbroglio politique savamment combiné s'édifiait ainsi.

Les faits contredisaient brutalement les écrits. Pour « sauver la République », le Prince commençait par emprisonner les représentants les plus actifs du parti républicain à l'Assemblée nationale. Parmi les parlementaires arrêtés dans la nuit du 1er au 2 décembre, il n'y avait que M. Thiers, les généraux Changarnier et Lamoricière à compter dans les rangs royalistes. Les autres représentants appartenaient aux divers groupes républicains et, spécialement, à la Montagne.

Le Palais-Bourbon, lui-même, envahi avant le jour, était gardé par toute une brigade d'infanterie. Aux environs, sur le quai d'Orsay, la place de la Concorde, le jardin des Tuileries,

autour de l'Élysée, vingt-cinq mille fantassins, six mille cavaliers ou artilleurs campaient en armes. Dans une annexe aux proclamations présidentielles, le préfet de police, de Maupas, avertissait charitablement les Parisiens que « des factieux seuls pouvaient vouloir mettre obstacle » au fait accompli. « Toute tentative de désordre serait donc *promptement et inflexiblement* réprimée. »

Les journaux élyséens contaient qu'une quarantaine de députés avaient essayé de siéger dans le Palais-Bourbon, occupé par les troupes. Ils étaient entrés par une petite porte donnant rue de l'Université et avaient gagné la salle ordinaire des séances. A peine commençaient-ils à délibérer qu'ils furent expulsés par les soldats. Une autre réunion tenue à la mairie du dixième arrondissement, sous la présidence de M. Benoit d'Azy, par deux cent cinquante représentants appartenant en majorité à la droite, s'était terminée pareillement. Les députés avaient même été conduits prisonniers à la caserne du quai d'Orsay.

Les feuilles bonapartistes négligeaient de dire que, dans les deux réunions, la déchéance du Prince-Président avait été proclamée, aussi légalement que le permettaient les circonstances. Ces tentatives parlementaires étaient dépeintes comme de ridicules enfantillages, œuvres de quelques mauvais plaisants. Le mot d'ordre était d'affirmer que le coup d'État soulevait un enthousiasme général et qu'une tranquillité parfaite régnait dans Paris.

En réalité, si aucun commencement d'insurrection ne marqua la journée du 2 décembre, l'ensemble de la capitale accueillit avec une visible froideur les décrets présidentiels. Dans la matinée, Louis Napoléon sortit à cheval de l'Élysée, entouré d'un brillant état-major parmi lequel on remarquait le vieux roi de Westphalie, Jérôme Bonaparte. On passa devant le front des troupes massées aux alentours et dont les acclamations furent bruyantes ; mais, dès que le Président s'engagea dans quelques rues non occupées par les soldats, les spectateurs gardèrent un glacial silence. Le prince interrompit aussitôt la cavalcade qu'il avait rêvée triomphale et ne put regagner l'Élysée sans être salué au pont Royal par de nombreux cris de « Vive la République ! Vive la Constitution ! »

L'après-midi, quelques bousculades se produisirent sur les boulevards, — au cours d'une marche faite par une brigade d'infanterie, de la Madeleine à la Bastille, — mais pas un coup de fusil ne fut tiré de la journée.

Cependant, les effets de l'ardente propagande des chefs républicains restés libres commençaient à se faire sentir. Une vive agitation se manifestait au Quartier latin et du côté des boulevards. Les appels du « Comité de résistance » formé par Carnot, Jules Favre, Victor Hugo, Michel (de Bourges), — furieux d'avoir été la dupe de Louis Bonaparte, — Madier de Montjau, Schœlcher et de Flotte, se répandaient dans la foule, en dépit de tous les obstacles. La plupart des républicains de l'Assemblée dissoute n'avaient pas cru devoir se joindre à leurs collègues de droite, à la mairie du Dixième. Tout essai d'opposition parlementaire leur paraissait inutile ; un appel aux armes était, à leurs yeux, l'unique moyen de salut pour la République. A la fin de cette sombre journée du 2 décembre, s'il n'y avait pas encore ce que Victor Hugo a appelé « des éclairs dans le peuple », l'atmosphère de la grande ville était déjà orageuse.

L'écho de cette agitation n'avait pu parvenir à Nantes. Le « cabinet noir », installé par les soins de la préfecture, arrêta au passage les lettres envoyées de Paris à l'adresse des personnalités en vue du parti républicain local. Comme il l'apprit par la suite, plusieurs de ses confrères du *National*, du *Siècle*, de la *Révolution*, écrivirent bien au père Malgon pour lui demander de protester, s'il en était libre, contre la suppression arbitraire de leurs journaux. Ces lettres ne furent jamais remises au destinataire.

Il fallut donc, cette après-midi, se contenter des informations données par les organes de l'Élysée. Leur source les rendait à bon droit suspectes aux républicains nantais qui ne savaient quelle créance leur accorder.

Qu'allait dire le *Libéral* ? Une fois de plus, maître Bois-Leroux exhorta le père Malgon à la prudence. Une critique violente du coup d'État amènerait sans doute la suppression du journal. Les agents de M. Bonaparte avaient montré la veille, à Nantes comme à Paris, leur souci négatif de la légalité.

Aucun scrupule ne les arrêterait pour réduire à l'impuissance un adversaire devenu trop gênant. Il fallait réserver l'avenir, faire l'impossible pour conserver dans l'Ouest un organe démocratique. A tout prendre, les lois déjà si dures qui régissaient la presse ne pourraient guère être aggravées. Le Bonhomme et ses fils avaient acquis une habileté et une souplesse de plume leur permettant de dire à peu près tout, — tant qu'on ne fermerait pas brutalement leur imprimerie.

— Mais, mon cher maître, — s'exclama le père Malgon, — j'espère bien que, dans deux ou trois jours, la presse sera redevenue libre ! Quand Bonaparte aura été enfermé à Vincennes ou à Mazas...

— A ce moment-là vous n'aurez plus besoin de mes conseils, c'est entendu ! — fit maître Bois-Leroux avec un triste sourire. — Jusque-là, et vos fils seuls verront... peut-être... cet heureux jour, vous ne sauriez exagérer la prudence.

Et, comme on se récriait, maître Bois-Leroux, avec une nuance d'irritation dans sa voix d'ordinaire si calme, déclara n'avoir plus d'autre espoir que l'avenir. La République était perdue ; il fallait être aveugle pour ne pas s'en rendre compte. L'armée de Paris briserait facilement les résistances qui pourraient se produire. Le sort du parti républicain s'annonçait très sombre. De longues années d'attente, de lutte patiente s'écouleraient avant qu'un réveil de l'opinion pût se produire. C'est pourquoi, avant tout, le journal devait essayer de vivre et de durer.

— Croyez-vous donc, — conclut l'avocat, avec une émotion d'autant plus profonde qu'elle se maîtrisait, — croyez-vous donc que ma douleur et mon indignation n'égalent pas les vôtres? Parce que j'avais prévu, depuis longtemps, ce qui se passe, pensez-vous que je sois prêt à me rallier aux vainqueurs? Je désespère du présent et même des immédiats lendemains, mais je garde une foi entière dans la démocratie, au sort de laquelle se lient la justice sociale et la liberté. L'histoire nous apprend qu'un peuple peut, pendant des siècles, être courbé sous le joug et renaître ensuite à l'indépendance, s'il a su garder, avec sa langue, la conscience de sa nationalité. Voyez la Grèce, voyez les Moldo-Valaques affranchis de la domination turque, après quatre cents ans d'esclavage. Bien-

tôt vous verrez la Serbie revivre à son tour, comme tôt ou tard renaîtra la Pologne, si lamentable qu'apparaisse son sort d'aujourd'hui. Eh bien ! de même que les patriotes polonais se préoccupent de maintenir leur langue et leur race, il faut que pendant dix, vingt, cinquante ans, s'il est nécessaire, le parti républicain, — si réduit, si opprimé soit-il ! — conserve ses traditions et ne cesse de formuler ses doctrines. Quelques journaux de Paris et de province, dont le désintéressement fera la force, suffiront à la tâche, aidés par les rares parlementaires que nous parviendrons à faire élire. Dans une telle œuvre, le *Libéral* a sa part toute marquée, mais, encore une fois, il ne suffira point à nos amis Malgon d'être courageux, il leur faudra être sages. Ils le pourront plus aisément si, malgré les tristesses actuelles, ils pensent comme moi que notre parti garde la *signature de l'avenir*[1] !

A la clarté de cette sobre éloquence, une vision lointaine, mais consolante, se dessinait devant les yeux des braves gens réunis là.

— *Orbe fracto, spes illœsa !* — dit le docteur Valmot. — Notre ami a raison comme toujours. Il faut que le *Libéral* vive et, comme par le passé, nous saurons l'aider, — chacun dans la mesure de ses forces, — quand il sera victime de l'arbitraire du pouvoir et des juges. Malgon, il faut lire à maître Bois-Leroux, avant de le publier, le petit article que vous voulez écrire pour mettre en tête du journal... Peut-être vaudra-t-il mieux y renoncer...

Mais, avec une résolution que l'on sentait irrévocable, le Bonhomme affirma que l'article serait inséré tel qu'il le rédigerait tout à l'heure. Son honneur de journaliste le lui commandait. En lui ôtant ses illusions sur l'échec espéré du coup d'État, maître Bois-Leroux lui avait tracé son devoir ; il n'y faillirait point !

— Advienne que pourra !... Je m'abstiendrai, comme on me l'a conseillé, de tout appel à la force, mais je veux, je dois protester contre l'abus que d'autres en ont fait !...

En tête de la première page, il reproduirait les articles 48 et 68 de la Constitution, ainsi conçus :

1. Cette formule fut, en réalité, employée par Eugène Pelletan, quelque dix ans plus tard, dans une lettre adressée à nn ami politique.

« Article 48. — Avant d'entrer en fonctions, le Président de la République prête, au sein de l'Assemblée nationale, le serment dont la teneur suit : « En présence de Dieu et devant » le peuple français représenté par l'Assemblée nationale, *je* » *jure de rester fidèle à la République démocratique, une et indi-* » *visible*, et de remplir tous les devoirs que m'impose la Cons- » titution. »

» Article 68. — Le Président de la République, les ministres, les agents et dépositaires de l'autorité publique, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de tous les actes du gouvernement et de l'administration.

» *Toute mesure par laquelle le Président de la République dissout l'Assemblée nationale, la proroge ou met obstacle à l'exercice de son mandat est un crime de* haute trahison.

» *Par ce seul fait, le Président est déchu de ses fonctions, les citoyens sont tenus de lui refuser obéissance ; le pouvoir exécutif passe de plein droit à l'Assemblée nationale ;* les juges de la Haute-Cour de justice se réunissent immédiatement à peine de forfaiture ; ils convoquent les jurés dans le lieu qu'ils désignent pour procéder au jugement du Président et de ses complices ; ils nomment eux-mêmes des magistrats chargés de remplir les fonctions du ministère public. »

En écoutant la lecture de ces textes, maître Bois-Leroux songeait avec amertume que la Constituante avait su prévoir le péril et indiquer tout ce qu'il y aurait à faire pour y remédier, une fois surgi. Elle avait seulement oublié d'assurer à l'Assemblée nationale la *force* nécessaire à la sauvegarde de ses droits !...

Comme « rapporteur de la commission chargée de vérifier l'élection du président de la République », c'était lui qui, dans la séance du 20 décembre 1848, était monté à la tribune pour faire connaître officiellement les résultats du scrutin. «Citoyens représentants, — avait-il dit ensuite, — il y a neuf mois bientôt, vous proclamiez sur le seuil de ce palais, la République sortie des luttes populaires du 24 février. Aujourd'hui, vous imprimez à votre œuvre le sceau de la ratification nationale. Ayez confiance ; Dieu protège la France ! »

Combien ses espoirs de chrétien avaient été déçus !... Le

petit homme au long buste, aux grosses moustaches, qui l'avait remplacé à la tribune, pour y prêter un solennel serment, venait de le trahir. De par la loi, Louis Bonaparte était « déchu de ses fonctions » et demain, ô ironie ! il ferait les lois à sa guise !...

Le Bonhomme revint avec ses fils, — dans le bureau desquels il était allé écrire, en quelques minutes, le court commentaire annoncé.

— Paul et Jean le signeront avec moi, — dit-il d'une voix calme. — La rédaction tout entière du journal tient à honneur d'en revendiquer la responsabilité.

Et il lut [1] :

« *La force militaire seule gouverne. La force militaire, ce n'est pas le droit, ce n'est pas la loi, ce n'est pas un principe, une opinion, une idée, c'est l'absolutisme, c'est la menace suspendue sur chaque liberté, sur chaque tête, c'est-à-dire un régime contre lequel protestent et la raison et la conscience.*

» *Si le gouvernement de fait de M. Bonaparte a une légitimité, il n'en a donc qu'une et c'est la* LÉGITIMITÉ DES BAIONNETTES.

» *Notre réponse à ce régime a été faite par la publication, — en tête de nos colonnes, — des articles de la Constitution qui s'appliquent à la situation.*

» *Et quand nous signons ces lignes qui ne sont que la reproduction du cri de l'opinion, si un sentiment fait trembler entre nos doigts notre plume, nous l'attestons :* CE N'EST PAS CELUI DE LA PEUR !

» MALGON PÈRE, PAUL MALGON, JEAN MALGON. »

Comme le Bonhomme achevait sa lecture, saluée par les bravos de la plupart de ses amis, une voix bien connue de lui s'éleva :

— Il y a pourtant de quoi avoir peur !...

M. de Marvéjolle venait d'entrer. Il avait rencontré, — conta-t-il, — deux conseillers généraux bonapartistes qui sortaient de la préfecture. Ces messieurs étaient allés assurer le représentant du gouvernement de leur adhésion au coup

1. Authentique.

d'État et de leur dévouement envers le Prince. Le préfet leur avait communiqué les dernières dépêches transmises par le ministère de l'Intérieur. On s'était battu à Paris dans la matinée. Quelques barricades avaient été aisément enlevées par les troupes ; sur l'une d'elles, le représentant Baudin avait été tué. Ordre était donné de réprimer avec la plus grande rigueur les nouvelles rébellions qui pourraient se produire. Tout individu pris les armes à la main serait fusillé sans jugement. Toute excitation à la résistance, à Paris ou en province, rendrait son auteur passible de la déportation. Souriant, le préfet avait ajouté que la partie était gagnée d'ores et déjà. Si «la Montagne » remportait çà et là quelques avantages, ce ne pourrait être que des succès minimes et momentanés que, très vite, on lui ferait payer cher.

Les lunettes relevées sur le front, le Bonhomme écoutait paisiblement ces fâcheuses nouvelles. Il avait perdu tout espoir.

— Nous signons toujours, n'est-ce pas, mes enfants? — interrogea-t-il.

— Plus que jamais ! — répondirent Paul et Jean d'une même voix.

Doucement, sans écouter les protestations affectueuses mais énergiques de maître Bois-Leroux et du docteur Valmot, le Bonhomme tira le cordon de la sonnette communiquant avec l'atelier.

— A composer tout de suite ! — dit-il à l'apprenti accouru pour chercher la copie.

Un quart d'heure après, sans avoir rien voulu entendre, il relisait l'épreuve, puis donnait l'ordre de « rouler ».

On entendit le grondement lointain et sourd de la machine en marche.

Alors, souriant pour la première fois depuis l'odieux événement, le père Malgon frotta ses mains potelées de gourmand l'une contre l'autre, et, avec une ironie bien française devant le péril volontairement affronté :

— Hé ! hé ! si monsieur Bonaparte m'envoie à Cayenne, ma graisse aura vite fait de fondre !...

VIII

A LA PRÉFECTURE ET DANS LA CHAISE DE POSTE

Le Bonhomme aurait été bien surpris de voir maître Bois-Leroux, deux heures après l'avoir quitté, entrer dans la cour de la préfecture.

Longuement, l'avocat avait médité sur l'étrange démarche, dont l'idée lui était venue dans le bureau même du père Malgon. Rentré chez lui sous l'empire d'une émotion profonde, il avait arpenté à grands pas son cabinet de travail, aux rayons chargés de livres de droit. Amèrement, il songeait de quel mince secours était, dans la crise actuelle, tout cet arsenal juridique. « J'ai deux titres à être arrêté, — disait ce même jour, avec une raillerie cinglante, un éminent jurisconsulte à un commissaire de police parisien, — je suis représentant du peuple et professeur de droit. » Le droit?... où régnait-il désormais?... ce n'était plus en France où les baïonnettes le remplaçaient, suivant le mot trop juste du Bonhomme.

Et, pensant à l'éclatant exemple de courage civique donné par les rédacteurs du *Libéral*, le grand avocat, rempli d'admiration et d'inquiétude, se répétait :

— Il faut les sauver !... et c'est le seul moyen !... Dieu fasse qu'il réussisse !

Ayant reconquis son sang-froid et repris son masque impassible, il s'était dirigé vers la préfecture.

Dans les salons de l'immeuble départemental se trouvaient réunis tous les bonapartistes en vue de la ville, — venus aux nouvelles comme les républicains au *Libéral*. Mais là, c'était des vainqueurs, ayant à leur disposition toutes les forces du pouvoir et de l'argent, qui fêtaient leur triomphe par une collation au champagne. Les millions de M. Harviot n'avaient plus peur : l' « ordre » était sauvé et les soldats campaient dans la cour !

— En Sibérie ! c'est en Sibérie ! mon cher préfet, qu'il faudrait pouvoir envoyer tous ces révolutionnaires ! — déclarait l'ancien « armateur », en brandissant avec indignation un exemplaire du *Libéral*.

Dans son hystérique brochure, — *le Spectre rouge*, — qui sonnait le rappel de toutes les peurs, M. Romieu avait déjà invoqué contre les démocrates, le canon « dût-il venir de Russie » !

— Nous avons des colonies qui valent bien la Sibérie ! — fit avec un charmant sourire le préfet, en tirant doucement ses longs favoris grisonnants.

C'était un petit homme correct et distingué, aux allures d'ancien magistrat. Il avait débuté dans la carrière administrative sous la Restauration. Le souplesse de ses convictions lui permit de servir avec le même zèle Charles X, Louis-Philippe et, enfin, Louis Bonaparte. Il n'eût même pas mieux demandé que de rester en fonctions sous le Gouvernement Provisoire de 1848, mais ce dernier s'était privé de sa collaboration. Dès que la République eut cessé d'être républicaine, le Prince-Président s'empressa de rappeler à l'activité ce haut fonctionnaire qui n'en garda pas moins au parti démocratique une féroce rancune de son court interrègne administratif.

Quand un huissier lui présenta la carte de maître Bois-Leroux, il eut une exclamation de surprise et tendit le petit bristol à M. Harviot. Celui-ci proclama d'un ton doctoral que ce serait là une excellente recrue. Maître Bois-Leroux jouissait d'une grande réputation d'éloquence et d'honorabilité dans toute la Bretagne. C'était un catholique pratiquant, jusqu'ici fourvoyé, on ne savait pourquoi, parmi la canaille républicaine. Sans aucun doute, les événements lui avaient ouvert les yeux ; il se ralliait à la bonne cause. Mieux valait tard que jamais. C'était l'ouvrier de la onzième heure, mais un néophyte d'importance qu'il convenait de bien accueillir.

M. Harviot conclut qu'après avoir reçu maître Bois-Leroux, le préfet lui devrait offrir de venir vider, « avec tous ces messieurs », une coupe de champagne en l'honneur du Prince. Enchanté de lui-même, à son habitude, le millionnaire eut la satisfaction de voir « ces messieurs » approuver à l'unanimité un avis proclamé très sage.

Le préfet commanda donc d'introduire maître Bois-Leroux dans son cabinet où il s'empressa de le rejoindre.

— C'est un bel exemple que vous offrez là, mon cher maître, — dit-il en entrant. Vous avez compris qu'à cette heure tous

les honnêtes gens doivent se grouper autour du Prince pour former le grand parti de l'ordre. Je vois avec plaisir que vous ne serez pas cette fois le trop éloquent défenseur du *Libéral de l'Ouest*, dont je ferai arrêter, demain, les rédacteurs. Quel abominable article que celui de ce soir !...

La main du préfet restait tendue vers l'avocat, pendant tout ce discours. Maître Bois-Leroux ne paraissait point l'apercevoir.

— Monsieur le préfet, — dit-il de sa voix froide, — j'ai la prétention d'être un honnête homme et j'approuve cependant l'article du *Libéral*. Il n'est dedans un seul mot qui ne soit vrai !

Interdit, le haut fonctionnaire rougit de colère, puis, toisant dédaigneusement l'avocat :

— Que venez-vous faire ici? — interrogea-t-il.

— En écrivant cet article, d'accord avec leurs amis politiques — poursuivit maître Bois-Leroux tranquillement, — monsieur Malgon et ses fils en prévoyaient toutes les conséquences ; ils les souhaitaient même et nous les espérions avec eux. Les chefs du parti républicain nantais sont solidaires, dans la circonstance, de la rédaction du *Libéral*. C'est cela que je voulais vous dire. Puisque vous comptez faire arrêter demain monsieur Malgon et ses fils, mes amis et moi réclamons le même privilège.

— Une telle bravade dépasse toute mesure ! — s'exclama le préfet, en s'asseyant rageusement devant sa table de travail. — Elle ne demeurera pas impunie, soyez-en sûr ! La prison de Nantes est vaste, et puisque vous désirez y entrer...

— Nous ne demandons pas autre chose. La résistance armée est impossible à Nantes, mais nous ne voulons pas qu'on puisse dire que le coup d'État n'y a soulevé que des protestations sans portée. Le parti républicain nantais fût apparu quantité négligeable sans l'article du *Libéral*. Il en irait presque de même si cet article n'entraînait aucune sanction. Nous voulons des arrestations et des poursuites. Elles nous permettront de revendiquer, tous, notre part de responsabilité et de proclamer nos convictions politiques. Nous voulons faire apparaître au grand jour la protestation de notre parti contre...

— Vous voulez, vous voulez !... — interrompit hautaine-

ment le préfet. — Qu'avez-vous à vouloir?... Moi seul commande à Nantes !

— Monsieur le préfet, — reprit maître Bois-Leroux, — ne faites pas à des adversaires malheureux l'injure de mépriser leurs efforts. Dans ce département, le parti républicain ne représente qu'une minorité assez faible, mais vous ne devez pas paraître ignorer son existence. Nous réclamons les mêmes rigueurs dont furent victimes à Paris les principaux chefs de la gauche. Ce serait nous outrager publiquement que de nous les refuser...

— Il faut vous y résigner cependant, — dit le préfet triomphant. — J'allais commettre une erreur grave en prenant au sérieux les élucubrations d'insensés pamphlétaires. Elles ne relèvent que du mépris public. Notre sage population nantaise en a déjà fait justice. C'est elle que j'outragerais en paraissant craindre qu'elle ne se laisse influencer par de tels articles... Toutefois, les plus courtes plaisanteries sont les meilleures. Afin d'éviter le retour de pareilles incartades, je vais rétablir la censure préalable pour chaque numéro du *Libéral*... Vous pouvez dire à messieurs Malgon et à vos amis qu'aucun de vous n'aura l'honneur de l'arrestation espérée. Je ne vous ferai pas cette réclame !...

Le haut fonctionnaire se leva et, avec une ironie qu'il croyait fort spirituelle :

— Je vous remercie, malgré tout, monsieur, de votre visite. Elle m'aura épargné une faute.

L'air consterné, maître Bois-Leroux sortit, sans mot dire, du cabinet préfectoral. Dès qu'il fut dans la rue, cet homme grave partit d'un grand éclat de rire, en songeant que M. le préfet n'avait pas su se souvenir du *Timeo Danaos*...

— Voilà les Malgon sauvés ! — dit-il à voix haute, en regagnant d'un pas pressé son domicile et sans se douter qu'à cette heure Paul Malgon, accompagné de M. de Marvéjolle, roulait sur la grand'route d'Angers, dans une rapide chaise de poste.

La voiture longeait les bords de la Loire, mais à peine distinguait-on par endroits le fleuve enseveli sous le brouillard. Les deux hommes, enveloppés dans des couvertures, n'échan-

gèrent d'abord que de rares paroles, — tout à leurs pensées.

M. de Marvéjolle envisageait les meilleurs procédés à employer pour empêcher Paul de s'engager en quelque sanglante aventure. Il espérait que le calme régnerait dans Paris, à leur arrivée. La résistance des républicains aurait sans doute été écrasée déjà. S'il en allait autrement, le péril serait grave. Exaspérées par la prolongation de la lutte, les troupes se montreraient plus cruelles dans la répression. S'oubliant lui-même, M. de Marvéjolle, tremblant pour ce jeune homme qu'il aimait comme un fils, songeait à l'impitoyable dépêche ministérielle, dont le hasard lui avait donné connaissance : « Tout individu pris les armes à la main sera fusillé sans jugement. »

S'il ne parvenait point à empêcher cet enragé de faire le coup de feu, il tâcherait de lui ménager une ligne de retraite. Une porte entr'ouverte à l'avance, une clôture aisée à escalader pourraient devenir des moyens de salut efficaces, au moment de la prise d'une barricade. M. de Marvéjolle comptait faire une « reconnaissance » des environs, avant que le combat ne s'engageât. Il s'était juré de tout tenter pour qu'il n'arrivât point malheur à Paul.

— Ah ! le stupide voyage !... — grommela-t-il.

— Je l'espérais plus agréable, — fit Paul, mélancolique. — A deux jours près, j'arriverai à Paris à la date fixée par Clara Gavris. Chère Clara ! qui sait si je la reverrai jamais?...

M. de Marvéjolle laissa libre cours à son irritation.

Qui empêchait les amoureux d'être exacts au rendez-vous donné et pourquoi s'occuper du Bonaparte? Ne valait-il pas mieux pour Paul tomber dans les bras de cette jolie fille que de « dégringoler » d'une barricade avec une balle dans la tête. Mais monsieur voulait goûter de la guerre civile ! Au fond de la mallette accrochée derrière la voiture, il avait caché, sous du linge et des vêtements, une carabine, des capsules, de la poudre, des balles. Joli passe-temps que d'abattre de pauvres soldats ne faisant qu'obéir à la consigne reçue !

— Et leurs victimes, luttant à un contre cinquante?... et ce représentant, dont vous nous avez annoncé la mort, tombé en défendant la loi?... Ne les plaignez-vous point?

— Certes oui, et cela démontre l'horreur de la guerre civile. Pourquoi vouloir y prendre part?

— Pour la même raison, — dit Paul gravement, — qui vous aurait fait défendre Charles X, s'il eût été attaqué par des soldats ou des insurgés, quand vous l'escortiez sur la route de Cherbourg, — par conviction sincère, donc par devoir !... Réservez votre pitié à d'autres qu'à moi. Sans chercher plus loin, pensez à Mathilde !...

— Mathilde !... — s'écria M. de Marvéjolle. — Et que lui fait le coup d'État?... Il faudrait une malchance bien improbable pour que son fiancé fût blessé ou tué. Il attendra derrière sa batterie les événements et il est fort douteux que ses pièces aient à faire feu. Ah ! s'il commandait une compagnie d'infanterie, il pourrait courir d'autres risques... Un de mes bons amis, capitaine de grenadiers, fut tué stupidement en 1830, non pas d'un coup de fusil, mais d'un pot de fleurs reçu sur la tête, en montant à l'assaut d'une barricade.

Paul répondit tristement :

— Vous connaissez mal ma sœur ! Elle m'a fait jurer de courir, dès mon arrivée à Paris, à la recherche de Robert et de l'exhorter à se révolter avec ses hommes contre le coup d'État. Si j'échoue, je dois remettre à mon cousin un billet de Mathilde. J'en ignore le contenu, mais j'ai vu ma sœur pleurer en l'écrivant et j'ai promis de dire à Robert que tout sera fini entre eux, s'il ne se conforme point à ce qu'exige cette lettre.

M. de Marvéjolle lança un juron si énergique que le postillon, étonné, se retourna sur le siège.

Voilà à quoi servait d'enseigner la politique aux jeunes filles ! Le Bonhomme était fou d'avoir converti Mathilde à ses doctrines ! Il eût mieux fait de la laisser s'occuper de sa guitare et de ses robes... Une enfant dont le bonheur était assuré et qui, peut-être, l'allait compromettre à jamais !... Qu'est-ce que l'amour avait à voir avec la République, le coup d'État, le Prince-Président?... Si une parcelle de sens commun restait à Paul, il déchirerait la lettre ou la renverrait intacte à sa sœur !

Devant ces objurgations véhémentes, le jeune homme avoua que la même idée lui était venue, — abandonnée après réflexion. Sans vouloir s'expliquer davantage, Mathilde lui avait dit ne rien demander d'irréalisable à Robert, mais qu'elle

romprait à jamais ses fiançailles si celui-ci n'obéissait pas. La seule chance, — avait-elle ajouté dans des sanglots, — que le mariage pût avoir lieu, c'était que la lettre parvînt à temps au capitaine. Dans ces conditions, Paul pensait ne pouvoir mieux faire que d'exécuter son mandat, car il n'espérait guère que Robert acceptât de se joindre aux insurgés.

— Parbleu !... Il mériterait douze balles dans le ventre s'il était capable d'une pareille trahison !

— La trahison, — répliqua âprement Paul, — monsieur Bonaparte l'a commise en violant son serment. La Constitution ordonne à tous de lui refuser désormais obéissance. Robert ne ferait que son devoir en venant grossir nos rangs !

— Mordious !... tu ne sais pas ce qu'est la conscience d'un vrai soldat. Robert te l'apprendra demain. Maintenant, tâchons de dormir !

Et M. de Marvéjolle remonta jusqu'au cou ses couvertures.

(La fin prochainement.)

GIRAUD-MANGIN

LES LETTRES ET LA VIE

Le cinquantenaire de la mort de Prosper Mérimée, que l'on va célébrer ces jours-ci, sinon aujourd'hui même, s'annonce comme un gros succès, puisqu'il nous fournit l'occasion de fêter à la fois un des maîtres les plus accomplis et un des esprits les plus originaux de notre littérature.

Chez l'auteur de *Colomba*, en effet, l'homme offre au moins autant d'intérêt que l'écrivain. Sceptique et gouailleur d'apparence, sa sécheresse masquait un cœur émotif et tendre. Seulement, tel le héros du *Vase étrusque* où il paraît s'être dépeint, déguisant exprès sa sensibilité, il s'était fait « une étude de cacher tous les dehors de ce qu'il regardait comme une faiblesse déshonorante ». Soucieux de n'être jamais dupe, il portait un cachet avec cette devise : *Memnèso apistein* (Souviens-toi de te défier). Son esprit humoristique et pince-sans-rire l'aidait d'ailleurs dans cette attitude. Ayant horreur d'être trompé, il raffolait d'abuser les autres. Ses deux premières œuvres furent deux pastiches qu'il se réjouit de voir prendre pour des originaux. Il était en outre très lettré, et je n'ai pas à rappeler l'importance de ses travaux archéologiques, ni la pénétration de son sens critique qui nous valut l'introduction en France des écrivains russes. Enfin très répandu dans la haute société, familier de la Cour, se faisant habiller à Londres, il avait, façons et élégance, tout du véritable homme du monde. « Mérimée est un gentilhomme », disait Victor Cousin qui s'y entendait. Et depuis

lors, tous les critiques se sont accordés pour confirmer ce brevet de mondanité.

Quant à son œuvre littéraire, sans parler des travaux historiques qui lui méritèrent l'accès de l'Académie des Inscriptions, tout porte à croire que par sa perfection, sa vigueur, sa distinction aristocratique, elle durera plus que bien des censés chefs-d'œuvre signés des célébrités de l'époque.

J'ai dit que Mérimée avait débuté par deux pastiches. Tous deux, en charme et profondeur, valent des originaux. Le *Théâtre de Clara Gazul* nous présente une série d'estampes espagnoles dignes, par la malice ou le relief, du burin de Goya. Dans *les Espagnols au Danemark*, il y a des personnages comme le lieutenant Charles Leblanc et sa mère l'espionne qui resteront à demeure dans la mémoire humaine. Et pour ce qui est des chants pseudo-illyriques de la *Guzla*, ai-je à vous apprendre que les plus grands philologues du temps les discutèrent comme authentiques et que Gœthe n'évita pas pareille erreur en ce qui concerne *Clara Gazul*?

Mais c'est surtout comme romancier et comme conteur que Mérimée tient et tiendra une place éminente dans nos lettres. Son premier roman, *la Chronique du temps de Charles IX*, n'est pas que le chef-d'œuvre du roman historique français. Comme le signalait avec sagacité J.-J. Weis, il a en sus engendré deux autres chefs-d'œuvre : *les Huguenots* et *le Pré-aux-Clercs*. Et plus d'un des chapitres du livre a quelque chose de shakespearien.

Mérimée possède, du reste, comme conteur, des dons que nul travail n'acquiert et que son maître Stendhal ne possédait pas : le don de la mise en scène, du dialogue, du comique.

Et ces dons ne seront que plus visibles quand il abordera le roman moderne. Ils atteignent à leur summum dans *le Vase étrusque*, dans *la Double méprise*, dans *Arsène Guillot*, où l'exacte peinture des mœurs le dispute en finesse à la psychologie sentimentale.

Ils se corseront même de grandeur dans certaines études semi-exotiques, comme cette *Colomba*, incarnation tragique de l'amour filial qui évoque Électre.

Et cependant c'est peut-être dans le conte que Mérimée, style, détails, invention, accusera le maximum de ses qualités. La plupart de ces nouvelles sont des chefs-d'œuvre, et il est à penser qu'elles resteront classiques. Depuis soixante ans qu'elles durent, elles sont aussi intactes qu'au premier

jour. C'est qu'elles sont bâties en pierres choisies, non en stuc et autres matériaux de mode. C'est que Mérimée choisit des types francs, forts, originaux et formant chacun un document sur la nature humaine. On relira ces contes en l'an 2000, avec le même plaisir qu'à leur naissance. Ils sont sûrs de l'immortalité...

Voilà tout ce que je vous dirais si je professais l'ombre d'obédience envers les jugements de mes devanciers. Car, j'ai hâte de vous l'avouer, les diverses remarques que vous venez de lire ne font que vous résumer l'essentiel des opinions courantes sur Mérimée, ne constituent qu'une mosaïque empruntée aux critiques du siècle dernier, de Sainte-Beuve à Brunetière en passant par Planche, Faguet et *tutti quanti*.

Mais si mes appréciations ne sont pas toujours de bronze, on sait qu'il m'arrive rarement de les puiser chez le voisin. Alors, si vous permettez, nous mettrons que je n'ai rien dit et nous considérerons Mérimée, selon notre habitude, avec le seul secours de nos propres yeux.

Et d'abord je ne vous dissimulerai pas que cette unanimité élogieuse de la critique ne me paraît pas ce qu'il y a de meilleur dans l'affaire de Mérimée. Quoi ! Chateaubriand, Victor Hugo, Lamartine, Balzac, Baudelaire, Flaubert, Renan, Leconte de Lisle, tous les plus grands de ses contemporains n'ont cessé, de leurs débuts à leur mort, voire après décès, d'être contestés, niés, vilipendés dans leurs œuvres, leur style, leur personne. Et sur Mérimée pas une réserve ! Rien que des fleurs, des couronnes. Tout bien, tout beau, et le billet d'immortalité par-dessus le marché. Pourquoi?

Victor Hugo n'eût pas manqué de relever là une preuve nouvelle de ce travers qu'il dénonce dans son *William Shakespeare*, de cette tendance chez les critiques à ne s'en prendre qu'aux génies, qu'aux cimes, tandis qu'ils gardent tout leur encens, tout leur miel, toutes leurs sympathies pour les talents moyens, dont ni l'envergure, ni l'originalité ne les incommodent.

Si vous jugez cette solution trop malveillante, préféreriez-vous alors celle que proposait Barbey d'Aurevilly, abasourdi, lui aussi, par la faveur sans mélange et sans trêve dont bénéficiait Mérimée : l'auteur de la *Mosaïque* adopté par la critique pour sa simplicité, sa nudité, ses allures classiques, comme l'antipode du romantisme.

Mais, pour cet emploi de repoussoir, la critique de jadis

disposait d'un champion autrement important, autrement puissant et entraîné : Stendhal — et vous savez néanmoins dans quel dédain et quelle obscurité elle le laissa croupir.

Ou bien encore la critique fut-elle simplement sidérée par la réputation d'ironiste et de dandy de Mérimée, épatée par sa froide morgue et son chic anglais?

Sans nous attarder à ce problème, examinons ce qu'il peut y avoir de juste dans la légende qui entourait l'homme comme dans les inlassables louanges que récolta l'écrivain et de son vivant et par delà la tombe.

« C'était un très galant homme, débute Faguet, et un gentleman très correct. Homme du monde et très répandu, il n'a voulu avoir et il n'avait peut-être que les qualités de l'homme du monde, poussées du reste jusqu'à leur perfection et leur suprême élégance. »

Nous retrouvons là, à l'état de dilution, le mot de Victor Cousin que je vous mentionnais plus haut : « Mérimée, c'est un gentilhomme. » Toutefois, Maxime Du Camp, en citant ce mot, ajoute tranquillement : « Il est tout simple que Victor Cousin ait eu cette opinion, mais elle lui reste personnelle. Ni dans les allures, ni dans le langage, ni dans les goûts Mérimée n'avait rien qui fût de l'homme de race ; tout prouvait en lui, au contraire, qu'il était voulu, guindé et qu'il cherchait à ne point se départir d'une attitude étudiée. Je l'ai vu quelquefois en même temps que le comte de Morny ; le contraste était éclatant et l'aisance de l'un faisait ressortir les façons empruntées de l'autre. » Quant à son esprit comme causeur mondain, voici d'autres indications : « Dans l'intimité, lorsqu'on était entre hommes, après le dîner, Mérimée déployait un cynisme extraordinaire. Jamais il ne riait quand il pataugeait dans les gravelures ; il se vautrait dans l'immondice avec sérénité. Il cherchait à étonner, c'était là sa faiblesse. » Et encore : « Dans le monde, il avait bonne tenue, quoique un peu contrainte et préparée ; il ne parlait guère, comme s'il se fût méfié de lui. Ébloui par les grandeurs et volontiers obséquieux, il n'épargnait pas les témoignages de respect lorsqu'il était en face de l'Impératrice, mais ne se gênait guère pour dire : « La dernière fois que j'ai vu Eugénie... » Des observations lui furent adressées à cet égard ; il n'en tint pas compte et ne s'aperçut jamais qu'on le raillait quelque peu de cette familiarité de parvenu. »

Quoique dans le reste du portrait, Maxime Du Camp peigne

très favorablement le caractère de Mérimée, vous révoquerez peut-être son témoignage, comme venant d'un homme qui, ayant succédé à l'auteur de *Carmen* dans les bonnes grâces d'une dame fort connue, ne conservait pas à son égard toute l'impartialité souhaitable.

Voici un second témoignage qui vous garantira, je suppose, l'exactitude du premier : celui des Goncourt. Sans doute quand ils parlent d'eux-mêmes, leur susceptibilité hyperesthésiée, leur puéril égocentrisme peuvent prêter à rire. N'empêche que c'étaient des artistes qui savaient voir, bien mieux, des artistes parfois fort en avance, comme sensibilité et comme conceptions, sur nombre de leurs contemporains, et que, lorsqu'ils s'oublient pour ne regarder que les autres, ils nous donnent souvent des portraits fleurant la vie et la vérité. Ajoutez que, d'excellente souche et d'excellente société, ils étaient amplement qualifiés pour juger du plus ou moins de distinction mondaine. Or telle est de Mérimée l'impression qu'ils reçoivent : « Mérimée vient faire visite à Saint-Gratien. De gros traits, d'épais sourcils noirs, la forte encolure des hommes d'esprit de Louis-Philippe, le type d'un censeur de lycée de province. » Et plus loin : « Chez la Princesse, Mérimée vient le soir après dîner et pour la première fois nous l'entendons causer. Il cause en s'écoutant avec de mortels silences, lentement, mot par mot, goutte à goutte, comme s'il distillait ses effets, faisant tomber autour de ce qu'il dit une froideur glaciale. Point d'esprit, point de trait, mais un tour cherché, une façon de vieil acteur qui prend ses temps avec un fond d'impertinence de causeur gâté, un mépris affecté de tout ce qui est illusion, pudeur, convenance sociale. Je ne sais quoi de blessant pour les gens bonnement constitués, s'échappe de cette sèche et méchante ironie, travaillée pour étonner et dominer la femme et les faibles. C'est ainsi qu'il conte en épais universitaire au ton léger, cette vieille histoire des *Cent Nouvelles*, etc... »

Les deux portraits, comme vous voyez, seraient décalqués l'un sur l'autre qu'ils n'offriraient pas plus d'identité, et l'un à l'autre ils me semblent pouvoir se servir d'aval.

Voilà de fortes atteintes, n'est-ce pas, à l'auréole d'élégance et de parfaite mondanité qui paraît jusqu'ici Mérimée.

Celle de son scepticisme soutiendra-t-elle mieux l'examen? Je crains bien que non. A tout instant, nous discernons chez ce prétendu sceptique des ingénuités de collégien et des candeurs

de débutant. Quand, vers la cinquantaine, après quinze années de liaison, madame Delessert le trompe avec Maxime du Camp, il tombe des nues. La durée même de cet attachement aggrave à ses yeux la trahison, quand normalement elle devrait l'excuser. Il revient sans relâche sur ce chiffre de quinze ans, comme un potache ignorant tout de l'amour, de la vie, des femmes. Plus tard, une inconnue, par gageure, lui adresse des lettres admiratives. Ce mystificateur professionnel ne soupçonne pas une minute la mystification, tombe à plein dans le traquenard, s'y empêtre durant des années à rédiger des lettres soignées, travaillées, limées. Plus tard encore, son ami Libri est publiquement convaincu de vols qualifiés dans nos bibliothèques, de faux en écritures, de duperies sans nombre. Mérimée aussitôt s'empare de sa défense, au point d'encourir la prison. Ses biographes admirent ce trait de fidélité amicale. Mais si, comme je crois, l'escroquerie relève des devoirs de l'amitié, fut-ce chez Mérimée dévouement sublime ou tout bonnement crédulité ?

Enfin son sens critique, si vanté, résistera-t-il davantage à une inspection sérieuse? La lecture vous en fera juges. L'étude de Mérimée sur Beyle, en tête de la Correspondance, ne visait certes qu'à des anecdotes sur l'homme. Mais pas un mot sur l'œuvre, pas un hommage à la maîtrise du romancier. On se demande si Mérimée se doutait exactement de Stendhal. Sur les autres contemporains, sa correspondance nous apporte des échantillons de ce qu'il pensait : Victor Hugo un fou, Baudelaire un fou, Renan dénigré, Ponson du Terrail exalté. Ses articles sur les romanciers russes? Honnêtes, quelconques et demeurés, au surplus, sans effet. Compàrez avec le mouvement déclenché par le *Roman russe* de Melchior de Vogüé, comparez avec l'étude de M. Paul Bourget sur Tourguénef, influence ou profondeur, vous sentirez l'énorme différence.

Alors libérés de la fascination qu'exercèrent sur nous tant de portraits arbitraires du personnage, nous n'en avons l'esprit que plus clair pour aborder l'auteur même et pour découvrir dans son œuvre les faiblesses et les qualités. Faiblesses qui furent graves, qualités qui furent des plus rares, et que, ni les unes ni les autres, je ne vois de raisons pour taire.

Dans un article dont l'injustice partielle n'exclut pas la vive clairvoyance, Barbey d'Aurevilly, un des rares critiques, avec Saint-Victor, qui aient gardé leur sang-froid devant la

vogue de l'auteur de *Colomba*, reproche à Mérimée d'avoir manqué de la vocation qui crée les grands écrivains.

Dans le cas de Mérimée, je verrais moins un manque de vocation qu'une vocation dévoyée ; et si je voulais le définir, je dirais que ce fut un romantique malgré lui.

Il était probablement entré dans le romantisme, comme font bien des débutants, subissant la contagion ambiante, la mode littéraire de l'heure ; et il en demeura, toute sa vie durant, captif, faute de force pour s'en évader.

Par nature il n'avait rien du romantique ; ni la flamme, ni le lyrisme, ni la couleur. Dans ces lacunes, il eut la chance qu'on n'aperçût que des qualités : sobriété, élégance, atticisme. Peut-être pourtant ces qualités étaient-elles moins l'effet de l'art que celui du tempérament. Car l'absence d'éclat chez un écrivain ne constitue pas toujours une preuve de volonté et de choix. Il arrive souvent qu'elle ne soit due qu'à une anémie native. Et ce qui, pour Mérimée, ferait pencher en faveur de cette hypothèse, ce serait la violence des épisodes et des détails si peu en accord avec le ton du récit. Espingoles, pistolets, poignards, coups de couteau, meurtres, massacres, suicides, Mérimée sous ce rapport n'a rien à envier aux bouzingots les plus éperdus de l'époque. Les critiques se sont extasiés devant ces tueries, comme devant les marques d'une imagination puissante autant que débordante. Grosse erreur à mon sens. Outre qu'on trouve largement l'équivalent de ces atrocités dans tous les romantiques de second ordre, les Paul Lacroix, les Pétrus Borel, les d'Arlincourt, etc., la véritable imagination ne recourt que rarement à ces procédés de mélodrame. Elle y préfère la complication des intrigues, les patientes reconstitutions, les ingénieux et lents enchevêtrements des passions contraires. Lisez les chefs-d'œuvre du roman romantique, *Notre-Dame de Paris*, *les Trois Mousquetaires*, tant d'autres analogues, vous n'y rencontrerez qu'exceptionnellement les brusques boucheries chères à Mérimée. Ce fut donc vraisemblablement moins par goût que par nécessité que Mérimée multiplia ces outrances. Ne pouvant lutter avec ses émules pour le coloris, il se rattrapait sur le sanguinaire.

Le résultat de tant d'efforts dans un genre, dans une manière pour lesquels il n'était pas doué, semble, hélas ! précaire. Que restera-t-il de ces premiers livres où Mérimée mit tant de sa peine et si peu de lui-même ? Dès 1870, Paul de Saint-

Victor constatait que le *Théâtre de Clara Gazul* était passé de couleur, que la *Chronique du temps de Charles IX*, « livre très surfait », était passée de mode. Et cinquante ans écoulés depuis n'ont guère infirmé son jugement.

De tous ces premiers ouvrages émane le morne ennui qui naît des œuvres sans conviction et sans spontanéité. *Théâtre de Clara Gazul, Guzla, Jacquerie, Famille Carvajol*, je ne vous donne pas six pages pour laisser tomber le volume.

Quant à la *Chronique de Charles IX*, c'est bien agencé, si vous voulez, bien conduit. Mais combien factice, cette réduction de Walter Scott ! Combien dénuée d'humanité ! Et même pour la peinture du temps des Valois, comme j'y préfère *la Princesse de Clèves* où, sans couleur locale, sans reconstitution historique, nous avons constamment une impression de vérité, toute l'atmosphère de la Cour rendue avec aisance par une grande dame [1].

Très fin, très ironiste, très choyé dans le monde, deux voies restaient encore à Mérimée pour s'échapper du romantisme : l'humour et l'observation. Il n'eut garde de les négliger. Mais, manque de souffle ou manque de moyens, son passage y fut de courte durée.

Vous avez lu plus haut combien de l'homme, du causeur se dégageait peu d'amusement. Ce que nous rapportent Du Camp et Goncourt de la conversation de Mérimée s'appliquerait à ses ouvrages. Dans beaucoup de ses contes la tendance à l'humour, l'effort vers l'humour sont manifestes. En fait, cela ne porte pas, cela ne sort pas, cela demeure toujours au bord du comique. En deux endroits seulement Mérimée touche à son but : dans *Tamango* dont les impertinentes cruautés nous tirent le sourire, dans la silhouette du préfet de *Colomba*, dont les timidités et les habiletés ont de la drôlerie. Ailleurs, l'intention de badiner apparaît, l'ironie montre sa griffe. Mais le coup reste en route, quand encore il part.

Mérimée se libérerait-il par le roman de mœurs ou de sentiment? De ce côté toutes les espérances lui semblaient permises. Sous Louis-Philippe, secrétaire de M. d'Argout, sous l'Empire, ami de l'Impératrice et familier de la Cour, recherché dans tous les salons, officiellement muni d'une brillante liaison, que de modèles, que de sujets se présentaient à lui

1. Je vous signale à ce propos un charmant livre de mademoiselle Valentine Poizat, *la Véritable Princesse de Clèves*, que tous les fidèles du roman de madame de La Fayette auront plaisir à confronter avec l'original.

pour peindre la société de son époque, la sentimentalité de son temps! Il s'y essaya. Et vous connaissez les suites : *la Double méprise, le Vase étrusque, Arsène Guillot,* des nouvelles inconsistantes, chlorotiques, par endroits pleurardes, une sorte d'Octave Feuillet avant la lettre, un mélange de Jules Sandeau et de Paul de Musset, bref des œuvres si imparfaites que Faguet lui-même, dans son délire, n'en peut nier l'absence de relief. Comment cet homme si avisé, si informé, si perspicace fit-il de l'incomparable matière romanesque qui s'offrait à ses regards un si piètre usage? Une réponse paraît s'imposer : c'est que, dans la réalisation, le romancier ne valait pas le salonnier.

Mérimée sentit probablement cette inaptitude, car il se rabattit sur le romantisme. Il donna dans le fantastique, un fantastique superficiel, à la Hoffmann, tout en bizarreries et en horreurs sans portée — et combien loin du fantastique symboliste de Poe!

Il revint à l'exotisme, à la couleur locale, et écrivit une œuvre devenue célèbre : *Colomba.* Où donc ai-je lu, ces temps derniers, qu'avec ses personnages conventionnels, son pâle et noble Orso della Rebbia, son colonel et sa miss anglaise de vaudeville, ses brigands d'Ambigu sinon d'opérette, ses dialogues grandiloquents et de théâtre, *Colomba* n'était qu'un livret d'opéra-comique? Puisqu'on l'a dit, pourquoi le redire? Mais pourquoi cacherai-je que c'était depuis longtemps ma pensée?

Il eût pourtant été contraire à toute équité que, malgré tâtonnements et faiblesses, cet esprit si cultivé et si au-dessus du commun, cet écrivain si soucieux de perfection, n'obtînt pas un jour de la Destinée cette récompense qui est le plus beau des prix littéraires : le chef-d'œuvre. Et en fait il l'obtint quatre fois.

Les trois premières, sous la forme de trois contes : *Tamango, l'Enlèvement de la redoute* et *Mateo Falcone.* Je vous ai dejà indiqué les mérites du premier. Le second est un récit de guerre dont les carnets récents ont fait pâlir les couleurs, mais qui, pour l'époque, demeure d'une vérité et d'une vigueur extraordinaires. Enfin dans *Mateo Falcone,* je n'hésite pas à désigner le joyau du conte français. Jamais en si peu de pages, avec une telle simplicité de procédés, un tel art de narration, un style si pur et si adéquat, on n'a atteint dans le conte à ce degré d'émotion et de maîtrise. Nous avons ici réalisée

au plein la forme de littérature que sans doute Mérimée rêvait secrètement.

Mais, à son insu peut-être, il devait encore la dépasser. Ce fut en son quatrième et plus grand chef-d'œuvre : *Carmen*.

Vous vous étonnerez, j'imagine, de me voir placer si haut une œuvre que tous les critiques mentionnent négligemment dans le tas, parmi les autres ouvrages de Mérimée. C'est qu'en matière de roman et de poésie la critique n'est jamais pressée et qu'il lui faut toujours un bon bout de temps pour s'apercevoir d'un livre. Déclarons-le à sa décharge comme à la nôtre, ce qui a beaucoup nui à la fortune littéraire de *Carmen*, c'est le navrant livret qu'on en a tiré. Vous savez si je goûte. Meilhac et Halévy. Je leur garde néanmoins une petite dent pour le massacre qu'ils ont fait de ce roman admirable.

Par leur faute, une foule de bonnes gens, parce qu'ils ont scandé du pied la marche de la garde montante qui remplace la garde descendante, chantonné en sourdine que l'amour est enfant de Bohême et pris garde à l'œil noir qui regarde le toréador, se sont tenus pour dispensés de lire *Carmen*, comme une œuvre qu'ils savent à fond.

On les surprendrait bien si on leur apprenait que ces héros qu'ils croient Espagnols ne sont pas du tout Espagnols et même traitent dédaigneusement les Espagnols de *paillos*; que les comédiennes qui se figurent que tout est dit quand elles ont mis une rose rouge dans leur chignon et pratiqué des déhanchements de music-hall, les trompent affreusement. Carmen n'étant pas une Manola mais une Zingara pur sang, une apache gitane, raccrocheuse de bas étage, entôleuse en sus, mariée à un ignoble condamné de droit commun qu'elle force à vivre avec don José, et ne frayant qu'avec la plus abjecte pègre; que don José est un Navarrais, un montagnard des provinces libres, tout prêt, par ses origines, aux folles aventures; que ses amours avec Carmen ne se réduisent pas à de banales entrevues de taverne mais sont traversées de mille déchirements, de mille crimes, de mille violences et aussi de mille tendres étreintes; que la chaste Micaela n'a jamais existé; que la brillante espada Escamillo n'est qu'un humble picador de quatrième classe — enfin que le fade mélodrame qu'on leur a servi a autant de rapport avec le volume dont il est extrait qu'une chromo de bazar avec un tableau de maître.

Par bonheur, telles les cartes, le livre parle [1]. Et vous ne l'aurez pas feuilleté cinq minutes qu'il vous aura dit qui il est : non seulement le chef-d'œuvre de Mérimée mais un des plus beaux récits qu'ait produits le roman français, digne de ranger avec ces œuvres éternelles : *la Princesse de Clèves*, *Manon Lescaut*, *Adolphe*.

Car j'avais tort en insistant sur la nationalité de Carmen et de don José, j'avais tort en vous rappelant leurs vils trafics et leurs délits, puisque péripéties, cadre, milieu, pittoresque, tout cela peu à peu disparaît, s'efface à mesure qu'on pénètre dans le livre. Béguin d'une fille pour un soldat, désertion, contrebande et le reste, est-ce que ces détails comptent? Bientôt nous n'avons plus devant nous qu'un homme et une femme aux prises. Et quelle femme ! Caprices de cœur, caprices de tête, caprices des sens, la sollicitude, le dévouement, la cruauté, l'enfantillage, la rouerie, la superstition, le cynisme, tous les vices et tous les charmes. Comment ne pas l'aimer, la haïr, la méconnaître? En une ou en dix autres que de fois ne l'avons-nous pas rencontrée?

Et comme composition, une merveille. C'est fait on ne sait comment. Pas d'explications. Pas de commentaires. Des actes, des répliques, uniquement. Un récit qui se déroule avec la grâce déconcertante d'une étoffe livrée à elle-même. Pas un artifice que l'on distingue, pas un truc. Et le dénouement qui arrive avec la précision mathématique, inéluctable du destin.

Sous la défroque même du romantisme, quelle revanche pour Mérimée contre son geôlier! Chez le frêle psychologue de *la Double Méprise*, chez le pâle narrateur de la *Chronique de Charles IX*, chez un auteur qui semblait à jamais brouillé avec ce qu'on nomme l'humanité, soudain tant de profondeur, tant d'ingénuité, tant de vérité humaine, il y a dans cette brusque métamorphose quelque chose qui tient du miracle.

Mérimée s'en rendait-il compte? Prévoyait-il les heureux lendemains de son œuvre? Je n'ai retrouvé nulle trace de prédilection marquée pour *Carmen*, ni dans ses *Lettres à l'Inconnue* ni dans ses *Lettres à Panizzi*, où il montre cependant plus d'abandon que dans les premières.

« Nous vivons et nous mourons tous dans l'incertitude de ce que nous sommes et de ce que nous valons », a écrit à peu près Flaubert. Ce fut, je présume, l'aventure de Mérimée.

1. Je vous recommande la récente édition Crès pour la perfection du texte et des variantes.

Après *Carmen*, il ne publia plus que quelques rares nouvelles, versa dans l'histoire, dans la politique. L'avenir de la France surtout, le préoccupait. Les défaites de 1870 lui portèrent un coup funeste. En lui ce n'était pas le vieux courtisan qui souffrait. C'était le Français. Il partit pour le Midi, où il allait mourir, en murmurant désespérément : « *Finis Galliæ !* »

Rien que pour ce cri il eût mérité de savoir que toute son œuvre ne périrait pas et qu'à sa gloire de salon en succéderait une autre, mieux motivée et plus durable.

***

Vous vous rappelez, peut-être, qu'il y a environ deux mois, dans une esquisse de la situation poétique actuelle, je vous signalais la sorte de désaffection dont pâtissaient, depuis quelque temps, les poèmes à forme régulière.

Or, à diverses lettres que j'ai reçues, je crois comprendre qu'on m'a mal compris. Certains de mes correspondants me reprochent doucement d'avoir changé de goûts, d'orientation littéraire (ce qui serait, après tout, mon droit). D'autres m'accusent d'une hostilité tenant du préjugé contre la prosodie orthodoxe. Aux uns comme aux autres je puis affirmer qu'ils se trompent.

Parce que, avant d'aborder la présente rubrique, je n'exprimais pas publiquement mes idées sur la poésie, il n'en résulte pas que ces idées fussent différentes de celles que je n'ai cessé de professer ici. Et quant aux vers réguliers qui ne m'ont rien fait, je n'ai aucun motif de leur en vouloir.

En notant l'espèce de lassitude, ou pour employer un mot dont je ne trouve pas l'égal en français, l'espèce de *tædium* que nous inspiraient les poèmes à forme fixe, ce n'est pas au contenant que j'en avais, c'est au contenu.

Qu'importe les dehors si le dedans est vide? Or, il m'était impossible de ne pas remarquer que, dans les vers réguliers, la virtuosité primait souvent le fond, que la poésie ne consiste pas dans le mélange habile, voire artistique, de cadences bien observées avec des vocables bien ajustés, et que, pour qu'elle nous touche aujourd'hui, il faut plus que cette adroite mixture de rythmes et de mots : un sens intérieur, une puissance intime, une certaine moelle.

Et la preuve sinon de la justesse, du moins de la sincérité de ces déclarations, c'est que si j'en avais la place, mes pre-

mières lignes seraient maintenant pour vous dire tout le bien que je pense de deux recueils poétiques composés en vers réguliers. L'un que je vous ai déjà mentionné, *Connaissance de la Déesse*, de M. Lucien Fabre, dont l'œuvre s'apparente avec celles de Mallarmé et de M. Paul Valéry. L'autre formé de trois *Odes*[1] de M. Paul Valéry lui-même et dont la seconde particulièrement, la *Pythie*, me paraît un des morceaux poétiques les plus remarquables de ces derniers mois. Sujet antique, octosyllabes impeccables, rimes irréprochables, tout qui rapproche cette ode des poèmes parnassiens, classiques, objectifs de naguère. Seulement ce qui, au lieu de nous laisser froids, nous émeut ici, c'est la flamme intérieure dont brûle ce poème régulier, la substance poétique dont en sont chargés, à en craquer, tous les vers, le tour de main quasi michel-angelesque dont ils sont tordus et pétris ensemble...

Je voudrais poursuivre. Et vous verriez combien je suis peu prévenu contre les poèmes à forme fixe. Mais ce n'est pas aujourd'hui le jour. Il nous faut repartir du point où nous étions restés : à savoir les résistances que rencontrent encore parfois dans le public les poètes nouveaux, puis les raisons de ces résistances. Et, pour ce faire, commencer par l'extrême gauche, par les moins accessibles de ces poètes : les cubistes et les dadaïstes.

Hélas ! en ce qui concerne les premiers, l'enquête s'annonce d'autant plus ardue que si leurs poèmes ne sont pas toujours clairs, leur esthétique, leurs visées le semblent encore moins.

Je vous ai dit, autrefois, combien me paraissaient dénués de cohérence et approximatifs les essais d'esthétique formulés par certains protagonistes du groupe, Guillaume Apollinaire et M. Max Jacob. Depuis lors, nos lumières sur les arcanes de l'école ne se sont guère accrues.

Dans le petit livre dû à un poète qui est vraisemblablement le véritable fondateur du cubisme littéraire, M. Pierre Reverdy, dans *Self Defense* dont je vous ai déjà parlé, je lis sur la critique les remarques des plus pénétrantes. M. Pierre Reverdy a notamment dénoncé avec beaucoup de vigueur le tort de nombre d'entre nous, qui font porter tout leur effort sur la discussion des idées et des sentiments, quand, en matière de roman et de poésie, c'est à la critique d'art que devrait revenir le pas. Opinion trop conforme à la façon dont j'ai tâché

1. Éditions de la Nouvelle Revue Française

de procéder ici, pour ne pas obtenir toutes mes sympathies.

Mais sur le cubisme en soi, j'ai eu beau feuilleter et refeuilleter le volume : aucune indication d'ensemble, nul tracé de doctrine générale.

Force m'a donc été de chercher dans les œuvres mêmes des cubistes les intentions que, soit dédain du public, soit inaptitude à la théorie, ils négligent de nous révéler. J'ai lu, à cet effet, à peu près tout ce qu'ils avaient publié depuis un an. Et vous l'avouerai-je, au lieu des clartés que j'espérais, ce que j'ai rapporté d'abord de ces lectures, c'est une fatigue immense. Était-ce chez moi dépression consécutive à une villégiature trop brillante ou incompréhension foncière et irrémédiable, mais au bout d'une heure je me sentais littéralement exténué.

Il est vrai que, sans le vouloir, j'avais débuté par les plus durs : M. Pierre Reverdy et M. Marcel Willard.

Mais oui, M. Reverdy, que je vous mentionnais naguère comme le moins abscons des cubistes, comme entaché même de conservatisme, et dont je vous avais cité quelques poèmes émouvants et charmants, je ne saurais vous dire le mal que m'a donné sa *Guitare endormie*[1]. Je l'ai relue deux fois, trois fois, car je sais que M. Reverdy est un poète et, qui plus est, un poète sincère, convaincu, insoupçonnable d'obscurité voulue et réclamière. J'ai trouvé dans ses poèmes de jolis traits de crayon à la japonaise, des images personnelles, des fragments de sites heureusement rendus. Mais le sens de chacun de ses poèmes, l'intention soit humaine soit artistique qui se dégage de l'œuvre, je serais incapable de vous les dire.

Après *Tour d'horizon*[2] de M. Marcel Willard, impressions presque pareilles. En cherchant bien, je découvre un *Retour triomphal* des troupes, qui ne manque pas d'une certaine couleur, d'une certaine verve amère ; une *Ballade au Passant*, d'une sensibilité assez profonde et douloureuse. Dans le reste, je me perds. Le talent littéraire n'est pas douteux, le vocabulaire varié et précis. Mais cet impressionnisme métaphysique, ce mélange d'hermétisme et de réalisme, de Rimbaldisme et de futurisme, je n'en ressens que la richesse verbale sans pouvoir en déchiffrer la signification.

Heureusement, parmi les autres, la prospection allait se faire moins difficile. Avec M. Blaise Cendrars et son *Transsi-*

1. Imprimerie littéraire, 4, rue Tardieu. — 2. Au Sans-Pareil.

bérien, son *Panama*[1] ou ses *Poèmes élastiques*[2], avec M. Paul Morand et ses *Feuilles de température*[3], avec M. Philippe Soupault et sa *Rose des Vents*[4], avec M. Jean Cocteau et ses *Poèmes*[5] je me sentais plus en pays de connaissance. Leurs champs d'observation comme leurs qualités communes me sont familiers. Malgré la diversité des dons, les uns plus lyriques, les autres plus humoristes, tous ont cette double et semblable caractéristique d'être de fervents Parisiens et de fervents voyageurs. Tous se plaisent à croquer, en des esquisses relevées de couleur, les moindres parages de la capitale, les plus humbles, et je dirais presque ses plus fugaces instants. Tous aussi aiment à chanter les plaisirs et les vicissitudes des voyages, les grands express, les grands steamboats, les fils télégraphiques du bord. Et si cette fois M. Cocteau fit quelques infidélités à l'itinéraire cubiste, dans ses gracieuses estampes d'Italie ou d'Espagne, tous ont pour terre de prédilection les États-Unis, leurs grandes villes avec leurs gratte-ciel, leur Far-West sans bornes avec ses localités perdues. Espagnole ou italienne dans le romantisme, la couleur locale, dans le cubisme, s'est naturalisée américaine ; et chez lui, à l'inévitable taverne avec ses ribauds a succédé l'inévitable bar avec ses nègres.

A tout cela je n'ignore pas que, sans parler du futurisme, il existe des antécédents. Si je prends les ironistes et que je confronte leurs poèmes avec les *Chansons des Trains et des Gares*, de M. Franc-Nohain, qui datent de 1900 ou avec le *Livre de M. Barnaboth*, de M. Valery Larbaud, qui date de 1908, je relèverai des deux parts plus d'un point de similitude. Si je ne considère que les impressionnistes et leur manière serrée et elliptique de brosser un site, un coin de rue, ou de noter une ambiance, comment ne pas évoquer le curieux poème dont voici quelques extraits :

Bonnes gens qui m'écoutez, c'est Paris, Charenton compris... Maison fondée en... à louer... Médailles à toutes les expositions. Chantiers en gros et en détail de bonheurs sur mesure. Maison recommandée. Prévient la chute des cheveux. Envoie en province. Facilités de paiement, mais de l'argent... Et ça se ravitaille, import et export par vingt gares et douanes. Que tristes, sous la pluie, les marchandises ! Amour, à toi, des maisons d'or aux hospices dont les langes et les loques feront le papier des billets doux à monogrammes, trousseau et layettes, seules eaux alcalines reconstituantes,

1. Éditions de la Nouvelle Revue Française. — 2, 3 et 4. Au Sans-Pareil. — 5. La Sirène.

ô chlorose ! bijoux de sérail, falbalas, tramways, miroirs de poche romances !...

Maisons de blanc : pompes voluptiales ; maisons de deuil : spleenusités, rancœurs à la carte. Et les banlieues adoptives, humus teigneux, haridelles paissant bris de vaisselles, tessons, semelles, de profil sur l'horizon des remparts... Un chien aboie à un ballon là-haut. Couchants d'aquarelliste distinguée ou de lapidaire en liquidation... Que les vingt-quatre heures vont vite à la discrète élite !

Mais les cris reprennent ! Avis important ! L'Amortissable a fléchi. Enchères, experts. Avances sur titres cotés, achats de nu-propriétés, de viagers, d'usufruit... Indicateurs, annuaires étrennes. Madame Ludovic prédit l'avenir de 2 à 4. Au *Paradis des Enfants*. Grand choix de principes à l'épreuve. Soupers de centième ! Machines cylindriques Marinoni !... Et l'histoire va toujours dressant, ratissant ses tables criblées de précieux *idem* — ô Bilan, va quelconque !...

Et comment ne pas rester songeur en apprenant que ce poème si proche du cubisme, pour ne pas dire d'un cubisme parfait, date de 1885 et qu'il a pour auteur, devinez qui? Jules Laforgue !

Que conclurons-nous de ces rapprochements? Simplement que l'idée, ou si vous préférez l'école était dans l'air, puisque successivement en 1885, en 1900, en 1908, des poètes si distingués s'en étaient faits, à leur insu, les annonciateurs.

S'ils ne poussèrent pas plus loin leurs tentatives, c'est évidemment que l'atmosphère du jour n'en favorisait pas la diffusion. Tandis que notre époque ultra-sensible, rapide, vivace, amie des couleurs crues, des lumières violentes, du mouvement, du bruit, de l'étrangeté devait forcément être propice à la floraison d'une école si en rapport avec ses appétences avouées ou inconscientes.

Ce qui sépare donc encore le public lettré du cubisme, ce ne sont pas des questions de clarté, de compréhension, de forme. C'est une question d'accommodation réciproque, car entre eux une sympathie latente ne demande qu'à agir. Le jour où un cubiste comme M. Reverdy renoncerait à dissimuler la fine sensibilité qui est en lui, sous des notations matérielles dont la ténuité et l'enchevêtrement déroutent, le jour où des cubistes comme M. Blaise Cendrars (ainsi qu'il fit dans *J'ai tué*), comme M. Jean Cocteau, comme M. Paul Morand renonceraient à confiner leur inspiration et leurs regards dans un parisianisme étroit ou dans un exotisme limité...

Mais m'arrêtez-vous, s'ils renonçaient à tout cela, ce ne serait plus de vrais cubistes. Quelle erreur !

Lisez plutôt le récent recueil de *Poésies* de M. Jean Cocteau. Vous y verrez poindre l'aube des changements que je souhaite. Quitte à me brouiller avec M. Cocteau, je vous assure que des pièces comme *Oceano Roof*, comme *Batterie*, comme *Iles*, entre autres, sont, émotion, grâce, ingéniosité, de l'accès le plus abordable et sans rien perdre du piment propre à l'école.

Lisez surtout *Prikaz*[1], où M. André Salmon, abdiquant la forme orthodoxe de ses *Féeries* et de son *Calumet*, débute dans le cubisme par un poème sur la Révolution russe, où l'originalité du ton et des détails n'enlève rien à la clarté. L'audace de la plupart des pièces m'empêche de vous en offrir une citation. Mais il y a dans cette fresque aux nuances criardes, à l'ironie sauvage, à la tendresse vengeresse, un mordant, un mouvement, une fougue que la poésie régulière eût eu peine à réaliser. Lisez, puis comparez à ce qu'eussent donné sur le même sujet un réaliste comme Coppée, un lyrique comme Barbier et vous percevrez tout ce que le cubisme peut infuser de neuf et d'actuel à notre ancien art poétique.

Et d'ailleurs, les perfectionnements que je rêve sont si peu chimériques qu'en peinture déjà ils commencent à se manifester.

Dernièrement, comme un professionnel me vantait une série de portraits de M. Picasso, qu'il allait exposer, je lui demandai :

— Des portraits directs?

— Oui, directs. Tiens, vous connaissez l'expression?

Puis il m'expliqua que, dans le métier, en cubisme, on distinguait deux sortes de peintures : l'une, l'indirecte, qui consiste dans les bariolages géométriques que vous savez ; l'autre adéquate à la nature et qualifiée couramment de « directe ».

Rien ne dit que prochainement nous ne verrons pas surgir dans la littérature cubiste la même distinction. Je ne prétends pas qu'alors le cubisme indirect serait ruiné. Mais je verrais au cubisme direct la meilleure chance et les meilleures destinées.

*
* *

Quant aux dadaïstes, je n'ai pas à vous apprendre qu'ils sont en pleine forme. Des représentations tapageuses et des conférences agitées les ont imposés à l'attention. Ils ont

1. La Sirène.

soulevé avec fracas les rires et les malédictions de la presse. Enfin, comble de fortune, une revue classée, la *Nouvelle Revue française* leur a accordé non seulement l'hospitalité pour un manifeste, mais encore l'honneur d'une discussion serrée de ce manifeste par M. Jacques Rivière, l'auteur de l'important livre que vous connaissez, sur les pères du symbolisme. Bref 1920 aura été leur année. Reste à savoir ce que seront les autres.

Personnellement, je n'en augure pas mal, la plupart de ces jeunes poètes montrant des dons littéraires réels, n'étant dénués ni de malice ni de fantaisie, et l'ensemble du groupe professant une doctrine assez solide, comme, au reste, toutes les doctrines négatives.

Socialement je n'y insisterai pas puisqu'elle se réduit à un anarchisme total, niant l'essentiel de la société. Toutes les jeunesses ont passé par là et à toutes les jeunesses cela a passé.

Littérairement, leur nihilisme présente plus d'intérêt en ce que pour la première fois, dans les lettres, il proclame l'équivalence des valeurs, l'égalité des impressions, des idées, des sentiments, des sensations. Dès lors tout se valant, plus n'est besoin de choix. Il n'y a qu'à ouvrir l'esprit ou la bouche et à laisser faire la plume ou la langue. « Qu'est-ce que c'est beau? Qu'est-ce que c'est laid? Qu'est-ce que c'est grand, fort, faible? Qu'est-ce que c'est Carpentier, Renan, Foch? Connais pas. Qu'est-ce que c'est moi? Connais pas. Connais pas, connais pas, connais pas. » Par ces énergiques déclarations de M. Ribemont-Dessaigne se clôt le fort lucide manifeste de M. André Breton. Regardons ce qu'elles donnent dans la pratique.

J'ouvre *Unique Eunuque*[1], de M. Francis Picabia, et j'y lis ce qui suit :

Essayons l'heure actuelle
Dans l'alphabet chasse gardée
De l'ombre lentement
Véritablement livres sterling
Sous virginal louis coucou
Qui fait domicile conjugal sous la pluie
Mais riant plus fort le café
Est à sept kilomètres capitale
Le petit chacal des sonnettes
Ivres d'alcool gentilhomme
Au milieu des femmes camarades

1. Au Sans-Pareil.

J'ouvre les *Champs magnétiques*[1], de MM. André Breton et Philippe Soupault, et j'y rencontre des dialogues comme ceux-ci :

— Ma tête commence à être difficile à prendre à cause des épines. Venez, mon cher ami, du côté du marché aux poissons. J'ai vu dans l'œil d'une dorade une petite roue qui tournait comme dans le boîtier d'une montre. J'ai fait expédier l'animal à M. Richepin pour lui donner à réfléchir.

— Calmez-vous, c'est à deux pas d'ici ou à deux kilomètres que l'on opère pour vingt francs les aveugles mort-nés. Est-ce vous le chirurgien?

. . . . . .

— Ce plafond vous fait peur et je sais que si nous n'y prenons garde, un vieillard, c'est-à-dire la bibliothèque, me marchera sur le pied.

— Baste ! Il y a longtemps que j'ai donné la liberté à ce fameux ver à soie. Au Caire les officiers de marine sont de jolies feuilles de mûrier.

Ou encore des poèmes comme celui-ci :

J'AI BEAUCOUP CONNU

Le général Eblé distance
Papillotes
Les incompatibilités d'humeur suivant l'astronomie
Une personnification de Bonjour
L'ivresse triste des dégustateurs
A présent je me balance sur la chute des feuilles et je dors la tête dans les plumes comme une casserole. Tout m'est indifférent depuis les signaux singuliers où s'affirma la jalousie de la poussière.

Eh bien, que voulez-vous, je ne trouve pas tout cela déplaisant. On est bercé au cahot des mots. On sourit de leurs accouplements cocasses. On ne songe pas à comprendre. Au demeurant, c'est très reposant.

Puis peut-être aussi ma bienveillance tient-elle à ce que depuis des années l'amitié m'a mis en relations avec les fondateurs sinon officiels du moins authentiques du dadaïsme — mon ami M. J.-É. Blanche, si friand de dadaïsme, sera bien surpris de connaître leurs noms : MM. Abel Faivre et Sem.

Je n'avance pas cette assertion par plaisanterie, mais très sérieusement et par expérience. Depuis des années, MM. Abel Faivre et Sem, dans l'intimité, s'abandonnent à une sorte de délire secret qui les pousse à des éjaculations verbales où les mots cascadent, s'entre-choquent, s'embrassent en une

1. Au Sans-Pareil.

invraisemblable confusion. C'est comme une ivresse locutoire qui les saisit, un besoin de soulager leur esprit ou leurs nerfs par une décharge de vocables sans suite. Et rien d'une farce de rapins, rien d'un dadaïsme d'atelier. Un dadaïsme intégral au contraire, un dadaïsme sans choix ni loi. Si bien qu'ayant voulu m'y risquer à mon tour, j'y ai échoué par excès de syntaxe et de logique. Mes essais dadaïstes avaient un vague sens, mes phrases un sujet, un verbe, un attribut. Et sur les conseils de MM. Faivre et Sem, je renonçai à des exercices pour lesquels la vocation me manquait.

Cette initiation précoce vous expliquera tout au moins mon faible envers le dadaïsme.

M. Jacques Rivière, lui, le considère d'un œil moins tendre. Il ne l'envisage que sous l'angle de l'art classique, sous l'angle si je puis dire de la morale esthétique. Il se réjouit de son succès pour la démonstration le dadaïsme nous apporte des aberrations où peut conduire le subjectivisme instauré par le romantisme et outré par le symbolisme. Il le remercie comme il remercierait une sorcière dont les affreux maléfices nous dévoileraient l'abomination de Satan.

La thèse peut se défendre. Elle n'est pas la mienne. En littérature j'ai toujours cru à l'influence des individus, des œuvres, jamais à celle des écoles, des théories. Sans Victor Hugo, Lamartine, Vigny qu'eût été le romantisme? Supprimez, par contre, de leurs ouvrages, préfaces, arguments, commentaires, en perdent-ils une once?

Si donc je remerciais le dadaïsme, ce ne serait pas pour l'horreur résipiscente que doit inspirer son œuvre mais pour le contrepoids que sa doctrine, son programme, ses manifestes opposent à tellement de doctrines, de programmes, de manifestes qui promirent tant et firent si peu.

FERNAND VANDÉREM

LES AMBITIONS COLONIALES DE L'IMPÉRIALISME JAPONAIS

Le Japon ne se contente point d'avoir reçu de la Conférence de la Paix le droit de mettre la main sur le Chantoung et sur les colonies allemandes situées au nord de l'équateur. Il vient de s'installer en Sibérie Orientale dans des conditions qui permettent de prévoir un établissement durable ; et il a, tout récemment, occupé le nord de Sakhaline. — Nouvelles satisfactions partielles données aux ambitions illimitées de ses impérialistes.

On a, ici même, dans un précédent article [1], analysé les origines de l'impérialisme japonais. Rappelons les idées essentielles exposées à ce propos.

L'impérialisme représente l'application à la politique actuelle de la plus vieille religion du pays, le Shintoïsme. Le Shintoïsme révèle que les îles japonaises sont d'origine divine ; elles sont nées des amours fraternelles de deux divinités, Izanagui et Izanami. La race japonaise est une race privilégiée. Le Japon est le premier pays du monde. Il a le devoir, la « mission céleste », d'enseigner, — certains disent : d'unifier,

1. *La Question du Chantoung. Revue de Paris*, 15 juin 1920.

tous les peuples de l'Asie. Il doit prendre sur ses épaules « le fardeau de la race jaune ». Il doit, d'abord, « contrôler le pouvoir des Blancs en Asie », les empêcher de s'étendre encore au détriment des Jaunes, faire prévaloir une « doctrine de Monroë » orientale. Le but, c'est que les Jaunes se dirigent eux-mêmes, c'est une sorte de *Home Rule* asiatique : « Aux gens d'Asie les choses d'Asie. »

Aux antiques traditions religieuses se mêlent, pour former l'actuel impérialisme, des intérêts économiques très modernes. Les capitalistes japonais ont augmenté beaucoup leurs richesses par suite de la guerre. Ils se sont enrichis en fournissant des munitions aux Alliés; en répandant à travers tout l'Extrême-Orient et sur toute une moitié du monde, les produits de leur industrie, ne rencontrant plus en face d'eux aucune concurrence; en utilisant leurs bateaux, devenus de plus en plus précieux par suite de la hausse des frets. Ils ont accumulé des capitaux qu'ils désirent faire fructifier dans les pays où le Japon s'installerait en dominateur. Puis certains hommes de la classe moyenne, ayant reçu une instruction supérieure à leur situation présente, espèrent en tirer un meilleur parti dans des colonies ou des pays soumis à la domination japonaise.

On a vu, dans l'article précédemment cité, pour quelles raisons l'impérialisme japonais s'attaque surtout à la Chine, rêve d'y établir une sorte de protectorat, et aussi comment la mainmise sur le Chantoung représente une première satisfaction donnée à cette tendance.

Mais l'impérialisme japonais a des ambitions qui dépassent même l'immense République voisine. Il convoite aussi plusieurs colonies d'autres puissances. Parmi les formes diverses de cet impérialisme, on peut distinguer celles qui sont plutôt orientées vers le nord, et celles qui sont plutôt tournées vers le sud de la Chine.

***

L'impérialisme orienté vers le nord de la Chine a déjà obtenu l'occupation de la partie méridionale de Sakhaline, ou Karafouto (au-dessous de 50° de latitude nord), cédée par

la Russie au traité de Portsmouth de 1905, le protectorat puis l'annexion de la Corée, la mainmise sur la Mandchourie et la Mongolie orientale. Mais il ne se satisfait point de ces résultats.

Il vise le nord de Sakhaline, toujours placé sous la domination russe, ses forêts, son sous-sol riche en minerais. On se rappelle que le partage de Sakhaline, au traité de Portsmouth, causa au peuple japonais une amère désillusion [1] et provoqua, avec l'absence d'indemnité de guerre, la grave émeute de septembre 1905 à Tokyo. — Or, au début de juillet 1920, on a appris que le Gouvernement japonais a décidé d'occuper la partie nord de Sakhaline, comme garantie pour le payement des indemnités exigées par suite des massacres de Nicolaïewsk.

L'impérialisme japonais s'intéresse aussi à la Sibérie orientale, à ses côtes, à ses terres fertiles, à ses forêts, à ses richesses minières. Au cours des discussions qui ont précédé la fin de la guerre russo-japonaise, bien des Japonais souhaitaient la mainmise de leur pays sur une partie de la Sibérie, particulièrement sur Wladivostock. Il est très dangereux, disaient-ils, pour la tranquillité des mers de la Chine et du Japon, qu'il soit possible de réunir à Wladivostock une flotte puissante. Un groupe expansionniste, la *Société Orientale, Tobo Kyokaï*, et le professeur Tomizou, souhaitaient alors que la Russie cédât au Japon toute la Sibérie à l'est du 100° de longitude, c'est-à-dire à l'est du Baïkal : la Sibérie orientale formerait une colonie japonaise, douée de *self government* sur le modèle canadien ou australien [2].

La guerre mondiale, puis l'expédition japonaise en Sibérie ont ressuscité ces visées expansionnistes. En novembre 1917, dans la revue *Nihon oyobi Nihonjin* (*le Japon et les Japonais*), le docteur Térao, ancien fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères, actuellement professeur à l'Université impériale de Tokyo, déclarait qu'une expédition japonaise en Europe serait déraisonnable, mais que, si les Alliés la demandaient, il faudrait l'accorder à deux conditions : reconnaissance de la situation prédominante du Japon en Orient et Extrême-Orient, et cession par la Russie au Japon de

1. L. Naudeau, *le Japon moderne*. Paris, Flammarion, 1909, p. 195.
2. Louis Aubert, *Paix japonaise*. Paris, Colin, p. 32.

la province Amour [1]. Dans la revue *Kokouchô* de février 1918, M. Ishikawa Hanzan, rédacteur en chef du journal populaire le *Yorozou* de Tokio, demandait comme l'une des conditions de paix, le droit pour le Japon d'administrer les chemins de fer russes en Sibérie et le chemin de fer de l'Est Chinois, « pour prémunir le Japon contre l'éventualité d'une attaque allemande ». Il souhaitait aussi l'ouverture de Wladisvostock au commerce international, et le désarmement par la Russie de certains districts comme ceux de Kharbine et de Nicolaïevsk. En mars 1918, le docteur Soyéda, directeur du journal *Hochi*, demandait comme compensation pour l'intervention japonaise, la moitié de la Sibérie [2].

Dans quelle mesure les milieux dirigeants du Japon ont-ils subi l'emprise de ce vaste rêve sibérien? On peut, d'abord, retenir un fait curieux, révélé au début de 1919 par les débats de la Chambre japonaise des représentants. Le Japon avait dû envoyer 7 500 hommes en Sibérie ; le ministre de la Guerre a reconnu en avoir envoyé dix fois plus, soit 75 000 hommes. Selon l'organe américain de Tokyo, l'*Advertiser* [3], c'est le parti militaire japonais, c'est-à-dire l'État-Major, qui aurait pris cette décision, contraire aux déclarations du ministre des Affaires étrangères (comme il a continué à faire envoyer des armes aux Nordistes chinois malgré les ordres contraires du Gouvernement). Sans doute attendait-il de cette intervention une occasion favorable pour conquérir la Sibérie, ou pour y obtenir une situation prédominante.

Au début de 1919, il faut reculer. L'État-Major annonce le rappel d'une partie des troupes : le but de l'expédition, dit-il, est atteint, puisque les Tchéco-Slovaques sont sauvés et que le pays est délivré des bandes d'anciens prisonniers allemands et austro-hongrois. Les Pairs critiquent, à ce propos, le ministère, demandent au président du Conseil, M. Hara, si vraiment le but de l'expédition est atteint [4]. La question ainsi posée suggère qu'il y avait à l'ample expédition sibérienne un but secret...

1. Cité par *New East*, décembre 1917, p. 1914.
2. *New East*, avril 1918, p. 379.
3. 22 avril 1919.
4. *Jiji*, cité par *Advertiser* du 17 avril 1919.

La presse japonaise, à ce moment, fait connaître la véritable raison de l'abandon momentané de la Sibérie : l'opposition de l'Amérique. Et elle exprime son mécontentement de la politique suivie alors qu'elle juge trop faible [1], Sans doute le gouvernement attendait-il une occasion meilleure. Elle lui a été fournie par l'agitation qu'a provoquée la Révolution bolcheviste jusqu'aux confins orientaux de l'ancien Empire russe. Tour à tour on a appris, en janvier 1920, que les Japonais envoyaient d'importants renforts à Wladivostock ; en février 1920, que les effectifs japonais en Sibérie atteignaient cent mille hommes ; enfin, — information d'une importance essentielle, — que l'Amérique laissait au Japon les mains libres en Sibérie [2]. Alors, en avril 1920, les Japonais se sont installés à Wladivostock, et répandus à travers la Sibérie orientale. Le Gouvernement japonais a déclaré qu'il n'avait aucune ambition politique en Russie (comme il avait déclaré jadis qu'il respecterait l'indépendance de la Corée), mais il a formulé les conditions auxquelles il retirerait ses troupes de Sibérie : ce serait quand la situation du pays serait calme, quand les menaces contre la Corée et la Mandchourie auraient cessé, quand la sécurité des Japonais en Sibérie serait certaine, quand les communications seraient libres. — De longtemps sans doute ces conditions ne seront pas remplies. « C'est, écrit M. André Dubosq [3], un immense territoire qui va se trouver sous le contrôle exclusif du Japon... Sibérie orientale, Mongolie, qui complète géographiquement la première, Mandchourie, Chantoung : 80 millions d'âmes sous le contrôle du Gouvernement mikadonal et 2 millions de kilomètres carrés, qui ne sont pas tous désertiques, tant s'en faut ! Rien que la zone méridionale de la Sibérie, dont le climat est supportable, compte 7 754 000 hectares de terres cultivées. »

Ainsi se réalisent les ambitions coloniales de l'impérialisme japonais orienté vers le nord de la Chine.

1. *Kokoumin, Yorozou, Tokyo Asahi* du 19 janvier 1919 ; *Kokoumin* du 27 janvier 1919 ; *Yamato* du 28 janvier 1919.
2. *Temps* du 9 avril 1920.
3. *Temps* du 9 avril 1920.

***

Une autre tendance de l'impérialisme japonais s'exprime par le titre même d'un ouvrage fort lu et discuté, du député Takékoski Yousabouro : *Au Sud ! Au Sud !* Le Japon, selon lui, doit suivre le courant qui pousse tous les peuples, pendant le cours de leur histoire, à s'étendre au Midi. Il doit, dans cette progression, tantôt appliquer des méthodes pacifiques, tantôt envisager des actions agressives. Le « Sud », c'est Formose, conquise il y a vingt-cinq ans, et ce sont les îles allemandes récemment accordées au Japon par la Conférence de la Paix, les Mariannes, les Carolines, les Marshall, Le « Sud », c'est aussi, à l'est de ces îles, les Hawaï et, à l'ouest, les Philippines. Le « Sud », c'est l'Indochine française et les Indes hollandaises.

Le Gouvernement n'encourage ni ne décourage les visées de ses sujets sur ces colonies étrangères. Il étudie, à l'aide de ses fonctionnaires et de ses espions, toutes les possibilités d'expansion politique ou économique. Il laisse à l'avenir le soin de prolonger ces études en plans précis d'action.

Une première satisfaction donnée à l'impérialisme tourné vers le Sud, a été la mainmise sur Formose, ou Taïwan, cédée par la Chine en 1895, et sur sa dépendance l'archipel des Pescadores, Hokôtô Rettô. Puis la guerre a permis au Japon d'occuper les îles allemandes dites du groupe micronésien, situées au nord de l'équateur, Mariannes, Palaos, Carolines, et Marshall [1].

Ces îles sont, ou peuvent devenir, d'utiles escales entre le Japon, la Chine du Nord, l'Amérique du Nord d'une part, l'Australie d'autre part. Elles sont situées « sur une grande route de l'avenir, sur la route directe de Panama ou de Nicaragua à Hongkong [2] ». Au point de vue économique, leur valeur n'est pas négligeable. Le cocotier, dont tous les éléments sont utilisables [3], y pousse partout, notamment aux îles Marshall. Il donne le coprah, qui sert à faire du savon, de

1. J'ai étudié *les récentes acquisitions japonaises dans le Pacifique* dans la *Revue du Mois* du 10 mai et du 10 juin 1920.

2. Henri Hauser, *Colonies allemandes impériales ou spontanées*. Paris, novembre 1900.

3. Capus, *Produits coloniaux*. Paris, 1912, p. 280.

l'huile d'éclairage, et ce beurre végétal que l'on nomme la végétaline. Il y a des phosphates aux Marshall (île Nauru) et aux Palaos (île d'Angaur) ; du guano, des perles, de la nacre aux îles Marshall. Les Mariannes contiennent de magnifiques vergers, riches en orangers, en citronniers, en caramboliers, en pamplemoussiers.

Les Japonais s'étaient intéressés, même avant la guerre, à certaines de ces îles. Ce sont eux qui avaient mis les Mariannes en valeur et y avaient établi des comptoirs [1]. Leur nombre y dépassait celui des Européens. Aussi le Gouvernement japonais a-t-il été heureux d'occuper ces îles peu après la déclaration de guerre à l'Allemagne, dès octobre 1914. Il en a commencé la *japonisation* et l'exploitation économique. Il a manifesté la volonté de les garder, et obtenu l'adhésion des Gouvernements anglais et français. Bien que les accords attribuant les colonies allemandes aux diverses puissances n'aient pas encore été publiés, on sait que la Conférence de la Paix a décidé d'accorder au Japon les îles allemandes situées au nord de l'équateur.

Maintenant l'impérialisme guette d'autres proies : d'abord les Hawaï, et les Philippines.

Les Hawaï, excellent point de relâche, admirable base navale dans le nord du Pacifique, tentent depuis longtemps un certain nombre de Japonais. La question de la main-d'œuvre japonaise aux Hawaï a été, en 1906-1907, la cause initiale, et est restée longtemps l'un des éléments essentiels du conflit entre Amérique et Japon [2]. Le nombre des Japonais, dont la plupart sont employés sur les plantations sucrières, a crû constamment : il a passé de 13 000 en 1892, à 75 ou 85 000 en 1909[3], et à 90.000 actuellement. Les Japonais ont plus d'influence économique qu'aucun autre groupe, ils forment une masse compacte, gardent leur propre façon de vivre, restent fidèles à leur patrie. Beaucoup sont d'anciens soldats et d'actuels réservistes, prêts à mourir pour leur mikado. La presse allemande, toujours attentive à entretenir l'opposition entre le Japon et les États-Unis, désignait pendant la

1. Henri Russier, *le Partage de l'Océanie*. Paris, 1905, p. 335.
2. Louis Aubert, *Américains et Japonais*. Paris, Colin, p. 103.
3. H. Labroue, *l'Impérialisme japonais*. Paris, Delagrave, 1911, p. 23.

guerre les Hawaï comme « la prochaine proie du Japon[1] ». La « Perle du Pacifique » est déjà plus japonaise qu'américaine, dit l'auteur de cet article. Et il cite un article d'un organe japonais, le *Chogei Shimpo*, disant que les Japonais seront toujours les maîtres des mers asiatiques, et qu'ils finiront bien par réaliser leur rêve de s'accrocher même à la côte occidentale de l'Amérique.

Les Philippines américaines sont à 300 kilomètres de la Formose japonaise. Faisant face à la Chine méridionale, elles peuvent être une base stratégique et commerciale importante sur la route de Kobé, Shangaï et Hongkong à Singapour et à l'Australie. Leurs terres, fécondes en produits végétaux de toute sorte, leurs forêts, les richesses minérales de leur sous-sol, tentent beaucoup de Japonais. Les Philippins sont considérés comme des frères de race qu'il faudra, un jour, délivrer de la domination blanche. Les étudiants philippins sont bien accueillis au Japon. Les États-Unis, renonçant à imposer leur tutelle aux Philippins, ont promis de leur accorder bientôt une absolue indépendance : le Japon, tôt ou tard, selon certains prophètes, « cueillera ces îles comme des fruits mûrs[2] ».

L'Indochine française attire aussi l'attention des impérialistes japonais. C'est un merveilleux grenier à riz ; or, le Japon est obligé de payer cher pour obtenir cet aliment, dont il doit importer une certaine quantité pour la nourriture de ses classes laborieuses (le riz japonais est consommé par les riches ou exporté). Les mines indochinoises éveillent aussi bien des convoitises. Puis les Annamites sont considérés comme des frères de race, opprimés par des blancs, et que le « chevaleresque Japon » doit un jour délivrer. On les représente comme aspirant à l'indépendance et désireux de l'obtenir avec l'aide des Japonais.

Aucun document sérieux ne me paraît établir que le Gouvernement japonais ait jamais eu le projet précis de conquérir l'Indochine. Au moment de la guerre russo-japonaise les journaux français inféodés à la cause russe, *l'Écho de Paris*,

1. *Germania*, 28 janvier 1916.
2. Correspondance d'un journaliste allemand de New-York, H. Von Skal, dans *Münchener Neüeste Nachrichten*, du 15 mars 1916.

notamment, ont publié un plan secret de conquête ; mais ce document est, manifestement, un faux [1].

En revanche, il n'est pas douteux que le Gouvernement japonais a toujours fait surveiller de près l'Indochine, et que certains Japonais ont, à divers moments, aidé l'action des Annamites anti-français [2]. Le Gouvernement japonais entretient en Indochine des fonctionnaires et des espions (petits commerçants, coiffeurs, etc.), qui le renseignent minutieusement sur la situation du pays. Certains Japonais ont des rapports étroits avec ceux des nationalistes annamites qui rêvent de chasser les Français d'Indochine.

Depuis que la France et le Japon, par l'accord du 20 juin 1907, se sont mutuellement garanti leurs possessions en Extrême-Orient, depuis, surtout, que les deux pays se sont alliés dans la grande guerre, les impérialistes n'avouent qu'indirectement leurs convoitises sur l'Indochine. Certains Japonais ont affirmé, pendant la guerre, que la France avait proposé elle-même l'Indochine au Japon en échange d'un envoi de troupes : c'est la raison pour laquelle notre patrie apparaissait sympathique à M. Yokotsou Sennosouke, membre du parti Seiyoukaï et collaborateur de la revue expansionniste *Daï Nihon* : « Si tous les Alliés avaient agi comme la France, écrivait-il alors, les troupes japonaises seraient intervenues depuis longtemps en Europe. » D'autres Japonais demandaient que la France, si elle se décidait à abandonner l'Indochine, et par exemple, si elle voulait la céder à l'Allemagne en échange de l'Alsace-Lorraine, ne le fît pas avant d'avoir négocié à ce sujet avec le Japon. C'était la thèse notamment du journal chauvin le *Yamato*, organe du parti militaire, soutenant que le Japon doit « veiller de très près à la question de l'Indochine [3] ».

L'idée que la France pourrait un jour renoncer volontairement à l'Indochine se retrouve dans un important article qu'un Japonais ayant visité notre colonie, M. Nichizaki Jountaro, a fait paraître dans la revue *Nihon oyobi Nihonjin*

1. Voir la démonstration du baron Suyematsu, *l'Empire du Soleil Levant*, trad. franç., p. 363-365.
2. Voir, par exemple, H. Labroue, ouvrage cité, p. 166 et suiv.
3. 26 avril 1917.

(*le Japon et les Japonais*) du 15 janvier 1918. Dans ses *Impressions et observations sur l'Indochine*, il soutient que notre colonie est en retard sur Formose, puisqu'elle ne compte que 20 000 Français. L'instruction publique, satisfaisante. dans les grandes villes, est inférieure dans les campagnes. Il n'y a pas d'organisation sanitaire, ni de station d'expériences agricoles. La France n'a rien fait pour l'Indochine, sauf d'y construire un chemin de fer destiné à satisfaire ses ambitions sur le Yunnan. L'auteur conclut :

L'occupation française de ce territoire asiatique n'a pas de raison d'être ni de justification ; la France, pays dépeuplé, n'a pas pu envoyer en Indochine plus de 20 000 Français, la plupart fonctionnaires et soldats. Cette colonie est donc un fardeau inutile pour la France. Les bénéfices commerciaux qu'elle en peut tirer sont annulés par les dépenses militaires qu'elle y fait. Les capitaux français y sont instables... L'opinion de certains Annamites ainsi que celle des Japonais d'Indochine est que, à la conclusion de la paix, la France offrira l'Indochine à l'Allemagne en échange de l'Alsace-Lorraine. Cette supposition n'est pas sans fondement. C'est pourquoi nous conseillons à nos compatriotes de porter toute leur attention sur ce pays, plutôt que de songer à développer leurs affaires dans les mers du Sud. Ce pays, capable de nourrir 20 millions d'habitants, s'il est convenablement irrigué et développé, présente pour les ambitions japonaises un champ d'activité attrayant.

La revue franco-japonaise de Tokyo, l'*Information d'Extrême-Orient*, dans ses numéros des 5 et 17 février 1918, critique cet article et en souligne les inexactitudes. Au cours de cette polémique, elle signale le fait intéressant que le Gouvernement japonais a récemment envoyé une mission composée de hauts fonctionnnaires de l'administration coréenne étudier l'administration et la colonisation de notre Indochine (numéro du 17 février 1918).

La presse allemande, selon son habituelle tactique visant à diviser les Alliés, insinuait que le Japon enlèverait aisément l'Indochine à la France. M. Pichon, selon la *Kölnische Volks-Zeitung*[1]. aurait promis l'Indochine aux Japonais, si ceux-ci fournissaient aux alliés un sérieux appui militaire : mais les Japonais sauront bien la prendre sans rien donner en échange!

1. Citée par *l'Information d'Extrême-Orient*, du 5 mars 1918.

En tout cas, le Japon désirait recevoir de la France l'octroi du tarif minimum pour ses importations en Indochine. Les deux puissances ont signé, le 19 août 1911, une convention de commerce et de navigation par laquelle elles se concèdent le régime de la nation la plus favorisée. Cette concession vaut pour la France et l'Algérie. L'article 19 établit que cet avantage pourra « être ultérieurement étendu en tout ou en partie aux colonies, possessions françaises et pays de protectorat, par une déclaration consentie entre les deux Gouvernements ». Le Gouvernement japonais a demandé que le Japon puisse faire pénétrer ses produits en Indochine au tarif minimum. L'unanimité des Chambres de commerce en France et en Indochine s'est prononcée contre cette demande.

Hawaï, les Philippines, l'Indochine française sont, cependant, moins ardemment convoitées par l'impérialisme japonais, moins gravement menacées que ne le sont les Indes hollandaises. Le mouvement d'opinion qui pousse le Japon à s'emparer d'elles dès que l'occasion se présentera, est particulièrement puissant.

Dès 1900, j'avais constaté à Java l'inquiétude des milieux officiels hollandais en face de certaines ambitions japonaises [1]. Depuis, le danger s'est précisé. Les grandes richesses naturelles des Indes hollandaises, riz, thé, épices, tabacs, canne à sucre, caoutchouc, pétrole, tentent les capitalistes du Japon. Certains de ses hommes politiques font ressortir l'importance qu'aura dans l'avenir la possession de ces excellentes bases navales. Les colonies allemandes du nord de l'équateur, écrit le principal représentant de cette politique expansionniste, le député Takekoshi, l'auteur de *Au Sud ! Au Sud !* — sont de simples rochers qui ne permettent pas de dominer les mers du Sud ; il faut y joindre la possession de Java et de Sumatra. Le détroit de la Sonde doit devenir japonais : de cette base, les sous-marins japonais pourront interdire aux flottes européennes toute agression dans les mers japonaises. Au contraire, entre les mains d'une puissance ennemie, ces îles présenteraient pour le Japon un grave danger : le Japon lui-même serait menacé par une puissance ennemie pouvant utiliser ces bases

1. Félicien Challaye, *Au Japon et en Extrême-Orient*. Paris, Colin, 1905, p. 221.

navales. C'est la raison pour laquelle M. Inoukaï, le chef du parti nationaliste *Kokouminto*, demandait, dans un meeting électoral, que le Japon en prît possession, comme il devrait mettre la main sur les provinces de la Chine capables de lui fournir les ressources nécessaires en cas de guerre avec l'Occident [1]. Le danger serait encore plus grand, ajoutait en 1916 M. Takekoshi, [2] si, au terme d'une guerre indécise, la France cédait l'Indochine à l'Allemagne en échange de l'Alsace-Lorraine.

Les prétextes à intervention ne manquent pas. Prétexte proallié : les Indes néerlandaises sont des foyers de germanisme ; Java et Sumatra sont de nouveaux « Tsingtao ». Prétexte humanitaire : le Japon doit délivrer « ses frères de race les Malais, soumis, selon M. Takekoshi, à une révoltante oppression ».

L'avantage principal des colonies océaniennes enlevées à l'Allemagne, c'est, selon certains impérialistes, d'orienter l'opinion japonaise vers les *îles des mers de Sud, South seas islands*. Ils désignent d'un seul mot, *Nanyo*, cet ensemble d'îles ; une « Polynésie » (*Inselwelt*), autrement délimitée que la nôtre, comprenant, avec les anciennes colonies allemandes, les Philippines, la Nouvelle-Guinée, les Célèbes, Bornéo, Java, Sumatra. — Il est très souvent question au Japon, dans la presse, au théâtre même, de ce *Nanyo*. J'ai vu, en septembre 1917, au Théâtre Impérial de Tokyo, une pièce intitulée *Nanyo* : elle commençait par une conférence où un savant japonais décrivait les mœurs de ces peuplades sauvages, et elle se développait par une comparaison satirique avec les usages des milieux japonais « nouveaux riches », où la femme, comme dans les sociétés primitives, est mariée contre ses inclinations.

Le *Nanyo*, écrit le professeur Nitobe, de l'Université de Tokyo, dans le supplément japonais du *Times* [3], est sept à huit fois plus grand que le Japon, et il a seulement 55 millions d'habitants, dont plus de la moitié à Java. Ces indigènes sont si primitifs qu'ils se contentaient d'articles *made in Germany*.

1. *New East*, juin 1917.
2. Selon la *Francfurter Zeitung* du 27 octobre 1916.
3. 14 octobre 1916.

Le Japon pourra satisfaire leurs besoins, et à meilleur compte que ne le faisaient les Allemands. Il y a là un merveilleux domaine d'expansion économique. Écrivant pour des Anglais, le prudent professeur ajoute que cette activité commerciale ne nuira pas aux maîtres actuels de ces îles.

D'autres Japonais parlent d'acheter les Indes néerlandaises aux Hollandais. « Le Japon, maintenant qu'il est riche, peut s'offrir ce luxe : l'argent passera, les îles resteront », dit le député Takekoshi [1].

Dès maintenant, les impérialistes japonais se plaisent à parler des « îles des mers du Sud », sans distinguer entre les colonies allemandes déjà conquises et les colonies hollandaises à obtenir. La presse hollandaise a, plusieurs fois pendant la guerre, cité des faits inquiétants, et la presse allemande s'est plu à reproduire ces informations troublantes. Les Indes néerlandaises, sur certaines cartes publiées au Japon, sont peintes aux couleurs de ses colonies, tout au moins de ses sphères d'influence. Pendant les fêtes du couronnement du mikado, on a exposé un globe terrestre de plusieurs mètres, sur lequel les Indes néerlandaises étaient coloriées en rouge comme les colonies japonaises [2]. Les Japonais ont un journal de propagande dans les Indes néerlandaises, le *Nilkkwa* [3]. On a des raisons de croire que certains agents japonais ont été mêlés aux troubles de Java, de Sumatra, des Célèbes. Le *Nederlandische Kolonial Wochenblatt* reproche au Gouvernement hollandais de pratiquer à l'égard du Japon la politique de l'autruche. Le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* [4] demande au Gouvernement hollandais de fortifier les Indes pour parer au danger japonais.

Dès 1916, la presse allemande affectait de croire que les Indes hollandaises pourraient être le prix de l'aide apportée par le Japon à l'Entente [5]. En 1918, au moment où se décidait l'intervention du Japon en Sibérie, le journal de Moscou,

1. *Francfurter Zeitung*, 27 octobre 1916.
2. *Allgemeene Handelsblaad* d'Amsterdam, cité par *Münchener Neueste Nachrichten* du 26 février 1916 et *Francfurter Zeitung* du 28 février 1916.
3. *Niews van den Dag* de La Haye, citées par *Francfurter Zeitung* du 16 septembre 1916.
4. Cité par *Francfurter Zeitung* du 20 mars 1916.
5. *Münchener Neueste Nachrichten*, 26 février 1916.

Izvestia [1] reproduisait la nouvelle que le Japon recevrait comme compensation les colonies hollandaises. L'Agence Reuter a officiellement démenti cette information qui « ne repose sur aucun fondement [2] ». La légation japonaise à la Haye a été autorisée par son Gouvernement à déclarer cette nouvelle « dénuée de tout fondement [3] ».

Cependant un Japonais fantaisiste, M. Koyabara, dans la revue *Chouo Koron* de juin 1916, renonce aux Indes hollandaises, mais pour un plus magnifique butin. Il propose froidement le partage des colonies anglaises et hollandaises entre le Japon, la France et l'Allemagne ; l'Allemagne recevrait la Hollande et ses colonies, la France aurait l'Afrique du Sud, le Japon prendrait l'Australie !

Certes, l'Australasie, — Australie et Nouvelle-Zélande, — présente un grand intérêt économique pour le Japon, qui y achète de la laine, du bœuf congelé, du zinc, même du cuivre, et y vend les produits de ses usines. Mais aucun écrivain sérieux n'a, jusqu'ici, tenté d'ajouter au désir d'exploitation commerciale un projet de mainmise politique. De même la présence de travailleurs japonais en Nouvelle-Calédonie et à Tahiti, le désir japonais de nickel et de chrome, n'ont pas, jusqu'ici, donné lieu à des plans d'achat ou de conquête de nos colonies océaniennes. Le programme des impérialistes japonais est déjà assez vaste !

***

Ce programme est loin d'avoir l'adhésion unanime de l'opinion publique japonaise. Le Gouvernement n'encourage pas toutes les exagérations de ses impérialistes, même alors qu'il se rallie à certains projets d'expansion. Certains des hommes politiques les plus influents s'attachent à faire l'éducation du peuple japonais en insistant sur les droits acquis des autres puissances et sur la nécessité de respecter leurs intérêts. C'était le cas, tout particulièrement, du vicomte Motono, qui fut ministre des Affaires étrangères dans le cabinet Téraoutchi.

1. 19 juillet 1918.
2. *Temps*, 19 juillet 1918.
3. *Temps*, 3 août 1918.

Diplomate informé et clairvoyant, il connaissait et il appréciait mieux qu'aucun autre Japonais la force réelle des puissances européennes et des États-Unis. La majorité des Japonais ne me paraît pas souhaiter une rupture brutale entre le Japon et l'Europe. Le Japon a progressé en s'assimilant la civilisation moderne ; il doit continuer à se rapprocher de l'Europe et de l'Amérique : « Notre destinée est d'harmoniser le mécanisme occidental et le mysticisme oriental », écrit le professeur Oyama, dans la revue *Nihon oyobi Nihonjin* de mars 1916. C'est le sentiment des Japonais les plus réfléchis. Mais, en dépit des modérés et des sages, les désirs d'expansion territoriale se sont répandus dans bien des milieux japonais.

Les meilleurs amis du Japon ne peuvent souhaiter que se réalisent les ambitions de ses impérialistes. Il n'y a aucune raison de le laisser « coréaniser la Chine ». Il serait inadmissible de placer cette jeune République d'une si vieille civilisation sous le protectorat du Mikado. D'autre part, il n'y a aucune raison pour abandonner au Japon les colonies conquises à prix d'or et de sang par les autres puissances. Le désir, invoqué par certains Japonais, de libérer les indigènes, est un mauvais prétexte. Les Japonais, dans les colonies qu'ils possèdent déjà, n'ont pas acquis la réputation de libérateurs. Si les indigènes des colonies actuellement soumises à la race blanche atteignent un jour à la liberté, ce sera par leur propre effort, par leur progrès intellectuel, politique et économique, et avec l'aide des amis libéraux qui s'intéressent à leur cause dans les métropoles : il n'est pas nécessaire qu'ils passent, même en une période de transition, sous le joug, qui leur serait très dur, des Japonais.

C'est sur la base de la justice, nécessaire au maintien d'une paix durable, que doit s'édifier, — aussi bien qu'une nouvelle Europe, — une Asie et une Océanie nouvelles, un monde nouveau.

FÉLICIEN CHALLAYE

Le gérant : ED. PAUPHILET.

LIVRES NOUVEAUX

ANTHOLOGIE LITTÉRAIRE DE L'ALSACE ET DE LA LORRAINE

par **Ad. Van Bever**.

C'est un plaisir bien délicat qu'on éprouve en feuilletant ce volume. M. Van Bever a eu l'idée, lui aussi, d'ouvrir un concours de beautés provinciales. Il a choisi les provinces chères entre toutes, et des beautés d'ordre littéraire. Il a groupé des morceaux choisis d'écrivains nés en Alsace et en Lorraine. On ne peut mieux faire, pour donner le goût de ce livre, que de citer quelques noms, depuis Colin Muost jusqu'à François de Curel, Maurice Barrès et Charles Guérin, et dans l'intervalle Choiseul, Goncourt, About, Gebhart, Verlaine. En vérité, n'y a-t-il pas là plus d'essentielle diversité que de traits semblables? L'unité du livre serait alors dans la communauté des aspirations aux heures mauvaises, et la fraternité des destins.

CELLE QUE NOUS AIMIONS

par **Dora Melegari**.

L'action de ce roman se déroule en Italie, dans un aimable décor de villa florentine. L'histoire est simple et attachante. L'héroïne est victime d'une faute qu'elle a jadis commise : elle essaie de se faire une vie nouvelle, mais le passé se dresse entre elle et son bonheur. Elle s'éloigne à jamais de ceux qui l'aiment et dont elle ne se trouve plus digne. Le talent de madame Dora Melegari est surtout fait d'amour et de charme ; son livre respire la plus délicate mélancolie.

PAUL CHALLEMEL-LACOUR

par **Eugène Grelé**.

M. Eugène Grelé donne aujourd'hui la suite de son étude sur Challemel-Lacour. Dans le premier tome, il avait conduit le jeune homme jusqu'à l'agrégation, à travers des succès qui semblaient promettre une riante destinée. Mais la réaction qui brisait alors en France toute pensée libre — c'était après la révolution de 1848 — traite le brillant universitaire en insurgé et en proscrit. On suivra avec intérêt — pour reprendre le terme de l'auteur — « l'odyssée du Philosophe » en Italie et en Suisse. Cette étude est une bonne contribution à l'histoire de l'Université sous le second Empire : on aime à voir que là au moins chez Challemel-Lacour, Taine ou Deschanel, n'a pas péri la liberté.

SOCRATE ET LA PENSÉE MODERNE

par **René Millet**.

M. Millet a cru, comme M. Boutroux, que « l'homme dont les idées sont les plus vivantes dans la société contemporaine, c'est Socrate ». Mais il ne s'est pas borné à une analyse pénétrante de la pensée socratique, il a replacé Socrate dans son milieu, il a montré le citoyen, le soldat, autant que le sage. Des railleries d'Aristophane et des notes scrupuleuses de Xénophon, des portraits spontanément idéalisés par Platon, il a su dégager une figure vivante : car le privilège des plus hauts types d'humanité est d'être les plus accessibles et les plus aisément familiers : encore faut-il de l'histoire, de l'intelligence et de l'amour : cela n'a point manqué à M. Millet.

PAR-DESSUS LE MUR

par **Frédéric Boutet**.

On trouve chez M. Frédéric Boutet une rare fécondité d'invention, qualité fort nécessaire dans le genre qu'il a choisi. La nouvelle courte exige en effet un perpétuel renouvellement d'idées: or, chacun de ces contes est un petit drame en soi, original et parfaitement composé. Il sied aussi de louer la sûreté du trait, la ligne nette et mordante qui cerne les personnages. Chaque esquisse contient un des mille aspects de la vie, et l'artiste sait rendre avec un singulier relief ce que l'observateur a si bien vu.

LE COMMANDEMENT SUPRÊME DE L'ARMÉE ALLEMANDE (1914-1917)

par **Erich von Falkenhayn**.

Préface du Général NIESSEL.

Le général von Falkenhayn, qui fut chef du grand état-major général du 14 septembre 1914 au 28 août 1916, fait avec netteté et sobriété l'histoire de son commandement. Mieux encore que Ludendorff dans ses Mémoires, il fait comprendre combien sa tâche fut lourde : forces inférieures, ressources réduites, alliés défaillants, menaces de rupture sur tous ses fronts. Ses difficultés avec Hindenburg, qui le remplaça au commandement suprême, sont brièvement indiquées; mais il laisse entendre que si, au lieu de poursuivre une décision désormais impossible, ses successeurs avaient simplement cherché à *tenir*, à lasser l'adversaire, une paix favorable pour l'Allemagne était possible. De nombreuses cartes aident à la lecture de ce livre si important, que le général Niessel présente au public français.

LA REVUE DE PARIS

Paraît le 1er et le 15 de chaque mois

PRIX DE L'ABONNEMENT

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
PARIS, SEINE ET SEINE-ET-OISE.	80 »	41 »	21.50
DÉPARTEMENTS ET COLONIES FRANÇAISES.	86 »	44 »	23 »
ÉTRANGER.	92 »	47 »	24.50

PRIX DE LA LIVRAISON : 4 fr. 50

On s'abonne à la Revue de Paris, 3, *rue Auber, dans toutes les librairies et dans tous les bureaux de poste de France et de l'Étranger.*

Sans aucuns frais supplémentaires, la Revue de Paris *est fournie rognée aux abonnés qui en font la demande.*

Les abonnements partent du 1er *ou du* 15 *de chaque mois.*

Les mandats ou valeurs à vue doivent être adressés à la Revue de Paris, 3, *rue Auber.*

Les annonces sont reçues à la Société Nouvelle de Publicité, 11, *boulevard des Italiens, Paris.*

La reproduction et la traduction des œuvres publiées par la Revue de Paris *sont, à moins d'indication spéciale, complètement interdites dans tous les pays y compris la Hollande.*

La première Table Décennale (1894-1903) *est mise en vente au prix de* 2 *fr.* 50.

POCHY, imprimeur de la *Revue de Paris*, 85 bis, faubourg Saint-Honoré, Paris.